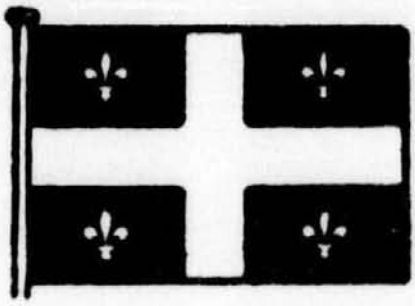


Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 2 FÉVRIER 1963

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 2, 1963

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 1515 — 1-52-o

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday,*** providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 1515 — 1-52-o

Lettres patentes

Abitibi Provincial Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er octobre 1962, autorisant la fusion de « La Cie d'Autobus & de Camionnage d'Abitibi Limitée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 27 juin 1931, et « Abitibi Provincial Transport Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 7 août 1962, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Abitibi Provincial

Letters Patent

Abitibi Provincial Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "La Cie d'Autobus & de Camionnage d'Abitibi Limitée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated June 27, 1931, and of "Abitibi Provincial Transport Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 7, 1962, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Abitibi Provincial

Inc. », avec un capital divisé en 8,000 actions ordinaires de $5 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $19,000.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Abitibi Provincial Inc. ».

Le siège social de la compagnie sera situé en la ville de Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 13061-62 — 1149/62

Inc.", with a capital stock divided into 8,000 common shares of $5 each and the amount with which the company will begin its operations will be $19,000.

The name of the new company is "Abitibi Provincial Inc.".

The head office of the company will be situated in the town of Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of October, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 13061-62 — 1149/62

Acme Litho Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Guy Denault, imprimeur, Mme Rolande Guy Denault, imprimeur, tous deux de 609, boul. Marie-Victorin, Boucherville, et Bernard Robert, comptable agréé, 7070 Louis-Hémon, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, sous le nom de « Acme Litho Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14798-62 — 1151/49

Acme Litho Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Denault, printer, Mrs. Rolande Guy Denault, printer, both of 609 Marie-Victorin Blvd., Boucherville, and Bernard Robert, chartered accountant, 7070 Louis-Hémon, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Acme Litho Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14798-62 — 1151/49

Agence d'Expédition de Québec, société par actions à responsabilité limitée
Quebec Shipping Agency, joint-stock company with limited liability

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Wilbrod Bhérer, avocat, 835, avenue des Braves, Québec, Jacques Juneau, avocat, 85, Bellevue, Ste-Foy, et Paul Laflamme, étudiant, 11, rue Fraser, Lévis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Agence d'Expédition de Québec, société par actions à responsabilité limitée — Quebec Shipping Agency, joint-stock company with limited liability », avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14692-62 — 1150/29

Agence d'Expédition de Québec, société par actions à responsabilité limitée
Quebec Shipping Agency, joint-stock company with limited liability

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Wilbrod Bhérer, advocate, 835, des Braves Ave., Quebec, Jacques Juneau, advocate, 85 Bellevue, Ste-Foy, and Paul Laflamme, student, 11, Fraser, Levis, for the following purposes:

To carry on a business as a transportation company, under the name of "Agence d'Expédition de Québec, société par actions à responsabilité limitée — Quebec Shipping Agency, joint-stock company with limited liability", with a total capital stock of $50,000, divided into 50,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14692-62 — 1150/29

Agences A. L. du Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1962, constituant en cor-

Agences A. L. du Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Jacques

poration: Jean-Jacques Larivière, industriel, 1155, rue Louis-Joliet, Duvernay, Jean Addy, entrepreneur général, 10443, rue Hamel, Montréal, et Charles Cazelais, comptable agréé, 10472, rue Émile, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, parties, accessoires et autres instruments et appareils industriels, sous le nom de « Agences A. L. du Québec Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10136, rue London, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14868-62 — 1150/129

Ajustements Union Inc.
Union Adjustment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Marcel Landry, Beloeil, comté de Verchères, François Payette, 9029, boulevard Gouin, ouest, Saraguay, et Pierre Magnan, 1267, rue Bougie, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire l'évaluation de tous dommages résultant d'accident ou de quelque autre cause et de quelque nature que ce soit, sous le nom de « Ajustements Union Inc. — Union Adjustment Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 22, rue du Joli Vent, Beloeil, comté de Verchères, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14587-62 — 1149/118

Amsel & Amsel (1962) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Michael Garber, 4338, avenue Montrose, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, 4815, chemin Queen Mary, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, et Harry Yohalem Garber, avocat, 3235, avenue Ridgewood, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de fourrures et de peaux d'animaux, sous le nom de « Amsel & Amsel (1962) Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 15,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14760-62 — 1150/68

Larivière, industrialist, 1155 Louis-Joliet St., Duvernay, Jean Addy, general contractor, 10443 Hamel, Montreal, and Charles Cazelais, chartered accountant, 10472 Émile St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in motors, machines, parts, accessories and other instruments and industrial apparatus, under the name of "Agences A. L. du Québec Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10136 London St., Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14868-62 — 1150/129

Ajustements Union Inc.
Union Adjustment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Landry, Beloeil, county of Verchères, François Payette, 9029 Gouin Blvd., West, Saraguay, and Pierre Magnan, 1267 Bougie St., St-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To assess all damages resulting from an accident or any other cause and of any nature whatsoever, under the name of "Ajustements Union Inc. — Union Adjustment Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 22 Joli Vent St., Beloeil, county of Verchères, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14587-62 — 1149/118

Amsel & Amsel (1962) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Garber, 4338 Montrose Ave., Westmount, Jacob Harold Blumenstein, 4815 Queen Mary Rd., both advocates and Queen's Counsels, and Harry Yohalem Garber, advocate, 3235 Ridgewood Ave., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of furs and animal skins, under the name of "Amsel & Amsel (1962) Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 500 common shares of $100 each and 15,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14760-62 — 1150/68

Amsel Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Michael Garber, 4338, avenue Montrose, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, 4815, chemin Queen Mary, Montréal, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, et Harry Yohalem Garber, avocat, 3235, avenue Ridgewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Amsel Holdings Ltd. », avec un capital total de $300,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune, 300 actions privilégiées première catégorie de $10 chacune et 29,500 actions privilégiées seconde catégorie de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14761-62 — 1150/98

Amsel Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Garber, 4338 Montrose Ave., Westmount, Jacob Harold Blumenstein, 4815 Queen Mary Road, Montreal, both advocates and Queen's Counsels, and Harry Yohalem Garber, advocate, 3235 Ridgewood Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Amsel Holdings Ltd.", with a total capital stock of $300,000, divided into 200 common shares of $10 each, 300 first preferred shares of $10 each and 29,500 second preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14761-62 — 1150/98

Arrow Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Joseph Roy Hoffman, 4918, Mayfair, Montréal, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, et Sydney Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Arrow Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14756-62 — 1150/31

Arrow Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Roy Hoffman, 4918 Mayfair, Montreal, Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Arrow Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14756-62 — 1150/31

Association de la Construction de Montréal Montreal Construction Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions « The Builders' Exchange » déjà constituée en corporation le ou vers le 10e jour de mars 1894, par un acte de la législature de la province de Québec, intitulé « un acte pour constituer en corporation The Builders' Exchange » (62 Victoria, chapitre 88) pour les objets suivants:

Promouvoir des relations amicales entre ses membres ainsi qu'avec le public.

Le nom de ladite corporation sera « Association de la Construction de Montréal — Montreal Construction Association ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $1,000,000.

Association de la Construction de Montréal Montreal Construction Association

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to constitute as a corporation without share capital "The Builders' Exchange" already incorporated on or about the 10th day of March, 1894, by an Act of the Legislature of the Province of Quebec, entitled "an Act to incorporate The Builders' Exchange" (62 Victoria, chapter 88) for the following purposes:

To promote good relations between its members as well as with the public.

The name of the said corporation will be "Association de la Construction de Montréal — Montreal Construction Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $1,000,000.

Le siège social de la corporation sera 3532 ouest, rue Jean Talon, en la cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14637-62 — 1151/93

The head office of the said corporation is to be established at 3532 Jean Talon Street West, in the city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14637-62 — 1151/93

Auberge de la Rivière Sauvage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Doris Pelletier, secrétaire, célibataire, Jacques O'Bready, avocat, tous deux de 230, King, ouest, et Edgar Houle, comptable, 281, Belvédère, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Auberge de la Rivière Sauvage Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lambton, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14700-62 — 1150/99

Auberge de la Rivière Sauvage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Doris Pelletier, secretary, spinster, Jacques O'Bready, advocate, both of 230 King, West, and Edgar Houle, accountant, 281 Belvedere, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a business as hoteliers, under the name of "Auberge de la Rivière Sauvage Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Lambton, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14700-62 — 1150/99

Aubut Roofing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Jean F. Laureys, avocat, chambre 1112, 1255, rue University, Berthe Laureys, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean F. Laureys, 4830, rue Jean-Brilliant, et Marcel Provost, commis, 10615, rue St-Charles, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Aubut Roofing Company Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14775-62 — 1150/69

Aubut Roofing Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean F. Laureys, advocate, Suite 1112, 1255 University St., Berthe Laureys, housewife, wife separate as to property of the said Jean F. Laureys, 4830 Jean-Brilliant St., and Marcel Provost, clerk, 10615 St-Charles St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Aubut Roofing Company Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14775-62 — 1150/69

B. & F. Metal Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1962, constituant en corporation: J.-Roch St-Germain, avocat, 7290, Casgrain, Rita Dufresne, secrétaire, fille majeure, 166, Fleury, est, Estelle Thérien, secrétaire, fille majeure, 6543, Boyer, et Claude Melançon, avocat, 11786, De Tracy, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « B. & F. Metal

B. & F. Metal Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Roch St-Germain, advocate, 7290 Casgrain, Rita Dufresne, secretary, spinster, 166 Fleury East, Estelle Thérien, secretary, spinster, 6543 Boyer, and Claude Melançon, advocate, 11786 De Tracy, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and in novelties of all kinds, under the name of

Works Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14693-62 — 1150/116

Barefoot Litho Composition & Plates Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, avocat, 63, chemin Banstead, Montréal-ouest, Samuel H. Shriar, avocat, 315, rue St-Aubin, St-Laurent, et Mollie Schwartz, secrétaire, célibataire, 1225, avenue Bernard, #1, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de cahiers, magazines, publications, journaux, pamphlets, cartes, cartes marines, gravures, lithographies, gravures à l'eau forte, gravures sur bois, électrotypies, stéréotypies, imprimés, photolithographies, images et illustrations, sous le nom de « Barefoot Litho Composition & Plates Co. », avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14915-62 — 1151/50

Adrien Bazinet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Adrien Bazinet, directeur de funérailles, Prudence Sansregret, ménagère, épouse séparée de biens dudit Adrien Bazinet, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 1920, boulevard Rosemont, Montréal, Robert Bazinet, statisticien, 5583, Jules-Auclair, Montréal, Raymond Dulude, comptable agréé, 464, des Bouleaux, St-Bruno, et Gerald Bazinet, avocat, 1892, boulevard Rosemont, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de directeurs de funérailles, sous le nom de « Adrien Bazinet Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1922, boulevard Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14732-62 — 1150/130

Rolland Beaudoin Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

"B. & F. Metal Works Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 600 common shares of $100 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14693-62 — 1150/116

Barefoot Litho Composition & Plates Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, advocate, 63 Banstead Rd., Montreal West, Samuel H. Shriar, advocate, 315 St. Aubin Street, St-Laurent, and Mollie Schwartz, secretary, spinster, 1225 Bernard Avenue, #1, Outremont, for the following purposes:

To deal in paper books, magazines, publications, newspapers, pamphlets, naps, charts, engravings, lithographs, etchings, woodcuts, electro-types, stereo-types, prints, photo-lithographs, pictures and illustrations, under the name of "Barefoot Litho Composition & Plates Co.", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14915-62 — 1151/50

Adrien Bazinet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien Bazinet, funeral director, Prudence Sansregret, housewife, wife common as to property of the said Adrien Bazinet, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 1920 Rosemount Boulevard, Montreal, Robert Bazinet, statistician, 5583 Jules-Auclair, Montreal, Raymond Dulude, chartered accountant, 464 des Bouleaux, St-Bruno, and Gerald Bazinet, attorney, 1892 Rosemount Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of funeral directors, under the name of "Adrien Bazinet Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $100 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1922 Rosemount Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14732-62 — 1150/130

Rolland Beaudoin Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Rolland Beaudoin, garagiste, 197, boulevard St-Henri, St-Henri-de-Mascouche, Guy Forest, notaire, 130, rue Notre-Dame, L'Épiphanie, et Roger Racicot, comptable agréé, 29, rue de l'Église, L'Épiphanie, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles neuves et usagées, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Rolland Beaudoin Automobiles Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14753-62 — 1150/32

bearing date the 26th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rolland Beaudoin, garageman, 197 St-Henri Blvd., St-Henri-de-Mascouche, Guy Forest, notary, 130 Notre-Dame St., L'Épiphanie, and Roger Racicot, chartered accountant, 29 Church St., L'Épiphanie, for the following purposes:

To carry on business dealing in new and used automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, and to act as garagemen, under the name of "Rolland Beaudoin Automobiles Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Berthierville, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14753-62 — 1150/32

Richard Beaulieu Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Richard Beaulieu, garagiste, 419, rue Ortona, Arvida, Gérard Blackburn, commerçant, 449, ave Ste-Anne, Chicoutimi, et Odilon Deschênes, gérant, 199, rue de la Picardie, Jonquière, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules moteurs et autres, sous le nom de « Richard Beaulieu Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14800-62 — 1150/70

Richard Beaulieu Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Richard Beaulieu, garageman, 419 Ortona, Arvida, Gérard Blackburn, tradesman, 449 Ste Anne Ave., Chicoutimi, and Odilon Deschênes, manager, 199 Picardie St., Jonquière, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles and otherwise, under the name of "Richard Beaulieu Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14800-62 — 1150/70

Bellemare Express Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Fernand Bellemare, camionneur, Louiseville, Marcel Chartier, avocat, 157, Désilets, et Violette Lamy, secrétaire, célibataire majeure, 2624, rue Marie-Leneuf, ces deux derniers de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Bellemare Express Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14786-62 — 1150/52

Bellemare Express Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Bellemare, trucker, Louiseville, Marcel Chartier, advocate, 157 Désilets, and Violette Lamy, secretary, spinster of full age, 2624 Marie-Leneuf, the latter two of Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate as a transportation company, under the name of "Bellemare Express Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Berthierville, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14786-62 — 1150/52

Bibliothèque Publique de Port-Cartier Inc. Port Cartier Public Library Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Bibliothèque Publique de Port-Cartier Inc. Port Cartier Public Library Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Mme Monique Babin, maîtresse de maison, épouse séparée de biens de Stéphane Babin, 56, boul. des Rochelois, Lionel Caron, commis de bureau, avenue Boisvert, Mme Elaine Knutson, maîtresse de maison, épouse séparée de biens de Norton Knutson, 33, 5e rue, Pierre Landry, arpenteur-géomètre, 44, boul. Audubon, et John Lees, administrateur, 2, 12e rue, tous cinq de Port-Cartier, pour les objets suivants:

Administrer une ou des bibliothèques dans la ville de Port-Cartier, sous le nom de « Bibliothèque Publique de Port-Cartier Inc. — Port Cartier Public Library Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Port-Cartier, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14791-62 — 1151/80

bearing date the 28th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Mrs. Monique Babin, housewife, wife separate as to property of Stéphane Babin, 56 des Rochelois Blvd., Lionel Caron, office clerk, Boisvert Ave., Mrs. Elaine Knutson, housewife, wife separate as to property of Norton Knutson, 33, 5th St., Pierre Landry, land surveyor, 44 Audubon Blvd., and John Lees, administrator, 2, 12th St., all five of Port-Cartier, for the following purposes:

To operate one or several libraries in the town of Port-Cartier, under the name of "Bibliothèque Publique de Port-Cartier Inc. — Port Cartier Public Library Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Port-Cartier, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14791-62 — 1151/80

E. D. Boivin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Édouard Boivin, négociant, Claude Boivin, étudiant, tous deux de Ste-Marie, et Gérard Marcotte, gérant, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Commerce de jouets, bijoux, mercerie, articles de sport, articles de classe, de nouveautés et toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « E. D. Boivin Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 120 actions ordinaires d'une valeur au pair de $50 chacune et en 1,080 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Marie, comté de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14932-62 — 1151/81

E. D. Boivin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Édouard Boivin, merchant, Claude Boivin, student, both of Ste-Marie, and Gérard Marcotte, manager, Ste-Foy, for the following purposes:

To deal in toys, jewellery, small wares, sports articles, school supplies, novelties and all types of similar specialties, under the name of "E. D. Boivin Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 120 common shares of a par value of $50 each and 1,080 preferred shares of a par value of $50 each.

The head office of the company will be at Ste-Marie, county of Beauce, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14932-62 — 1151/81

Bonhomme, Dubuc & Gauthier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1962, constituant en corporation: J.-Conrad Bonhomme, gérant, 40, rue Amherst, J.-Craig Gauthier, commis-voyageur, 57, rue Isabelle, tous deux de Hull, et Léo Dubuc, agent d'immeubles, 101, rue Ontario, Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Bonhomme, Dubuc & Gauthier Ltée », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et en 500 actions privilégiées de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins $10,000.

Bonhomme, Dubuc & Gauthier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J. Conrad Bonhomme, manager, 40 Amherst St., J.-Craig Gauthier, commercial traveller, 57 Isabelle St., both of Hull, and Léo Dubuc, real estate agent, 101 Ontario St., Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Bonhomme, Dubuc & Gauthier Ltée", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par value and into 500 preferred shares of $100 each, and the amount with which the company shall start its operations shall be at least $10,000.

Le siège social de la compagnie sera 88, rue Wellington, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 13451-62 — 1141/14

Borsos Transport Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Huguette Lessard, sténographe, célibataire, 5850, Chambord, Bertrand Lacombe, avocat, 3417, Ste-Famille, app. 1, et Jacques Fortin, avocat, 5303, Gatineau, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de camionnage et de transport de marchandises, articles et produits, sous le nom de « Borsos Transport Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14631-62 — 1151/82

Bourgault Transport Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Ulric Bourgault, camionneur, Lionel Bourgault et François Labbé, ces deux derniers comptables, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Bourgault Transport Limitée », avec un capital total de $25,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14931-62 — 1151/83

Brouillard Chevrolet-Oldsmobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-goaverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Léo-Paul Brouillard, garagiste, Réjeanne Brouillard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léo-Paul Brouillard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Nicolet, et Roger Rouleau, comptable agréé, Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Brouillard Chevrolet-Oldsmobile Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 650 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company will be at 88 Wellington St., Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 13451-62 — 1141/14

Borsos Transport Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Huguette Lessard, stenographer, spinster, 5850 Chambord, Bertrand Lacombe, advocate, 3417 Ste-Famille, Apt. 1, and Jacques Fortin, advocate, 5303 Gatineau, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of trucking and transporting goods, wares and merchandise, under the name of "Borsos Transport Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 aech.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14631-62 — 1151/82

Bourgault Transport Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ulric Bourgault, trucker, Lionel Bourgault and François Labbé, the two latter accountants, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Bourgault Transport Limitée", with a total capital stock of $25,000, divided into 100 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 ecah.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Megantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14931-62 — 1151/83

Brouillard Chevrolet-Oldsmobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent. bearing date the 4th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léo-Paul Brouillard, garageman, Réjeanne Brouillard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Léo-Paul Brouillard, and duly authorized by him for these presents, both of Nicolet, and Roger Rouleau, chartered accountant, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles, and to act as garagemen, under the name of "Brouillard Chevrolet-Oldsmobile Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 650 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14874-62 — 1151/51

The head office of the company will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14874-62 — 1151/51

Bryn Teg Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Robert Harold Earle Walker 4089, avenue Highland, Montréal, John Howard Gomery, 105, avenue Hillcrest, St-Pierre, et Charles Alexander Phelan, 1780, chemin Dumfries, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Bryn Teg Limited », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 95,000 actions privilégiées, première catégorie, d'une valeur au pair de $10 chacune et 40,000 actions privilégiées, deuxième catégorie, d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14627-62 — 1150/34

Bryn Teg Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Harold Earle Walker, 4089 Highland Avenue, Montreal, John Howard Gomery, 105 Hillcrest Avenue, St-Pierre, and Charles Alexander Phelan, 1780 Dumfries Road, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Bryn Teg Limited", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each, 95,000 first preferred shares of a par value of $10 each and 40,000 second preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of Novembre, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14627-62 — 1150/34

Café de la Place (Das Platzl) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Allan B. Frank, avocat, Henry S. Pesner, syndic, et Henry L. Silverstone, avocat, tous trois de 4 est, Notre-Dame, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Café de la Place (Das Platzl) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14792-62 — 1150/100

Café de la Place (Das Platzl) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allan B. Frank, advocate, Henry S. Pesner, trustee, and Henry L. Silverstone, advocate, all three of 4 Notre-Dame East, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Café de la Place (Das Platzl) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14792-62 — 1150/100

Calco Realty & Investment Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Roy Calvin Amaron, avocat, 7, avenue Denton, Dorval, Arthur Carey Strafford Stead, avocat, 275, avenue Dorval, Dorval, et Joan Margaret Pendrill, secrétaire, célibataire, 435, boulevard Galland, Dorval, pour les objets suivants:

Calco Realty & Investment Corp. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roy Calvin Amaron, advocate, 7 Denton Avenue, Dorval, Arthur Carey Strafford Stead, advocate, 275 Dorval Avenue, Dorval, and Joan Margaret Pendrill, secretary, spinster, 435 Galland Boulevard, Dorval, for the following purposes:

Exercer le commerce de courtiers en immeubles, entrepreneurs généraux, acheteurs et exploitants de terrain, sous le nom de « Calco Realty & Investment Corp. Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14780-62 — 1150/131

To carry on the business of real estate brokers, general contractors, investors and land developers, under the name of "Calco Realty & Investment Corp. Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 10,000 common shares of a value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14780-62 — 1150/131

Canaan Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1962, constituant en corporation: John J. Wasserman, 513, avenue Grosvenor, Westmount, Harold S. Freeman, 4578, avenue Wilson, Montréal, Irving J. Halperin, 4827, avenue Kent, Montréal, tous trois avocats, et Hughette Belisle, secrétaire, fille majeure, 2835, rue Goyer, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Canaan Development Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14646-62 — 1150/6

Canaan Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John J. Wasserman, 513 Grosvenor Avenue, Westmount, Harold S. Freeman, 4578 Wilson Avenue, Montreal, Irving J. Halperin, 4827 Kent Avenue, Montreal, all three advocates, and Huguette Belisle, secretary, spinster of the full age of majority, 2835 Goyer Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Canaan Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14646-62 — 1150/6

Cannat Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Thomas Gavin, comptable, 510, rue McGill, Montréal Edward Bernfeld, avocat, 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, et Maxwell Ellison, avocat, 510, rue McGill, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Cannat Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 960 actions ordinaires de $1 chacune et 39,040 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14826-62 — 1150/101

Cannat Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Thomas Gavin, accountant, 510 McGill Street, Montreal, Edward Bernfeld, advocate, 1117 St. Catherine Street West, Montreal, and Maxwell Ellison, advocate, 510 McGill Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Cannat Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 960 common shares of $1 each and 39,040 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14826-62 — 1150/101

Centre Commercial Lévis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'octobre 1962, constituant en cor-

Centre Commercial Lévis Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bezalel

poration: Bezalel Cohen, marchand, Shoshana Weltman Cohen, ménagère, épouse dudit Bezalel Cohen, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 1405, Longueuil, Québec, et Antoine Gobeil, avocat et conseil en loi de la Reine, 100, Youville, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Centre Commercial Lévis Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 100, Place d'Youville, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14417-62 — 1149/122

Cohen, merchant, Shoshana Weltman Cohen, housewife, wife of the said Bezalel Cohen, and duly authorized by him for these presents, both of 1405 Longueuil, Quebec, and Antoine Gobeil, advocate and Queen's Counsel, 100 Youville, Quebec, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate, under the name of "Centre Commercial Lévis Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 100 D'Youville Place, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of October, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14417-62 — 1149/122

Centre d'Art de Chomedey
Chomedey Art Centre

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Marquis, professeur de musique, 868, St-Charles, Jacques Durivage, agent d'assurances, 191, 104e avenue, Edmondo Chiodini, décorateur, 185, 104e avenue, Jean-Marc Bigras, fonctionnaire, 1474, boul. Jarry, Giuseppe Fiore, professeur d'art, Monique Fiore, libraire, épouse séparée de biens dudit Giuseppe Fiore, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 4659, 101e Crescent, Shirley Slobod, institutrice, épouse séparée de biens du Dr Harold Slobod, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 1111, avenue Raynald, Jack Ralph Gold, comptable agréé, Sylvia Gold, institutrice, épouse séparée de biens dudit Jack Ralph Gold, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 4453, 2e rue, et Sandra Kobernick, institutrices, épouse séparée de biens d'Eli D. Kobernick, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 4485, 2e rue, tous les dix de Chomedey, pour les objets suivants:

Établir et administrer un centre artistique et culturel, social et bilingue, sous le nom de « Centre d'Art de Chomedey — Chomedey Art Centre ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14937-62 — 1151/85

Centre d'Art de Chomedey
Chomedey Art Centre

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Marquis, professor of music, 868 St. Charles, Jacques Durivage, insurance agent, 191, 104th Avenue, Edmondo Chiodini, decorator, 185, 104th Avenue, Jean-Marc Bigras, civil service, 1474 Jarry Blvd., Giuseppe Fiore, professor of art, Monique Fiore, book-seller, wife separate as to property of the said Giuseppe Fiore, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 4659, 101st Crescent, Shirley Slobod, teacher, wife separate as to property of Dr. Harold Slobod, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 1111 Raynald Avenue, Jack Ralph Gold, chartered accountant, Sylvia Gold, teacher, wife separate as to property of the said Jack Ralph Gold, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 4453, 2nd Street, and Sandra Kobernick, teacher, wife separate as to property of Eli D. Kobernick, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 4485, 2nd Street, all ten of Chomedey, for the following purposes:

To establish and operate a bilingual social, cultural and artistic Centre, under the name of "Centre d'Art de Chomedey — Chomedey Art Centre".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14937-62 — 1151/85

Cercle des Voyageurs de Commerce de la Mauricie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Roger W. Moisan, 333, 3e rue, Cap-de-la-Madeleine, Jacques Auger, 3114 B, De Courval, et Roland

Cercle des Voyageurs de Commerce de la Mauricie Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Roger W. Moisan, 333, 3rd St., Cap-de-la-Madeleine, Jacques Auger, 3114 B De Courval, and Roland

Bergeron, 3096, De Francheville, ces deux derniers de Trois-Rivières, tous trois voyageurs, pour les objets suivants:

Grouper en association les voyageurs de commerce de la Mauricie, sous le nom de « Cercle des Voyageurs de Commerce de la Mauricie Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province.

RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14667-62 — 1151/52

Bergeron, 3096 De Francheville, the two latter of Trois-Rivières, all three travellers, for the following purposes:

To group together into an association the commercial travellers from the Mauricie district, under the name of "Cercle des Voyageurs de Commerce de la Mauricie Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14667-62 — 1151/52

Guy Champoux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Guy Champoux, gérant, La Malbaie, Ivan Migneault, avocat, 631, Beau-Site, Ste-Foy, et Raymonde Julien, secrétaire, célibataire, 104, avenue Lafresnière, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'huile brute, de l'essence, du gaz naturel et leurs sous-produits, sous le nom de « Guy Champoux Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14745-62 — 1150/71

Guy Champoux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Champoux, manager, La Malbaie, Ivan Mignault, advocate, 631, Beau-Site, Ste-Foy, and Raymonde Julien, secretary, spinster, 104 Lafresnière Ave., Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business dealing in crude oil, fuel or natural gas and their by-products, under the name of "Guy Champoux Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14745-62 — 1150/71

Chauffage Model Inc.
Model Heating Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Fernand Beauregard, avocat, 6435, Pie IX, Montréal, Richard Dorais, avocat, 6820, 45e avenue, Rosemont, Montréal, et Dame Olga Biega Pope, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Ben Pope, 3931, Ste-Zotique, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en chauffage, réfrigération et faire l'installation de système de chauffage à air chaud et à eau chaude, de brûleurs à l'huile et de climatisation de l'air, sous le nom de « Chauffage Model Inc. — Model Heating Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune, et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 13597-62 — 1141/121

Chauffage Model Inc.
Model Heating Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Beauregard, advocate, 6435 Pie IX, Montreal, Richard Dorais, advocate, 6820, 45th Ave., Rosemount, Montreal, and Dame Olga Biega Pope, secretary, wife contractually separate as to property of Ben Pope, 3931 St-Zotique, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in heating, refrigeration, and to install hot air and hot water heating systems, oil burners and air conditioning apparatus, under the name of "Chauffage Model Inc. — Model Heating Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 13597-62 — 1141/121

Chaussures Christiane Ltée
Christiane Shoes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Chaussures Christiane Ltée
Christiane Shoes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Napoléon Girard, rentier, Antoinette Potvin, commis, célibataire, tous deux de 157, rue Racine, est, Chicoutimi, et Cécile Jean, commis, célibataire, 323, Davis, Arvida, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chaussures, sous le nom de « Chaussures Christiane Ltée — Christiane Shoes Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 o 14584-62 — 1149/123

bearing date the 23rd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Napoléon Girard, annuitant, Antoinette Potvin, clerk, spinster, both of 157 Racine Street, East, Chicoutimi, and Cécile Jean, clerk, spinster, 323 Davis, Arvida, for the following purposes:

To carry on a business dealing in shoes, under the name of "Chaussures Christiane Ltée — Christiane Shoes Ltd.", with a total capital stock of $20,000, dividde into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14584-62 — 1149/123

Choquette & Moreau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Roland Moreau, manufacturier, Albert Choquette, manufacturier, et Claude Noiseux, avocat, tous trois de Cowansville, pour les suivants:

Faire le commerce du fer et de tous autres métaux, sous le nom de « Choquette & Moreau Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14670-62 — 1150/54

Choquette & Moreau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Moreau, manufacturer, Albert Choquette, manufacturer, and Claude Noiseux, advocate, all three of Cowansville, for the following purposes:

To operate a business dealing in iron and other metals, under the name of "Choquette & Moreau Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford,

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14670-62 — 1150/54

Club de Golf des Pins Inc.
Pinetree Golf Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Jean-Marc Gauthier, comptable agréé, Roméo Gauthier et Denis Gauthier, ces deux derniers gérants de département, tous trois de St-Marc-des-Carrières, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club de Golf des Pins Inc. — Pinetree Golf Club Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 250 actions ordinaires de $200 chacune et en 750 actions privilégiées de $200 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Marc-des-Carrières, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14455-62 — 1150/133

Club de Golf des Pins Inc.
Pinetree Golf Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marc Gauthier, chartered accountant, Roméo Gauthier and Denis Gauthier, the latter two department managers, all three of St-Marc-des-Carrières, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Club de Golf des Pins Inc. — Pinetree Golf Club Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 250 common shares of $200 each and into 750 preferred shares of $200 each.

The head office of the company will be at St-Marc-des-Carrières, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14455-62 — 1150/133

Le Club de Yacht
Saguenay-Chicoutimi-Nord Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Le Club de Yacht
Saguenay-Chicoutimi-Nord Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Lebel, vendeur, 44, Hamel, Marcel Tremblay, débosseur, 484, Ste-Thérèse, Léonard Villeneuve, contremaître, 237, Bossé, ouest, Jean-Yves Harvey, commis, rue Du Perché, Lucien Tremblay, mécanicien, R.R. 4, tous cinq de Chicoutimi, Paul L. Tremblay, marchand, 294, St-Dominiqeu, Jonquière, Lionel Pelchat, gérant, 51, Des Champs, Roméo Duval, opérateur, Valin, Gustave-Émile Desmeules, menuisier, 92, Des Champs, tous trois de Chicoutimi-Nord, et Antonio Duval, leader, 88, Champlain, Kénogami, pour les objets suivants:

Servir les intérêts des propriétaires d'embarcations servant à la navigation dans la région du Saguenay, sous le nom de « Le Club de Yacht Saguenay-Chicoutimi-Nord Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers qui peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 953, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14767-62 — 1150/134

Club Optimiste de Boucherville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Benoît Lachance, agent d'assurance, 36, avenue des Vérérans, Claude Provost, secrétaire-gérant, 10, avenue De Niverville, et Denis Racicot, marchand, 511, rue Ste-Marguerite, tous trois de Boucherville, pour les objets suivants:

Travailler à prévenir la délinquance juvénile en soutenant de leurs propres deniers et du fruit de leur organisation, les oeuvres de loisirs éducationnels, sous le nom de « Club Optimiste de Boucherville Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 13910-62 — 1151/86

Comfort Heating & Appliances Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, avenue Esplanade, Montréal, Anita Waghelstein, secrétaire, fille majeure, 4175, avenue St. Kevin, app. 12, Montréal, et George Irwin Harris, 5728, avenue Westluke, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de plomberie, chauffage, ventilation, climatisation, machinerie d'arrosage et de réfrigération, appareils et dispositifs, sous

bearing date the 5th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Léo Lebel, salesman, 44 Hamel, Marcel Tremblay, autobody repairman, 484 Ste-Thérèse, Léonard Villeneuve, foreman, 237 Bossé West, Jean-Yves Harvey, clerk, Du Perché St., Lucien Tremblay, mechanic, R.R. 4, all five of Chicoutimi, Paul L. Tremblay, merchant, 294 St-Dominique, Jonquière, Lionel Pelchat, manager, 51 Des Champs, Roméo Duval, operator, Valin, Gustave-Émile Desmeules, joiner, 92 Des Champs, all three of Chicoutimi-North, and Antonio Duval, leader, 88 Champlain, Kenogami, for the following purposes:

To serve the interests of boat owners used in navigation in the Saguenay region, under the name of "Le Club de Yacht Saguenay-Chicoutimi-Nord Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 953 Roussel St., Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14767-62 — 1150/134

Club Optimiste de Boucherville Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Benoît Lachance, insurance agent, 36 des Vétérans Ave., Claude Provost, secretary-manager, 10 De Niverville Ave., and Denis Racicot, merchant, 511 Ste-Marguerite St., all three of Boucherville, for the following purposes:

To work towards the prevention of juvenile delinquence by backing with their own funds and with the fruit of their organization, the works of educational recreation, under the name of "Club Optimiste de Boucherville Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Boucherville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 13910-62 — 1151/86

Comfort Heating & Appliances Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade Avenue, Montreal, Anita Waghelstein, secretary, spinster of the full age of majority, 4175 St. Kevin Avenue, Apt. 12, Montreal, and George Irwin Harris, 5728 Westluke Avenue, Côte St-Luc, for the following purposes:

To deal in plumbing, heating, ventilating, air-conditioning, sprinkler and refrigeration machinery, equipment and appliances, under the name

le nom de « Comfort Heating & Appliances Co. », avec un capital total de $32,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 12,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3830, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14889-62 — 1151/53

of "Comfort Heating & Appliances Co.", with a total capital stock of $32,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 12,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 3830 Masson Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14889-62 — 1151/53

Conseil Central des Loisirs de Roberval Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Simon Gervais, médecin, Dr Gérard Dubois, dentiste, et Paul-André Garon, comptable, tous trois de Roberval, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Conseil Central des Loisirs de Roberval Inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers de la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14909-62 — 1150/135

Conseil Central des Loisirs de Roberval Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Simon Gervais, physician Dr. Gérard Dubois, dentist, and Paul-André Garon, accountant, all three of Roberval, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Conseil Central des Loisirs de Roberval Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14909-62 — 1150/135

La Corporation des Propriétaires de Taxi du Québec
The Taxi Owners Corporation of Quebec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Lanza, 750, Chatham, Montréal, Jean-Paul Cerat, 1314, Demontigny, est, Montréal, Donald Goulet, 2253, Grand boulevard, N.D.G. Montréal, Pierre Bienvenue, 5594, 2ième avenue, Rosemont, Montréal, et J.-Alphonse Lemire, 6261, 27ième avenue, Rosemont, Montréal, tous cinq propriétaires de taxi, pour les objets suivants:

Promouvoir et sauvegarder l'intérêt des propriétaires de taxi à travers la province de Québec, sous le nom de « La Corporation des Propriétaires de Taxi du Québec — The Taxi Owners Corporation of Quebec ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14710-62 — 1150/35

La Corporation des Propriétaires de Taxi du Québec
The Taxi Owners Corporation of Quebec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph Lanza, 750 Chatham, Montreal, Jean-Paul Cerat, 1314 Demontigny East, Montreal, Donald Goulet, 2253 Grand Boulevard, N.D.G., Montreal, Pierre Bienvenue, 5594, 2nd Ave., Rosemount, Montreal, and J.-Alphonse Lemire, 6261, 27th Ave., Rosemount, Montreal, all five taxi owners, for the following purposes:

To promote and safeguard the interests of taxi owners throughout the province of Quebec, under the name of "La Corporation des Propriétaires de Taxi du Québec — The Taxi Owners Corporation of Quebec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14710-62 — 1150/35

Craig Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Craig Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of

du 29e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Joseph Rimerman, administrateur, Goldie Rimerman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Rimerman, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 6, Heath Road, Hampstead, Philip Ruvman, 6385, avenue McDonald, et Reuben Staviss, 4865, chemin Côté Ste-Catherine, ces deux derniers administrateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « Craig Realty Corporation », avec un capital total de $50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14808-62 — 1150/103

Crémerie Calderone Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Bruno Pateras, avocat, 11818, Frigon, Montréal, Albert Malouf, conseil en loi de la Reine, 1100, Marlboro, Mont Royal, et Yvan Macerola, avocat, 2090, Place Étienne-Brûlé, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits laitiers, sous le nom de « Crémerie Calderone Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5310 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14870-62 — 1150/136

Crémerie Stella Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Giuseppe Papalia, 7640, rue Raoul, Giuseppe Di Furia, 5161, rue Jeanne-Mance, et Adolpho Papalia, 7347, rue Papineau, tous trois marchands, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Crémerie Stella Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10360, rue Éthier, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14717-62 — 1150/104

Croteau Électrique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

the Province of Quebec, incorporating: Joseph Rimerman, executive, Goldie Rimerman, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Rimerman, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 6 Heath Road, Hampstead, Philip Ruvman, 6385 McDonald Ave., and Reuben Staviss, 4865 Côte Ste-Catherine Rd., the latter two executives, of Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Craig Realty Corporation", with a total capital stock of $50,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 400 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14808-62 — 1150/103

Crémerie Calderone Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, advocate, 11818 Frigon, Montreal, Albert Malouf, Queen's Counsel, 1100 Marlboro, Mount Royal, and Yvan Macerola, advocate, 2090 Place Étienne-Brûlé, Montreal, for the following purposes:

To deal in dairy products, under the name of "Crémerie Calderone Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5310 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14870-62 — 1150/136

Crémerie Stella Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Giuseppe Papalia, 7640 Raoul Street, Giuseppe Di Furia, 5161 Jeanne-Mance Street, and Adolfo Papalia, 7347 Papineau Street, all three merchants, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Crémerie Stella Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10360 Éthier Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14717-62 — 1150/104

Croteau Électrique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Laval Croteau, marchand, 2, boul. St-Joseph, Bruno Croteau, marchand, 2, boul. St-Joseph, tous deux de Charlesbourg-Ouest, et Sylvio Leblanc, comptable agréé, 2825, Sarazin, Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'appareils de radio, de télévision, d'appareils électriques, leurs parties et accessoires et autres marchandises semblables, sous le nom de « Croteau Électrique Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 326, rue Caron, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14796-62 — 1150/105

bearing date the 28th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laval Croteau, merchant, 2 St-Joseph Blvd., Bruno Croteau, merchant, 2 St-Joseph Blvd., both of Charlesbourg-West, and Sylvio Leblanc, chartered accountant, 2825 Sarazin, Quebec, for the following purposes:

To deal in radios, televisions, electrical apparatus, their parts and accessories and in other similar merchandise, under the name of "Croteau Électrique Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 326 Caron St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14796-62 — 1150/105

D'Anjou Terrace Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Alex. Edelman, constructeur, 575, Hudson, Côte-St-Luc, Ernest Robert Drucker, ingénieur civil, 210, Normandy Drive, Mont Royal, et Irwin Jamensky, courtier en immeubles, 4715, avenue Carlton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « D'Anjou Terrace Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14759-62 — 1150/36

D'Anjou Terrace Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alex. Edelman, builder, 575 Hudson, Côte-St-Luc, Ernest Robert Drucker, civil engineer, 210 Normandy Drive, Mount Royal, and Irwin Jamensky, real estate broker, 4715 Cariton Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "D'Anjou Terrace Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14759-62 — 1150/36

Decoration Steel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Ireos Codogno, entrepreneur, Diana Codogno, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ireos Codogno, et dûment autorisé par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 4597 est, rue Bélanger, et Sisto Finocchi, entrepreneur, 780 est, rue Liège, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de métaux et de produits en métal, sous le nom de « Decoration Steel Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8014, 16e avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14885-62 — 1151/54

Decoration Steel Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ireos Codogno, contractor, Diana Codogno, housewife, wife separate as to property of the said Ireos Codogno, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 4597 Bélanger St. East, and Sisto Finocchi, contractor, 780 Liège St. East, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in metals and metal products, under the name of "Decoration Steel Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 9,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 8014, 16th Avenue, St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14885-62 — 1151/54

Le Développement des Iles Carillon Inc.
The Carillon Islands Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Achille Raymond, comptable, 7999, rue De Gaspé, Marguerite Collin, sténographe, 7851, rue Lajeunesse, et Laurette Tellier, secrétaire, 2576 est, rue Sherbrooke, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble et de placements, sous le nom de « Le Développement des Iles Carillon Inc. — The Carillon Islands Development Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14653-62 — 1150/37

Le Développement des Iles Carillon Inc.
The Carillon Islands Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Achille Raymond, accountant, 7999 De Gaspé Street, Marguerite Collin, stenographer, 7851 Lajeunesse Street, and Laurette Tellier, secretary, 2576 Sherbrooke Street East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Le Développement des Iles Carillon Inc. — The Carillon Islands Development Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14653-62 — 1150/37

The District of Bedford Society for Advancement of Welfare Services

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Giles E. Bisson, chirurgien, Wilfrid G. Chiasson, prêtre, tous deux de Sweetsburg, John Peacock, prêtre, Fernand B. Archer, gérant de banque, et George Tickie, gérant, ces trois derniers de Cowansville, pour les objets suivants:

Rendre des services charitables et s'occuper du bien-être personnel et social de personnes faisant partie de sa juridiction, sous le nom de « The District of Bedford Society for Advancement of Welfare Services ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $3,000.

Le siège social de la corporation sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14777-62 — 1151/55

The District of Bedford Society for Advancement of Welfare Services

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Giles E. Bisson, surgeon, Wilfrid G. Chiasson, priest, both of Sweetsburg, John Peacock, priest, Fernand B. Archer, bank manager, and George Tickie, manager, the latter three of Cowansville, for the following purposes:

To render services of a charitable nature and to attend to the personal and social welfare of persons within its jurisdiction, under the name of "The District of Bedford Society for Advancement of Welfare Services".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $3,000.

The head office of the corporation will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14777-62 — 1151/55

Domaine Leman Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Alfred D. N. Bunger, industriel, Lucrezia Berzeanu Bunger, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alfred D. N. Bunger, tous deux de 4216, Badgley, Montréal, et Florence Goulet Senécal, secrétaire publique, épouse séparée de biens de Georges Senécal, 30, de l'Épée, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Domaine Leman Inc. », avec un capital total de $40,500, divisé en 50 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Domaine Leman Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred D. N. Bunger, industrialist, Lucrezia Berzeanu Bunger, housewife, wife separate as to property of the said Alfred D. N. Bunger, both of 4216 Badgley, Montreal, and Florence Goulet Senécal, public secretary, wife separate as to property of Georges Senécal, 30 de l'Épée, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Domaine Leman Inc.", with a total capital stock of $40,500, divided into 50 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14578-62 — 1150/72

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14578-62 — 1150/72

Doma Tile & Terrazzo Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Dominique Mannella, entrepreneur, 5707, rue Mallet, Montréal, Jack Ralph Bogante, avocat et conseil en loi de la Reine, 4252, avenue Hingston, Montréal, et Martin Donald Bogante, étudiant en droit, 4252, avenue Hingston, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, fournitures et accessoires de construction de toutes sortes, sous le nom de « Doma Tile & Terrazzo Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14574-62 — 1150/107

Doma Tile & Terrazzo Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dominique Mannella, contractor, 5707 Mallet Street, Montreal, Jack Ralph Bogante, advocate and Queen's Counsel, 4252 Hingston Avenue, Montreal, and Martin Donald Bogante, law-student, 4252 Hingston Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in building commodities, building supplies and accessories of every kind, under the name of "Doma Tile & Terrazzo Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14574-62 — 1150/107

Donut Den Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, c.r., 574, avenue Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 4918, avenue Mayfair, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Joyce Blond, fille majeure, 4850, Côte St-Luc, tous trois de Montréal, et Sydney Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal Ouest, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Négocier des affaires relatives à la manufacture et à la vente de beignets, sous le nom de « Donut Den Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10 actions ordinaires de $100 chacune et 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14794-62 — 1150/138

Donut Den Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Sidney Kaufman, Q.C., 574 Claremont Ave., Westmount, Joseph Roy Hoffman, 4918 Mayfair Ave., Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Joyce Blond, spinster of the full age of majority, 4850 Côte St-Luc, all three of Montreal, and Sydney Sederoff, 80 Crestwood Ave., Montreal West, all five advocates, for the following purposes:

To deal in doughnut manufacture and sale, under the name of "Donut Den Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10 common shares of $100 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14794-62 — 1150/138

Economic Structural Steel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Paul Archambault, notaire, 2040, boul. Rosemont, Georges-Auguste Prenovost, comptable agréé, 6505, rue Bordeaux, et Claudette Raymond, secrétaire, fille majeure, 6505, rue Bordeaux, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Economic Structural Steel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Archambault, notary, 2040 Rosemont Blvd., Georges-Auguste Prenovost, chartered accountant, 6505 Bordeaux St., and Claudette Raymond, secretary, fille majeure, 6505 Bordeaux St., all three of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de l'acier servant à la construction, sous le nom de « Economic Structural Steel Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14941-62 — 1151/89

To carry on business dealing in structural steel, under the name of "Economic Structural Steel Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14941-62 — 1151/89

Embassy Terrace Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, 4, Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovitch, avocat, 5623, avenue Randall, Côte-St-Luc, et John Hamilton, fils, secrétaire, 6266, avenue N.D.G., Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Embassy Terrace Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3464, rue Hutchison, chambre 100, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Douné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14701-62 — 1150/38

Embassy Terrace Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, advocate, 4 Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovitch, advocate, 5623 Randall Avenue, Côte-St-Luc, and John Hamilton Jr., secretary, 6266 N.D.G. Avenue, Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment company, under the name of "Embassy Terrace Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 3464 Hutchison Street, Suite 100, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14701-62 — 1150/38

Les Entreprises J. G. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Jules Lesage, étudiant, 942, Madeleine-de-Verchères, Québec, Gilbert Cashman, administrateur, 1290, avenue Leblanc, Sillery, et Laurent Beaudoin, comptable, 93, avenue Toronto, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Entreprises J. G. Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 300 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,700 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2835, chemin Gomin, (Édifice Gomin), Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14633-62 — 1150/74

Les Entreprises J. G. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules Lesage, student, 942 Madeleine-de-Verchères, Quebec, Gilbert Cashman, administrator, 1290 Leblanc Ave., Sillery, and Laurent Beaudoin, accountant, 93 Toronto Avenue, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company, under the name of "Les Entreprises J. G. Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 300 common shares of $10 each and into 1,700 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2835 Gomin Road, (Gomin Building), Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14633-62 — 1150/74

Les Entreprises La Savoie Ltée
La Savoie Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Georges Grondin, homme d'affaires, Anne Grondin, ménagère, épouse contractuelle-

Les Entreprises La Savoie Ltée
La Savoie Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges Grondin, businessman, Anne Grondin, housewife, wife contractually separate as to property of

ment séparée de biens dudit Georges Grondin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Rodrigue Farley, avocat, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles, sous le nom de « Les Entreprises La Savoie Ltée — La Savoie Enterprises Ltd. », avec un capital total de $250,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair ou nominale de $5 chacune, 19,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair ou nominale de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair ou nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 515, boul. St-Joseph, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14520-62 — 1150/75

the said Georges Grondin, and duly authorized by him for these presents, and Rodrigue Farley, advocate, all three of Hull, for the following purposes:

To deal in immoveables, under the name of "Les Entreprises La Savoie Ltée — La Savoie Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $250,000, divided into 2,000 common shares of a par or nominal value of $5 each, 19,000 preferred class "A" shares or a par or nominal value of $10 each and 5,000 preferred class "B" shares of a par or nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 515 St-Joseph Blvd., Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14520-62 — 1150/75

Expo Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, avocat, 3510, Northcliffe, Montréal, G. Harold Pickel, avocat, 47, Arlington, Westmount, et Claude Boisvert, étudiant, 3350, Linton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Expo Restaurant Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14746-62 — 1150/109

Expo Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy-E. Boisvert, attorney, 3510 Northcliffe, Montreal, G. Harold Pickel, attorney, 47 Arlington, Westmount, and Claude Boisvert, student, 3350 Linton, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Expo Restaurant Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14746-62 — 1150/109

Fédération Catholique des Associations de Parents de la Province de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Tousignant, limeur, 1600, chemin du Lac, Jacques-Cartier, Georges Lesuisse, camionneur, 4395, rue Delorimier, Montréal, André Villeneuve, électricien, 1431, rue Leclerc, Montréal, Antonio Thibault, publiciste, 503, rue Rougemont, Jacques-Cartier, et Jacques Fortier, assureur-conseil, 288, l'Espérance, St-Lambert, pour les objets suivants:

Grouper les associations de parents de la province de Québec, sous le nom de « Fédération Catholique des Associations de Parents de la Province de Québec ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14456-62 — 1150/110

Fédération Catholique des Associations de Parents de la Province de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Paul Tousignant, filer, 1600 Lake Road, Jacques-Cartier, Georges Lesuisse, trucker, 4395 Delorimier St., Montreal, André Villeneuve, electrician, 1431 Leclerc St., Montreal, Antonio Thibault, publicist, 503 Rougemont St., Jacques-Cartier, and Jacques Fortier, insurance adviser, 288 l'Espérance, St-Lambert, for the following purposes:

To group together the parents' associations in the Province of Quebec, under the name of "Fédération Catholique des Associations de Parents de la Province de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14456-62 — 1150/110

Ferme Jean Labbé Inc.
Jean Labbé Farm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Jean Labbé, industriel, Carmelle Lévesque Labbé, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Labbé, tous deux de 930, Sault-St-Louis, La Prairie, Guy Blanchet, comptable, 461, de Salaberry, La Prairie, et Joseph-Hiloda Labbé, industriel, 1117, Parc-Lafontaine, Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, cultiver et exploiter d'une façon générale une ou des fermes pour y faire l'élevage et l'exploitation d'animaux de toutes sortes et planter et cultiver des arbres, sous le nom de « Ferme Jean Labbé Inc. — Jean Labbé Farm Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Herdman Corner, comté de Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14656-62 — 1149/130

Ferme Jean Labbé Inc.
Jean Labbé Farm Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Labbé, industrialist, Carmelle Lévesque Labbé, housewife, wife separate as to property of the said Jean Labbé, both of 930 Sault St-Louis, La Prairie, Guy Blanchet, accountant, 461 de Salaberry, La Prairie, and Joseph-Hidola Labbé, industrialist, 1117 Lafontaine Park, Montreal, for the following purposes:

To own, cultivate and operate in a goneral way one or more farms for the breeding and selling of animals of all kinds and to plant and cultivate trees, under the name of "Ferme Jean Labbé Inc. — Jean Labbé Farm Inc.", with a total capital stock of $100,000 divided into 5,000 common shares of $10 each and into 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Herdman Corner, county of Huntingdon, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14656-62 — 1149/130

Floranne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, 4978, ave. Victoria, Jules Leavitt, 4001, Place Kindersley, tous deux avocats, de Montréal, et Earl Merling, notaire, 7019, chemin Clover, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaire pour dames, sous le nom de « Floranne Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14853-62 — 1150/139

Floranne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sol Sidney Fels, 4978 Victoria Ave., Jules Leavitt, 4001 Kindersley Place, both advocates, of Montreal, and Earl Merling, notary, 7019 Clover Rd., Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in women's wearing apparel, under the name of "Floranne Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14853-62 — 1150/139

Frankel Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, 3733, Le Boulevard, Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, 5175, chemin de la Côte-St-Luc, Montréal, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, 4910, avenue Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Frankel Enterprises Ltd. », avec un capital total de $500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 49,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Frankel Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, 3733 The Boulevard, Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, 5175 Côte St-Luc, Rd., Montreal, and Ethel Yussem, secretary, fille majeure, 4910 Maplewood Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Frankel Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $500,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 49,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14709-62 — 1150/59

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14709-62 — 1150/59

Furniture Mart Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour d'octobre 1962, constituant en corporation: Boris Garmaise, avocat, 1820, McGregor, app. 306, Stuart M. Millowitz, notaire, 6525, Wilderton, app. 215, et Melvyn D. Hodes, notaire, 3172, Van Horne, app. 3, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, et nouveautés d'ameublement, sous le nom de « Furniture Mart Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14394-62 — 1148/1

Furniture Mart Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Boris Garmaise, advocate, 1820 McGregor, Apt. 306, Stuart M. Millowitz, notary, 6525 Wilderton, Apt. 215, and Melvyn D. Hodes, notary, 3172 Van Horne, Apt. 3, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "Furniture Mart Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of October, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14394-62 — 1148/1

G. M. Clothing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Gérard Mayeu, tailleur, Alexandre Mayeu, tous deux de 1682, avenue Linden, et Amédée Lefebvre, 1684, avenue Linden, ces deux derniers retirés, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « G. M. Clothing Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14703-62 — 1150/132

G. M. Clothing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Mayeu, tailor, Alexandre Mayeu, both of 1682 Linden Ave., and Amédée Lefebvre, 1684 Linden Ave., the latter two retired, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "G. M. Clothing Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14703-62 — 1150/132

Gabe Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1962, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en Loi, 919, chemin Caledonia, Mont Royal, Charles Eric Humphrey, teneur de livres, 7376, avenue Truman, Verdun, Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Montréal, et Ernest William Mockridge, gérant, 324, avenue Mercille, St-Lambert, pour les objets suivants:

Entretenir et administrer des édifices de bureaux, maison d'entreposage, locaux commerciaux et industriels, sous le nom de « Gabe Company Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Gabe Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Patrick Creagh, law-clerk, 919 Caledonia Road, Mount Royal, Charles Eric Humphrey, bookkeeper, 7376 Truman Avenue, Verdun, Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Montreal, and Ernest William Mockridge, manager, 324 Mercille Avenue, St. Lambert, for the following purposes:

To maintain and operate office buildings, warehouse, business and industrial premises, under the name of "Gabe Company Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14687-62 — 1150/140

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14687-62 — 1150/140

Gaspé South Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Gérard Méthot, marchand, Grande-Rivière, Lauradin Dubé, marchand, Chandler, et Peter M. Furlong, garagiste, Chandler, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Gaspé South Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chandler, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14897-62 — 1151/1

Gaspé South Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Méthot, merchant, Grande-Rivière, Lauradin Dubé, merchant, Chandler, and Peter M. Furlong, garage-keeper, Chandler, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Gaspé South Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chandler, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14897-62 — 1151/1

General Furniture & Appliances Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de septembre 1962, constituant en corporation: Boris Garmaise, avocat, 1820, McGregor, app. 306, Stuart M. Millowitz, 6525, Wilderton, app. 215, et Melvyn D. Hodes, 3172, Van Horne, app. 3, ces deux derniers notaires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés en ameublement de toutes descriptions, sous le nom de « General Furniture & Appliances Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 13690-62 — 1141/35

General Furniture & Appliances Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Boris Garmaise, advocate, 1820 McGregor, Apt. 306, Stuart M. Millowitz, 6525 Wilderton, Apt. 215, and Melvyn D. Hodes, 3172 Van Horne, Apt. 3, the latter two notaries, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "General Furniture & Appliances Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 13690-62 — 1141/35

Geoffroy & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Marc Geoffroy, mesureur de bois licencié et industriel, 178, rue Principale, Germaine Beaudoin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marc Geoffroy, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et J.-Gilles Geoffroy, avocat, 22, rue Giguère, tous trois de Danville, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Geoffroy & Frères Ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Danville, district judiciaire de St-François.

Geoffroy & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marc Geoffroy, licensed culler and industrialist, 178 Principale St., Germaine Beaudoin, wife contractually separate as to property of the said Marc Geoffroy, and duly authorized by him for these presents, and J.-Gilles Geoffroy, advocate, 22 Giguère St., all three of Danville, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in lumber, under the name of "Geoffroy & Frères Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Danville, judicial district of St-Francis.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14801-62 — 1151/2

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14801-62 — 1151/2

George General Auto Repairs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: George Bougadis, Janis Bougadis, et Anthony Bougadis, tous trois restaurateurs, de 1058 ouest, avenue Laurier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et pièces d'iceux et exercer le commerce de garagistes, sous le nom de « George General Auto Repairs Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 50 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14762-62 — 1150/76

George General Auto Repairs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Bougadis, Janis Bougadis and Anthony Bougadis, all three restaurateurs, of 1058 Laurier Avenue West, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and parts thereof and to do business as garage-keepers, under the name of "George General Auto Repairs Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 150 common shares of the par value of $100 each and 50 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14762-62 — 1150/76

Groshire Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Clarence Reuben Gross, avocat et conseil en loi de la Reine, 790, avenue Lexington, Joel Arnold Pinsky, avocat, 4597, avenue Oxford, et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, 5394, Place Grovehill, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de tissus textiles, sous le nom de « Groshire Ltd. », avec un capital total de $36,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14770-62 — 1150/77

Groshire Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clarence Reuben Gross, advocate and Queen's Counsel, 790 Lexington Avenue, Joel Arnold Pinsky, advocate, 4597 Oxford Avenue, and Sarah Miller, stenographer, spinster of the full age of majority, 5394 Grovehill Place, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in textile fabrics of all kinds, under the name of "Groshire Ltd.", with a total capital stock of $36,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 350 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14770-62 — 1150/77

André Guenette Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Luc Geoffroy, 821, boul. Briand, Chambly, Robert Dulude, 90, rue Galt, est, Dorion, et Yvan Mercure, 2099, ave Bellevue, St-Bruno, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « André Guenette Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

André Guenette Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, 821 Briand Blvd., Chambly, Robert Dulude, 90 Galt St. East, Dorion, and Yvan Mercure, 2099 Bellevue Ave., St-Bruno, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "André Guenette Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 7408, rue De Gaspé, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14755-62 — 1150/111

The head office of the company will be at 7408 De Gaspé St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14755-62 — 1150/111

Hodge Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1962, constituant en corporation: James William Hodge, homme d'affaires, Versal Hodge, ménagère, épouse séparée de biens dudit James William Hodge, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 2981 ouest, rue King, Sherbrooke, et Roderick Lemieux, comptable, 269 ouest, rue Principale, Magog, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Hodge Realties Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2981 ouest, rue King, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14823-62 — 1151/3

Hodge Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James William Hodge, businessman, Versal Hodge, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said James William Hodge, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 2981 King Street West, Sherbrooke, and Roderick Lemieux, accountant, 269 Main Street West, Magog, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Hodge Realties Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2981 King Street West, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14823-62 — 1151/3

Dr. L. J. Holzinger (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Jacques Béique, avocat, 9135, blvd LaSalle, Lasalle, Stanley Stanger, 46, chemin Stratford, Hampstead, et Ralph C. Tees, 33, avenue Renfrew Westmount, ces deux derniers officiers de compagnies de fidéicommis, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de médicaments brevetés ou particuliers et de préparations médicales et pharmaceutiques, sous le nom de "Dr. L. J. Holzinger (Canada) Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4780, Côte-des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14233-62 — 1150/73

Dr. L. J. Holzinger (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Béique, advocate, 9135 LaSalle Blvd., Lasalle, Stanley Stanger, 46 Stratford Rd., Hampstead, and Ralph C. Tees, 33 Renfrew Ave., Westmount, the latter two trust company officers, for the following purposes:

To deal in proprietary medicines and medical and pharmaceutical preparations, under the name of "Dr. L. J. Holzinger (Canada) Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 4780 Côte-des-Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14233-62 — 1150/73

Home Specialties (1962) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Michael Garber, 4338, avenue Montrose, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, 4815, chemin Queen Mary, app. 1,

Home Specialties (1962) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Garber, 4338 Montrose Ave., Westmount, Jacob Harold Blumenstein, 4815 Queen Mary Rd., Apt. 1, both advocates and Queen's Counsels,

tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, et Harry Yohalem Garber, avocat, 3235, avenue Ridgewood, app. 508, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fenêtres et moustiquaires, sous le nom de « Home Specialties (1962) Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et 30,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14757-62 — 1150/79

Les Immeubles Guy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Jean Montplaisir, avocat, 10563, boul. St-Michel, Montréal-Nord, Gilles Houle, notaire, 10436, Place Prieur, Montréal, et Jeannine Tanguay Vandette, secrétaire, épouse commune en biens de Gérard Vandette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 6295, rue Bordeaux, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Immeubles Guy Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 13394-62 — 1150/40

L'Immobilière Richelieu Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Bernard Tellier, avocat, 146, Wicksteed, Mont-Royal, Michel Robert, avocat, 2945 Maplewood, Montréal, Claire Lagacé, secrétaire, fille majeure, 6165, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, et Thérèse Garzia, secrétaire, veuve non remariée, 165, Sherbrooke, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « L'Immobilière Richelieu Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 445, rue Ardwell, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14671-62 — 1150/112

Imprimerie Vaillancourt Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

and Harry Yohalem Garber, advocate, 3235 Ridgewood Ave., Apt. 508, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in windows and screen, under the name of "Home Specialties (1962) Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 30,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14757-62 — 1150/79

Les Immeubles Guy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Monplaisir, advocate, 10563 St-Michel Blvd., Montreal-North, Gilles Houle, notary, 10436 Place Prieur, Montreal, and Jeannine Tanguay Vandette, secretary, wife common as to property of Gérard Vandette, and duly authorized by him for these presents, 6295 Bordeaux St. Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction under the name of "Les Immeubles Guy Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10 St. James St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 13394-62 — 1150/40

L'Immobilière Richelieu Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Tellier, advocate, 146 Wicksteed, Mount Royal, Michel Robert, advocate, 2945 Maplewood, Montreal, Claire Lagacé, secretary, fille majeure, 6165 Sherbrooke St. West, Montreal, and Thérèse Garzia, secretary, unremarried widow, 165 Sherbrooke East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "L'Immobilière Richelieu Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 445 Ardwell St., Mount Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14671-62 — 1150/112

Imprimerie Vaillancourt Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1962, constituant en corporation: J.-Aimé Vaillancourt, imprimeur, Magella Dubé Vaillancourt, ménagère, épouse commune en biens dudit J.-Aimé Vaillancourt, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 5521, chemin de la Côte St-Antoine, Montréal, et Gilles Vaillancourt, imprimeur, 5521, chemin de la Côte St-Antoine, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de bureau, sous le nom de « Imprimerie Vaillancourt Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4501, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14404-62 — 1149/132

bearing date the 13th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Aimé Vaillancourt, printer, Majella Dubé Vaillancourt, housewife, wife common as to property of the said J.-Aimé Vaillancourt, and duly authorized by him for these presents, both of 5521 Côte-St-Antoine Road, Montreal, and Gilles Vaillancourt, printer, 5521, Côte St-Antoine Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in office supplies, under the name of "Imprimerie Vaillancourt Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each and into 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4501 St-James St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14404-62 — 1149/132

Jafra Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Roland Viau, courtier d'assurances, 176, rue Labelle, Madeleine D. Viau, ménagère, épouse commune en biens dudit Roland Viau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 561, rue Madeleine, et Jean-Paul Francoeur, comptable, 236, rue Parent, tous trois de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de finance, sous le nom de « Jafra Inc. », avec un capital total de $225,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 176, rue Labelle, St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14422-62 — 1151/58

Jafra Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Viau, insurance broker, 176 Labelle St., Madeleine D. Viau, housewife, wife common as to property of the said Roland Viau, and duly authorized by him for these presents, 561 Madeleine St., and Jean-Paul Francoeur, accountant, 236 Parent St., all three of St-Jérôme, for the following purposes:

To operate a business as a finance company under the name of "Jafra Inc.", with a total capital stock of $225,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, and into 2,150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 176 Labelle St., St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14422-62 — 1151/58

Janco Electric Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Charles Hébert, comptable agréé, 320*C*, Marchand, Jacques Biron, avocat, 113, Biron, André Troie, gérant, 258, boul. Garon, et Claude Côté, agent, 304*D*, Lindsay, tous quatre de Drummondville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens et faire le commerce de tous appareils électriques, sous le nom de « Janco Electric Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14679-62 — 1151/92

Janco Electric Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Hébert, chartered accountant, 320*C*, Marchand St., Jacques Biron, advocate, 113 Biron, André Troie, manager, 258 Garon Blvd., and Claude Côté, agent, 304*D*, Lindsay, all four of Drummondville, for the following purposes:

To operate a business as electricians, and to carry on a business dealing in all electrical apparatus, under the name of "Janco Electric Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 aech and into 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14679-62 — 1151/92

La Jardinière Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Jacques Juneau, 85, avenue Bellevue, Ste-Foy, Georges Côté, 1020, avenue Murray, Québec, tous deux avocats, et Paul Laflamme, étudiant en droit, 11, Fraser, Lévis, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, chaussures, pour dames, hommes et enfants, et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « La Jardinière Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14766-62 — 1150/81

La Jardinière Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Juneau, 85 Bellevue Ave., Ste-Foy, Georges Côté, 1020 Murray Ave., Quebec, both advocates, and Paul Laflamme, law student, 11 Fraser, Levis, for the following purposes:

To carry on a business dealing in clothing, shoes, for ladies, men and children, and in novelties of all kinds, under the name of "La Jardinière Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14766-62 — 1150/81

Jarry Used Car Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Paul Brooks Pitcher, avocat et conseil en loi de la Reine, 85, Church Hill, Westmount, Anthony James Lafleur, avocat, 4145, Blueridge Crescent, Montréal, et Allen Eddisford, gérant, 5260, rue Weelington, Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, véhicules-automobiles et tout accessoire s'y rapportant, sous le nom de « Jarry Used Car Corporation », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14862-62 — 1151/59

Jarry Used Car Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Brooks Pitcher, advocate and Queen's Counsel, 85 Church Hill, Westmount, Anthony James Lafleur, advocate, 4145 Blueridge Crescent, Montreal, and Allen Eddisford, manager, 5260 Weelington Street, Verdun, for the following purposes:

To deal in and repair automobiles, motor vehicles and any appliances in connection therewith, under the name of "Jarry Used Car Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14862-62 — 1151/59

Judy Brand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Irving L. Adessky, 3782, avenue Kent, et Lewis Batshaw, 4804, chemin Côte-des-Neiges, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du lait et des produits laitiers, sous le nom de « Judy Brand Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 1,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14598-62 — 1149/133

Judy Brand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona Ave., Irving L. Adessky, 3782 Kent Ave., and Lewis Batshaw, 4804 Côte-des-Neiges Rd., all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in milk and milk products, under the name of "Judy Brand Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $10 each and 1,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14598-62 — 1149/133

J. C. Julien & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Jos. C. Julien, Roland Julien, entrepreneurs, et Yolande Julien, secrétaire, tous trois de Portneuf Station, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « J. C. Julien & Fils Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Portneuf Station, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14776-62 — 1150/113

J. C. Julien & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jos. C. Julien, Roland Julien, contractors, and Yolande Julien, secretary, all three of Portneuf Station, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "J. C. Julien & Fils Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Portneuf Station, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14776-62 — 1150/113

Labelle & Frères Excavation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Alfred Labelle, industriel, 2200, boul. Ste-Rose, Laval-Ouest, Guy Vanasse, comptable, 1475, chemin Louise, Chomedey, Jean-Pierre Blanchard, comptable, 10437, Péloquin, Montréal, et Annette Daignault, secrétaire, fille majeure, 4683, Notre-Dame, ouest, Montréal, pour les objers suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Labelle & Frères Excavation Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval-Ouest, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14567-62 — 1149/102

Labelle & Frères Excavation Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred Labelle, industrialist, 2200 Ste-Rose Blvd., Laval-West, Guy Vanasse, accountant, 1475 Louise Road, Chomedey, Jean-Pierre Blanchard, accountant, 10437 Péloquin, Montreal, and Annette Daignault, secretary, spinster, 4683 Notre-Dame West, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Labelle & Frères Excavation Inc.", with a total capital stock of $10,000 divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Laval-West, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14567-62 — 1149/102

Lachine Merchandising Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1962, constituant en corporation: Boris Garmaise, avocat, 1820, McGregor, app. 306, Stuart M. Millowitz, 6525, Wilderton, app. 215, et Melvyn D. Hodes, 3172, Van Horne, app. 3, ces deux derniers notaires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, chaussures, dispositifs, aliments, meubles, quincaillerie, machinerie, ainsi que les substances et accessoires s'y rapportant, sous le nom de « Lachine Merchandising Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 20,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 13613-62 — 1139/118

Lachine Merchandising Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Boris Garmaise, advocate, 1820 McGregor, Apt. 306, Stuart M. Millowitz, 6525 Wilderton, Apt. 215, and Melvyn D. Hodes, 3172 Van Horne, Apt. 3, the latter two notaries, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing, footwear, appliances, food, furniture, hardware, machinery, as well as all matters and accessories incidental thereto, under the name of "Lachine Merchandising Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 20,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 13613-62 — 1139/118

Lado Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Sarto Doré, courtier d'assurances, 1125, Maguire, Sillery, André LaRue, courtier d'assurances, 635, route de l'Église, Ste-Foy, et Marc Gosselin, avocat, 1131, chemin Ste-Foy, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Lado Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 466, rue de la Couronne, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14706-62 — 1150/41

Lado Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sarto Doré, insurance broker, 1125 Maguire Sillery, André LaRue, insurance broker, 635 Church Street, Ste-Foy, and Marc Gosselin, advocate, 1131 Ste-Foy Road, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on a business as builders and building contractors, under the name of "Lado Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common sharse of $100 each and into 600 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at 466 Crown St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14706-62 — 1150/41

Yvon Ladouceur Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Yvon Ladouceur, cultivateur, Anne-Marie Vermette Ladouceur, ménagère, épouse séparée de biens dudit Yvon Ladouceur, tous deux de la paroisse de Ste-Scholastique, comté de Deux-Montagnes, et René Vermette, bourgeois, 80, Charles, Ste-Thérèse-de-Blainville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de grains, céréales, des produits de la terre et leurs sous-produits, sous le nom de « Yvon Ladouceur Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Ste-Scholastique, comté de Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14055-62 — 1151/4

Yvon Ladouceur Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvon Ladouceur, farmer, Anne-Marie Vermette Ladouceur, housewife, wife separate as to property of the said Yvon Ladouceur, both of the parish of Ste-Scholastique, county of Two Mountains, and René Vermette, gentleman, 80 Charles, Ste-Thérèse-de-Blainville, for the following purposes:

To carry on business dealing in grains, cereals, products of the land and their by-products, under the name of "Yvon Ladouceur Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of a par value of $10 each and 150 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be in the parish of Ste-Scholastique, county of Two Mountains, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14055-62 — 1151/4

J. E. Lallier & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1962, constituant en corporation: J.-Éna Lallier, plombier, 75, St-Jean-Baptiste, Guy Lallier, ingénieur professionnel, 31, Alain, et René Crochetière, avocat, 7, Olivier, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « J. E. Lallier & Fils Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 75, rue St-Jean-Baptiste, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

J. E. Lallier & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Éna Lallier, plumber, 75 St-Jean-Baptiste, Guy Lallier professional engineer, 31 Alain and René Crochetière, advocate, 7 Olivier, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refirgeration, under the name of "J. E. Lallier & Fils Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 150 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 75 St-Jean-Baptiste St., Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14814-62 — 1150/114

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14814-62 — 1150/114

Larry's Record Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1962, constituant en corporation: John M. Schlesinger, avocat, 4948, Isabella, Marvin Riback, avocat, 5621, Palmer, et Muriel Fishman, secrétaire, fille majeure, 5185, Victoria, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de disques, enregistreurs sur ruban, enregistrements sur raban, musique en feuille, radios, appareils de télévision, appareils de haute fidélité et phonographes et instruments de musique de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Larry's Record Shop Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4967, rue Coronation, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14731-62 — 1150/82

Larry's Record Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John M. Schlesinger, advocate, 4948 Isabella, Marvin Riback, advocate, 5621 Palmer, and Muriel Fishman, secretary, fille majeure, 5185 Victoria, all three of Montreal, for the following pruposes:

To deal in records, tape-recorders, tape-recordings, sheet music, radios, television sets, high-fideiity and phonograph sets and musical instruments of all kinds and descriptions, under the name of "Larry's Record Shop Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4967 Coronation Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14731-62 — 1150/82

Legault Transport Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Laurent Legault, industriel, 162, Latulipe, est, Gilles Poirier, mécanicien, 326, Taschereau, est, et Yves Leclerc, chauffeur, 219, Cardinal-Bégin, est, tous trois de Rouyn, pour les objets suivants:

Faire des déménagements et de la livraison de marchandise, sous le nom de « Legault Transport Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 162, rue Latulipe, est, Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14649-62 — 1151/5

Legault Transport Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurent Legault, industrialist, 162 Latulipe East, Gilles Poirier, mechanic, 326 Taschereau East, and Yves Leclerc, chauffeur, 219 Cardinal-Bégin East, all three of Rouyn, for the following purposes:

To move and deliver merchandise, under the name of "Legault Transport Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 162 Latulipe St. East, Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14649-62 — 1151/5

Ligue des Propriétaires du Secteur St-Jean-Baptiste de la Salle de la Cité de Trois-Rivières

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Claude Thibeault, professeur, 4090, Louis-Franquet, Dessaulles Beaudry, ingénieur civil, 4110, Louis-Franquet, Étienne Langlois, 1885, De Longueuil, Maurice Lapointe, 4195, Ralph Burton, tous deux gérants, Claude Ferland, 4220, Papineau,

Ligue des Propriétaires du Secteur St-Jean-Baptiste de la Salle de la Cité de Trois-Rivières

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Claude Thibeault, professor, 4090 Louis-Franquet, Dessaulles Beaudry, civil engineer, 4110 Louis-Franquet, Étienne Langlois, 1885 De Longueuil, Maurice Lapointe, 4195 Ralph Burton, both managers, Claude Ferland, 4220 Papineau,

Roger Bertrand, 2220, De Longueuil, tous deux voyageurs, et Eddy Bartlett, acheteur, 2230, De Longueuil, tous sept de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Grouper en association les propriétaires de résidences du secteur St-Jean-Baptiste de la Salle de la cité des Trois-Rivières, et des environs, sous le nom de « Ligue des Propriétaires du Secteur St-Jean-Baptiste de la Salle de la Cité de Trois-Rivières ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 2230, rue De Longueuil, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14785-62 — 1150/83

Roger Bertrand, 2220 De Longueuil, botht ravellers, and Eddy Bartlett, buyer, 2230 De Longueuil, all seven of Trois-Rivières, for the following purposes:

To group together into an association the proprietors of residences in St-Jean-Baptiste de la Salle sector in the city of Trois-Rivières and in the surrounding district, under the name of "Ligue des Propriétaires du Secteur St-Jean-Baptiste de la Salle de la Cité de Trois-Rivières".

The amount to which the value of the immovcable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 2230 De Longueuil St., Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14785-62 — 1150/83

M. B. C. Investment Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, Montréal, Harold Gossack, 3736, avenue Kent, Montréal, et Michael Drazner, 130, chemin Dufferin, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « M. B. C. Investment Corp. Ltd. », avec un capital total de $21,000, divisé en 600 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 266 ouest, rue Notre-Dame, chambre 44, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14835-62 — 1151/57

M. B. C. Investment Corp. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, Montreal, Harold Gossack, 3736 Kent Avenue, Montreal, and Michael Drazner, 130 Dufferin Rd., Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "M. B. C. Investment Corp. Ltd.", with a total capital stock of $21,000, divided into 600 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 266 Notre-Dame Street West, Suite 44, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14835-62 — 1151/57

Magasin 5'ième Avenue (Place Laurier) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1962, constituant en corporation: John L. Liberman, 7487, Spring Road, Côte-St-Luc, Alfred N. Segall, 5773, rue Westluke, Montréal, et Irving I. Finkelberg, 652, rue Outremont, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de marchandises, articles et produits faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et leurs sous-produits, et vêtements, mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, peintures, œuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Magasin 5'ième Avenue (Place Laurier) Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 550 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,945 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Magasin 5'ième Avenue (Place Laurier) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John L. Liberman, 7487 Spring Road, Côte-St-Luc, Alfred N. Segall, 5773 Westluke St., Montreal, and Irving I. Finkelberg, 652 Outremont St., Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products thereof, and in wearing apparel, haberdashery, food products, animals, mineral, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Magasin 5'ième Avenue (Place Laurier) Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 550 common shares of a par value of $1 each and 3,945 preferred shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 901, rue Bleury, chambre 350, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14848-62 — 1151/6

The head office of the company will be at 901 Bleury Street, Suite 350, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14848-62 — 1151/6

Maison Sociale de Magog Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Raphaël Beaudry, médecin 324, rue Main, ouest, Magog, Dr Jean-Luc Bergeron, médecin, 361, rue Bowen, Magog, Roger Lecours, gérant de Caisse populaire, 180, rue Main, ouest, Magog, Eugène Ducharme, contremaître, 194, rue St-Jacques, Magog, et Ernest St-Jacques, entrepreneur, 174, rue Victoria, Magog, pour les objets suivants:

Former une association pour venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux, sous le nom de « Maison Sociale de Magog Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Magog, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 13533-62 — 1150/16

Maison Sociale de Magog Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Raphaël Beaudry, physician, 324 Main St. West, Magog, Dr. Jean-Luc Bergeron, physician, 361 Bowen St., Magog, Roger Lecours, manager of Caisse Populaire, 180 Main St West, Magog, Eugène Ducharme, foreman, 194 St-Jacques St., Magog, and Ernest St-Jacques, contractor, 174 Victoria St., Magog, for the following purposes:

To form an association to come to the help of the poor and the needy, under the name of "Maison Sociale de Magog Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Magog, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 13533-62 — 1150/16

Major Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Joseph Roy Hoffman, 4918, Mayfair, Montréal, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, et Sydney Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble, sous le nom de « Major Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14763-62 — 1150/42

Major Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Roy Hoffman, 4918 Mayfair, Montreal, Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Major Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14763-62 — 1150/42

Manoir Breakeyville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Jacques Marquis, avocat, 2644, de Louvière, Marc Jessop, avocat, 2748, boul. Liégeois, tous deux de Ste-Foy, et André Marceau, avocat, 212, Grande-Allée, ouest, Québec, pour les objets suivants:

Manoir Breakeyville Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Marquis, advocate, 2644 de Louvière, Marc Jessop, advocate, 2748 Liègeois Blvd., both of Ste- Foy, and André Marceau, advocate, 212 Grande-Allée, West, Quebec, for the following purposes:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Manoir Breakeyville Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 136, rue St-Augustin, Breakeyville, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14921-62 — 1151/60

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Manoir Breakeyville Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 136 St-Augustin St., Breakeyville, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14921-62 — 1151/60

Marché Perreault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1962, constituant en corporation: René Beaudry, avocat, 930, avenue Osborne, Verdun, Louis-Claude Trudel, avocat, 8282, avenue DesBelges, Montréal, et Raymonde Vary, secrétaire, 3490, rue Joliette, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Perreault Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14613-62 — 1149/134

Marché Perreault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Beaudry, advocate, 930 Osborne Ave., Verdun, Louis-Claude Trudel, advocate, 8282 DesBelges Ave., Montreal, and Raymonde Vary, secretary, 3490 Joliette St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché Perreault Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14613-62 — 1149/134

Matus Trading Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Victor Matus, importateur, Greta Blanshay, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Victor Matus, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Marcel Newman, mécanicien, tous trois de 2180, Nantel, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux; et d'articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Matus Trading Co. Inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 650 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14793-62 — 1150/115

Matus Trading Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Victor Matus, importer, Greta Blanshay, housewife, wife contractually separate as to property of the said Victor Matus, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Marcel Newman, mechanic, all three of 2180 Nantel, St. Laurent, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Matus Trading Co. Inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 650 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14793-62 — 1150/115

Les Messageries Italo-Canadiennes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Gérard Picard, journaliste, 226, Querbes, Outremont, Jean-Paul St-Charles, comptable licencié, 8215, de la Croix, St-Léonard, et Jean-Robert Gauthier, négociateur et conseiller technique, 10616, avenue Gariepy, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Les Messageries Italo-Canadiennes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14514-62 — 1150/17

Les Messageries Italo-Canadiennes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Picard, journalist, 226 Querbes, Outremont, Jean-Paul St-Charles, licensed accountant, 8215 de la Croix, St-Léonard, and Jean-Robert Gauthier, tradesman and technical advisor, 10616 Gariepy Ave., Montreal-North, for the following purposes:

To carry on a business as a transportation company, under the name of "Les Messageries Italo-Canadiennes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14514-62 — 1150/17

Milot Real Estate Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Mme Gertrude Milot, commerçante, 8030, rue Drolet, Montréal, Marcel Simonelli, courtier en immeubles, 10025, rue Francis, Montréal, et Jean Rivard, administrateur, 5624, rue des Pensées, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Milot Real Estate Inc. », avec un capital total de $35,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14842-62 — 1151/61

Milot Real Estate Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mrs. Gertrude Milot, merchant, 8030, Drolet St., Montreal, Marcel Simonelli, real estate broker, 10025 Francis St., Montreal, and Jean Rivard, administrator, 5624 des Pensées St., Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Milot Real Estate Inc.", with a total capital stock of $35,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14842-62 — 1151/61

Yves Nadeau & Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Yves Nadeau, commerçant, 272, Laporte, Claude Madore, voyageur de commerce, 280, Laporte, tous deux de Pont-Viau, et Alfred Nadeau, avocat et conseiller en loi de la Reine, 1151, chemin Ste-Foy, Québec, pour les objets suivants:

Agence et distribution de matériaux de construction, sous le nom de « Yves Nadeau & Compagnie Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14806-62 — 1150/85

Yves Nadeau & Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yves Nadeau, trader, 272 Laporte, Claude Madore, commercial traveller, 280 Laporte, both of Pont-Viau, and Alfred Nadeau, advocate and Queen's Counsel, 1151 Ste-Foy, Quebec, for the following purposes:

To act as agents and distribute construction materials, under the name of "Yves Nadeau & Compagnie Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14806-62 — 1150/85

Negro Citizenship Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Selvin W. Jenkins, commis de quincaillerie, 4380, ave. Linton, appartement 5, Montréal, Moses Smith, chauffeur, 3588, rue Ethel, Verdun, et Charles A. Milton, Hogg, portier, 2105, boulevard Décarie, appartement 12, Montréal, pour les objets suivants:

Organiser, favoriser, encourager et fournir des moyens de faciliter l'éducation, la récréation, la santé, la sociabilité, l'avancement économique et social et le bien-être général de la population de couleur dans la province de Québec, sous le nom de « Negro Citizenship Association Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14636-62 — 1150/43

Negro Citizenship Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Selvin W. Jenkins, hardware clerk, 4380 Linton Avenue, Apartment 5, Montreal, Moses Smith, chauffeur, 3588 Ethel Street, Verdun, and Charles A. Milton Hogg, porter, 2105 Décarie Boulevard, Apartment 12, Montreal, for the following purposes:

To organize, promote, encourage and provide facilities for the education, recreation, health, social, civic and economic advancement and general welfare of the coloured population of the Province of Quebec, under the name of "Negro Citizenship Association Inc.".

The amount to which the value of the immovcable property which the corporation may hold, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14636-62 — 1150/43

New St. Lawrence Bakery of Montreal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Arthur A. Garvis, avocat, 4764, de la Peltrie, Montréal, Nathan A. Levitsky, avocat, 17, Normandy Drive, Mont Royal, et Barbara Boyd, secrétaire, fille majeure, 5856, avenue du Parc, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boulangers, sous le nom de « New St. Lawrence Bakery of Montreal Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 90 actions ordinaires de $100 chacune et 310 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14736-62 — 1150/86

New St. Lawrence Bakery of Montreal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur A. Garvis, advocate, 4764 de la Peltrie, Montreal, Nathan A. Levitsky, advocate, 17 Normandy Drive, Mount Royal, and Barbara Boyd, secretary, fille majeure, 5856 Park Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bakers, under the name of "New St. Lawrence Bakery of Montreal Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 90 common shares of $100 each and 310 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14736-62 — 1150/86

Nicolet Quebec Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1962, constituant en corporation: James Evelyn Mitchell, John Fitzwilliam Stairs, avocats et conseils en loi de la Reine, et Hubert Senécal, avocat, tous trois de 901, carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'amiante, chrome, mica, magnesium d'argile et aucun et tout produit ou sous-produit d'iceux, sous le nom de « Nicolet Quebec Industries Ltd. », avec un capital-actions divisé en 1,010 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 40,000 actions privilégiées de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $405,050.

Nicolet Quebec Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Evelyn Mitchell, John Fitzwilliam Stairs, advocates and Queen's Counsel, and Hubert Senécal, advocate, all three of 901 Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To deal in asbestos, chrome, mica, shale manesia and any and all products or by-products thereof, under the name of "Nicolet Quebec Industries Ltd.", with a capital stock divided into 1,010 common shares having no niminal or par value and 40,000 preferres shares of $100 each, and the amount with which the company will commence its operations will be $405,050.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14624-62 — 1150/123

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14624-62 — 1150/123

Old Quebec Arts Shop Inc.
Magasin des Arts du Vieux Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Alfred E. Boivin, industriel, Wanda Uzycki, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alferd E. Boivin, tous deux de 830, Des Braves, Québec, et Georges Martineau, comptable, 7485, Curé Doucet, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, des merceries, produits comestibles, animéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Old Quebec Arts Shop Inc. — Magasin des Arts du Vieux Québec », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14751-62 — 1150/117

Old Quebec Arts Shop Inc.
Magasin des Arts du Vieux Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred E. Boivin, industrialist, Wanda Uzycki, housewife wife separate as to property of the said Alfred E. Boivin, both of 830 Des Braves, Quebec, and Georges Martineau, accountant, 7485 Curé-Doucet, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise made, wholly or partially, or leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and their by-products; in small wares, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paint, works of art, chemical products, products of the land, the sea and the forests, beatuty products, toiletries and perfumes, under the name of "Old Quebec Arts Shop Inc.— Magasin des Arts du Vieux Québec Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14751-62 — 1150/117

Pagé & Pagé Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Bernard Salvail, avocat, 1980, boul. St-Joseph, est, suite 1, Montréal, Guy Pagé, industriel, 685, Jarry, est, Montréal, et Jean Pagé, industriel, 655, Jarry, est, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de meubles, sous le nom de « Pagé & Pagé Ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 12162-62 — 1150/44

Pagé & Pagé Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Salvail, advocate, 1980 St-Joseph Blvd., East, suite 1, Montreal, Guy Pagé, industrialist, 685 Jarry, East, Montreal, and Jean Pagé, industrialist, 655 Jarry East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture, under the name of "Pagé & Pagé Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 12162-62 — 1150/44

Roméo Pigeon & Lavoie (Québec) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1962, constituant

Roméo Pigeon & Lavoie (Québec) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Conrad

en corporation: Conrad Sigouin, agent d'immeuble, Mme Viviane Sigouin, secrétaire, épouse commune en biens dudit Conrad Sigouin, tous deux de 20, rue Thibault, et Jean-Paul Gaudet, fonctionnaire, 40, rue Thibault, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeuble, sous le nom de « Roméo Pigeon & Lavoie (Québec) Ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 20, rue Thibault, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14810-62 — 1150/88

Place Crémazie Barber Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, conseil en loi de la Reine, 4850, Côte-St-Luc, Yoine Goldstein, 1923, avenue Clinton, tous deux de Montréal, Perry Meyer, 9, chemin Thurlow, Hampstead, tous trois avocats, et Louise Lamothe, secrétaire, célibataire, 6612, 1ère Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de barbiers, sous le nom de « Place Crémazie Barber Shop Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $5 chacune et 4,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14711-62 — 1150/45

Guy Poulin Auto Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Pierre Dureault, avocat, Guy Poulin, garagiste, et Lucille Millette, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous trois de Farnham, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Guy Poulin Auto Supply Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 154, rue St-Paul, Farnham, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14730-62 — 1150/89

Primaco Ltée
Primaco Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Sigouin, real estate agent, Mrs. Viviane Sigouin, secretary, wife common as to property of the said Conrad Sigouin, both of 20 Thibault St., and Jean-Paul Gaudet, civil servant, 40 Thibault, all three of Hull, for the following purposes:

To operate a company as real estate agents, under the name of "Roméo Pigeon & Lavoie (Québec) Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 20 Thibault St., Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14810-62 — 1150/88

Place Crémazie Barber Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philip Meyerovitch, Queen's Counsel, 4850 Côte St-Luc, Yoine Goldstein, 1923 Clinton Avenue, both of Montreal, Perry Meyer, 9 Thurlow Road, Hampstead, all thre advocates, and Louise Lamothe, secretary, spinster, 6612, 1st Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as barbers, under the name of "Place Crémazie Barber Shop Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $5 each and 4,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14711-62 — 1150/45

Guy Poulin Auto Supply Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Dureault, advocate, Guy Poulin, garageman, and Lucille Millette, secretary, fille majeure usant de ses droits, all three of Farnham, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles, and to act as garagemen, under the name of "Guy Poulin Auto Supply Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 150 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 154 St-Paul St., Farnham, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14730-62 — 1150/89

Primaco Ltée
Primaco Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Guy Guérin, 5861, Terrebonne, Montréal, Serge Morin, 5625, Terrebonne, Montréal, tous deux avocats, et Claude Carbonneau, comptable, 7667, Curé-Clermont, Anjou pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de finance, sous le nom de « Primaco Ltée — Primaco Ltd. », avec un capital total de $550,000, divisé en 550 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 4,950 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14412-62 — 1150/21

bearing date the 26th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Guérin, 5861 Terrebonne, Montreal, Serge Morin, 5625 Terrebonne, Montreal, both advocates, and Claude Carbonneau, accountant, 7667 Curé-Clermont, Anjou, for the following purposes:

To operate a business as a finance company, under the name of "Primaco Ltée — Primaco Ltd.", with a total capital stock of $550,000, divided into 550 common shares of a par value of $100 each and into 4,950 preferred sares of $100 each.

The head office of the company will be at 10 St-James St., West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14412-62 — 1150/21

Primeau Metal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Marcel Primeau, typographe, 5960, boulevard Gouin, est, Roland Primeau, ferblantier, 4805, de Castelneau, et Lucien Primeau, caissier, 4801, de Castelneau, tous trois de Montréa-Nord, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Primeau Metal Inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 75,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 7,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14675-62 — 1150/90

Primeau Metal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 28th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Primeau, typographer, 5960 Gouin Blvd. East, Roland Primeau, tinsmith, 4805 de Castelneau, and Lucien Primeau, cashier, 4801 de Castelneau, all three of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Primeau Metal Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 75,000 common shares of $1 each and 7,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14675-62 — 1150/90

Principal Fund Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Samuel Chait, 4, Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovitch, 5623, avenue Randall, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et John Hamilton, fils, secrétaire, 6266, avenue N.D.G., Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Principal Fund Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 205, 4823 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14926-62 — 1151/63

Principal Fund Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, 4 Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovitch, 5623 Randall Ave., Côte-St-Luc, both advocates, and John Hamilton Jr., secretary, 6266 N.D.G. Ave., Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of resl estate and construction, under the name of "Principal Fund Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 205, 4823 Sherbrooke St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14926-62 — 1151/63

Les Produits en Bois Lepage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Roger-Adélard Lachapelle, marchand, Ste-Anne-des-Plaines, Thérèse Garceau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger-Adélard Lachapelle, Ste-Anne-des-Plaines, et Roger Laflamme, comptable, 4355, Bossuet, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de portes et châssis, sous le nom de « Les Produits en Bois Lepage Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Anne-des-Plaines, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14716-62 — 1150/91

Les Produits en Bois Lepage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger-Adélard Lachapelle, merchant, Ste-Anne-des-Plaines, Thérèse Garceau, housewife, contractually separate as to property of the said Roger-Adélard Lachapelle, Ste-Anne-des-Plaines, and Roger Laflamme, accountant, 4355 Bossuet Montréal, for the following purposes:

To operate a business dealing in doors and windows, under the name of "Les Produits en Bois Lepage Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Anne-des-Plaines, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14716-62 — 1150/91

Provincial Drywall Applicators Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Jack Lightstone, avocat, 2176, chemin Fulton, Mont Royal, Marvin Riback, avocat, 5621, avenue Palmer, Côté-St-Luc, et Muriel Fishman, secrétaire, fille majeure, 5185, avenue Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Provincial Drywall Applicators Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 190, chemin Rockland, Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14713-62 — 1150/22

Provincial Drywall Applicators Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Lightstone, advocate, 2176, Fulton Road, Mount Royal, Marvin Riback, advocate, 5621 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, and Muriel Fishman, secretary, fille majeure, 5185 Victoria Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Provincial Drywall Applicators Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 190 Rockland Road, Mount Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14713-62 — 1150/22

1205 Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Abraham Cohen, avocat, 4358, avenue Harvard, Montréal, Samuel Cohen, rtraité, 5216, avenue Casgrain, Montréal, et Joseph Cooper, tailleur, 5254, rue St-Urbain, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'hôteliers, sous le nom de « 1205 Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1205, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14758-62 — 1150/46

1205 Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Cohen, advocate, 4358 Harvard Avenue, Montreal, Samuel Cohen, retired, 5216 Casgrain Avenue, Montreal, and Joseph Cooper, tailor, 5254 St-Urbain Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as inn-keepers, under the name of "1205 Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1205 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14758-62 — 1150/46

Riberac Development Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Yoine Goldstein, avocat, 1923, avenue Clinton, Montréal, Morris Shuter, comptable, 874, rue Bertrand, St-Laurent, et Joan Morrison, secrétaire, célibataire, 5757, chemin Hudson, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, et de portefeuille, sous le nom de « Riberac Development Co. Ltd. », avec un capital total de $1,000, divisé en 500 actions ordinaires de $1 chacune et 500 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14850-62 — 1151/7

Riberac Development Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yoine Goldstein, advocate, 1923 Clinton Avenue, Montreal, Morris Shuter, accountant, 874 Bertrand Street, St-Laurent, and Joan Morrison, secretary, spinster, 5757 Hudson Rd., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a investment and holding company, under the name of "Riberac Development Co. Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 500 common shares of $1 each and 500 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14850-62 — 1151/7

Riverside Plaza Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Robert Desjardins, avocat, 629, rue Alepin, Lasalle, Rita Lapointe, 1485, rue de Champigny, et Madeleine Duranceau, 3253, rue St-Jacques, ouest, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Riverside Plaza Inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 3,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 523, rue Carroll, Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14640-62 — 1150/92

Riverside Plaza Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Desjardins, advocate, 629 Alepin St., Lasalle, Rita Lapointe, 1485 de Champigny St., and Madeleine Duranceau, 3253 St. James St. West, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Riverside Plaza Inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 3,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 523 Carroll St., Lasalle, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14640-62 — 1150/92

Ross Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Harry Ash, prêteur sur gage, Mme Mary Ash, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harry Ash, tous deux de 4945, ave. Fulton, Montréal, Morris Cohen, prêteur sur gage, et Mme Ruth Cohen, ménagère, épouse séparée de biens dudit Morris Cohen, ces deux derniers de 778, ave. Hartland, Outremont, pour les objets suivants:

Commercer, acheter, échanger, vendre, recevoir ou prendre en gage, toutes sortes de marchandises, articles, produits effets et mobiliers et exploiter une maison de prêts aux fins ci-dessus mentionnées, sous le nom de « Ross Company », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 83 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Ross Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harry Ash, pawnbroker, Mrs. Mary Ash, housewife, wife separate as to property of the said Harry Ash, both of 4945 Fulton Ave., Montreal, Morris Cohen, pawnbroker, and Mrs. Ruth Cohen, housewife, wife separate as to property of the said Morris Cohen, the latter two of 778 Hartland Ave., Outremont, for the following purposes:

To deal in, buy, exchange, sell, receive or take by way of pawn, all kinds of goods, wares, merchandise and all moveable effects and to operate a pawnshop for the above purposes, under the name of "Ross Company", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 83 Craig Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14765-62 — 1150/23

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14765-62 — 1150/23

Salaison de Bourget Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Jacques Dugas, 111, Tellier, Claude Dugas, 540, Ste-Thérèse, tous deux avocats, et Jacques Théroux, comptable, 1597, Piette, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et de vires d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Salaison de Bourget Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14771-62 — 1150/118

Salaison de Bourget Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Dugas, 111 Tellier, Claude Dugas, 540 Ste-Thérèse, both advocates, and Jacques Théroux, accountant, 1597 Piette, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, groceries, meat, fowl and all types of food supplies for animals, under the name of "Salaison de Bourget Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14471-62 — 1150/118

Salois Louage d'Autos Inc.
Salois Auto-Leasing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, Denise M. Landry et Céline Trudeau, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de 1155, boul. Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de location de véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Salois Louage d'Autos Inc. — Salois Auto-Leasing Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 99,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 610, boul. Curé-Labelle, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14712-62 — 1150/47

Salois Louage d'Autos Inc.
Salois Auto-Leasing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, Denise M. Landry and Céline Trudeau, the latter two secretaries, spinsters, all three of 1155 Dorchester Blvd., West, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business in the leasing of all kinds of vehicles, under the name of "Salois Louage d'Autos Inc. — Salois Auto-Leasing Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of a par value of $1 each and into 99,900 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 610 Curé-Labelle Blvd., Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14712-62 — 1150/47

Salon du Barry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Gilles I. Beaupré, 5938, rue Louis-Hémon, Paul Galt Michaud, 3495, rue Mountain, tous deux de Montréal, et Gilles A. Denis, 371, rue Champagneur, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de coiffeurs, barbiers et conseillers en matière de beauté, sous le nom de « Salon du Barry Inc. », avec un capital total

Salon du Barry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles I. Beaupré, 5938 Louis-Hémon St., Paul Galt Michaud, 3495 Mountain St., both of Montreal, and Gilles A. Denis, 371 Champagneur St., Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of hair-dressers, barbers and beauty counsellors, under the name of "Salon du Barry Inc.", with a total capital

de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14879-62 — 1151/64

stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14879-62 — 1151/64

Salon Luce Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Gaston Mongeau, comptable, 12, avenue des Cèdres, Ste-Thérèse, Jacques Trudeau, courtier d'assurance, 194, Fortin, Pont-Viau, et Ginette Côté, secrétaire, fille majeure, 24, rue Lecompte, Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de barbiers et coiffeurs, sous le nom de « Salon Luce Incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9787, rue Hochelaga, Montréal-Est, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14293-62 — 1150/24

Salon Luce Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Mongeau, accountant, 12 des Cèdres Avenue, Ste-Thérèse, Jacques Trudeau, insurance broker, 194, Fortin, Pont-Viau, and Ginette Côté, secretary, fille majeure, 24 Lecompte St., Ste-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as barbers and hair-dressers, under the name of "Salon Luce Incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $10 each and into 3,700 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 9787 Hochelaga St., Montreal-East, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14293-62 — 1150/24

Sam (Service d'Achat Mauricien) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Gaétan Trudel, commerçant, 190, De Grandmont, Cap-de-la-Madeleine, Marcel Roy, commerçant, 378, St-Pierre, Cap-de-la-Madeleine, et Guy Trottier, comptable, 836, Des Ursulines, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer et exploiter un commerce de « Magasin Général », ou « Discount House » permettant de vendre toutes sortes d'objets, sous le nom de « Sam (Service d'Achat Mauricien) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 180, rue De Grandmont, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14787-62 — 1151/8

Sam (Service d'Achat Mauricien) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaétan Trudel, trader, 190 De Grandmont, Cap-de-la-Madeleine, Marcel Roy, trader, 378 St-Pierre, Cap-de-la-Madeleine, and Guy Trottier, accountant, 836 Des Ursulines, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on and operate a business as a "General Store" or "Discount House", permitting the sale of all types of objects, under the name of "Sam (Service d'Achat Mauricien) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 180 De Grandmont St., Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14787-62 — 1151/8

Seaway City Motor Hotel (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, conseil en loi de la Reine, 32, Summit Crescent, Westmount,

Seaway City Motor Hotel (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philip Fischel Vineberg, Queen's counsel, 32 Summit Crescent, Westmount, Melvin Leonard Rothman,

Melvin Leonard Bothman, 638 avenue Roslyn, Westmount, Bernard Robert Benson, 652, avenue Lansdowne, Westmount, Mitchell Klein, 2152, rue Noël, St-Laurent, tous quatre avocats, Sylvia Vineberg, 3455, Côte-des-Neiges, Montréal, et Yvonne Bélanger, 4650, avenue Madison, Montréal, ces deux dernières secértaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'hôteliers, sous le nom de « Seaway City Motor Hotel (Quebec) Ltd. », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions, catégorie « A » de $10 chacune et 10,000 actions privilégiées catégorie « B », de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14532-62 — 1150/49

638 Roslyn Avenue, Westmount, Bernard Robert Benson, 652 Lansdowne Avenue, Westmount, Mitchell Klein, 2152 Noël Street, St-Laurent, all four advocates, Sylvia Vineberg, 3455 Côte-des-Neiges, Montreal, and Yvonne Bélanger, 4650 Madison Avenue, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as inn-keepers, under the name of "Seaway City Motor Hotel (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 Class "A" shares of $10 each and 10,000 Class "B" shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14532-62 — 1150/49

Service des Loisirs N. D.-de-Lourdes de Verdun

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Dion, barbier, 4816, Bannantyne, Lionel Forest, policier, Mme Lucille Lalonde Forest, ménagère, épouse commune en biens dudit Lionel Forest, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 54247, boul. Lasalle, Jean-Paul Dubois, « supervisor of crews », 509, 3e avenue, M. l'abbé Victor Rondeau, prêtre, aumônier, 4949, Verdun, Gérard McCann, gérant, Mme Jacqueline Dumesnil McCann, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard McCann, tous deux de 1127, Woodland, et Mme Irène David Andersen, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens d'Axel Andersen, 1119, 6e avenue, tous huit de Verdun, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes de Verdun, sous le nom de « Service des Loisirs N. D.-de-Lourdes de Verdun ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14689-62 — 1150/119

Service des Loisirs N. D.-de-Lourdes de Verdun

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Dion, barber, 4816 Bannantyne, Lionel Forest, policemen, Mrs. Lucille Lalonde Forest, housewife, wife common as to property of the said Lionel Forest, and duly authorized by him for these presents, both of 54247 Lasalle Blvd., Jean-Paul Dubois, "supervisor of crews", 509, 3rd Ave., Father Victor Rondeau, priest, chaplain, 4949 Verdun, Gérard McCann, manager, Mrs. Jacqueline Dumesnil McCann, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gérard McCann, both of 1127 Woodland, and Mrs. Irène David Andersen, housewife, wife contractually separate as to property of Axel Andersen, 1119, 6th Ave., all eight of Verdun, for the following purposes:

To develop recreational centers in the parish of Notre-Dame-de-Lourdes de Verdun, under the name of "Service des Loisirs N.D.-de-Lourdes de Verdun".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14689-62 — 1150/119

Sharko Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Rosaire Piotte, avocat, 6677, rue Louis-Hébert, Montréal, Pierre Massé, avocat, 3465, Place Decelles, app. 501, Montréal, et Yvan Poliquin, avocat, 2145, rue Guertin, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Sharko Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Sharko Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Piotte, advocate, 6677 Louis-Hébert St., Montreal, Pierre Massé, advocate, 3465 Place Decelles, apt. 501, Montreal, and Yvan Poliquin, advocate, 2145 Guertin St., St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as hoteliers, under the name of "Sharko Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14729-62 — 1150/60

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14729-62 — 1150/60

Sherbrooke Aéroclub Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Dr Roland Côté, médecin-chirurgien, Renaud Côté, industriel, et Dr Carol Côté, médecin-chirurgien, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Sherbrooke Aéroclub Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14737-62 — 1151/9

Sherbrooke Aéroclub Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Roland Côté, physician-surgeon, Renaud Côté, industrialist, and Dr. Carol Côté, physician-surgeon, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company under the name of "Sherbrooke Aéroclub Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each and into 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14737-62 — 1151/9

Sherrick Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Harold Ashenmil, Julian Kotler, et Jon Kosorwich, tous trois avocats, de 901, rue Bleury, chambre 450, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de véhicules automobiles, et agir comme garagistes, sous le nom de « Sherrick Motors Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9191, boulevard Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14614-62 — 1150/62

Sherrick Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold Ashenmil, Julian Kotler, and Jon Kosorwich, all three advocates, of 901 Bleury Street, Suite 450, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles of all kinds and to act as garage-keepers, under the name of "Sherrick Motors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at 9191 Lajeunesse Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14614-62 — 1150/62

Simon Cigar Company of Quebec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Sydney Phillips, avocat, 5616, Palmer, Côte-St-Luc, Françoise Ollivier, avocat, 3281, Forest Hill, Montréal, Gladys Kobalenko, 1419, avenue Rolland, Verdun, Sylvia Lister, 4700, Bourret, Montréal, et Tessy Levine, 2400 Decelles, St-Laurent, ces trois dernières secrétaires, ces quatre dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de tabac et produits d'icelui, sous le nom de « Simon Cigar

Simon Cigar Company of Quebec Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sydney Phillips, attorney, 5616 Palmer, Côte-St-Luc, Françoise Ollivier, attorney, 3281 Forest Hill, Montreal, Gladys Kobalenko, 1419 Rolland Avenue, Verdun, Sylvia Lister, 4700 Bourret, Montreal, and Tessy Levine, 2400 Decelles, St-Laurent, the latter three secretaries, the latter four spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To deal in all kinds of tobacco and tobacco products, under the name of "Simon Cigar

Company of Quebec Ltd. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de $50,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14764-62 — 1150/63

Company of Quebec Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be $50,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14764-62 — 1150/63

Skidoo St-Castin Inc.
St. Castin Skidoo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Monique Perron, 79, St-Louis, Québec, Jean Demers, 435, Grande-Allée, est, Québec, et Jean-Marie Bouchard, 2897, rue Providence, Ste-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de « skidoos », autos-neige, ou toute autre machine utilisée ou utilisable pour fonctionner sur de la neige et de la glace, sous le nom de « Skidoo St-Castin Inc. — St. Castin Skidoo Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1060, rue Raymond-Casgrain, app. 409, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14790-62 — 1150/120

Skidoo St-Castin Inc.
St. Castin Skidoo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Monique Perron, 79 St-Louis, Quebec, Jean Demers, 435 Grande-Allée, East, Quebec, and Jean-Marie Bouchard, 2897 Providence St., Ste-Foy, all three advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in "skidoos", snowmobiles, or any other machine utilized or usable for functioning on snow and ice, under the name of "Skidoo St-Castin Inc. — St. Castin Skidoo Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1060 Raymond-Casgrain, apt. 409, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14790-62 — 1150/120

Société d'Investissement Domiciliaire Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Rolland Couillard, industriel, 1216, Des Gouverneurs, Sillery, Jean-Pierre Ruel, vendeur, 178a, St-Joseph, Lauzon, et Normande Lagacé, dactylographe, 12, Chabot, Lévis, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Société d'Investissement Domiciliaire Inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3006, boul. Laurier, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14392-62 — 1148/38

Société d'Investissement Domiciliaire Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rolland Couillard, industrialist, 1216 Des Gouverneurs, Sillery, Jean-Pierre Ruel, salesman, 178a St-Joseph, Lauzon, and Normande Lagacé, typist, 12 Chabot, Lévis, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Société d'Investissement Domiciliaire Inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 2,500 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3006 Laurier Blvd., Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14392-62 — 1148/38

La Société Immobilière Enic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Maurice Gagné, 1131, Parc, Jacques

La Société Immobilière Enic Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Gagné, 1131 Park, Jacques Flynn, 879 Dessane,

Flynn, 879, Dessane, et Julien Chouinard, 420, Lemesurier, tous trois avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « La Société Immobilière Enic Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 160 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2700, boul. Laurier, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14658-62 — 1150/25

and Julien Chouinard, 420 Lemesurier, all three advocates, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business in the field on real estate and construction, under the name of "La Société Immobilière Enic Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 160 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2700 Laurier Blvd., Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

1872 14658-62 — 1150/25

Société Industrielle d'Appareillage Technique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Bernardin Blanchet, avocat, 180, de Bernières, Québec, Fleur-Reine Durand, 2379, avenue Royale, Courville, et Cécile Blanchet, 1189, avenue Murray, Québec, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Commerce de tout appareillage relatif au génie électrique, mécanique, chimique et métallurgique et exercer des travaux de recherche s'y rattachant, sous le nom de « Société Industrielle d'Appareillage Technique Inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Place Guillaume-Couture, Lauzon, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14697-62 — 1150/26

Société Industrielle d'Appareillage Technique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernardin Blanchet, advocate, 180 de Bernières, Quebec, Fleur-Reine Durand, 2379 Royale Ave., Courville, and Cécile Blanchet, 1189 Murray Ave., Quebec, the latter two secretaries, spinsters of full age, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all apparatus relative to electricity, mechanics, chemical and metallurgical engineering and to carry on research work attached thereto, under the name of "Société Industrielle d'Appareillage Technique Inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 2,000 common shares of $100 each and into 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Place Guillaume-Couture, Lauzon, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

1872 14697-62 — 1150/26

Spancrete, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, St. Lambert, Clifford George Meek, Montréal, et Charles Eric Humphrey, Verdun, ces deux derniers teneurs de livres, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction et de marchandises connexes, sous le nom de « Spancrete, Limited », avec un capital total de $510,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

1872 14841-62 — 1151/65

Spancrete, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, St. Lambert, Clifford George Meek, Montreal, and Charles Eric Humphrey, Verdun, the latter two bookkeepers, for the following purposes:

To deal in all kinds of building and construction materials and related goods, under the name of "Spancrete, Limited", with a total capital stock of $510,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and 5,000 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14841-62 — 1151/65

Steinkrest Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1962, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Guy Boisvert, 3510, Northcliffe, tous deux avocats, et Claude Boisvert, commis en loi, 3350, Linton, app. 97, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'importation et d'exportation, sous le nom de « Steinkrest Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14816-62 — 1151/82

Steinkrest Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Guy Boisvert, 3510 Northcliffe, both advocates, and Claude Boisvert, law-clerk, 3350 Linton, Apt. 97, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general import and export business, under the name of "Steinkrest Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 400 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14816-62 — 1150/128

Talens Canadian Agencies Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Johannes Jonker, commissaire, 5081, avenue Randall, Montréal, Hyman Laddie Schnaiberg, avocat, 4835, avenue Montclair, Montréal, Philip Shrague Garonce, avocat, 5577, avenue Alpine, Côte-St-Luc, Abraham Polger, notaire, 7901, Wavell, Côte-St-Luc, et Milton Katz, comptable agréé, 859, Devonshire, Chomedey, pour les objets suivants:

Acquérir et administrer comme une affaire en pleine activité le commerce jusqu'ici exercé comme « Talens Canadian Agencies Co. Reg'd. », sous le nom de « Talens Canadian Agencies Co. Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14396-62 — 1151/10

Talens Canadian Agencies Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Johannes Jonker, purser, 5081 Randall Avenue, Montreal, Hyman Laddie Schnaiberg, advocate, 4835 Montclair Avenue, Montreal, Philip Shrague Garonce, advocate, 5577 Alpine Avenue, Côte-St-Luc, Abraham Polger, notary, 7901 Wavell, Côte-St-Luc, and Milton Katz, chartered accountant, 859 Devonshire, Chomedey, for the following purposes:

To acquire and operate as a going concern the business hitherto operated as "Talens Canadian Agencies Co. Reg'd.", under the name of "Talens Canadian Agencies Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 1,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14396-62 — 1151/10

Tas-Tee-Pak Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Moe Ackman, 3128, 3e Rue, Chomedey, Irwin Gliserman, 5719, avenue Brookside, Côte-St-Luc, Sidney Cutler, 6255, Place Northerest, tous trois avocats, Edward Druker, étudiant en droit, 5255, chemin Côte-St-Luc, et Annette Katz, secrétaire, fille majeure, 4960, rue Bourret, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines pour la vente de produits liquides, bonbons, confiserie, produits du tabac, produits alimentaires et laitiers, sous le nom de « Tas-Tee-Pak Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires

Tas-Tee-Pak Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Moe Ackman, 3128, 3rd Street, Chomedey, Irwin Gliserman, 5719 Brookside Ave., Côte-St-Luc, Sidney Cutler, 6255 Northerest Place, all three advocates, Edward Druker, law-student, 5255 Côte St-Luc Road, and Annette Katz, secretary, fille majeure, 4960 Bourret St., the latter three of Montreal, for the following purposes:

To deal in machines for the vending of liquid products, candy, confectionery, tobacco products, food and dairy products under the name of "Tas-Tee-Pak Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 1,000 common shares of

de $1 chacune, 1,000 actions catégorie « A », de $1 chacune et 3,000 actions catégorie « B », d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14896-62 — 1151/66

Tiber Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1962, constituant en corporation: William Alston Campbell, 161, avenue Bedbrook, Montréal-Ouest, Rupert Charles Thomas Harris, 637, Murray Hill, Westmount, et William Desmond Thomas, 140, Stonehenge Dr., Beaconsfield, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Administrer un certain immeuble spécifique, sous le nom de « Tiber Investments Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,960 actions, catégorie « A », d'une valeur au pair de $10 chacune et 40 actions, catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1539 ouest, avenue Bernard, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14676-62 — 1150/48

Toastess Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1962, constituant en corporation: George Irwin Harris, avocat, 5728, avenue Westluke, Côte-St-Luc, Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, avenue Esplanade, Montréal, et Barbara Shapiro, secrétaire, épouse séparée de biens d'Irving Shapiro, 4750, avenue Plamondon, app. 14, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de grille-pains, plaques chaudes, grille-sandwichs, grilleurs, bouilloires et fers à presser, sous le nom de « Toastess Corporation », avec un capital total de $200,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 148, rue Port-Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14673-62 — 1150/94

Treitel Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, 3733, Le Boulevard, West-

$1 each, 1,000 Class "A" shares of $1 each and 3,000 Class "B" shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14896-62 — 1151/66

Tiber Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Alston Campbell, 161 Bedbrook Avenue, Montreal West, Rupert Charles Thomas Harris, 637, Murray Hill, Westmount, and William Desmond Thomas, 140 Stonehenge Dr., Beaconsfield, all three advocates, for the following purposes:

To administer certain specific real estate, under the name of "Tiber Investments Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,960 class "A" shares of the par value of $10 each and 40 class "B" shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 1539 Bernard Avenue West, Outremont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14676-62 — 1150/48

Toastess Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Irwin Harris, advocate, 5728 Westluke Avenue, Côte-St-Luc, Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade Avenue, Montreal, and Barbara Shapiro, secretary, wife separate as to property of Irving Shapiro, 4750 Plamondon Avenue, Apt. 14, Montreal, for the following purposes:

To deal in toasters, hot plates, sandwich grillers, broilers, kettles and press irons, under the name of "Toastess Corporation", with a total capital stock of $200,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 148 Port-Royal Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14673-62 — 1150/94

Treitel Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, 3733 The Boulevard, Westmount, Jonathan J. Robin-

mount, Jonathan J. Robinson, avocat, 64, chemin Belvédère, Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, 5175, chemin de la Côté-St-Luc, Montréal, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, 4910, avenue Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Treitel Enterprises Ltd. », avec un capital total de $500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 49,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14733-62 — 1150/64

A. Tremblay & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Alphonse Tremblay, André Tremblay, tous deux plombiers, de 202, rue St-Jean-Baptiste, Baie-St-Paul, et Adrien Lachance, comptable, 864, avenue Bougainville, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « A. Tremblay & Frères Ltée », avec un capital total de $49,900, divisé en 399 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie-Saint-Paul, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14611-62 — 1150/27

Tru-Lite (Montreal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'octobre 1962, constituant en corporation: Max Slapack, 5562, rue Glencrest, Côte-St-Luc, Gregory Charlap, 2990, avenue Soissons, Montréal, et Morris Chaikelson, 5162, avenue Isabella, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'ampoules et d'accessoires électriques et de leur installation, sous le nom de « Tru-Lite (Montreal) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 371, rue Dowd, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14421-62 — 1147/77

Turcot & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

son, advocate, 64 Belvedere Rd., Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, 5175 Côte St-Luc Rd., Montreal, and Ethel Yussem, secretary, fille majeure, 4910 Maplewood Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Treitel Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $500,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 49,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14733-62 — 1150/64

A. Tremblay & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alphonse Tremblay, André Tremblay, both plumbers, of 202 St-Jean-Baptiste St., Baie St-Paul, and Adrien Lachance, accountant, 864 Bougainville Ave., Quebec, for the following purposes:

To carry a business dealing in all kinds of heating apparatus or systems, under the name of "A. Tremblay & Frères Ltée", with a total capital stock of $49,900, divided into 399 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Baie-Saint-Paul, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14611-62 — 1150/27

Tru-Lite (Montreal) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of October, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Slapack, 5562 Glencrest Street, Côte-St-Luc, Gregory Charlap, 2990 Soissons Avenue, Montreal, and Morris Chaikelson, 5162 Isabella Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in and install light bulbs and electrical equipment, under the name of "Tru-Lite (Montreal) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 371 Dowd Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14421-62 — 1147/77

Turcot & Fils Inc.

Notice is hereby given that undea Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Joseph-Lucien Turcot, entrepreneur général, Monique Ricard Turcot, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph-Lucien Turcot, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 12384, rue Parent, Pointe-aux-Trembles, et Jean-Jacques Hamel, avocat, 67, rue Théberge, Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction et faire le commerce des matériaux de construction, sous le nom de « Turcot & Fils Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14519-62 — 1150/28

bearing date the 21st day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph-Lucien Turcot, general contractor, Monique Ricard Turcot, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Lucien Turcot, and duly authorized by him for these presents, both of 12384 Parent St., Pointe-aux-Trembles, and Jean-Jacques Hamel, advocate, 67 Théberge St., Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as contractors in construction and to deal in building materials, under the name of "Turcot & Fils Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14519-62 — 1150/28

United Furniture Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Irving L. Adessky, 3782, avenue Kent, et Lewis Batshaw, 4804, Côte-des-Neiges, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et fournitures de maison, sous le nom de « United Furniture Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14849-62 — 1151/11

United Furniture Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Irving L. Adessky, 3782 Kent Avenue, and Lewis Batshaw, 4804 Côte-des-Neiges, all three advocates, for the following purposes:

To deal in furniture and household furnishings, under the name of "United Furniture Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14849-62 — 1151/11

Universal Plastic Signs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Jean-Marie Brassard, avocat, 11778, De Tracy, Montréal, Mario Guinard, comptable public accrédité, 960, St-Aubin, St-Laurent, et Claude St-Onge, comptable public accrédité, 5320, Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'enseignes et réclames électriques, au néon, au plastique ou autres, sous le nom de « Universal Plastic Signs Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7934, 14ième avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14473-62 — 1151/12

Universal Plastic Signs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marie Brassard, advocate, 11778 De Tracy, Montreal, Mario Guinard, accredited public accountant, 960 St-Aubin, St-Laurent, and Claude St-Onge, accredited public accountant, 5320 Berri, Montreal, for the following purposes:

To carry a business dealing in all kinds of electric, neon, plastic signs and advertising, or otherwise, under the name of "Universal Plastic Signs Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 7934, 14th Ave., St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14473-62 — 1151/12

Les Valcartistes, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Fernand Tremblay, industriel, René Bayeur, instituteur, tous deux de 598, boul. St-Gérard, St-Gérard-Magella, et Louis Trakas, restaurateur, 16, rue Ste-Anne, Québec, pour les objets suivants:

Installer, ériger et maintenir des centres culturels, sous le nom de « Les Valcartistes, Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiée sd'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 598, boul. St-Gérard, St-Gérard-Magella, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14828-62 — 1151/13

Les Valcartistes, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Tremblay, industrialist, René Bayeur, teacher, both of 598 St-Gérard Blvd., St-Gérard-Majella, and Louis Trakas, rsetaurateur, 16 Ste-Anne St., Quebec, for the following purposes:

To install, erect and maintain cultural centers, under the name of "Les Valcartistes, Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 300 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 598 St-Gérard Blvd., St-Gérard-Majella, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14828-62 — 1151/13

Value Plus Sportswear (1962) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Jack Greenstein, avocat, 4804, Côte-des-Neiges, app. 2, Montréal, Henry Nevard, avocat, 4377, avenue Westmount, Westmount, et David Wood avocat, 637, avenue Roslyn, Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Value Plus Sportswear (1962) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14635-62 — 1149/135

Value Plus Sportswear (1962) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Greenstein, advocate, 4804 Côte-des-Neiges, Apt. 2, Montreal, Henry Nevard, advocate, 4377 Westmount Avenue, Westmount, and David Wood, advocate, 637 Roslyn Avenue, Westmount, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Value Plus Sportswear (1962) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $10 each and 3,600 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14635-62 — 1149/135

J. W. Verville Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1962, constituant en corporation: J.-Wilfrid Verville, homme d'affaires, 237, Notre-Dame, est, Armand Verville, vendeur, 104, St-Jean-Baptiste, et Marcel Desrochers, vendeur, 118, St-Jean-Baptiste, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « J. W. Verville Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 235, rue Notre-Dame, est, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14815-62 — 1150/122

J. W. Verville Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Wilfrid Verville, businessman, 237 Notre-Dame East, Armand Verville, salesman, 104 St-Jean-Baptiste, and Marcel Desrochers, salesman, 118 St-Jean-Baptiste, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "J. W. Verville Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 235 Notre-Dame St. East, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14815-62 — 1150/122

Warrendale Shirt Company (1963) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, 4850, Côte-St-Luc, Montréal, Yoine Goldstein, avocat, 1932, avenue Clinton, Montréal, Perry Meyer, avocat, 9, chemin Thurlow, Hampstead, et Morris Shuter, comptable, 874, rue Bertrand, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Warrendale Shirt Company (1963) Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14744-62 — 1150/51

Warrendale Shirt Company (1963) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, 4850 Côte St-Luc, Montreal, Yoine Goldstein, advocate, 1932 Clinton Avenue, Montreal, Perry Meyer, advocate, 9 Thurlow Road, Hampstead, and Morris Shuter, accountant, 874 Bertrand St., St-Laurent, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Warrendale Shirt Company (1963) Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14744-62 — 1150/51

Winshaw Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Barbara Joyce Hopkins, secrétaire, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Judith Elizabeth Brown, secrétaire, épouse séparée de biens de Richard Edward Brown, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Anita Dunn, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, toutes trois de 1010 ouest, rue Ste-Catherine, chambre 804, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de vêtements, sous le nom de « Winshaw Mills Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14771-62 — 1150/95

Winshaw Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Barbara Joyce Hopkins, secretary, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Judith Elizabeth Brown, secretary, wife separate as to property of Richard Edward Brown, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Anita Dunn, secretary, fille majeure usant de ses droits, all three of 1010 St. Catherine Street West, Room 804, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Winshaw Mills Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 35,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14771-62 — 1150/95

XYZ Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1962, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en loi, 919, chemin Caledonia, Mont Royal, Clifford George Meek, teneur de livres, 3101, avenue Maplewood, Montréal, et Charles Eric Humphrey, teneur de livres, 7376, avenue Truman, Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « XYZ Construction Ltd. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

XYZ Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Patrick Creagh, law-clerk, 919 Caledonia Road, Mount Royal, Clifford George Meek, book-keeper, 3101 Maplewood Avenue, Montreal, and Charles Eric Humphrey, book-keeper, 7376 Truman Avenue, Verdun, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "XYZ Construction Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of the par value or $1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 13857-62 — 1143/28

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 13857-62 — 1143/28

Youth Guild Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres ptaentes, en date du 22e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, avocat et conseil en loi de Reine, 4300, avenue Western, Westmount, Rhona Langsner, secrétaire, fille majeure, 5758, Plantagenet, Montréal, et Benjamin J. Greenberg, avocat, 5510, Robinson, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements pour hommes, femmes et enfants de toutes descriptions, sous le nom de « Youth Guild Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 10 actions ordinaires de $10 chacune et 490 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14708-62 — 1150/96

Youth Guild Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis H. Rohrlick, advocate and Queen's Counsel, 4300 Western Avenue, Westmount, Rhona Langsner, secretary, spinster of the legal age of majority, 5758 Plantagenet, Montreal, and Benjamin J. Greenberg, advocate, 5510 Robinson, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in men's, women's and children's clothing of every description, under the name of "Youth Guild Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 10 common shares of $10 each and 490 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14708-62 — 1150/96

Zanardelli Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1962, constituant en corporation: Albert Malouf, conseil en loi de la Reine, 1100, Marlboro, Mont Royal, Bruno Pateras, 11818, Frigon, Montréal, et Yvan Macerola, 2090, Place Étienne-Brûlé, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Zanardelli Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7230, rue Cartier, app. 4, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14769-62 — 1150/97

Zanardelli Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Malouf, Queen's Counsel, 1100 Marlboro, Mount Royal, Bruno Pateras, 11818 Frigon, Montreal, and Yvan Macerola, 2090 Place Étienne-Brûlé, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Zanardelli Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7230 Cartier Street, Apt. 4, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14769-62 — 1150/97

Lettres patentes supplémentaires

Aero Hydraulics Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 octobre 1962, à la compagnie « Aero Hydraulics Corporation », 1° modifiant certains dispositions de ses lettres patentes; 2° changeant son 1,000 actions de $1 chacune en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair;

Supplementary Letters Patent

Aero Hydraulics Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of October, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Aero Hydraulics Corporation", 1. modifying certain provisions of its letters patent; 2. changing its 1,000 shares of $1 each into 1,000 shares without nominor or par value; 3. increasing its capital, the

3° augmentant son capital-actions, le capital-actions additionnel étant divisé en 9,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 octobre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 13981-72 — 1149/136

Beauce Placer Mining Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 novembre 1962, à la compagnie « Beauce Placer Mining Co. Ltd. » (No Personal Liability), augmentant son capital de $3,000,000 à $4,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000,000 d'actions ordinaires de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 10378-58 — 1149/79

Bertha Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10 décembre 1962, à la compagnie « Bertha Realty Co. Ltd. », 1° changeant ses 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune; 2° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 10395-62 — 1151/14

Brothers Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 novembre 1962, à la compagnie « Brothers Investments Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14639-58 — 1150/53

Cathan Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 novembre 1962, à la compagnie « Cathan Construction Inc. », 1° augmentant le nombre de ses directeurs de trois à quatre; 2° réduisant son capital-actions de $10,000 à $2,000, le capital-actions annulé étant divisé en 800 actions ordinaires de $10 chacune; 3° augmentant son capital-action de $2,000 à additional capital stock being divided into 9,000 shares without nominal or par value.

Given at the office of the Provincial Secratary, this 31st day of October, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 13981-61 — 1149/136

Beauce Placer Mining Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Beauce Placer Mining Co. Ltd." (No Personal Liability), increasing its capital from $3,000,000 to $4,000,000, the additional capital stock being divided into 1,000,000 common shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 10378-58 — 1149/79

Bertha Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Bertha Realty Co. Ltd.", 1. changing its 1,000 common shares of no par value into 1,000 common shares of $5 each; 2. altering certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 10395-62 — 1151/14

Brothers Investments Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Brothers Investments Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14639-58 — 1150/53

Cathan Construction Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cathan Construction Inc.", 1. increasing the number of its directors from three to four; 2. reducing its capital from $10,000 to $2,000, the capital stock annulled being divided into 800 common shares of $10 each; 3. increasing its capital from $2,000 to $20,000, the additional capital stock

$20,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 12218-62 — 1150/55

being divided into 1,800 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 12218-62 — 1150/55

Claridge Realties, Inc.
Les Immeubles Claridge, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 novembre 1962, à la compagnie « 355 St. James Street West, Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 29e jour d'avril 1929, changeant son nom en celui de « Claridge Realties, Inc. — Les Immeubles Claridge, Inc. »

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 841-29 — 1150/102

Claridge Realties, Inc.
Les Immeubles Claridge, Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "355 St. James Street West, Inc.", incorporated by letters patent dated the 29th day of April, 1929, changing its name to that of "Claridge Realties, Inc. — Les Immeubles Claridge, Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 841-29 — 1150/102

Cutting (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 30 novembre 1962, à la compagnie « Cutting (Quebec) Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5e jour de septembre 1962, changeant son nom en celui de « Cutting (Quebec) Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 13483-62 — 1150/106

Cutting (Quebec) Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cutting (Quebec) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 5th day of September, 1962, changing its name to that of "Cutting (Quebec) Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 13483-62 — 1150/106

Dak Smallwares Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 novembre 1962, à la compagnie « Dak (Sherbrooke) Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17e jour de janvier 1961, changeant son nom en celui de « Dak Smallwares Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 15838-60 — 1150/56

Dak Smallwares Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Dak (Sherbrooke) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 17th day of January, 1961, changing its name to that of "Dak Smallwares Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 15838-60 — 1150/56

Dankoff's Delicatessen & Steak House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 décembre 1962, à la compagnie « The Broiler Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10e jour d'octobre 1962, changeant son nom en celui de « Dankoff's Delicatessen & Steak House Inc. ».

Dankoff's Delicatessen & Steak House Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Broiler Inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of October, 1962, changing its name to that of "Dankoff's Delicatessen & Steak House Inc.".

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 14132-62 — 1150/125

Drouin Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 novembre 1962, à la compagnie « Garage J. L. Drouin & Fils Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 juillet 1961, changeant son nom en celui de « Drouin Automobiles Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 13700-61 — 1150/57

D. Dupéré Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 novembre 1962, à la compagnie « D. Dupéré Inc. », 1° modifiant les droits, privilèges et restrictions se rattachant aux actions privilégiées; 2° augmentant son capital de $75,300 à $275,300, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 12454-55 — 1150/108

Durable Construction Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 22 novembre 1962, à la compagnie « Durable Construction Corp. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 11622-58 — 1150/11

Les Élans de Victoriaville No. 428 Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 novembre 1962, à la corporation « Les Élans de Victoriaville No. 428 Inc. », augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, de $25,000 à $100,000.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 13246-61 — 1148/124

Entreprises Ménard Ltée
Ménard Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 14132-62 — 1150/125

Drouin Automobiles Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Garage J. L. Drouin & Fils Ltée", incorporated by letters patent dated July 18, 1961, changing its name to "Drouin Automobiles Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 13700-61 — 1150/57

D. Dupéré Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "D. Dupéré Inc.", 1. altering the rights, privileges and restrictions attached to the preferred shares; 2. increasing its capital stock from $75,300 to $275,300, the additional share capital being divided into 2,000 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 12454-55 — 1150/108

Durable Construction Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Durable Construction Corp.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 11622-58 — 1150/11

Les Élans de Victoriaville No. 428 Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the November 12, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Élans de Victoriaville No. 428 Inc.", increasing the amount to which is limited the immoveable property that the corporation may own, from $25,000 eto $100,000.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 13246-61 — 1148/124

Entreprises Ménard Ltée
Ménard Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 novembre 1962, à la compagnie « Entreprises Ménard Ltée — Ménard Enterprises Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 13874-60 — 1150/58

letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Entreprises Ménard Ltée — Ménard Enterprises Ltd. », extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 13874-60 — 1150/58

Geoffrion Auto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 novembre 1962, à la compagnie « Allie & Geoffrion Auto Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 septembre 1962, changeant son nom en celui de « Geoffrion Auto Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 13684-62 — 1149/137

Geoffrion Auto Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Allie & Geoffrion Auto Inc.", incorporated by letters patent dated September 24, 1962, changing its name to "Geoffrion Auto Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 13684-62 — 1149/137

Gérard & Gérard (Québec) Ltée
Gerard & Gerard (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 novembre 1962, à la compagnie « Gerard & Gerard Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 janvier 1929, 1° changeant son nom en celui de « Gérard & Gérard (Québec) Ltée — Gerard & Gerard (Quebec) Ltd. »; 2° réduisant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $50 chacune; 3° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 2433-29 — 1150/14

Gérard & Gérard (Québec) Ltée
Gerard & Gerard (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Gerard & Gerard Limited", incorporated by letters patent dated January 19, 1929, 1. changing its name to "Gérard & Gérard (Québec) Ltée — Gerard & Gerard (Quebec) Ltd."; 2. reducing its capital stock, the cancelled share capital being divided into 1,000 preferred shares of $50 each; 3. increasing its capital stock, the additional share capital being divided into 1,000 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 2433-29 — 1150/14

Holton Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 décembre 1962, à la compagnie « Holton Development Corp. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 13250-59 — 1150/78

Holton Development Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Holton Development Corp.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 13250-59 — 1150/78

Hôtel « La Corniche Inc. »

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 décembre 1962, à la compagnie « Hôtel Mont-Avila Inc. », constituée

Hôtel "La Corniche Inc."

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hôtel Mont-Avila Inc.", incorporatied by letters patent

en corporation par lettres patentes en date du 12 octobre 1961, changeant son nom en celui de « Hôtel « La Corniche Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 14655-61 — 1150/80

dated October 12, 1961, changing its name to "Hôtel "La Corniche Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 14655-61 — 1150/80

Les Immeubles Boisbrillant Inc. Boisbrillant Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 décembre 1962, à la compagnie « Les Immeubles Boisbrillant Inc.— Boisbrillant Realties Inc. », 1° augmentant son capital de $100,000 à $900,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 800,000 actions privilégiées de $1 chacune; 2° changeant ses 10,000 actions de $10 chacune en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 16173-61 — 1151/98

Les Immeubles Boisbrillant Inc. Boisbrillant Realties Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Immeubles Boisbrillant Inc.— Boisbrillant Realties Inc.", 1. increasing its capital stock from $100,000 to $900,000, additional capital stock being divided into 800,000 preferred shares of $1 each; 2. changing its 10,000 shares of $10 each into 10,000 common shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 16173-61 — 1151/98

Industries Couture Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 novembre 1962, à la compagnie « Les Ateliers Émile Couture Limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 décembre 1938, changeant son nom en celui de « Industries Couture Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 2718-38 — 1149/138

Industries Couture Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Ateliers Émile Couture Limitée", incorporated by letters patent dated December 29, 1938, changing its name to "Industries Couture Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 2718-38 — 1149/138

J. H. Lamarche Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 novembre 1962, à la compagnie « J. H. Lamarche Limitée », augmentant son capital de $200,000 à $300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées de $25 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 2921-50 — 1150/65

J. H. Lamarche Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "J. H. Lamarche Limitée", increasing its capital stock from $200,000 to $300,000, the additional capital stock being divided into 4,000 preferred shares of $25 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 2921-50 — 1150/65

Michaud Tire Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 novembre 1962, à la compagnie « Michaud Tire Service Ltd. », 1° réduisant son capital de $49,900 à $20,000, le capital-actions annulé étant divisé en 299 actions privilégiées de $100 chacune; 2° aug-

Michaud Tire Service Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Michaud Tire Service Ltd.", 1. reducing its capital stock from $49,900 to $20,000, the cancelled capital stock being divided into 299 preferred shares of $100 each; 2. increasing its

mentant son capital de $20,000 à $170,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 5500-46 — 1150/66

capital stock from $20,000 to $170,000, additional capital stock being divided into 1,500 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 5500-46 — 1150/66

Montreal Land Securities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 mai 1962, à la compagnie « Montreal Land Securities Limited », 1° diminuant son capital de $5,000,000 à $2,000,000, le capital-actions annulé étant divisé en 3,000,000 d'actions de $1 chacune; 2° augmentant son capital de $2,000,000 à $8,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 10944-61 — 1129/29

Montreal Land Securities Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Montreal Land Securities Limited", 1. reducing its capital from $5,000,000 to $2,000,000, the capital stock annulled being divided into 3,000,000 shares of $1 each; 2° increasing its capital from $2,000,000 to $8,000,000, the additional capital stock being divided into 3,000,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 10944-61 — 1129/29

Mount Royal Foundations Inc.
Coffrages Mont Royal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 novembre 1962, à la compagnie « Mount Royal Foundations Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10e jour de mai 1961, changeant son nom en celui de « Mount Royal Foundations Inc.— Coffrages Mont Royal Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 12432-61 — 1150/84

Mount Royal Foundations Inc.
Coffrages Mont Royal Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mount Royal Foundations Inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of May, 1961, changing its name to that of "Mount Royal Foundations Inc.— Coffrages Mont Royal Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 12432-61 — 1150/84

Parsons Developments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 novembre 1962, à la compagnie « Parsons Enterprises Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 25e jour de septembre 1962, changeant son nom en celui de « Parsons Developments Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 13785-62 — 1149/140

Parsons Developments Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Parsons Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent dated the 25th day of September, 1962, changing its name to that of "Parsons Developments Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 13785-62 — 1149/140

The Patino Mining Corporation
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 novembre 1962, à la compagnie « Copper Rand Chibouga-

The Patino Mining Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Copper Rand Chibougamau Mines Ltd."

mau Mines Ltd. » (No Personal Liability) constituée en corporation par lettres patentes datées du 15e jour de mars 1956, 1° changeant son nom en celui de « The Patino Mining Corporation » (No Personal Liability); 2° diminuant son capital de $13,600,000 à $13,599,989, le capital-actions annulé étant divisé en 11 actions de $1 chacune; 3° consolidant eles 13,599,989 actions de $1 chacune en 2,092,306 actions de $6.50 chacune; 4° augmentant son capital de $13,599,989 à $32,500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,907,694 actions de $6.50 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 10824-56 — 1149/34

(No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the 15th day of March, 1956, 1. changing its name to that of "The Patino Mining Corporation" (No Personal Liability); 2. reducing its capital from $13,600,000 to $13,599,989, the capital stock annulled being divided into 11 shares of $1 each; 3. consolidating the 13,599,989 shares of $1 each into 2,092,306 shares of $6.50 each; 4. increasing its capital from $13,599,989 to $32,500,000, the additional capital stock being divided into 2,907,694 shares of $6.50 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of November, 9162.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 10824-56 — 1149/34

Peelcraft (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettrse patentes supplémentaires, en date du 5 décembre 1962, à la compagnie « Cellomatic-Peelcraft (Quebec) Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2e jour de juillet 1959, changeant son nom en celui de « Peelcraft (Quebec) Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 11341-59 — 1150/87

Peelcraft (Quebec) Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cellomatic-Peelcraft (Quebec) Limited", incorporated by letters patent dated the 2nd day of July, 1959, changing its name to that of "Peelcraft (Quebec) Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 11341-59 — 1150/87

Poudrier & Boulet Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 novembre 1962, à la compagnie « Poudrier & Boulet Limitée », 1° subdivisant les 200 actions ordinaires de $100 chacune en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune; 2° réduisant son capital de $100,000 à $20,000, le capital-actions annulé étant divisé en 800 actions privilégiées de $100 chacune; 3° augmentant son capital de $20,000 à $220,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 20,000 actions privilégiées de $10 chacune; 4° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 753-26 — 1150/20

Poudrier & Boulet Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Poudrier & Boulet Limitée", 1. subdividing the 200 common shares of $100 each into 2,000 common shares of $10 each; 2. reducing its capital stock from $100,000 to $20,000 the cancelled capital stock being divided into 800 preferred shares of $100 each; 3. increasing its capital stock from $20,000 to $220,000, the additional capital stock being divided into 20,000 preferred shares of $10 each; 4. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 753-26 — 1150/20

Quebec Geophysics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 novembre 1962, à la compagnie « Ace Drilling Company Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 22e jour de mai 1957, changeant son nom en celui de « Quebec Geophysics Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 11744-57 — 1150/67

Quebec Geophysics Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Ace Drilling Company Ltd.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of May, 1957, changing its name to that of "Quebec Geophysics Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 11744-57 — 1150/67

Phil Rivard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 décembre 1962, à la compagnie « Phil Rivard Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 10000-60 — 1151/103

Phil Rivard Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Phil Rivard Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 10000-60 — 1151/103

H. Roberge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 novembre 1962, à la compagnie « H. Roberge Inc. », subdivisant ses 250 actions ordinaires de $100 chacune en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 10018-55 — 1150/93

H. Roberge Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "H. Roberge Inc.", subdividing its 250 common shares of $100 each into 2,500 common shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of November 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 10018-55 — 1150/93

Rotom of Canada Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 décembre 1962, à la compagnie « NSU of Canada Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 22e jour de mars 1955, changeant son nom en celui de « Rotom of Canada Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 10138-55 — 1151/44

Rotom of Canada Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companise Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "NSU of Canada Ltd.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of March, 1955, changing its name to that of "Rotom of Canada Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 10138-55 — 1151/44

Service Plastics & Chemicals Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 décembre 1962, à la compagnie « Service Backing & Coating Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14e jour de mai 1951, changeant son nom en celui de « Service Plastics & Chemicals Corp. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 5260-51 — 1150/127

Service Plastics & Chemicals Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Service Backing & Coating Corp.", incorporated by letters patent dated the 14th day of May, 1951, changing its name to that of "Service Plastics & Chemicals Corp.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 5260-51 — 1150/127

Star Pants, Montreal, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 novembre 1962, à la compagnie « Star Pants, Disraëli, Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 janvier 1953, changeant son nom en celui de « Star Pants, Montreal, Limited ».

Star Pants, Montreal, Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Star Pants, Disraëli, Limited", incorporated by letters patent dated January 14, 1953, chavging its name to "Star Pants, Montreal, Limited".

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 1731-53 — 1150/1

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 1731-53 — 1150/1

H. Star & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 novembre 1962, à la compagnie « H. Star & Sons Ltd. », augmentant son capital-actions de $50,000 à $66,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 150 actions privilégiées de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 9354-49 — 1150/2

H. Star & Sons Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "H. Star & Sons Ltd.", increasing its capital from $50,000 to $66,000, the additional capital stock being divided into 150 preferred shares of $100 each and 1,000 class "B" preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 9354-49 — 1150/2

Taran Furs Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 novembre 1962, à la compagnie « Taran Furs Incorporated », augmentant son capital de $350,000 à $351,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19 novembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872 1318-46 — 1150/3

Taran Furs Incorporated

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of November, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Taran Furs Incorporated", increasing its capital from $350,000 to $351,000, the additional capital stock being divided into 1,000 class "B" preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of November, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872-o 1318-46 — 1150/3

United Auto Parts (Matane) Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 décembre 1962, à la compagnie « United Auto Parts (Matane) Ltd », 1° réduisant son capital de $20,000 à $5,000, le capital-actions annulé étant divisé en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $5,000 à $15,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 6013-44 — 1151/16

United Auto Parts (Matane) Ltd

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "United Auto Parts (Matane) Ltd", 1. reducing its capital stock from $20,000 to $5,000, the cancelled share capital being divided into 1,500 preferred shares of $10 each; 2. increasing its capital stock from $5,000 to $15,000, the additional share capital being divided into 1,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 6013-44 — 1151/16

Le Voyageur Laurentien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 décembre 1962, à la compagnie « Le Voyageur Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 août 1962, changeant son nom en celui de « Le Voyageur Laurentien Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1872-o 13388-62 — 1151/111

Le Voyageur Laurentien Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Le Voyageur Inc.", incorporated by letters patent on August 13, 1962, changing its name into that of "Le Voyageur Laurentien Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1872 13388-62 — 1151/111

Demandes à la Législature

George Easdon

Avis est, par les présentes, donné que « George Easdon », de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre à la pratique du droit immédiatement, l'exemptant ainsi de certaines dispositions contenues dans la section 71 de la Loi du Barreau qui l'empêcherait de pratiquer le droit avant 1965.

Montréal, P.Q., le 20e jour de décembre 1962.

Les Procureurs du requérant,
HOWARD, CATE, OGILVY,
BISHOP, COPE, PORTEOUS
& HANSARD.
1625-2-4-o

Joseph Jean Guy Genois

Avis est, par les présentes, donné qu'au cours de la prochaine session de l'Assemblée législative de Québec, les pétitionnaires, « Joseph Jean Guy Genois », chiropraticien, de la cité d'Alma, et son épouse, Dame Madeleine Plamondon-Genois, du même lieu, présenteront un projet de loi autorisant l'adoption de Joseph Rogers Richard McClintock.

Cité d'Alma, ce 4e jour de janvier 1963.

Le Procureur autorisé des requérants,
J. VICTORIEN TREMBLAY, C.R., avocat.
1626-2-4-o

Marie Lise José Miville-Dechêne

Avis est, par les présentes donné, que « Marie Lise José Miville-Dechêne », mineure, domiciliée à Sillery, district de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à la prochaine session de celle-ci, pour demander l'adoption d'une loi changeant son nom de Marie Lise José Miville-Dechêne en celui de Marie Lise José Bizier.

Québec, le 20 décembre 1962.

Le Procureur de la pétitionnaire,
1627-2-4-o JEAN TURGEON.

Succession Joseph Gagnon

Avis est par les présentes donné qu'Alphonse Gagnon et Lorenzo Brisson, tous deux négociants des cité et district de Chicoutimi, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Joseph Gagnon, en son vivant négociant des cité et district de Chicoutimi, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant Madeleine Gagnon Mercier, épouse séparée de biens de Jean-Paul Mercier, des cité et district de Chicoutimi, à accepter et à remplir, avec le consentement de sondit époux, la charge de co-exécutrice testamentaire de feu son père, Joseph Gagnon, en remplacement de Dame Mathilde Parent Gagnon, sa mère, de la même manière et avec les mêmes pouvoirs, droits et obligations que si ladite Madeleine Gagnon Mercier avait elle-même été originairement désignée par le testateur comme son exécutrice testamentaire, conjointement avec Alphonse Gagnon et Lorenzo Brisson.

Chicoutimi, le 28 décembre 1962.

Les Procureurs des requérants,
PRATTE, COTÉ,
1629-2-4-o TREMBLAY & DECHÊNE.

Applications to Legislature

George Easdon

Notice is hereby given that "George Easdon", of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law forthwith, thus exempting him from certain provisions contained in section 71 of the Bar Act, which would not permit him to practice law until 1965.

Montreal, P.Q., this 20th day of December, 1962.

HOWARD, CATE, OGILVY,
BISHOP, COPE, PORTEOUS
& HANSARD,
1625-2-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Joseph Jean Guy Genois

Notice is hereby given that in the course of the next session of the Legislative Assembly of Quebec, the petitioners, "Joseph Jean Guy Genois", chiropractor, of the city of Alma, and his wife, Dame Madeleine Plamondon-Genois, of the same place, will present a bill authorizing the adoption of Joseph Rogers Richard McClintock.

City of Alma, this 4th day of January, 1963.

J. VICTORIEN TREMBLAY, Q.C., advocate,
Authorized Solicitor for the petitioners.
1626-2-4

Marie Lise José Miville-Dechêne

Notice is hereby given that "Marie Lise José Miville-Dechêne", minor, domiciled at Sillery, district of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of an act to change her name from Marie Lise José Miville-Dechêne into that of Marie Lise José Bizier.

Quebec, December 20, 1962.

JEAN TURGEON,
1627-2-4 *Attorney for the petitioner.*

Estate Joseph Gagnon

Notice is hereby given that Alphonse Gagnon and Lorenzo Brisson, merchants of the city and district of Chicoutimi, in their capacity as testamentary executors of the late Joseph Gagnon, in his lifetime merchant of the city and district of Chicoutimi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act authorizing Madeleine Gagnon Mercier, wife separate as to property of Jean-Paul Mercier, of the city and district of Chicoutimi, to accept and to fill, with the consent of her said husband, the office of testamentary co-executrix of her late father, Joseph Gagnon, in the place and stead of Dame Mathilde Parent Gagnon, her mother, in the same manner and with the same powers, rights and obligations as if the said Madeleine Gagnon Mercier had herself originally been designated by the testator as her testamentary executrix, jointly with Alphonse Gagnon and Lorenzo Brisson.

Chicoutimi, December 28, 1962.

PRATTE, COTÉ,
TREMBLAY & DECHÊNE,
1629-2-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Succession J.-Alphonse Drolet

Avis est par les présentes donné par Dame Jeannette Dumont, veuve de J.-Alphonse Drolet, en son vivant de la cité de Québec, industriel, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs et aux enfants mineurs du premier mariage dudit J.-Alphonse Drolet et en sa qualité d'exécutrice testamentaire conjointe dudit feu J.-Alphonse Drolet, Émile Drolet, Lucien Drolet et Trust Général du Canada en leur qualité d'exécuteurs testamentaires conjoints avec ladite Dame Jeannette Dumont aux termes du testament dudit feu J.-Alphonse Drolet, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi spéciale clarifiant et complétant pour certaines fins les dispositions du testament dudit feu J.-Alphonse Drolet, précisant les pouvoirs des exécuteurs, définissant le sens de certains termes employés dans ledit testament et pour autres fins.

Donné à Québec, ce 4e jour de janvier, 1963.

Les Procureurs des pétitionnaires,
PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,
1630-2-4-o CHOUINARD et JACQUES.

Estate J.-Alphonse Drolet

Notice is hereby given that Mrs. Jeannette Dumont, widow of J.-Alphonse Drolet, in his lifetime of the city of Quebec, industrialist, personnally as well as in her capacity of tutrix to her minor children and to the minor children of the said J.-Alphonse Drolet by his first marriage and in her capacity of joint testamentary executrix of the said late J.-Alphonse Drolet, Émile Drolet, Lucien Drolet and General Trust of Canada in their capacity of joint testamentary executors with the said Mrs. Jeannette Dumont, under the will of the late J.-Alphonse Drolet, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of a special act for the purposes of completing and clarifiying the will of the said late J.-Alphonse Drolet, of defining more precisely the exact meaning of certain words used in the said will, of clarifying the powers of the executors under the said will and for other purposes:

Given at Quebec, this 4th day of January, 1963.

PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,
CHOUINARD and JACQUES,
1630-2-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Village Saint-Michel-de-Vaudreuil
Paroisse Saint-Michel-de-Vaudreuil

Avis public est, par les présentes, donné que la municipalité du village Saint-Michel-de-Vaudreuil et la municipalité de la paroisse Saint-Michel-de-Vaudreuil, comté de Vaudreuil s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi, aux fins suivantes:

Loi de fusion de la municipalité du village Saint-Michel-de-Vaudreuil et de la municipalité de la paroisse Saint-Michel-de-Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil, ayant pour but d'ériger en une seule corporation de ville, leurs deux territoires sous le nom de « Ville de Vaudreuil » et d'être régie suivant les dispositions de la Loi des Cités et Villes (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 233, avec des pouvoirs additionnels.

La date de la première élection générale de la nouvelle Ville, le deuxième lundi juridique de juin 1963.

Et autres pouvoirs spéciaux.

Montréal, 21 décembre 1962.

Les Procureurs des pétitionnaires,
GUÉRIN, AUCLAIR, TAILLEFER
1631-2-4-o et BRUNET.

Village Saint-Michel-de-Vaudreuil
Parish Saint-Michel-de-Vaudreuil

Public notice is hereby given that the municipality of the village Saint-Michel-de-Vaudreuil and the municipality of the parish Saint-Michel-de-Vaudreuil, county of Vaudreuil, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its present session, to request the adoption of an Act, for the following purposes:

An Act to amalgamate the municipality of the village Saint-Michel-de-Vaudreuil and the municipality of the parish Saint-Michel-de-Vaudreuil, in the county of Vaudreuil, having for its end the erection into one sole city corporation their two territories under the name of "Ville de Vaudreuil" and be governed by the Citys and Towns Act (Revised Statutes of the Province of Quebec 1941, chapter 233) with additionel powers.

The date of the first general election of the new city will be on the second juridical Monday in June 1963.

And other special powers.

Montreal, December 21, 1962.

GUÉRIN, AUCLAIR, TAILLEFER
and BRUNET,
1631-2-4-o *Attorneys for the Petitioners.*

Cité de Thetford Mines

La « Cité de Thetford Mines », donne, par les présentes, avis public qu'elle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir un pouvoir spécial, savoir:

Décréter, par règlement, qu'à compter du 1er janvier 1964, les taxes spéciales mentionnées aux règlements numéros 587, 591 et 592 seront imposées sur tous les immeubles imposables de la municipalité au lieu de l'être seulement sur les lots spécifiés dans lesdits règlements.

Le Procureur de la pétitionnaire,
Me GABRIEL ROBERGE, C.R.
69, sud, rue Notre-Dame,
Thetford-Mines, Qué. 1632-2-4-o

City of Thetford Mines

Public notice is hereby given that the "City of Thetford Mines", will apply to the Quebec Legislature at its next sitting, with a view to obtain a certain special power, that is:

To enact, by by-law that, as from the 1st of January 1964, the special taxes mentioned in by-laws number 587, 591 and 592 will be imposed on all immovables of the municipality instead of only on the lots as specified in such by-laws.

Me GABRIEL ROBERGE, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.
69, south Notre-Dame St.,
Thetford-Mines, Que. 1632-2-4-o

Société d'Administration et de Fiducie

Avis est par les présentes donné que la « Société d'Administration et de Fiducie », corpora-

Société d'Administration et de Fiducie

Notice is hereby given that "Société d'Administration et de Fiducie", a corporation cons-

tion constituée par une loi de la Législature de la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre un immeuble de la succession de feu George Setakis, situé aux numéros 1061 à 1065 du boulevard St.-Laurent en la cité de Montréal.

Montréal, le 20 décembre 1962.

Le Procureur de la requérante,
ARTHUR BOIVIN, C.R.

1654-2-4-o

Village de Deschênes

Avis public est par les présentes donné que la Corporation Municipale du «Village de Deschênes» Comté de Gatineau, district de Hull, s'adressera à la Législature de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une Loi spéciale aux fins suivantes:

1° Annexer à son territoire une partie du territoire de la municipalité de la partie sud du canton de Hull soit: Partant du point d'intersection de la rive gauche de la rivière Outaouais avec la limite Ouest du lot 19, rang 1, allant vers le nord jusqu'à l'axe de la route 8, vers l'Est jusqu'à l'axe du chemin Rivermead vers le Sud jusqu'à l'intersection dudit chemin avec le prolongement vers l'Ouest de la limite Nord du lot 13 G-1 rang II, puis vers l'Est jusqu'au coin Nord Est du lot 13 E-1 puis vers le Sud dans la rivière Outaouais jusqu'à la ligne interprovinciale Québec-Ontario, puis vers l'Ouest jusqu'à son intersection avec le prolongement vers le Sud de la limite Ouest du lot 14 B, rang I, puis vers le Nord jusqu'à la limite Sud de l'emprise de la Compagnie Hull Electric Railway, puis vers l'Ouest jusqu'à la limite Est du lot 17-A, puis vers le Sud dans la rivière Outaouais jusqu'à la ligne interprovinciale Québec-Ontario puis vers l'Ouest jusqu'au prolongement vers le Sud de la limite Ouest du lot 19 puis vers le Nord jusqu'au point de commencement.

2° Constituer son nouveau territoire comprenant le territoire annexé, en municipalité de ville sous le nom ville sous le nom de Ville Des Chênes sous l'empire de la Loi des Cités et Villes et lui octroyer des pouvoirs spéciaux additionnels.

a) En modifiant les Articles 47-48-49-64 et 439 de la Loi des Cités et Villes et en ajoutant un Article 426-A relativement à la modification des règlements de zonage, et de construction

b) En fixant les premières élections générales au premier lundi juridique de février 1965.

c) En établissant des dispositions particulières au cas de vacances dans la charge de maire ou d'échevin avant les premières élections générales.

d) En autorisant la Ville Des Chênes a prélever la compensation pour le service d'égout et la taxe spéciale prévue par le règlement 177 de la Municipalité du Village de Deschênes sur les immeubles du territoire annexé qui bénéficient desdits travaux et en modifiant le règlement 177 et l'ordonnance de la Régie d'Épuration des Eaux en conséquence.

Et pour toutes autres fins.

Montréal, le 4 janvier 1963.

Les Procureurs de la requérante,
LEMAY, POULIN & CORBEIL.

132 Ouest Rue St-Jacques,
Chambre 511, Montréal. 1666-2-4-o

Cité de Dorval

Avis est donné que la « Cité de Dorval », s'adressera à la Législature de la province, de

tituted by an Act of the Legislature of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act authorizing it to sell an immoveable of the estate of the late George Setakis, situated at numbers 1061 to 1065 of St. Lawrence Blvd., in the city of Montreal.

Montreal, December 20, 1962.

ARTHUR BOIVIN, Q.C.,
Attorney fo the petitioner.

1654-2-4-o

Village of Deschênes

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the "Village of Deschênes", County of Gatineau, District of Hull, will apply to the Legislature of Quebec at its present session to request the adoption of a special law for the following purposes:

1. To annex to its territory part of the territory of the Municipality of the south part of the Township of Hull, to wit: From the point of intersection of the left bank of the Outaouais River with the west limit of lot 19, range 1, going towards the north up to the centre-line of route 8, towards the east up to the centre-line of the Rivermead road towards the south up to the intersection of the said road with the prolongation towards the west of the north limit of lot 13 G-1 range II, then towards the east up to the north-east corner of of 13 E-1, then towards the south in the Outaouais river up to the interprovincial ine Quebec-Ontario, then towards the west up to its intersection with the prolongation towards the south of the west limit of lot 14 B, range I, then towards the north up to the south limit of the right of way of the Hull Electric Railway Company, then towards the west up to the east limit of lot 17-A, then towards the south in the Outaouais River up to the interprovincial line Quebec-Ontario then towards the west up to the prolongation towards the south of the west limit of lot 19 then towards the north up to the point of commencement.

2. To constitute its new territory comprising the annexed territory, into a town municipality under the name of town of Des Chênes under the Cities and Towns Act and to grant it the additional special powers.

a) In modifying sections 47-48-49-64 and 439 of the Cities and Towns Act and by adding a section 426-A concerning the modification of by-laws on zoning and construction.

b) In fixing the first general elections on the first legal Monday of February, 1965.

c) In establishing the special provisions in case of a vacant office in the mayor's or alderman's duties before the first general elections.

d) In authorizing the town of Des Chênes to levy the compensation for the sewer service and the special tax stipulated by by-law 177 of the Municipality of the Village of Deschênes on the immoveables of the annexed territory which benefit by the said services and in modifying by-law 177 and the ordinance of the Water Purification Board accordingly.

And for all other purposes.

Montreal, January 4, 1963.

LEMAY, POULIN & CORBEIL,
Solicitors for the petitioner.

132, St-James St. West,
Suite 511, Montreal. 1666-2-4

City of Dorval

Notice is hereby given that the "City of Dorval", will apply to the Legislature of the

Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi qui amende sa charte aux fins de faire servir les lots d'arrière et de côté à l'utilité publique; de permettre à la municipalité d'assister les organisations religieuses, philanthropiques et athlétiques; de permettre l'extension des services de la Commission des Transports de Montréal à la municipalité; de permettre à la municipalité d'amender certains de ses règlements en ce qui concerne l'amélioration locale des taxes et de régulariser le règlement numéro 424 de la municipalité.

Le Procureur des requérants,
1667-2-4 AMARON & STEAD.

Ville de Châteauguay-Centre

Avis est par les présentes donné, que la « Ville de Châteauguay-Centre », dans le comté de Châteauguay, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes:

1° *a*) Amender le règlement numéro 200 pour modifier la taxation y prévue;

b) Amender les règlements 206 et 263 pour modifier la taxation y prévue;

c) Amender le règlement numéro 230 pour modifier la taxation y prévue;

2° Amender les règlements numéros 198, 201, 202, 204, 205, 206, 207, 209, 215, 217, 218, 219, 220, 226, 227, 230, 232, 235, 237, 238, 240, 241, 242, 245, 246, 248, 261 et 263 pour modifier la taxation y prévue;

3° Permettre au conseil de la ville de décréter par règlement une ou des taxes uniformes dans la ville, ce règlement entrant en vigueur une fois approuvé par les deux-tiers des membres du conseil et une fois obtenue l'approbation du ministre des affaires municipales et la promulgation de la manière ordinaire;

4° Remplacer pour la ville l'article 463 de la Loi des cités et villes par un nouvel article obligeant les propriétaires ou occupants de terrain dans la ville à laisser poser des fils aériens ou souterrains et leurs accessoires nécessaires pour l'éclairage, la force motrice et le service téléphonique, au dessus et au-dessous d'une lisière de terrain de cinq pieds de largeur le long des lignes de côté et d'arrière de tous lots situés dans la ville, le tout sujet, dans chaque cas, au paiement des dommages réels, s'il y en a;

5° Autoriser le conseil à instituer par règlement une Commission des Loisirs;

6° Et pour toutes autres fins.

Châteauguay-Centre, ce 3e jour de janvier 1963.

Les Procureurs de la requérante,
1764-3-4-o POUPART & POUPART.

Commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Saint-Léonard

Avis est par les présentes donné, que les « Commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Saint-Léonard », dans le comté de Bourget, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi modifiant et amendant certaines lois et lui accordant des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes:

1° Modifier les lois obligeant les Corporations scolaires catholiques à rembourser certaines proportions de la taxe neutre aux corporations qui l'ont payée, en déclarant que ces lois ne s'appliquent pas à la municipalité scolaire de Saint-Léonard, à qui ces proportions de la taxe neutre appartiendront désormais pour ses fins;

Province of Quebec at the next session for an act to amend its charter to provide for rear and side lot use for public utilities; to permit the municipality to assist religious, philanthropic and athletic organizations; to permit the extension of Montreal Transportation Commission services to the municipality; to permit the municipality to amend certain of its by-laws with respect to local improvement taxes and to regularize by-law number 424 of the municipality.

AMARON & STEAD,
1667-2-4-o *Attorney for the petitioners.*

Town of Chateauguay-Centre

Notice is hereby given that the "Town of Châteauguay-Centre", in the county of Châteauguay, will apply to the Provincial Legislature, at its present session, for the adoption of an act amending its charter and granting the special powers as mentioned below:

1. *a*) To amend by-law number 200 to modify the taxation provided;

b) To amend by-laws 206 and 263 to modify the taxation provided;

c) To amend by-law number 230 to modify the taxation provided;

2. To amend by-laws numbers 198, 201, 202, 204, 205, 206, 207, 209, 215, 217, 218, 219, 220, 226, 227, 230, 232, 235, 237, 238, 240, 241, 242, 245, 246, 248, 261 and 263 to modify the taxation provided;

3. To permit to the council of the town to enact by by-law one or many uniform taxes in the town, this by-law to be in force when approved by a vote, of two-third of the members of the council and when the needed approbation of the Minister of Municipal Affairs be obtained and the publication in the usual manner;

4. To replace for the town the article 463 of the Cities and Towns Act by new section binding the owners or occupants of land in the town to let pass wires and their accessories needed for lighting telephone service and electrical service power, over and under section of land of five feet in width along the side and real lines of any lot in the town, the all subject in each case to paiement of real damages, if any.

5. To autorize the council to create by by-law a Recreation Commission;

6. And for all other purposes.

Châteauguay-Centre, this 3rd day of January, 1963.

Attorneys for the petitioner,
1764-3-4-o POUPART & POUPART.

School commissioners of municipality of the town of Saint-Léonard

Notice is hereby given that the "School commissioners of municipality of the town of Saint-Léonard", in Bourget county, will apply to the Provincial Legislature at its present session for the adoption of an act modifying and amending certain laws granting the special powers as mentioned below:

1. To modify the laws binding the Catholic schools corporations to reimburse proportion of the neutral tax to the corporations having paid said tax in stating that these acts will not apply to the school corporation of Saint-Léonard to which proportion of the neutral tax from this time will belong for its purposes;

2° Déclarer que les taxes scolaires affectant les propriétés foncières appartenant, en partie et conjointement ou par indivis à des personnes de la religion catholique et de la religion protestante et à des corporations, seront payées au taux fixé selon la loi pour les neutres;

3° Et pour toutes autres fins;

Saint-Léonard, ce 3e jour de janvier 1963.

Les Procureurs des requérants,

1765-3-4-o POUPART & POUPART.

Solomon Weisblum, Max Weisbloom, Moses Weisblum

Avis est donné que « Solomon Weisblum » (aussi antérieurement connu comme « Solomon Weisbloom », « Shulem Weisblum » et « (Salem) Salomon Weiss »), administrateur, des cité et district de Montréal, et aussi de la ville de Normandin, district de Roberval, et « Max Weisbloom », administrateur, des cité et district de Montréal, et « Moses Weisblum » des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, à sa présent session pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant:

i. « Solomon Weisblum » (aussi antérieurement connu comme « Solomon Weisbloom », « Shulem Weisblum » et « (Salem) Salomon Weiss ») de changer son nom en celui de « Solomon Weiss »; et,

ii. « Max Weisbloom » de changer ses noms en celui de « Harry Myer Weiss »; et,

iii. « Moses Weisblum » de changer son nom en celui de « Morris Weiss », à toutes fins légales.

Montréal, 11 janvier 1963.

Le Procureur des requérants,

1766-3-4 LIONEL A. SPERBER, C.R.

Cité d'Outremont

Avis public est par les présentes donné que la « Cité d'Outremont », s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins d'abroger l'article 7 de la loi modifiant la charte de la cité d'Outremont 1959-60, 8-9 Eliz. 2, chap. 112, de façon à rendre applicable à la cité l'article 426 de la Loi des cités et villes tel que modifié par l'article 17 de la Loi 1959-60, 8-9 Eliz. 2, chap. 76; et d'obtenir le pouvoir de réglementer la construction et l'exploitation de piscines privées et pour réglementer ou prohiber la construction et l'exploitation de piscines semi-publiques ou publiques et à toutes autres fins.

Outremont, le 15 janvier 1963.

L'Avocat de la pétitionnaire,

1783-3-4-o LOUIS-PHILIPPE GAGNON.

L'Équitable Compagnie d'Assurances Générales

Avis est par les présentes donné que « L'Équitable Compagnie d'Assurances Générales », s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, l'autorisant à effectuer des opérations d'assurance sur la vie et sur les personnes, étendant ses pouvoirs et pour autres fins.

Montréal, ce 18 janvier 1963.

L'Équitable Compagnie d'Assurances Générales.

Par le Secrétaire,

1827-4-4-o J. J. MILORD.

St. Patrick's Orphan Asylum

Avis est par les présentes donné que « Director and Trustees of the Montreal St. Patrick's

2. To declare that the school taxes imposed upon immoveable property belonging in part and jointly or in joint tenancy to persons of the Catholic faith and of the Protestant faith and to corporations shall be paid by neutral at the rate fixed according to law;

3. And for all other purposes.

Saint-Léonard, this 3rd day of January, 1963.

POUPART & POUPART,

1765-3-4-o *Attorneys for petitioner.*

Solomon Weisblum, Max Weisbloom, Moses Weisblum

Notice is hereby given that "Solomon Weisblum" (also previously known as "Solomon Weisbloom", "Shulem Weisblum" and "(Salem) Salomon Weiss"), executive, of the city and district of Montreal, and also of the town of Normandin, district of Roberval, and "Max Weisbloom", executive, of the city and district of Montreal, and "Moses Weisblum" of the city and district of Montreal, will apply at the present session of the Quebec Legislature for an act authorizing:

i. "Solomon Weisblum" (also previously known as "Solomon Weisbloom", "Shulem Weisblum" and "(Salem) Salomon Weiss") to change his names to "Solomon Weiss"; and,

ii. "Max Weisbloom" to change his name to "Harry Myer Weiss"; and,

iii. "Moses Weisblum" to change his name to "Morris Weiss", for all legal purposes.

Montreal, January 11, 1963.

LIONEL A. SPERBER, Q.C.,

1766-3-4-o *Attorney for petitioners.*

City of Outremont

Public notice is hereby given that the "City of Outremont", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act with the object of abrogating article 7 of the act amending the charter of the city of Outremont 1959-60, 8-9 Eliz. 2, c. 112, in order to make applicable to the city article 426 of the Cities and Towns Act as amended by article 17 of the Act 1959-60, 8-9 Eliz. 2, c. 76; and to obtain the power to regulate the construction and operation of private swimming-pool and to regulate or prohibit the construction and operation of semi-public or public swimming-pool and for all other purposes.

Outremont, January 15, 1963.

LOUIS-PHILIPPE GAGNON,

1783-3-4-o *Attorney for the petitioner.*

The Equitable General Insurance Company

Notice is hereby given that "The Equitable General Insurance Company", will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passation of an act amending its charter, authorizing it to transact insurance on life and on persons, enlarging its powers and for other purposes.

Montreal, January 18, 1963.

The Equitable General Insurance Company.

Per: J. J. MILORD,

1827-4-4-o *Secretary.*

St. Patrick's Orphan Asylum

Notice is hereby given that the "Director and Trustees of the Montreal St. Patrick's Orphan

Orphan Asylum », corporation légalement constituée ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour faire voter une loi transférant à l'Archevêque de l'Archidiocèse de Montréal la responsabilité de nommer son Directeur, définissant et augmentant ses pouvoirs et son autorité et abrogeant l'Acte 20 Victoria, chapitre 188 et l'Acte 55-56 Victoria, chapitre 86.

Québec, le 21 janvier 1963.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BOUFFARD, TURGEON, LA ROCHELLE,
AMYOT, BIENVENUE, CHOQUETTE
1828-4-4-o & LESAGE.

Succession Rodier

Avis est par les présentes donné que Paul G. Rodier, gentilhomme, de la cité de Westmount, André Martin, avocat et conseil en loi de la Reine, de la cité d'Outremont et M. Rodier Merrill, gentilhomme, de la cité de Montréal, en leur qualité de mandataires des appelés à la substitution crée par le testament de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier, décédé à Montréal, le 26 janvier 1890, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour faire voter une loi différant au 2 avril 1966 le droit des appelés de provoquer le partage des biens de ladite succession et nommant les pétitionnaires exécuteurs testamentaires de la dite succession jusqu'au 2 avril 1966, avec les pouvoirs prévus au testament et à l'article 4 de la loi 13 Georges VI, chapitre 133, y compris le droit de faire des partages partiels.

Québec, le 17 janvier 1963.

Les Procureurs des pétitionnaires,
BOUFFARD, TURGEON, LA ROCHELLE,
AMYOT, BIENVENUE, CHOQUETTE
1829-4-4-o & LESAGE.

Village de Senneville

Avis est par les présentes donné que le « Village de Senneville », comté de Jacques-Carier, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi amendant le paragraphe 2 de la Loi 25-26 Geo. V, chapitre 147, telle qu'amendée par la Loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 85, pour les raisons suivantes:

Autoriser l'établissement d'un centre de recherches, composition, conditionnement et distribution de produits médicaux, cosmétiques, nutritifs et de produits connexes (ci-après appelé le « Centre »), sur un emplacement situé dans le village de Senneville;

Limiter l'exercice du droit du propriétaire du Centre, de voter dans les référendums tenus afin de changer les règlements de zonage du village de Senneville, aux référendums tenus afin de changer les règlements de zonage de la Zone « A » du village de Senneville;

Limiter et déterminer l'évaluation du Centre pour les fins de l'exercice du droit de vote dans les référendums tenus afin de changer les règlements de zonage de la Zone « A » du village de Senneville;

Décréter que tous les terrains sur lesquels est autorisé l'établissement du Centre, demeureront sujets aux règlements de zonage du village de Senneville, sauf que des constructions non résidentielles, pourront être érigées sur lesdits terrains pour des fins de recherches, composition et conditionnement et distribution de produits médicaux, cosmétiques, nutritifs et de produits connexes;

Asylum", a body politic and corporate, will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, transferring to the Archbishop of the Archdiocese of Montreal the responsability for the appointment of its Director, defining and expanding its powers and authority and repealing the Act 20 Victoria, chapter 188, and the Act 55-56 Victoria, chapter 86.

Quebec, January 21, 1963.

BOUFFARD, TURGEON, LA ROCHELLE,
AMYOT, BIENVENUE, CHOQUETTE
& LESAGE,
1828-4-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Estate Rodier

Notice is hereby given that Paul G. Rodier, gentleman, of the city of Westmount, André Martin, lawyer and Queen's Counsel, of the city of Outremont and M. Rodier Merrill, gentleman, of the city of Montreal, in their capacity of mandataries of the substitutional heirs to the substitution created by the will of the late Honourable Charles Séraphin Rodier, deceased at Montreal, on the January 26, 1890, will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, for the postponement, till the April 2, 1966, of the right for the substitutional heirs to demand the partition of the said estate and the appointment of the petitioners to act as executors of the said estate till the April 2, 1966, with the powers specified in the will and in section 4 of the act, 13 George VI, chapter 133, including the power to proceed with partial partitions.

Quebec, January 17, 1963.

BOUFFARD, TURGEON, LA ROCHELLE,
AMYOT, BIENVENUE, CHOQUETTE
& LESAGE,
1829-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Village of Senneville

Notice is hereby given that the "Village of Senneville", Jacques-Cartier County, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the adoption of an Act modifying Section 2 of the Act 25-26 Geo. V, chapter 147, as amended by the Act 10-11 Elizabeth II, chapter 85, for the following purposes:

To authorize the establishment of a centre for the carrying on of research, compounding, assembling and distribution of medical, cosmetic, nutritional and related product (hereinafter called the "Centre") on an emplacement in the Village of Senneville;

To limit the right of the owner of the Centre to vote in referendums to change the zoning by-laws of the village of Senneville, to referendums held to change the zoning by-laws of Zone "A" of the village of Senneville;

To limit and determine the valuation of the Centre, for the purpose of voting in any referendums to change the zoning by-laws of Zone "A" of the village of Senneville;

To provide that all lands pertaining to the Centre shall remain subject to the zoning by-laws of the village of Senneville, with the exception that non residential buildings may be erected thereon for purposes of research, compounding, assembling and distributing of medical, cosmetic, nutritional and related products;

Décréter que si toute parcelle ou portion des terrains sur lesquels a été autorisé l'établissement du Centre, est vendue par leur propriétaire, ladite parcelle ou portion de terrains deviendra immédiatement et sans qu'il y ait exception, sujette au règlement de zonage du village de Senneville en vigueur au moment de la vente;

Limiter le droit du propriétaire du Centre de Recherches, autorisé par la Loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 85, de voter dans les référendums tenus pour changer les règlements de zonage du village de Senneville, aux référendums tenus pour changer les règlements de zonage de la Zone « B » du village de Senneville;

Limiter et déterminer l'évaluation du Centre de Recherches, autorisé par la Loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 55, pour les fins de l'exercice du droit de vote dans les référendums tenus afin de changer les règlements de zonage de la Zone « B » du village de Senneville.

Senneville, P.Q., le 18 janvier 1963.

Le Procureur du village de Senneville,
GEORGES A. ROY, C.R.

1830-4-4-o

To provide that if any unbuilt-on parcel or portion of the Centre be sold by the owner of the Centre, such unbuilt-on parcel or portion will then, immediately and without exception, be subject to the zoning by-laws of the village of Senneville in force at the time of sale;

To limit the right of the owner of the Research Centre, authorized by the Act 10-11 Elizabeth II, chapter 85, to vote in referendums to change the zoning by-laws of the village of Senneville to referendums held to change the zoning by-laws of Zone "B" of the village of Senneville;

To limit and determine the valuation of the Research Centre, authorized by the Act 10-11 Elizabeth II, chapter 85, for the purpose of voting in any referendums to change the zoning by-laws of Zone "B" of the village of Senneville.

Senneville, P.Q., January 18, 1963.

GEORGES A. ROY, Q.C.,
Attorney for the village of Senneville.

1830-4-4-o

L'Hôpital de Jeffery Hale de la Cité de Québec

On fait savoir que « L'Hôpital de Jeffrey Hale, de la Cité de Québec », James Henry Ottman, banquier retraité, James Cuthbert Price, courtier en valeurs, Timothy Hibbard Dunn, courtier en valeurs, Francis Donald Ross, ingénieur forestier, et Charles Douglas Johnston, C.R., avocat, tous cinq domiciliés à Sillery, demanderont à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa session actuelle, de légiférer à l'effet de

a) changer le nom de la corporation en celui de Hôpital de Jeffery Hale et de ratifier toute utilisation passée de ce dernier nom comme désignation valable et juridiquement efficace de la corporation;

b) modifier le sens électoral pour l'élection de ses gouverneurs;

c) préciser les droits de la corporation à l'égard de l'admission des patients;

d) supprimer tout doute quant au droit de la corporation de faire certains placements;

e) autoriser la corporation à transporter ses valeurs, présentes ou futures, aussi bien que tout argent ou bien qui, à l'avenir, pourra lui être donné ou légué de temps à autre, à une corporation sans capital-actions et à buts charitables qui serait créée par la même loi;

f) créer une corporation distincte, sans capital-actions et à buts charitables, à qui pourront être transportés des valeurs, de l'argent et des biens, présents ou futurs, de l'Hôpital de Jeffery Hale de la cité de Québec.

Québec, 19 janvier 1963.

Les Procureurs des requérants,
LÉTOURNEAU, STEIN, JOHNSTON,
LEAHY, MARSEILLE & PRICE.

1841-4-4-o

Jeffery Hale's Hospital of the City of Quebec

Notice is hereby given that "Jeffery Hale's Hospital of the City of Quebec", and James Henry Ottman, retired banker, James Cuthbert Price, stock broker, Timothy Hibbard Dunn, stock broker, Francis Donald Ross, forestry engineer, and Charles Douglas Johnston, Q.C., solicitor, all five domiciled at Sillery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for an Act that will

a) change the name of the corporation to Jeffery Hale's Hospital and ratify every past use of this name as a valid and legally effective reference to the corporation;

b) change the qualifications for voting at the election of its elected governors;

c) clarify the rights of the corporation in respect of admissions for hospitalization or treatment;

d) remove any doubt as to the corporation's right to make certain investments;

e) authorize the corporation to assign its securities, present or future, as well as any money or property donated or bequeathed to it from time to time, in the future, to a corporation with charitable objects and without share capital which would be created by the said proposed Act;

f) create a separate corporation without share capital and for charitable purposes to which may be assigned securities, money and property, present or future, of Jeffery Hale's Hospital of the city of Quebec.

Quebec, January 19, 1963.

LÉTOURNEAU, STEIN, JOHNSTON,
LEAHY, MARSEILLE & PRICE,
Attorneys for the petitioners.

18441-4-4-o

Cité de Montréal

Avis est par les présentes donné que la « Cité de Montréal » s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, pour lui demander l'autorisation de présenter un bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa charte relativement aux matières suivantes:

1° Les rôles de perception et d'évaluation;
2° Le territoire de la Cité;

City of Montreal

Notice is hereby given that the "City of Montreal", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the present session, to request the authorization to present a Bill for the purpose of amending the provisions of its charter relating to the following matters:

1. The collection and valuation rolls;
2. The territory of the city;

3° La perception des taxes;
4° Les expropriations;
5° L'aliénation de certaines parties du domaine public;
6° Les ruelles privées;
7° Le lotissement;
8° La ratification d'actes;
9° L'exposition universelle et internationale de Montréal en 1967;
10° Le métro;
11° La cour municipale;
et toutes autres matière utiles à la bonne administration des affaires de la Cité.

Le Greffier de la Cité,
GABRIEL MORIN.

Hôtel de Ville,
Montréal, le 18 janvier 1963. 1842-4-4-o

Succession Abraham François-Xavier Beaudry

Avis est par les présentes donné que Joseph Lamontagne, contracteur des cité et district de Montréal et Léo Rivard Ltée, corporation ayant place d'affaires à Montréal, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à la présente session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi pour confirmer la vente d'un immeuble dépendant de la succession « Abraham François-Xavier Beaudry », et connu comme étant les lots No 626 et la moitié nord du lot No 627 de la division No 8 du village de la Côté St. Louis aujourd'hui quartier St-Denis à Montréal.

Montréal, 18 janvier 1963.

Les Procureurs des pétitionnaires,
1843-4-4-o GONTHIER & BERNIER.

Ville de Baie Comeau

Avis public est par les présentes, donné, que la « Ville de Baie Comeau », s'adressera à l'Assemblée Législative de la province de Québec à sa présente session, en vu d'obtenir une loi dont l'objet sera d'amender sa charte, pour lui accorder, entre autre, les pouvoirs additionnels suivants, nécessaires à la bonne administration de ses affaires:

1° La Ville peut acquérir et aménager des terrains vagues compris dans son territoire pour des fins de développements domiciliaires ou commerciaux; et pour ces fins, les dispositions de la loi des fonds industriels (chapitre 219A, S.R.Q. 1941 et amendements) lui sont déclarées applicables.

2° Les terrains et édifices du nouvel aéroport de Baie Comeau, compris dans la description technique (Annexe « A »), sont excempts de toutes taxes générales ou spéciales pour fins municipales et scolaires.

3° Et pour toutes autres fins.

Baie Comeau, le 24e jour de janvier 1963.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
1910-5-4-o ROULEAU, ROULEAU & FLYNN.

Ville de Candiac

Avis public est par les présentes donné que la « Ville de Candiac », s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes: réduire à trois mois la période de qualification foncière prévue par l'article 124 de la Loi des Cités et Villes, quant aux élections devant être tenues en 1964; permettre la qualification par le moyen de la propriété du conjoint; étendre l'application de l'article 463 au

3. The collection of taxes;
4. Expropriations;
5. The alienation of certain parts of the public domain;
6. Private lanes;
7. Lotting;
8. Ratification of deeds;
9. Universal and international exhibition in Montreal, 1967;
10. The subway;
11. The municipal court;
and all other matters useful for the good administration of the City's business.

GABRIEL MORIN,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, January 18, 1963. 1842-4-4-o

Estate Abraham François-Xavier Beaudry

Notice is hereby given that Joseph Lamontagne, contractor of the city and district of Montreal, and Léo Rivard Ltd, a body duly incorporated having his business offices at Montreal district of Montreal, will apply to the Législature of the Province of Quebec at the present session for the passing of an act giving effect to the sale of an immovable property belonging to the estate of "Abraham François Xavier Beaudry" and known as lots No. 626 and the half north No. 627 from division No. 8 of the Village of Cote St. Louis to-day known as St-Denis in Montreal.

Montreal, January 18, 1963.

GONTHIER & BERNIER,
1843-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Town of Baie Comeau

Public notice is hereby given that the "Town of Baie Comeau", will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec during its present session, in view of obtaining an act the object of which will be to amend its charter, to grant it, among other things, the following additional powers, necessary for the good administration of its affairs:

1. The Town may acquire and set up vacant lots of land enclosed within its territory for purposes of residential and commercial developments; and for such purposes, the provisions of the Industrial Funds Act (chapter 219A, R.S.Q. 1941 and amendments) have been declared applicable to it.

2. The terrains and buildings at the new Baie Comeau Airport, included in the technical description (Annex "A") are exempt from all general or special taxes for municipal and school purposes.

3. And for all other purposes.

Baie Comeau, this 24th day of January, 1963

ROULEAU, ROULEAU & FLYNN,
1910-5-4 *Attorneys for the petitioner.*

Town of Candiac

Public notice is hereby given that the "Town of Candiac", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the passing of an Act to reduce to three months, with respect to the elections to be held in 1964, the period of property qualification prescribed by Section 124 of the Cities and Towns Act; to declare that property held by the spouse shall be deemed a sufficient property qualification; to extend the application of Section 463 to telephone

service du téléphone et à la distribution de l'électricité en général; ratifier la convention intervenue entre la Ville et Candiac Development Corporation, par laquelle la Ville se porte acquéreure d'une usine de filtration et de certaines conduites principales et confie l'administration du système d'aqueduc à la Compagnie jusqu'au paiement complet du prix de vente; accorder les pouvoirs nécessaires à l'exécution de telle convention.

Candiac, le 24 janvier 1963.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
ST-LAURENT & ST-LAURENT.

65, rue Ste-Anne,
Québec, P.Q. 1911-5-4-o

André Drabinovitch

Avis est par les présentes donné que « André Drabinovitch » résidant et domicilié au numéro 2065, de la rue Bercy, cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, au cours de la présente session pour l'adoption d'une loi changeant son prénom de André en celui de John et son nom de Drabinovitch en celui de Cook.

Montréal, 15 janvier 1963.

Le Procureur du pétitionnaire,
1912-5-4-o Me RAYMOND EUDES.

Hudson Water Commission

Les municipalités du village de Como Est, du village de Hudson et du village de Hudson Heights, donnent par les présentes, avis public qu'elles s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour en obtenir une Acte pourvoyant à l'établissement d'un système conjoint d'aqueduc et de distribution d'eau, adéquat aux besoins de leurs contribuables, possédé et opéré par une commission sous le contrôle desdites trois municipalités.

Montréal, 2 février 1963.

Les Procureurs des requérants,
1913-5-4-o GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

Montreal Protestant Homes

Avis public est par les présentes donné que « Montreal Protestant Homes », corporation avec siège social en la cité de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente ou prochaine session pour demander qu'une loi soit adoptée constituant en corporation « Montreal Protestant Hospital » sans capital-actions et sans intention de faire un gain pécuniaire dans le but d'acquérir, opérer, maintenir et administrer un hôpital pour soigner ceux qui souffrent des conditions pouvant s'améliorer à la suite des soins prolongés et pour autoriser ladite « Montreal Protestant Homes » à transférer à titre gratuit à telle corporation certaines propriétés, meubles et immeubles, et à faire avec elle des conventions ou arrangements pour fournir et partager le coût des services communs, et toute autre matière incidente.

Montréal, ce 28 janvier, 1963.

Les Procureurs de la requérante,
LAIDLEY, CAMPBELL,
1914-5-4-o WALSH & KISILENKO.

L'Office urbano-régional de distribution d'eau

Avis est par les présentes donné, que les Corporations municipales de Marieville, Fort-

and power distribution installations; to ratify an agreement between the Town and Candiac Development Corporation whereby the Town purchases a filtration plant and certain water mains and entrusts the Company with the management of the waterworks system until final payment of the purchase price; to grant the powers required for the execution of such agreement.

Candiac, January 24, 1963.

ST-LAURENT & ST-LAURENT,
Attorneys for Petitioner.

65, Ste-Anne Street,
Quebec, P.Q. 1911-5-4

André Drabinovitch

Notice is hereby given by Mr. "André Drabinovitch" domiciled at 2065, Bercy Street, in the city and district of Montreal, that he will apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an act modifying his Christian name André to John and his name Drabinovitch to Cook.

Montreal, January 15 1963.

Me RAYMOND EUDES,
1912-5-4-o *Attorney for the petitioner.*

Hudson Water Commission

The municipalities of the village of Como East, the village of Hudson and the village of Hudson Heights hereby given public notice that they will apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session for an Act to establish a joint waterworks and water distribution system, adequate to meet the needs of their ratepayers, owned and operated by a commission, under the control of the said three municipalities.

Montreal, February 2, 1963.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,
1913-5-4-o *Attorneys for applicants.*

Montreal Protestant Homes

Public notice is hereby given that "Montreal Protestant Homes", a corporation with head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present or next session for an Act to incorporate "Montreal Protestant Hospital" without share capital and without profit or gain for the purpose of acquiring, operating, maintaining and administering a hospital for the care of persons suffering from conditions which can be improved by prolonged care, and to authorize the said Montreal Protestant Homes to convey by gratuitous title to such corporation certain moveable and immoveable property and to enter into agreements or arrangements with it to operate and share in the cost of joint services; and other matters incidental to the foregoing.

Montreal, January 28, 1963.

LAIDLEY, CAMPBELL,
WALSH & KISILENKO,
1914-5-4-o *Attorneys for Applicant.*

L'Office urbano-régional de distribution d'eau

Notice is hereby given that the municipal corporations of Marieville, Fort-Chambly, and

Chambly et village de Richelieu, s'adresseront à la législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, aux fins de demander la création d'un office qui possèdera et administrera un système de distribution d'eau, y compris une prise d'eau, des conduites, une usine de pompage et une usine de filtration sous le nom de « L'Office urbano-régional de distribution d'eau. »

Montréal, ce 4 janvier 1963.

Le Procureur des pétitionnaires,

1915-5-4-o POTHIER FERLAND.

of Richelieu village will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the purpose of requesting the creation of a Bureau which will own and manage a water distribution system, including a water intake unit, water ducts, a pumping station and a filtration plant, under the name of "L'Office urbano-régional de distribution d'eau".

Montreal, January 4, 1963.

POTHIER FERLAND,

1915-5-4-o *Attorney for the petitioners.*

Ville de Pierrefonds

Avis est par les présentes donné, que la « Ville de Pierrefonds », dans le comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine ou présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant certains pouvoirs concernant les matières suivantes:

1° Former en corporation de cité les habitants ou contribuables du territoire de la ville de Pierrefonds et leurs successeurs;

2° Faire déclarer la ville propriétaire à toutes fins que de droit de certains lots possédés et utilisés par elle comme rues publiques;

3° Fixer les montants devant être payés par les propriétaires de terres, pour fins d'aménagement de parcs;

4° Régir la pose des fils pour les services publics de téléphone et d'électricité;

5° Changer l'imposition de la taxe prévue par les règlements Nos 108, 116, 119, 149, 186, 192, 218, 228, 233, 131, 138, 169, 173, 188, 196, 197, 202 et 248;

6° Et pour toute autre fin qui lors de l'étude et de la présentation des amendements à la charte de la ville de Pierrefonds, pourrait s'avérer dans l'intérêt de cette dernière et de ses contribuables.

Pierrefonds, ce 11 janvier 1963.

Les Procureurs de la requérante,

1916-5-4-o SAVARD & ROULEAU.

Town of Pierrefonds

Notice is hereby given that the "Town of Pierrefonds", in the county of Jacques-Cartier, will apply to the Provincial Legislature at its present or next session, for the adoption of an act, the objects thereof are the following:

1. To form in a city corporation the inhabitants and the taxpayers on the territory of the town of Pierrefonds;

2. To have the town declared owner à toutes fins que de droit of certain lots possessed and utilized as public streets;

3. To fix the amounts to be paid by the owner of lands for the purpose of establishing public parks;

4. To regulate the installation of wires for the public services of telephone and electricity;

5. To change the levy of the taxes imposed by by-laws Nos 108, 116, 119, 149, 186, 192, 218, 228, 233, 131, 138, 169, 173, 188, 196, 197, 202 and 248;

6. And for any other purpose which may, when the petition is presented, aver itself to be in the interest of the town.

Pierrefonds, January 11, 1963.

SAVARD & ROULEAU,

1916-5-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Cité de Verdun

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de Verdun », s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 7 Édouard VII, chapitre 73 et amendements, sur les matières suivantes: pour abroger les articles 8, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 de la Loi 7 Édouard VII, chapitre 73, l'article 1 de la Loi 4 George V, chapitre 80, l'article 5 de la Loi 6 George V, chapitre 48, les articles 1, 2, 3, 5, 6, et 7 de la Loi 7 George V, chapitre 72, l'article 6 de la Loi 8 George V, chapitre 88, l'article 1 de la Loi 21 George V, chapitre 127, les articles 7, 8, 9, 10, 12, 13 et 14 de la Loi 23 George V, chapitre 124, l'article 5 de la Loi 25-26 George V, chapitre 115, l'article 4 de la Loi 1 George VI, chapitre 109, l'article 3 de la Loi 7 George VI, chapitre 55, les articles 4 et 8 de la Loi 8 George VI, chapitre 53, l'article 1 de la Loi 9 George VI, chapitre 73, l'article 2 de la Loi 10 George VI, chapitre 57, l'article 3 de la Loi 3-4 Élizabeth II, chapitre 53, l'article 6 de la Loi 5-6 Élizabeth II, chapitre 72; pour fixer de nouveau l'évaluation des immeubles de la cité de Montréal; pour prolonger le contrat pour la fourniture de l'eau, entre la cité de Montréal et la cité de Verdun; pour modifier l'article 7 de la Loi 8-9 Élizabeth II, chapitre 107, l'article 4 de la Loi 5-6 Élizabeth II, chapitre 72; pour abroger es article 2 de la Loi 6 George VI, chapitre 48, article 5 de la Loi 21 George V, chapitre 127,

City of Verdun

Public notice is hereby given that the "City of Verdun", will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 7 Edward VII, chapter 73 and amendments, for the following purposes: to repeal sections 8, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 23, 24, 25, 26, 27 and 28 of the Act 7 Edward VII, chapter 73, section 1 of the Act 4 George V, chapter 80, section 5 of the Act 6 George V, chapitre 48, sections 1, 2, 3, 5, 6 and 7 of the Act 7 George V, chapter 72, section 6 of the Act 8 George V, chapter 88, section 1 of the Act 21 George V, chapter 127, sections 7, 8, 9, 10, 12, 13 and 14 of the Act 23 George V, chagter 124, section 5 of the Act 25-26 George V, chapter 115, section 4 of the Act 1 George VI, chapter 109, section 3 of the Act 7 George VI, chapter 55, sections 4 and 8 of the Act 8 George VI, chapter 53, section 1 of the Act 9 George VI, chapter 73, section 2 of the Act 10 George VI, chapter 57, section 3 of the Act 3-4 Elizabeth II, chapter 53, section 6 of the Act 5-6 Elizabeth II, chapter 72; to fix the valuation of immoveables of the city of Montreal; to extend the contract for the supplying of water, between the city of Montreal and the city of Verdun; to amend section 7 of the Act 8-9 Elizabeth II, chapter 107 and section 4 of the Act 5-6 Elizabeth II, chapter 72; to repeal section 2 of the Act 6 George VI, chapter 48, section 5 of the Act 21 George V, chapter 127, section 1 of the Act 8

article 1 de la Loi 8 George VI, chapitre 53 et article 5 de la Loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 72, pour établir la procédure d'un referendum, lors de la prochaine élection générale, sur la durée du mandat du maire et des échevins; et pour autres fins.

Montréal, le 22 janvier 1963.

Les Procureurs de la pétionnaire,

LACROIX, VIAU,

1917-5-4-o HÉBERT & THIVIERGE.

George VI, chapter 53 and section 5 of the Act 5-6 Elizabeth II, chapter 72; to establish the proceeding for a referendum, at the next general election, about the duration of the mandate of mayor and aldermen; and for other purposes.

Montreal, January 22, 1963.

LACROIX, VIAU,

HÉBERT & THIVIERGE,

1917-5-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Chevra Thilim Pinsker Kinyan Torah Congregation

Avis est par les présentes donné que Abraham Boxerman, rentier, Harry Silverman, exécutif, Jack Panoff, acheteur, Issar Cohen, manufacturier, Frank Ramelson, marchand, tous des cité et district de Montréal, et Abe Cohen, marchand, de la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi pour amalgamer les deux congrégations « Pinsker Shul Kinyan Torah » et « Chevra Thilim Linas Hazedek » sous le nom de « Chevra Thilim Pinsker Kinyan Torah Congregation ».

Daté à Montréal, ce 29 janvier 1963.

Les Procureurs de la requérante,

1939-5-4-o SPECTOR & KRAVETZ.

Chevra Thilim Pinsker Kinyan Torah Congregation

Notice is hereby given that Abraham Boxerman, retired, Harry Silverman, executive, Jack Panoff, buyer, Issar Cohen, manufacturer, Frank Ramelson, merchant, all of the city ond district of Montreal, and Abe Cohen, merchant, of the city of Outremont, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to request the adoption of a law amalgamating the two congregations "Pinsker Shul Kinyan Torah" and "Chevra Thilim Linas H zedek" under the name of "Chevra Thilim Pinsker Kinyan Torah Congregation".

Dated at Montreal, January 29, 1963.

SPECTOR & KRAVETZ,

1939-5-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 95

Section « A »

Québec, le 22 janvier 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la métallurgie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 30 juin 1948 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 décembre 1962;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 973, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe « *a* » de l'article III est biffé et remplacé comme suit:

« III. *Durée du travail: a) Heures régulières:* i. *Zone I:* La semaine régulière de travail est de quarante-cinq (45) heures réparties entre 7 a.m. et 6 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 95

Section "A"

Quebec, January 22, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the metal trades in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the metal trades in the region of Quebec, rendered obligatory by decree number 973 of June 30, 1948 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 15, 1962;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 973, be amended as follows:

1. Paragraph "*a*" of article III is deleted and replaced by the following:

"III. *Duration of labour: a) Regular hours:* i. *Zone I:* The standard work week shall consist of forty-five (45) hours. The regular daily hours shall be distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday of each week.

ii. *Zone II:* La semaine régulière de travail est de quarante-sept heures et demie (47½) réparties entre 7 a.m. et 6 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine.

iii. *Zone III:* La semaine régulière de travail est de quarante-huit (48) heures réparties entre 7 a.m. et 6 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et entre 7 a.m. et midi le samedi. »

2° Les paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article IV sont biffés et remplacés pomme suit:

« IV. *Taux de salaires minima:* Les taux de salaires minima sont les suivants:

ii. *Zone II:* The standard work week shall consist of forty-seven and a half (47½) hours. The regular daily hours shall be distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday of each week.

iii. *Zone III:* The standard work week shall be one of forty-eight (48) hours. The regular daily hours shall be distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday of each week, and between 7:00 a.m. and 12:00 (noon) Saturday."

2. Paragraphs "*a*" and "*b*" of article IV are deleted and replaced by the following:

"IV. *Minimum wage rates:* The minimum wage rates shall be as follows:

	Zones		
a) Compagnons — Journeymen:	*I*	*II*	*III*
Outilleur — Toolmaker	$ 2.21	$ 2.14	$ 2.11
Traceur en mécanique — Mechanical tracer	2.10	2.03	2.00
Soudeur général — General welder	1.99	1.92	1.89
Soudeur à l'acétylène, l'électricité — Acetylene or electric arc welder	1.94	1.87	1.84
Machiniste général — General machinist	1.99	1.92	1.89
Mécanicien en métal en feuille — Sheet metal mechanic	1.94	1.87	1.84
Machiniste sur tour, fraiseuse, etc.— Lathe, miller, etc. machinist	1.94	1.87	1.84
Mécanicien de marine — Marine mechanic	1.94	1.87	1.84
Mécanicien ajusteur — Fitter mechanic	1.94	1.87	1.84
Chaudronnier — Boiler-maker	1.94	1.87	1.84
Mécanicien en tuyauterie — Pipe mechanic	1.94	1.87	1.84
Trempeur — Temperer	1.94	1.87	1.84
Pantograveur — Pantographer	1.94	1.87	1.84
Peintre — Painter	1.94	1.87	1.84
Polisseur — Polisher	1.94	1.87	1.84
Menuisier d'atelier mécanique — Metalworks joiner	1.88	1.81	1.78
Forgeron — Blacksmith	1.88	1.81	1.78
Découpeur — Cutter	1.88	1.81	1.78
Vérificateur — Checker	1.57	1.53	1.51
Expéditeur — Shipper	1.57	1.53	1.51
Aide — Helper	1.57	1.53	1.51
Journalier — Common worker	1.51	1.47	1.45

Les chaudronniers, monteurs, mécaniciens de machines à vapeur et soudeurs travillant à l'extérieur d'un établissement métallurgique sur la réparation de bouilloires et réservoirs doivent recevoir $2.20 l'heure et les aides-chaudronniers, monteurs, mécaniciens de machines à vapeur et soudeurs travaillant à l'extérieur d'un établissement métallurgique sur la réparation de bouilloires et réservoirs doivent recevoir $1.70 l'heure.

Boiler-makers, erectors, steam generator mechanics and welders working outside a metalworks establishment at the repair of boilers and tanks shall receive $2.20 per hour; their helpers also working outside a metalworks establishment at the repair of boilers and tanks shall receive $1.70 per hour.

	À compter du 10 juillet 1963 From July 10, 1963	*À compter du 10 juillet 1964 From July 10, 1964*
a-1) Assembleurs et préposes aux machines — Assembler and Machine Operator:		
Zone I		
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months	$ 1.11	$ 1.17	$ 1.24
1ère année, 2e semestre — 1st year, 2nd six months	1.18	1.24	1.31
2ième année — 2nd year	1.29	1.35	1.42
3ième année — 3rd year	1.40	1.46	1.53
4ième année — 4th year	1.52	1.58	1.65
5ième année — 5th year	1.66	1.72	1.79
Zone II		
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months	$ 1.07	$ 1.13	$ 1.20
1ère année, 2e semestre — 1st year, 2nd six months	1.14	1.20	1.27
2ième année — 2nd year	1.25	1.31	1.38
3ième année — 3rd year	1.36	1.42	1.49
4ième année — 4th year	1.48	1.54	1.61
5ième année — 5th year	1.62	1.68	1.75
Zone III		
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months	$ 1.04	$ 1.10	$ 1.17
1ère année, 2e semestre — 1st year, 2nd six months	1.11	1.17	1.24
2ième année — 2nd year	1.22	1.28	1.35

	À compter du 10 juillet 1963 From July 10, 1963	À compter du 10 juillet 1964 From July 10, 1964
Zone III		
3ième année — 3rd year	$ 1.33	$ 1.39	$ 1.46
4ième année — 4th year	1.45	1.51	1.58
5ième année — 5th year	1.59	1.65	1.72

b) *Apprentis: tous les métiers — Apprentices: all trades:*

Zone I			
1ère année — 1st year	$ 1.11	$ 1.17	$ 1.24
2ième année — 2nd year	1.18	1.24	1.31
3ième année — 3rd year	1.29	1.35	1.42
4ième année — 4th year	1.40	1.46	1.53
5ième année, 1er semestre — 5th year, 1st six months	1.52	1.58	1.65
5ième année, 2e smestre — 5th year, 2nd six months	1.66	1.72	1.79
6ième année, 2e semestre — 6th year, 2nd six months	1.81	1.87	1.94
Zone II			
1ère année — 1st year	$ 1.07	$ 1.13	$ 1.20
2ième année — 2nd year	1.14	1.20	1.27
3ième année — 3rd year	1.25	1.31	1.38
4ième année — 4th year	1.36	1.42	1.49
5ième année, 1er semestre — 5th year, 1st six months	1.48	1.54	1.61
5ième année, 2e semestre — 5th year, 2nd six months	1.62	1.68	1.75
6ième année, 2e semestre — 6th year, 2nd six months	1.77	1.83	1.90
Zone III			
1ère année — 1st year	$ 1.04	$ 1.10	$ 1.17
2ième année — 2nd year	1.11	1.17	1.24
3ième année — 3rd year	1.22	1.28	1.35
4ième année — 4th year	1.33	1.39	1.46
5ième année, 1er semestre — 5th year, 1st six months	1.45	1.51	1.58
5ième année, 2e semestre — 5th year, 2nd six months	1.59	1.65	1.72
6ième année, 2e semestre — 6th year, 2nd six months	1.74	1.80	1.87

b-1) *Magasiniers en charge ou camionneurs — Storeman in charge or Truck driver:*

	Par semaine Per week Zones I	II	III
Magasinier en charge — Storeman in charge	$79.65	$77.15	$75.84
Camionneur — Truck driver	72.90	71.30	69.54

	À compter du 10 juillet 1963 From July 10, 1963	À compter du 10 juillet 1964 From July 10, 1964
b-2) *Magasiniers — Storeman:*		
Zone I		
1ère année — 1st year	$50.40	$53.10	$56.25
2ième année — 2nd year	53.55	56.25	59.40
3ième année — 3rd year	61.20	63.90	67.05
4ième année — 4th year	69.20	71.90	75.05
5ième année — 5th year	76.50	79.20	82.35
Zone II			
1ère année — 1st year	$49.20	$52.05	$55.37
2ième année — 2nd year	51.90	54.75	58.07
3ième année — 3rd year	59.35	62.20	65.52
4ième année — 4th year	67.35	70.20	73.52
5ième année — 5th year	74.40	77.25	80.57
Zone III			
1ère année — 1st year	$48.33	$51.21	$54.57
2ième année — 2nd year	51.03	53.91	57.27
3ième année — 3rd year	58.38	61.26	64.62
4ième année — 4th year	66.38	69.26	72.62
5ième année — 5th year	73.08	75.96	79.32"

3° Le sous-paragraphes « 4 » du paragraphe « *c* » de l'article IV est biffé et remplacé comme suit:

« 4° *Jours chômés et payés:* Tout établissement doit chômer et payer au taux régulier à ses salariés les fêtes ouvrables suivantes: le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Fête de la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël, à condition que le salarié ait été au travail la journée ouvrable qui précède le congé payé et la journée ouvrable qui suit et, de plus, avoir été à l'emploi de l'établissement au moins 10 jours ouvrables consécutifs. Toutefois, un employeur peut faire travailler ses employés le jour de l'Ascension et reporter au lendemain le jour chômé et payé, pourvu qu'il avise par écrit, le Comité paritaire du changement apporté, au moins huit (8) jours avant ledit jour chômé et payé. »

4° Le sous-paragraphe « 5 » du paragraphe « *c* » de l'article IV est biffé et remplacé comme suit:

« 5° L'échelle des salaires apparaissant aux paragraphes « *a* » et « *b*-1 » doit être augmentée pour chacune des zones I, II et III de $0.09 à partir du 10 juillet 1963 et de $0.10 à partir du 10 juillet 1964. »

5° Le paragraphe « *d* » de l'article V est biffé et remplacé comme suit:

d) Dans le cas des camionneurs et des magasiniers, la journée de travail peut être prolongée d'une heure par jour avec un maximum de deux heures et demie (2½) par semaine dans temps supplémentaire. Toutefois, ces employés payés à la semaine ne recevront leur salaire complet qu'à la condition qu'ils aient travaillé une (1) journée complète par semaine. Seulement les absences pour maladie et pour lesquelles un certificat médical devra être produit donneront le droit au salaire hebdomadaire complet, dans ce cas.

6° L'article VI est biffé et remplacé comme suit:

« VI. *Vacances payées: a*) La période du calcul des vacances payées sera du 1er janvier au 31 décembre de l'année précédente.

b) L'employeur doit, chaque année, faire connaître au salarié, au moins trente (30) jours à l'avance, la période de son congé.

c) Tout salarié a droit, pour son congé, le 1er janvier de l'année courante, à autant de demi-journées qu'il a de mois complets au service de l'employeur jusqu'à un maximum de cinq (5) à cinq jours et demi (5½) suivant la semaine normale de l'établissement et à une rémunération équivalente à 2% du salaire gagné entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année précédente, en incluant l'indemnité pour vacances.

d) Un salarié qui, au 1er mai de chaque année, a cinq (5) années de service continu pour le même employeur, a droit à deux fois le nombre de jours acquis suivant le paragraphe « *c* » et à une rémunération équivalente à 4% du salaire gagné entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année précédente, en incluant l'indemnité pour vacances.

e) Le calcul de paiement des vacances sera fait sur la base du salaire gagné au cours de l'année de calendrier précédant le 1er janvier de chaque année.

f) La première semaine de vacances doit être donnée au salarié entre le 1er mai et le 30 septembre suivant immédiatement l'année pendant laquelle le droit aux vacances a été acquis. La deuxième semaine de vacances pour les salariés qui y ont droit doit être donnée entre le 1er mai de l'année suivant celle pendant laquelle le droit aux vacances a été acquis et le 1er février suivant.

3. Sub-paragraph "4" of paragraph "*c*" of article IV is deleted and replaced by the following:

"4. *Holidays with pay:* The following holidays when falling on a working day shall not be worked and shall be paid straight time: New Years' Day, Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate-Conception Day and Christmas Day. To be entitled to a holiday, employees must have worked the work day preceding and the work day following the holiday and must have been in the employ of the establishment at least 10 consecutive working days. However, an employer may cause his employees to work on Ascension Day and keep the following day as a holiday with pay providing he notified the Parity Committee inwriting at least eight (8) days before the said holiday with pay."

4. Sub-paragraph "5" of paragraph "*c*" of article IV is deleted and replaced by the following:

"5. The wage rates appearing in paragraphs "*a*" and "*b*-1" will be increased by $0.09 for zones I, II and III, from July 10, 1963 and by $0.10 from July 10, 1964".

5. Paragraph "*d*" of article V is deleted and replaced by the following:

d) In the case of truck drivers and of storemen, the work day may be extended by one hour per day to the extent of two and a half (2½) hours per week, without overtime. However, to receive their full pay, these employees paid by the week shall work at least one (1) complete day per week. Only absences due to illness and for which a doctor's certificate must be produced shall entitle the employee to the full pay.

6. Article VI is deleted and replaced by the following:

"VI. *Vacation with pay: a*) The period entitling to the vacation with pay shall be from January 1 to December 31 of the preceding year.

b) Each year, the employer shall notify his employees of the vacation period at least thirty (30) days in advance.

c) Every employee shall be entitled, on January 1 of the current year, to a vacation of as many half-days as he has complete months of service for the employer, to the extent of five (5) and one half (5½) days according to the standard work week of the establishment and to a remuneration equivalent to 2% of the wages earned between January 1 and December 31 of the preceding year, including vacation pay.

d) Employees who, on May 1 of each year, have five (5) years of continuous service for the same employer, are entitled to twice the number of days granted under paragraph "*c*" and to a remuneration equivalent to 4% of the wages earned between January 1 and December 31 of the preceding year, including vacation pay.

e) The computing of vacation pay shall be made of the basis of the wages earned in the course of the calendar year preceding January 1 of each year.

f) The first week of vacation shall be given to the employee between May 1 and September 30 following the year during which the right to the vacation has been acquired. The second week of vacation, for employees entitled to it, shall be given between May 1 of the year following that during which the right to the vacation has been acquired and February 1 next.

g) Dans le cas du départ d'un salarié, la rémunération des vacances est de 2% du salaire gagné du 1er janvier précédant jusqu'au moment de son départ. Si ce salarié a cinq (5) ans ou plus de service pour le même employeur au 1er mai de l'année courante, il a droit à 4% du salaire gagné du 1er janvier précédent jusqu'au moment de son départ.

7° Le paragraphe « *d* » de l'article VII est amendé en remplaçant les mots « Le nombre d'heures de travail réellement effectuées, soit deux mille deux cents (2,200) heures, constitue une année d'apprentissage » par les mots « Le nombre d'heures de travail réellement effectuées, soit deux mille (2,000) heures pour la zone I et deux mille deux cents (2,200) heures pour la zone II, constitue une année d'apprentissage. »

8° Le paragraphe « *e* » de l'article VIII est remplacé par le suivant:

« *e*) Tout salarié travaillant dans un magasin d'un établissement mécallurgique, est payé au taux prévu par l'article IV, paragraphe « *b*-2 ». Toutefois, si par la suite il entre dans un des métiers mentionnés au paragraphe « *b*-2 » de l'article IV, la moitié du temps passé dans le magasin lui sera alors comptée comme apprentissage dans ce métier avec un maximum d'une année.

Cependant, lorsqu'il y a trois (3) magasiniers et plus dans un établissement de métallurgie, le troisième et les suivants sont considérés comme aides magasiniers et payés au taux des aides. »

9° L'article XI est modifié en remplaçant les mots « Le décret demeure en vigueur jusqu'au 10 juillet 1962 » par les mots « Le décret demeure en vigueur jusqu'au 10 juillet 1965. »

JACQUES PRÉMONT,
1879-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

g) In the event to the departure of an employee, the vacation pay shall be 2% of the wages earned from the preceding May 1 to the time of his departure. Should such an employee have five (5) years or more of service for the same employer on May 1 of the current year, he shall be entitled to 4% of the wages earned from the preceding January 1 to the time of his departure."

7. Paragraph "*d*" of article VII is amended by replacing the words "The number of hours actually worked, i.e. two thousand two hundred (2,200), constitutes one year of apprenticeship" by "The number of hours actually worked, i.e. two thousand (2,000) for zone I and two thousand two hundred (2,200) for zone II, constitutes one year of apprenticeship".

8. Paragraph "*e*" of article VIII is deleted and replaced by the following:

"*e*) Every employee working in the store of a metalworking establishment shall be paid at the rate established in article IV, paragraph "*b*-2". However, if thereafter he comes to ply one of the trades mentioned in article IV, paragraph "*b*-2", half the time spent in the store, to the extent of one year, shall be counted as apprenticeship time in that trade.

However, when there is three (3) or more storemen in a metalworks establishment, the third and following storemen shall be considered as storemen's helpers and paid the rate of helpers."

9. Article XI is amended by replacing the words "The decree remains in force until July 10, 1962" by the words "The decree remains in force until July 10, 1965".

JACQUES PRÉMONT,
1879-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 95
Section « E »

Québec, le 22 janvier 1963.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des amendements au règlement de prélèvement du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du comté de Roberval.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le règlement du prélèvement du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du Comté de Roberval, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1904 du 7 novembre 1962, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 novembre 1962, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe « *b* » de l'article 1. (Cotisation) est remplacé par le suivant:

« *b*) Les artisans régis par le décret numéro 1283 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de $80.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 1283, est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan. »

2° La première phrase du 3ième paragraphe de l'article 2. (Mode de perception) est remplacée par la suivante:

« Le rapport de l'employeur professionnel doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le dix (10) de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. »

JACQUES PRÉMONT,
1879-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 95
Section "E"

Quebec, January 22, 1963.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING some amendments to the levy by-law of the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of Roberval county.

IT IS ORDAINED, upon the recommandation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the levy by-law of the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of Roberval county, approved by order in council number 1904 of November 7, 1962, published in the *Quebec Official Gazette* on November 17, 1962, be amended as follows:

1. Paragraph "*b*" of article 1. (Assessments) is replaced by the following:

"*b*. All artisans governed by the decree number 1283 and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% based on an average weekly remuneration of $80.00. Any employer or professional employer who plies one of the trades governed by the decree number 1283, is considered as an artisan for the purpose of the present by-law."

2. The first sentence of the third paragraph of article 2. (Mode of collection) is replaced by the following:

"The report of the professional employer shall be submitted to the Parity Committe on or before the tenth (10th) of each month and shall cover the preceding month."

JACQUES PRÉMONT,
1879-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 94

Section « A »

Québec, 22 janvier 1963.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chemise dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), des parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1284 du 15 novembre 1951 et amendements, relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 octobre 1962;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1284, soit modifié comme suit:

Les articles I à XIX inclusivement dudit décret sont remplacés par les nouvelles dispositions suivantes:

« Article 1. *Juridiction industrielle:* 1.01. Le présent décret régit l'industrie de la confection ou de la production, en tout ou en partie, pour hommes et garçons, de chemises et de pyjamas de toutes descriptions sans restriction, y compris les chemises fabriquées de tissus tricotés, les chemises de travail, les « shorts » et les sous-vêtements taillés et cousus.

Le présent décret s'applique aussi à la confection ou production, en tout ou en partie, de chemises et de pyjamas pour toute personne du sexe féminin, effectuée dans des établissements assujettis au présent décret, dont le style et le modèle sont semblables à ceux des chemises et pyjamas pour hommes et garçons et dont les procédés de fabrication sont à peu près les mêmes.

1.02. Le travail visé par ce décret comprend celui de toutes personnes exécutant quelqu'une ou plusieurs des opérations participantes, indidentes ou connexes à la confection et à la production des chemises et des vêtements précités, que lesdites opérations soient définies ou non, qu'elles soient effectuées en totalité ou en partie par le même employeur ou par plusieurs employeurs, qu'elles soient effectuées en totalité ou en partie dans un ou plusieurs ateliers spécialisés, entreprises privées, industrielles ou commerciales ou dans tout autre établissement, qu'elles constituent le commerce principal de l'employeur ou soient secondaires ou complémentaires à tout autre commerce ou occupation, et que lesdits articles soient fabriqués pour fins de vente à d'autres consommateurs ou exclusivement pour la propre consommation de l'employeur.

1.03. Le décret s'applique aussi à tous les manufacturiers, sous-traitants, entrepreneurs, sous-entrepreneurs et manufacturiers-détaillants qui confectionnent dans leur propre établissement ou ailleurs, en tout ou en partie, des vêtements compris dans la susdite juridiction industrielle.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 94

Section "A"

Quebec, January 22, 1963.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the shirt industry in the province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree number 1284 of November 15, 1951 and amendments, reltaing to the men's and boys' shirt industry in the province, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 20, 1962;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1284, be amended as follows:

Articles I to XIX inclusive of the said decree are replaced by the following new provisions:

"Article 1. *Industrial jurisdiction:* 1.01. The present decree shall apply to the industry of manufacturing or producing, in whole or in part, for men and boys, shirts and pyjamas of all types and descriptions, without limitation, and including shirts made of knitted fabrics, work shirts, "shorts" and underwear which are cut and sewn.

The present decree shall also apply to the manufacturing and producing, in whole or in part, of shirts and pyjamas for all persons of the female sex, made in establishments governed by the present decree, of similar style, pattern and construction and by means of substantially the same operations as those used in the manufacturing of boys' and men's shirts and pyjamas.

1.02. The work contemplated by this decree comprises the work of all persons performing any or many of the operations being part of, related to or connected with the manufacturing or producing of the above described shirts and garments, whether the said operations are defined or not in the present decree, whether said operations are performed completely or in part by the same employer or by several employers, whether they are performed completely or in part in one or several trade plants, private, industrial, commercial or other establishments, whether such operations constitute the principal business of the employer or are accessory or complementary to any other business or enterprise and whether the said shirts and garments are manufactured or produced for the purpose of sale to other consumers or for the exclusive use of the employer.

1.03. The decree shall apply also to all manufacturers, jobbers, contractors, sub-contractors and manufacturing retailers who produce in their own establishment or elsewhere, in whole or in part, garments covered by the present industrial jurisdiction.

1.04. Sont cependant expressément exclus:

1. Les articles ou vêtements déjà assujettis à un décret existant.
2. Les sous-vêtements fabriqués de tissus tricotés;
3. Les chemises, pyjamas et vêtements de toutes descriptions jusqu'à et y compris l'âge de six (6) ans.

1.05. Dans le cas de différend entre la Commission Conjointe et/ou ses inspecteurs et tout employeur quant à la classification des articles manufacturés, le différend est soumis pour règlement à un sous-comité de la Commission Conjointe composé de quatre (4) membres désignés par cette dernière, dont deux employeurs et deux salariés, et du président de la Commission conjointe, à titre de président du sous-comité.

Les décisions unanimes ou majoritaires du sous-comité précité, dans tous les cas, sont soumises à la considération de la Commission conjointe qui donne sa décision dans le cadre de sa juridiction.

Article 2. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent décret comprend toute la province de Québec et, pour fins d'application, est divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone I: L'Ile de Montréal et un rayon de dix (10) milles autour de ses limites.

Zone II: La province de Québec à l'exception de la zone I.

Article 3. *Heures de travail:* 3.01. Les heures de travail pour tous les salariés établies comme suit:

a) Zone I: Quarante (40) heures constituent une semaine régulière de travail, réparties en périodes journalières de huit (8) heures du lundi au vendredi inclusivement, soit de 8 a.m. à midi et de 1 p.m. à 5 p.m.

b) Zone II: Quarante-deux (42) heures constituent une semaine régulière de travail, réparties comme suit:

Huit heures et demie (8½) par jour, du lundi au jeudi inclusivement: de 8 a.m. à midi et de 1 p.m. à 5.30 p.m.;

Huit (8) heures le vendredi, de 8 a.m. à midi et de 1 p.m. à 5 p.m.

3.02. Une période de repos de dix (10) minutes et dans l'après-midi, incluant le temps où le salarié laisse son travail et y revient, doit être accordée à tous les salariés sans perte de salaire dans le cas des salariés payés à l'heure.

3.03. *Répartition différente*: À la demande de la majorité de ses salariés, un employeur peut varier les heures de travail établies à l'article 3.01, pourvu qu'il en donne avis, par écrit, à la Commission conjointe et lui fournisse la cédule d'heures de travail qu'il a adoptée, au moins quinze (15) jours avant la date de mise en application de ladite cédule.

Cependant, le nombre des heures de travail ne devra jamais dépasser celui déterminé à l'article 3.01 pour la semaine ou la journée de travail.

De plus, dans tous les cas, la période d'une heure accordée pour le repas du midi devra être la même pour tous les salariés d'un même employeur.

3.04. Aucun travail n'est permis durant la période d'une heure accordée pour le repas du midi, suivant les articles 3.01 et 3.03.

3.05. Tout salarié qui se rapporte à l'ouvrage au commencement de ses heures régulières de travail sans avoir été avisé à l'avance, par l'employeur de ne pas le faire, doit être payé l'équivalent de trois (3) heures d'ouvrage à son taux minimum horaire garanti par le présent décret pourvu qu'il accomplisse le travail qu'on lui

1.04. The following garments are however specially excluded:

1. The articles and garments which are already covered by an existing decree;
2. Underwear made of knitted fabrics;
3. Shirts, pyjamas and garments of all descriptions up to and including the age of six (6).

1.05. In the event of a dispute between the Joint Commission and/or its inspectors and any employer regarding the classification of a garment, such dispute shall be submitted for decision to a sub-committee of the Joint Commission composed of two employers and two employees, all four designated by the said Joint Commission, with the Chairman of the Joint Commission acting as Chairman of the sub-committee.

The unamimous or majority decisions of the above sub-committee, in all cases, will be referred to the consideration of the Joint Commission which shall decide within its competence.

Article 2. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree comprises the entire Province of Quebec and, for purposes of enforcement, is divided into two (2) zones, as follows:

Zone I: The Island of Montreal and a radius of ten (10) miles around its limits.

Zone II: The entire Province of Quebec with the exception of zone I.

Article 3. *Hours of Work:* 3.01. The hours of work for all the employees are fixed as follows:

a) Zone I: Forty (40) hours shall constitute a regular work week divided into daily periods of eight (8) hours from Monday to Friday inclusive, between 8:00 a.m. and midday and between 1:00 p.m. and 5:00 p.m.

b) Zone II: Forty-two (42) hours shall constitute a regular work week in the following manner:

Eight and a half hours (8½) per day, from Monday to Thursday inclusive, between 8:00 a.m. and midday and between 1:00 p.m. and 5:30 p.m.;

Eight (8) hours on Friday, between 8:00 a.m. and midday and between 1:00 p.m. and 5:00 p.m.

3.02. A rest period of ten (10) minutes in the morning and in the afternoon, including the time the employee leaves and returns to his place of work, shall be granted to all employees without loss of wages in the case of hourly paid employees.

3.03. *Change of Hour:* Upon request from the majority of his employees, an employer may redistribute the hours of work established in article 3.01, but he shall notify the Joint Commission in writing to that effect and forward the schedule of hours which he has adopted at least fifteen (15) days before the date of enforcement of the said schedule.

However, the number of hours of work shall never exceed that determined in article 3.01 for the week of day of work.

Moreover, in all cases, the one-hour period granted for the noon meal shall be the same for all the employees of a same employer.

3.04. No work is permitted in the period of one hour granted for the noon meal under articles 3.01 and 3.03.

3.05. Any employee who reports for work at the beginning of his regular shift without previous notification by his employer not to do so, shall be paid the equivalent of three (3) hours' work at his regular minimum hourly rate guaranteed by the present decree provided that, if requested by the Employer, the employee shall perform

attribue, s'il en est requis par l'employeur. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliqueront pas en cas de pannes d'électricité, ou d'appareils à vapeur, de feu, d'inondation ou de tout autre cas de force majeure.

Artible 4. *Travail supplémentaire:* Tout travail exécuté en plus ou en dehors des heures régulières mentionnées aux articles 3.01 et 3.03 doit être considéré comme du travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire et demi.

Article 5. *Définition des métiers*: 5.00. Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

5.01. Le terme « opérateurs » désigne ceux qui à l'aide de machines à coudre ordinaires, à deux aiguilles ou plus, et selon les règles de l'art, assemblent, en partie ou entier, tout article visé par le présent décret, une fois taillé. Ce terme comprend aussi les opérateurs sur machines à coudre préposés aux échantillons, aux réparations ou travaillant sur des machines dites « spéciales » telles que: machine à border, machine à fermer, machine à boutons, machine à boutonnières, machine à froncer, machine à ourler, machine à bouton-pressions, machine à surjeter, qui sont capables d'exécuter et qui exécutent à l'aide de machines à coudre et selon les règles de l'art, une ou plusieurs des opérations, lesquelles réunies, comprennent toute la couture des vêtements assujettis au présent décret.

5.02. Le terme « presseurs » désigne ceux qui font le repassage et le pressage, en partie ou en entier, de tout vêtement compris dans la juridiction du présent décret, avant ou une fois cousu par l'opérateur.

5.03. Le mot « examinateurs » désigne ceux qui font l'inspection d'une partie ou de l'ensemble de tout vêtement assujetti au présent décret pour y découvrir les défauts de façon et qui, de plus, s'occupent du coupage de fils ou de tout autre travail nécessaire à compléter le vêtement avant ou une fois cousu par l'opérateur.

5.04. Le terme « ouvriers généraux » désigne ceux qui font les divers ouvrages de fabrication accessoire à celle de tout vêtement assujetti au présent décret, tels que les aides-contremaîtresses, la distribution des paquets de marchandises aux opérateurs, aux presseurs ou aux examinateurs, ou encore le numérotage, l'empaquetage mineur ainsi que les autres salariés dont le métier n'est pas défini dans le présent article qui exécutent une opération ou un travail visé par la juridiction industrielle du décret.

5.05. 1. Le mot « marqueurs » désigne ceux qui placent et reproduisent les patrons sur les tissus ou sur papier et qui, de plus, taillent aux ciseaux, coupent à la machine, au couteau ou autrement, selon les règles de l'art, tous les tissus bruts employés dans la fabrication des vêtements visés par le présent décret.

2. Le terme « coupeurs au couteau à la main » désigne ceux qui coupent au couteau à la main, selon les règles de l'art, tous tissus, fournitures et doublures employés dans la fabrication des vêtements visés par le présent décret.

3. Le mot « coupeurs » désigne ceux qui, selon les règles de l'art, taillent aux ciseaux, ou coupent au couteau électrique, à la matrice, à la machine ou autrement, tous tissus employés dans la fabrication des vêtements visés par le présent décret mais qui ne placent ni ne produisent les patrons.

available work to which he may be assigned. The provisions of the present paragraph shall not apply in the event of power of steam failure, fire, flood or any act of God.

Article 4. *Overtime:* All work done in addition to or after the regular hours as outlined in articles 3.01 and 3.03 shall be considered as overtime and paid for at the rate of time and one half.

Article 5. *Definition of crafts:* 5.00. For the purposes of enforcement of the decree, the following terms shall have the meaning hereafter given to them:

5.01. The term "operators" applies to those actually performing by ordinary sewing machines (two needle machines, or more), in a workmanlike manner, the operation of sewing together, in part or in whole, any of the products falling within the present jurisdiction, after the garment has been cut; this term includes also sample makers, repair makers and the operators working on machines called "Special Machines" such as: taping, overlock, button-sewer, button-hole, tucking, bottonmaking, snap-fastening button, overcasting seams; who are able to and actually perform by sewing machines and in a workmanlike manner, any one or more of the operations which together comprise the complete work of sewing any one of the garments concerned herewith.

5.02. The term "pressers" applies to those actually performing the work of ironing or pressing, in part or in whole, garments falling within the present jurisdiction before or after the garment has been sewn together by the operator.

5.03. The term "examiners" applies to those actually performing the work of inspecting part of or a completed garment falling within the present jurisdiction for faults in workmanship and performing the operations of thread clipping or other necessary work for the completion of the garment after or before it has been sewn by the operator.

5.04. The term "general hands" applies to those actually performing sundry factory work incidental to the manufacture of all garments falling within the present jurisdiction, for example, assisting forelady, carrying bundles of merchandise to operators, pressers or to examiners, stamping, minor packing and any other employee whose craft is not defined in the present article and who executes an operation or a work covered by the industrial jurisdiction of the decree.

5.05. 1. The term "markers" applies to those who make markers on materials or on paper and who also cut by shears, machine, knife or otherwise, in a workmanlike manner, all raw materials used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction.

2. The term "hand-knife cutters" applies to those who cut by hand with a short knife, in a workmanlike manner, all materials, trimmings and linings used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction.

3. The term "cutters" applies to those who cut by shears, electric knife, die, machine or otherwise, in a workmanlike manner, all materials used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction but who do not make markers.

5.06. Le mot « étaleurs » désigne ceux qui font le travail d'étendre les tissus employés dans la fabrication des vêtements assujettis au présent décret, en vue de préparer le travail du coupeur.

5.07. Le mot « assortisseurs » désigne ceux qui font le travail de séparer les coupes, de tous tissus employés dans la fabrication des vêtements assujettis au présent décret et de les attacher en paquets par quantité et grandeur.

Article 6. *Interprétation:* 6.01. Dans ce décret le genre masculin comprend les deux sexes à moins que le contexte n'indique le contraire; le singulier s'étend à plusieurs personnes ou à plusieurs choses de même espèce, chaque fois que le contexte se prête à cette extension.

6.02. Le terme « Commission Conjointe » désigne le Comité paritaire constitué en vertu de la Loi pour surveiller et assurer l'observance du décret.

Article 7. *Salaires minima pour le travail à l'heure ou à la pièce:* 7.01. Les taux horaires minima pour le travail exécuté pendant la journée ou la semaine régulière, sujets aux dispositions apparaissant ci-après, doivent être ceux mentionnés ci-après pour les salariés des métiers énumérés, dans leur zone respective.

7.02. *Opérateurs, presseurs, examinateurs des deux sexes et ouvriers généraux du sexe féminin:*

	Zones I	Zones II
0 à 6 mois	$0.50	$0.44
6 à 12 mois	0.62	0.56
12 à 18 mois	0.70	0.63
18 à 21 mois	0.77	0.70
21 mois et plus	0.87	0.77

La moyenne générale pour les salariés auxquels s'applique ce paragraphe, après un an d'expérience dans l'industrie, doit être de $1.08 dans la zone I et de $0.93 dans la zone II et, à compter du 1er janvier 1964, de $1.10 dans la zone I et de $0.95 dans la zone II.

7.03. *Ouvriers généraux du sexe masculin:*

	Zones I	Zones II
0 à 6 mois	$0.80	$0.75
6 à 12 mois	0.90	0.85
12 à 18 mois	1.00	0.94
18 à 24 mois	1.05	1.00
24 à 30 mois	1.10	1.05
30 à 36 mois	1.20	1.10
36 mois et plus	1.30	1.20

7.04. *Étaleurs:*

	Zones I	Zones II
0 à 6 mois	$0.80	$0.75
6 à 12 mois	0.90	0.85
12 à 18 mois	1.00	0.94
18 à 24 mois	1.05	1.00
24 à 30 mois	1.10	1.05
30 à 36 mois	1.20	1.10
36 mois et plus	1.30	1.20

7.05. *Apprentis marqueurs et coupeurs:*

	Zones I	Zones II
0 à 6 mois	$1.00	$0.95
6 à 12 mois	1.05	1.00
12 à 24 mois	1.10	1.05
24 à 36 mois	1.20	1.13
36 à 48 mois	1.30	1.20

5.06. The term "spreaders" applies to those who perform the work of spreading materials used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction in preparation for the work of the cutter.

5.07. The term "dividers" applies to those actually performing the work of dividing the cuts and attaching them in bundles, according to quantities and sizes, of all materials used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction.

Article 6. *Interpretation:* 6.01. In this decree, the masculine gender includes all genders unless the contrary intention is evident by the context; the singular number extends to more than one person or more than one thing of the same sort whenever the context admits of such extension.

6.02. The term "Joint Commission" means the Parity Committee formed under the Act to administer the decree.

Article 7. *Minimum scale of wages for hour or piece-work:* 7.01. The hourly minimum rates of wages for work performed during a regular working day and during a regular working week, subject to the provisions hereinafter contained, shall be the rates appearing below opposite the respective operations in their respective zones:

7.02. *Operators, pressers, examiners of both sexes and general hands of the female sex:*

	Zones I	Zones II
0 to 6 months	$0.50	$0.44
6 to 12 months	0.62	0.56
12 to 18 months	0.70	0.63
18 to 21 months	0.77	0.70
21 months and over	0.87	0.77

The general average for the employees covered by this paragraph, after one year of experience in the industry, shall be $1.08 in Zone I and $0.93 in Zone II and, from the 1st of January 1964, $1.10 in Zone I and $0.95 in Zone II.

7.03. *General factory workers, male:*

	Zones I	Zones II
0 to 6 months	$0.80	$0.75
6 to 12 months	0.90	0.85
12 to 18 months	1.00	0.94
18 to 24 months	1.05	1.00
24 to 30 months	1.10	1.05
30 to 36 months	1.20	1.10
36 months and over	1.30	1.20

7.04. *Spreaders:*

	Zones I	Zones II
0 to 6 months	$0.80	$0.75
6 to 12 months	0.90	0.85
12 to 18 months	1.00	0.94
18 to 24 months	1.05	1.00
24 to 30 months	1.10	1.05
30 to 36 months	1.20	1.10
36 months and over	1.30	1.20

7.05. *Apprentice markers and culters:*

	Zones I	Zones II
0 to 6 months	$1.00	$0.95
6 to 12 months	1.05	1.00
12 to 24 months	1.10	1.05
24 to 36 months	1.20	1.13
36 to 48 months	1.30	1.20

7.06. *Assortisseurs:*

	Zones I	Zones II
0 à 6 mois	$0.75	$0.70
6 à 12 mois	0.80	0.75
12 à 18 mois	0.85	0.80
18 à 24 mois	0.90	0.85
24 mois et plus	1.00	0.95

7.07. *Coupeurs, coupeurs au couteau à la main et marqueurs, après quatre (4) années d'expérience:*

	Zones I	Zones II
Coupeurs	$1.55	$1.45
Coupeurs au couteau à la main et marqueurs	1.65	1.55

7.08. *Augmentation générale:* À compter de la publication du présent décret d'amendement dans la *Gazette officielle de Québec*, tous les employeurs doivent accorder à tous leurs salariés assujettis au décret, qu'ils soient payés à l'heure, à la pièce, à la semaine ou autrement, une augmentation générale de $0.06 pour chaque heure travaillée, en plus des gains réguliers de chaque salarié. Cette augmentation sera portée de $0.06 à $0.08 de l'heure, à compter du 1er janvier 1964.

Dans le paragraphe qui précède, les mots « gains réguliers » signifient, dans le cas des salariés employés sur une base de temps, les taux de salaires payés ou dus aux salariés plus tous les ajustements et augmentations en vigueur par décret ou autrement, même s'ils sont supérieurs aux taux minima ci-dessus et dans le cas des salariés à la pièce, les salaires gagnés à la pièce suivant le système de l'employeur, plus tous les ajustements et augmentations en vigueur par décret ou autrement.

Ces montants doivent être payés sous un item indiqué distinctement dans l'enveloppe ou sur la feuille de paye.

Compensation: Les employeurs des deux zones qui ont accordé à leurs salariés depuis le 1er janvier 1962, des augmentations générales de salaires horaires ou à la pièce, bénéficieront d'une compensation équivalente et proportionnelle lors de la mise en vigueur des augmentations générales de salaires décrétées dans le présent article.

7.09. *Taux à la pièce:* Aucun taux à la pièce ne peut être fixé de façon à rapporter moins que les minima ci-haut.

7.10. Tous les salariés rémunérés à la pièce ou à l'heure doivent avoir reçu les augmentations prévues par le décret d'amendement numéro 1037, section « B », du 23 octobre 1957, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, le 2 novembre 1957, conformément audit décret d'amendement.

7.11. *Expérience:* Les mois ou les années d'expérience acquis au service de tout employeur régi par le présent décret doivent être reconnus par tout autre employeur.

Article 8. *Sécurité sociale:* 8.01. Tous les salariés doivent recevoir, chaque semaine, une somme égale à 2% de leur salaire à titre d'allocation de sécurité sociale.

8.02. Tout employeur qui, par contrat avec une compagnie d'assurance reconnue et *bona fide* ou avec une caisse d'assurance reconnue par le Surintendant des Assurances de la province de Québec, ou qui, par contrat avec une association *bons fide* est tenu de payer et paye une somme équivalente à 2% du salaire total de ses salariés assujettis à la juridiction de ce décret, en vertu d'un projet de sécurité sociale couvrant en tout

7.06. *Dividers:*

	Zones I	Zones II
0 to 6 months	$0.75	$0.70
6 to 12 months	0.80	0.75
12 to 18 months	0.85	0.80
18 to 24 months	0.90	0.85
24 months and over	1.00	0.95

7.07. *Cutters, handknife cutters and markers after four (4) years of experience:*

	Zones I	Zones II
Cutters	$1.55	$1.45
Hand-knife cutters and markers	1.65	1.55

7.08. *General increase:* From the date of publication of the present amending decree in the *Quebec Official Gazette*, all employers shall grant to all their employees governed by the present decree, whether they are paid on an hourly, weekly, piece-work basis or otherwise, a general increase of $0.06 for each hour worked, over and above the regular earnings of each employee. This increase shall be raised from $0.06 to $0.08, per hour, from January 1, 1964.

In the preceding paragraph, the words "regular earnings" mean, in the case of employees hired on a time basis, salary rates paid or due an employee plus all adjustments and increases in force by decree or otherwise notwithstanding that such rates be in excess of the minimum rates of the decree, and in the case of employees on a piece-work basis, the salaries earned in virtue of the piece-work system of their employers plus the adjustments and increases in force by decree or otherwise.

These amounts shall be paid under a distinct item in or on the pay envelope or sheet.

Compensation: The employers of the two zones who have granted to then employees from January 1, 1962, of the general decreases of hourly rates or at the price, shall benefit an equivalent and proportional compensation when coming into force the general increases of salaries decreed by the present article.

7.09. *Piece-work prices:* No piece-work prices may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minimum as above-mentioned.

7.10. All employees remunerated on a piece-work or hourly basis shall have received the increases provided by the amending decree number 1037, section "B" of October 23, 1957, published in the *Quebec Official Gazette* on November 2, 1957, in conformity with the said amending decree.

7.11. *Experience:* The months or years of experience acquired in the service of any employer covered by the present decree must be recognized by any other employer.

Article 8. *Social security:* 8.01. All employees shall receive, every week, a remuneration equivalent to 2% of their wages as a social security compensation.

8.02. Any employer who, by contract with a recognized and *bona fide* insurance company or insurance fund recognized by the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec, or who, by contract with a *bona fide* union, is bound to and does pay a sum equivalent to 2% of the total earnings of his employees subject to the jurisdiction of this decree, under a social welfare plan covering in whole or in part sick-

ou en partie les cas de maladie, d'accident, d'hospitalisation ou de mortalité, n'est pas tenue de payer la rémunération prévue au paragraphe 8.01 du présent article.

8.03. Un employeur peut instituer un plan de maladie, d'accident, d'hospitalisation, de mortalité au bénéfice de ses salariés, de la façon ci-haut décrite, dont le coût est inférieur à 2%, mais il doit payer la différence entre le coût de tel plan et les 2% du salaire de ses salariés et ce, en espèces, chaque semaine.

8.04. Tout plan de bien-être social de cette nature institué par un employeur, de la façon susdite, est sujet à examen par le Comité paritaire et les registres de l'employeur s'y rapportant doivent en tout temps être tenus à la disposition des représentants du Comité paritaire pour fins d'inspection et d'examen.

8.05. Si un tel examen révèle au Comité paritaire que le paiement par l'employeur d'une somme égale à 2% n'est pas entièrement utilisé au bénéfice de ses salariés, ou que le but de tel plan de bien-être social n'est pas conforme à l'esprit et aux fins de cette clause, ou si l'employeur refuse de donner les détails ou de soumettre les registres de tel plan, ledit comité peut alors aviser l'employeur par lettre recommandée et ce dernier doit payer la pleine rémunération de 2% à compter de la date d'un tel avis.

Article 9. *Réduction de salaire:* Pendant la durée du présent décret, il ne doit y avoir aucune réduction dans les salaires actuellement payés, soit à l'heure, à la pièce ou à la semaine, y compris les augmentations de salaire visés par l'article 7.10 du présent décret.

Article 10. *Congé annuel payé:* 10.01. Tout salarié qui n'a pas complété trois (3) ans de services continus pour le même employeur aura droit à un congé annuel continu d'une durée minimum de sept (7) jours comprenant au moins cinq (5) jours ouvrables.

10.02. Tout salarié qui a complété trois (3) ans de services continus pour le même employeur a droit à un congé annuel continu d'une durée minimum de quatorze (14) jours comprenant au moins (10) jours ouvrables.

10.03. La rémunération de vacances due à chaque salarié sera comme suit:

i. Les salariés ayant moins de trois (3) ans de service continus pour le même employeur doivent recevoir deux pour cent (2%) de leurs gains totaux gagnés durant l'année.

ii. Les salariés ayant trois (3) ans, mais moins de quinze (15) ans de service continus pour le même employeur, doivent recevoir quatre pour cent (4%) de leurs gains totaux durant l'année.

iii. Les salariés ayant quinze (15) ans et plus de services continus pour le même employeur, doivent recevoir six pour (6%) de leurs gains totaux gagnés durant l'année.

10.04. Si, pour quelque raison que ce soit, l'emploi d'un salarié prend fin avant que se termine une année de services continus, ou si l'emploi commence et se termine pendant la période d'une année de services continus, ledit salarié doit, lors de la cessation de l'emploi, recevoir au lieu du congé payé, une somme égale à 2% de la rémunération gagnée, dans la partie de ladite année de services continus pendant laquelle il a été à l'emploi de l'employeur.

ness, accident, hospitalization or death benefits, shall be relieved from paying the compensation mentioned in paragraph 8.01 of the present article.

8.03. In the event that any plan covering sickness, accident, hospitalization, death benefits introducted by the employer for the benefit of his employees as aforesaid should involve a cost of less than a sum equivalent to 2% of his employees earnings, the employer shall be entitled to carry out such a plan, paying the difference in cash, each week, between the cost of such plan and a sum equivalent to 2% of his employees earnings.

8.04. Any such social welfare plan introduced by an employer as aforesaid shall be subject to examination by the Parity Committee and, for that purpose, the employer's records shall at all times be open to inspection and examination by the Parity Committee.

8.05 Should it be found, after examination by the Parity Committee, that payment by the employer of a sum equivalent to 2% is not wholly for the benefit of his employees, or that the object of the said social welfare plan is not in accordance with the spirit and intention of this provisions, or upon refusal by the employer to submit details and records of such plan then, upon notice from the Parity Committee given by registered mail to the employer, the said employer shall be bound to pay the full compensation of 2% from the date of such notice.

Article 9. *Prohibition to reduce wages and rates:* There shall be not reduction in the wages presently paid, whether on an hourly, piece-work or weekly basis, including the additional hourly wage provided for under paragraph 7.10 of the present decree.

Article 10. *Annual vacation with pay:* 10.01. All employees who have not completed three years (3) of continuous service for the same employer shall be entitled to a continuous annual vacation for a minimum duration of seven (7) days comprising at least five (5) working days.

10.02. All employees who have completed three (3) years of continuous service for the same employer shall be entitled to a continuous annual vacation for a minimum duration of fourteen (14) days comprising at least ten (10) working days.

10.03. The vacation pay due to each employee shall be as follows:

i. employees having less than three (3) years of continuous service for the same employer shall receive two per cent (2%) of their total earnings gained during the year.

ii. Employees having three (3) years, but less than fifteen (15) years of continuous service for the same employer, shall received four per cent (4%) of their total earnings gained during the year.

iii. Employees having fifteen (15) years or more of continuous service for the same employer shall receive six per cent (6%) of their total earnings gained during the year.

10.04. If, for any reason whatsoever, the employment of an employee is terminated before a year of continuous service is completed, or is commenced and terminated during a year of continuous service, the said employee shall, at the time the employment is so terminated, be indemnified, in lieu of vacation with pay, with a sum equal to 2% of his earnings in that portion of the said year of continuous service during which he was at the employ of the employer.

10.05. Si, pour quelque raison que ce soit, l'emploi d'un salarié ayant trois (3) ans mais moins de quinze (15) ans de services continus avec le même employeur se terminait avant la période du congé annuel, ledit salarié doit, lors de la cession de l'emploi, recevoir, au lieu du congé payé, une somme égale à quatre pour cent (4%) du revenu qu'il a gagné dans la partie de ladite année.

Si, pour quelque raison que ce soit, l'emploi d'un salarié ayant quinze (15) ans ou plus de services continus pour le même employeur se terminait avant la période de congé annuel, ledit salarié doit, lors de la cessation de l'emploi, recevoir, au lieu du congé payé, une somme égale à six pour cent (6%) du revenu qu'il a gagné dans la partie de ladite année.

10.06. Pour chaque congé annuel payé, la période d'une année de services continus à l'emploi d'un employeur donnant droit à un tel congé, commence le premier (1er) jour de juin d'une année pour se terminer le trente et unième (31e) jour de mai de l'année suivante.

10.07. Ledit congé annuel payé doit être donné pendant la période comprise entre le premier (1er) juillet et le quinze (15) août de chaque année et l'employeur doit aviser les salariés sur le tableau d'affichage de la période exacte du congé annuel au moins trente (30) jours avant la date dudit congé.

10.08. La rémunération de congé annuel due à chaque salarié lui sera remise la dernière journée de paye qui précède immédiatement le commencement de la période du congé annuel.

Article 11. *Jours de fêtes et congés statutaires:*

11.01. Tous les employeurs doivent accorder à tous les salariés les congés statutaires suivants et nul employeur n'est autorisé à forcer un salarié à travailler ces jours de congé: Le Premier Jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le Jour de Noël.

Sur avis écrit et envoyé à la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise, au moins quinze (15) jours avant l'événement qui y donne lieu, un employeur pourra substituer « l'Assomption » à « La Toussaint ».

11.02. Tous les employeurs doivent payer à tout salarié ayant trois (3) mois et plus de services continus une journée de salaire pour chacune des fêtes statutaires suivantes, peu importe quand ces fêtes ont lieu: Le Premier Jour de l'An, la St-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le Jour de Noël.

Sur avis écrit et envoyé à la Commission Conjointe de l'industrie de la Chemise, au moins quinze (15) jours avant l'événement qi y donne lieu, un employeur pourra substituer « l'Assomption » ou « le Vendredi-Saint » à « la Toussaint ».

Cependant:

i. Tout salarié qui n'a pas travaillé pendant la période de deux mois précédant immédiatement un congé statutaire payé n'a pas droit au paiement dudit congé statutaire;

ii. Tout salarié qui travaille volontairement moins de cinq (5) heures par jour en moyenne durant les trois (3) mois précédant le congé statutaire sera rémunéré selon ses gains horaires moyens multipliés par la moyenne des heures qu'il a travaillées pendant la période précédant ledit congé statutaire;

iii. Un salarié absent de son travail le jour ouvrable précédant et le jour ouvrable suivant un congé statutaire payé, n'a pas droit au paiement

10.05. If, for any reason whatsoever, the employment of an employee having three (3) years but less than fifteen (15) years of continuous service with the same employer is terminated before the annual vacation period, the said employee shall, at the time the employment is so terminated, be indemnified in lieu of vacation with pay, with a sum equal to 4% of his total earnings in that portion of the said year.

If, for any reason whatsoever, the employment of an employee having fifteen (15) years or more of continuous service with the same employer is terminated before the annual vacation period, the said employee shall, at the time the employment is so terminated, be indemnified in lieu of vacation with pay, with a sum equal to six per cent 6% of his total earnings in that portion of the said year.

10.06. For each annual vacation with pay, the period of a year's continuous service in the employ of any employer which gives right to such vacation, begins on the first (1st) day of June of one year and ends on the thirty-first (31st) day of May of the following year.

10.07. The said annual vacation with pay shall be granted during the period extending from the first (1st) day of July to the fifteenth (15th) day of August in each year, and the employer shall notify the employees, by way of the post board, of the exact period of the vacation at least thirty (30) days in advance.

10.08. Vacation pay due to each employee will be paid on the last pay day immediately prior to the commencement of his annual vacation period.

Article 11. *Holidays — Statutory holidays:*

11.01. All employers shall grant to all their employees the following statutory holidays and no employer shall compel any employee to work on such days: New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

The employer may substitute Assomption Day for All Saints Day but he shall give notice thereof in writing to the Joint Commission of the Shirt Industry at least fifteen (15) days before the occurrence about which the notice is given.

11.02. All employers shall pay to each employee having three (3) months and more continuous employment a day's pay for each of the following statutory holidays whenever such holidays occur: New Year's Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

The employer may substitute Assomption Day or Good Friday for All Saints Day but he shall give notice thereof in writing to the Joint Commission for the Shirt Industry at least fifteen (15) days before the occurence about which the notice is given.

However:

i. All employees who have not worked during the two months immediately preceding any said statutory shall not be entitled to payment for the said statutory holiday;

ii. An employee working voluntarily less than an average of five (5) hours per day during the three (3) months immediately preceding the statutory holiday shall be paid according to his average hourly earnings, multiplied by the avegage of hours worked during the period preceding immediately the said statutory holiday;

iii. An employee absent fron work on the working day preceding and on the working day following a statutory paid holiday shall not be

de ce congé stautaire à moins que son absence ne soit le résultat de maladie, d'un accident personnel, d'un décès dans sa famille, (conjoint, père, mère, enfant, frère ou soeur), d'une mise-à-pied par l'employeur pour manque de travail ou d'une fête religieuse ou légale.

Paiement des congés statutaires

11.03. Le paiement des congés statutaires est calculé comme suit:

1° *Employés à l'heure: Dans la zone I.* Huit (8) fois le taux horaire de chaque salarié.

Dans la zone II: Huit fois et demie (8½) le taux horaire de chaque salarié. Le taux horaire signifie le taux horaire réel payé au salarié en plus de tous les ajustements, augmentations et boni de vie chère en vigueur durant la semaine de congé;

2° *Employés à la pièce: Dans la zone I:* Huit (8) fois la moyenne horaire des gages de chaque salarié;

Dans la zone II: Huit fois et demie (8½) la moyenne horaire des gages de chaque salarié. La moyenne horaire des gages est déterminée pour chaque salarié en divisant ses gages réels durant les trois (3) mois de travail précédant immédiatement la semaine durant laquelle le congé survient par le nombre réel d'heures de travail (régulières et supplémentaires) de cet employé durant la même période. Les gages réels comprennent toutes les augmentations et les bonis de vie chère en vigueur durant cette période mais excluant les primes pour temps supplémentaire.

11.04. *Jours de congé tombant un samedi ou un dimanche:* Si un des congés statutaires payés tombe un samedi ou un dimanche les salariés qui ont droit à pareil congé doivent recevoir une journée additionnelle de salaire dans la semaine qui suit ledit congé. Si un congé statutaire payé a lieu pendant les vacances du salarié, cete fête lui sera payée la semaine suivant ses vacances.

11.05. *Rémunération du travail les jours de congé:* Si un employeur fait travailler ses salariés un jour de congé statutaire ou le dimanche, ce travail doit être rémunéré au double du salaire régulier de chacun de ces salariés en plus de tout paiement pour congés statutaires payés prévu ci-dessus.

Article 12. *Travail à l'extérieur:* Lorsque les grossistes, les sous-traitsnts, les détaillants, les entrepreneurs, les manufacturiers ou autres personnes, en vertu ou non d'un permis spécial de la Commission Conjointe, donnent du travail à des ateliers de l'extérieur, à des entrepreneurs, à l'intérieur ou autrement, ces grossistes sous-traitsnts, détaillants, entrepreneurs, manufacturiers, ou autres personnes sont conjointement et solidairement responsables, avec les personnes auxquelles tel travail a été confié, du paiement des salaires et de l'observance des conditions de travail déterminés dans le décret.

Article 13. *Travail à domicile:* 13.01. Nul ne peut donner, pour être exécuté à domicile, du travail sur des vêtements assujettis au décret, à toute personne déjà à l'emploi de sa fabrique ou de son atelier ou à toute personne déjà à l'emploi de tout autre atelier ou fabrique.

13.02. Aucun manufacturier, sous-traitant, entrepreneur, sous-entrepreneur, et manufacturier détaillant ne peut donner de l'ouvrage pour être effectué à domicile sans avoir au préalable, dans chaque cas, donné un avis écrit à la Commission Conjointe, attestant son intention de donner tel travail.

paid for such holiday unless such absence is caused by sickness of the employee, an accident, a death in his family (husband, wife, father, mother, child, sister or brother), a lay-off from work by the employer due to lack of work or a religious or legal holiday.

Payment of statutory holidays

11.03. Payment of paid statutory holidays shall be calculated as follows:

1. *Employees on hourly rates: In zone I:* Eight (8) times the hourly rate of each employee;

In zone II: Eight and a half (8½) times the hourly rate of each employee. The hourly rate means the actual hourly rate paid plus all adjustments, increases and cost of living bonuses in force in the week of the holiday.

2. *Employees on piece rate: In zone I:* Eight (8) times the average hourly earnings of each employee;

In zone II: Eight and a half (8½) times the average hourly earnings of each employee. The average hourly earnings are determined for each employee by dividing the actual earnings of such employee during the three (3) months immediately preceding the week during which the holiday occurs by the actual hours worked (regular and overtime) during that same period. Actual earnings include all increases in force and cost of living bonuses but exclude overtime premiums.

11.04. *Holidays occuring on Saturday or Sunday:* In the event that any of the foregoing paid statutory holidays should fall on a Saturday of Sunday, the eligible employees shall receive an extra day's pay in the week following the said holiday. Should any of the said statutory holidays occur during the vacation period of an employee, such holiday shall be paid for in the week following the vacation.

11.05. *Payment for work on statutory holidays:* In the event that an employer causes his employees to work on any of the statutory holidays herein fixed or any Sunday, such work shall be paid for at double the regular rate of pay of such employees, in addition to payment for paid statutory holidays as provided herein.

Article 12. *Responsibility for outside work:* Whenever wholesalers, jobbers, retailers, contractors, manufacturers or other persons, whether under special permit from the Joint Commission or not, give work to outside shops, inside contractors or otherwise, such wholesalers, jobbers, retailers, contractrs, manufacturers or other persons, shall be jointly and severally responsible with the persons to whom such work is given for wages and working conditions as fixed by the decree.

Article 13. *Home work:* 13.01. No one shall give work to be done or performed at home, on garments coming under the jurisdiction of the decree, to any person who is already employed in his manufacturing establishment or shop or any other manufacturing establishment or shop.

13.02. Before any manufacturer, jobber, contractor, subcontractor and retail-manufacturer can give work to be performed at home, notice in writing to that effect must previously be given, in each case, to the Joint Commission.

13.03. Chaque manufacturier, sous-traitant, entrepreneur, sous-entreprreneur et manufacturier-détaillant qui fait exécuter du travail à domicile est tenu de remettre à la Commission Conjointe, dans les quinze (15) jours du commencement des opérations à domicile, sur les formules fournies à cette fin par la Commission Conjointe, le détail des nom, prénom, âge, occupation et adresse de chaque salarié.

13.04. Tout travail exécuté par des salariés à domicile (travailleurs à domiciles) doit être rémunéré par l'employeur à un taux hebdomadaire, journalier, ou horaire au moins égal aux taux payés dans son atelier u dans des ateliers semblables pour des opérations de même nature, ou à un taux à la pièce, si le système de paiement est à la pièce, au moins égal aux taux payés dans son atelier ou dans des ateliers semblables de l'industrie, plus 20%, dont 2% est considéré comme rémunération de vacances payées.

13.05. Tous les employeurs qui font exécuter du travail à domicile doivent fournir, gratuitement la machine nécessaire et pourvoir à son entretien sans frais pour le salarié. Il ne doit être fait aucune déduction du salaire du travailleur à domicile pour le fil et les frais de transport lesquels doivent être payés par l'employeur. Tous les articles doivent être livrés et recueillis par l'employeur ou son agent.

13.06. Toute imperfection dans le travail du travailleur à domicile doit être réparée par ce dernier. Il est loisible à l'employeur de faire faire les réparations ailleurs pourvu que le coût de ces opérations ne soit pas défrayé par le travailleur à domicile à qui ledit travail avait été confié en premier lieu.

13.07. Nonobstant les dispositions précédentes, à compter du 1er septembre 1963, nul ne pourra donner, pour être exécuté à domicile, du travail sur des vêtements assujettis au décret.

Article 14. *Contrats individuels:* Aucun employeur ne doit faire de contrats individuels contraires à l'article 13 de la Loi de la convention collective, avec un ou des salariés visés par le présent décret, ni exiger ou accepter aucun dépôt en argent comptant ou autre valeur d'un salarié. L'employeur a toutefois le droit de retenir le salaire de pas plus de trois (3) jours d'ouvrage comme garantie d'avis de congé.

Article 15. *Systèmes de contrats:* À l'intérieur d'un atelier il est défendu d'accorder des contrats ou des sous-contrats, sauf lorsqu'un contrat général est octroyé pour tout l'ouvrage. En pareil cas, le manufacturier est conjointement et solidairement responsable avec l'entrepreneur de l'application de tous les termes et conditions du présent décret.

Article 16. *Horloge enregistreuse:* Chaque employeur doit maintenir une horloge enregistreuse dans son atelier au moyen de laquelle tous les salariés doivent enregistrer leurs heures de travail.

Article 17. *Carte-registre:* Tous les employeurs doivent remettre à la Commission Conjointe une carte d'enregistrement pour chaque salarié assujetti au décret indiquant l'expérience et les autres renseignements concernant le salarié, tels que requis par la loi, sous la signature conjointe de l'employeur et du salarié. Ces cartes sont d'abord fournies par la Commission Conjointe. Ces cartes d'enregistrement émises pour chaque salarié, doivent être reçues au bureau de ladite Commission dans les dix (10) jours suivant la date de l'embauchage dudit salarié.

Article 18. *Registre pour travail à la pièce:* Pour le travail à la pièce l'employeur doit toujours tenir un registre indiquant le taux à la pièce et le nombre de pièces fabriquées.

13.03. Every manufacturer, jobber, contractor, subcontractor and retail manufacturer who gives work to be performed at home must furnish, on forms provided by the Joint Commission, within fifteen (15) days from the beginning of the said home operations, the Christian name, surname, age, occupation and address of each employee.

13.04. All work done or performed by employees at home (home workers) shall be paid for by the employer at a weekly, daily or hourly rate which is equal to the rates paid in his shop or in comparable shops in the industry, for similar operations, or at piece-work rates, if the system of payment is by the piece, which are equal to those paid in his shop or in comparable shops in the industry, plus 20% extra, 2% of which being considered as vacation pay.

13.05. All employers giving work to be done or performed at home must supply, without charge, the necessary machine for so doing, and maintain free of charge, the said machine in good operating conditions. No deduction shall be made from the wages of the home worker for thread and transportation charges which must be paid by the employer. All work must be delivered and collected by the employer or his agent.

13.06. The home worker is obliged to repair all garments incorrectly made by him or her. The employer may, however, have the repairs executed elsewhere but shall not charge the cost thereof to the home worker who originally made the garments.

13.07. Notwithstanding the foregoing provisions, from September 1, 1963, one shall give home work in connection with garments to which the present decree applies.

Article 14. *Individual contracts:* No employer shall make any individual contract in violation of article 13 of the Collective Agreement Act, with any employee falling within the scope of the decree, nor exact nor accept any cash deposit or any other securities from any such employee. However, the employer is entitled to retain not more than three (3) days wages as security for notice.

Article 15. *Contracting system:* No contracting or subcontracting shall be permitted inside any shop except where a general contract is given for all the work, in which case the manufacturer shall be jointly and severally responsible with the contractor for compliance with all the terms and conditions of the present decree.

Article 16. *Punch clock:* Every employer shall maintain a time clock in his factory on which all employees shall record their working hours.

Article 17. *Employees' Record card:* All employers must furnish the Joint Commission with an employee record card for each employee governed by the decree on forms to be provided by the said Joint Commission giving thereon the experience and other information concerning the said employee, as required by the act, the whole to be certified by the signature of both employer and employee. These records for each employee must be filed in the office of the said Commission not later than ten (10) days following the date of hiring of the said employee.

Article 18. *Piece-work records:* In case of piece-work, the employer shall at all times maintain records showing the piece-work rates and the number of pieces worked.

Le registre demeure entre les mains de l'employeur, pour être gardé en tout temps à ses bureaux, durant une période d'au moins douze (12) mois, et doit être disponible en tout temps pour inspection par l'administrateur de la Commission Conjointe ou ses représentants dûment autorisés.

Article 19. *Paiement du salaire:* 19.01. Les salariés doivent être payés toutes les semaines, pas plus tard que le jeudi si le salarié est payé par chèque ou le vendredi s'il est payé en espèces. Si le jour de paye, selon que le salarié est payé par chèque ou en argent, coincide avec un jour chomé, les salariés seront payés le jour ouvrable précédent.

19.02. Les détails suivants doivent apparaître sur chaque enveloppe ou feuille de paye:

1° Les nom et prénom du salarié;
2° La date et la période de paye;
3° Le nombre d'heures régulières et supplémentaires;
4° Le salaire brut;
5° Les déductions faites;
6° Le salaire net;
7° Le montant net payé.

Article 20. *Rendement inférieur à la moyenne:* La Commission Conjointe peut, par résolution, accorder d'après la preuve jugée suffisante, à tout salarié d'aptitudes physiques ou mentales restreintes, un certificat l'autorisant à travailler à des conditions déterminées et différentes de celles prévues par le décret.

Article 21. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1964. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins qu'une ou plusieurs parties contractantes ne donnent un avis écrit, à ce contraire, aux autres parties dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni moins de trente (30) jours avant le 31 mars de l'année 1964 ou de toute année subséquente. Un tel avis écrit doit aussi être adressé au Ministre du Travail et à la Commission Conjointe.

JACQUES PRÉMONT,
1879-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 94

Section « B »

Quebec, 22 janvier 1963.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité Paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton de la province de Québec, a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification au décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 novembre 1962;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

These records shall be kept on the premises of the employer at all times for a period of at least twelve (12) months and shall remain open for inspection, at any time, by the administrator of the Joint Commission or by his duly authorized representatives.

Article 19. *Payment of wages:* 19.01. Wages shall be paid weekly on Thursday if the employee is paid by cheque and on Friday if he is paid in cash. Should Thursday or Friday, according to whether the employee is paid in cash or by cheque fall on a non-working day, the employee shall be paid on the preceding working day.

19.02. The following details shall be shown on each pay envelopes or sheet:

1. name and surname of the employee;
2. date and period of pay;
3. number of regular and overtime hours;
4. gross earnings;
5. deductions;
6. net earnings.
7. net amount paid.

Article 20. *Production under average:* The Joint Commission may, by resolution, grant, upon proof deemed sufficient, to any employee with restricted physical or mental capacity, a certificate authorizing such employee to work under determined conditions different from those of the decree.

Article 21. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until March 31, 1964. It shall renew itself automatically from year to year thereafter, unless one or more contracting parties give a written notice to the contrary to the other parties between the sixtieth (60th) and the thirtieth (30th) day before March 31 of the year 1964 or of any subsequent year. Such notice must also be given to the Minister of Labour and to the Joint Commission.

JACQUES PRÉMONT,
1879-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 94

Section "B"

Quebec, January 22, 1963.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the manufacturing of paper boxes in the province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Paper Box Industry of the province of Quebec, has petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the decree number 1884 of November 12, 1947 and amendments, relating to the manufacturing of paper boxes in the region of Montreal;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 24, 1962;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendment;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1884, soit modifié comme suit:

Le paragraphe « *b* » de l'article I est remplacé par le suivant:

« *b*) *Juridiction professionnelle:* Le présent décret régit et gouverne tout travail de même nature ou de même genre que celui visé par ce décret.

Le travail visé par ce décret comprend celui de toute personnes exécutant quelqu'une ou plusieurs des opérations participantes, incidentes ou connexes à la fabrication des boîtes de carton, des boîtes faites d'imitation de bois, faites en partie ou finies avec papier, fibre, bois ou carton et de toutes autres boites à base de pulpe ou papier non gaufré, sans égard à la couverture extérieure, ainsi que des boîtes de métal lorsque ces dernières sont recouvertes soit d'étoffe ou d'un matériel plastique, que lesdites opérations soient effectuées en totalité ou en partie par le même employeur ou par plusieurs employeurs, quelles soient effectuées en totalité ou en partie dans un ou plusieurs ateliers spécialisés, entreprises privées, industrielles ou commerciales ou dans tout autre établissement, qu'elles constituent le commerce principal de l'employeur ou soient secondaires ou complémentaires à tout autre commerce ou occupation, et que lesdites boîtes soient fabriquées pour fins de vente à d'autres consommateurs ou exclusivement pour la propre consommation de l'employeur.

Sans limiter la généralité des termes du paragraphe précédent, le formage et l'assemblage des boîtes de carton sont des opérations comprises dans la juridiction professionnelle de ce décret.

Toutefois, le présent décret ne régit pas la fabrication des boîtes de carton gaufré. »

JACQUES PRÉMONT,

1879-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1884, be amended as follows:

Paragraphe "*b*" of article I is replaced by the following:

"*b*) *Professional jurisdiction:* The present decree governs and rules any work of the same nature or kind as that contemplated by this decree.

The work contemplated by this decree comprises the work of all persons performing any or many of the operations being part of, related to or connected with the manufacturing of paper boxes, of wood imitation boxes, partly made or completed with papre, fibre, wood or cardboard and of all other pulp or paper boxes made of uncorrugated material, regardless of exterior covering, and metal boxes when said boxes are covered with any type of fabrics or plastic materials, whether said operations are performed completely or in part by the same employer or by several employers, whether they are performed completely or in part in one or several trade plants, private, industrial, commercial or any other establishments, whether such operations constitute the principal business of the employer or are accessory or complementary to any other business or enterprise, and whether the said boxes are manufactured for the purpose of sale to other consumers or for the exclusive use of the employer.

Without limiting the generality of the preceeding paragraph, the forming and assembling of these boxes are operations comprised in the professional jurisdiction of this decree.

However, the present decree does not apply to the manufacturing of corrugated paper boxes.

JACQUES PRÉMONT,

1879-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 94

Section « C »

Québec, 22 janvier 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections aux arrêtés-en-conseil 2120 du 19 décembre 1962 et 30 du 9 janvier 1963, relatifs aux bénéfices de sécurité sociale et modifiant le décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

A) QUE l'arrêté-en-conseil numéro 2120 du 19 décembre 1962, modifiant le décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, soit corrigé comme suit:

1. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe intitulé *Fiduciaire*, apparaissant à l'article 58:

« *Compagnie d'assurance-vie:* Ces mots désignent toute société ou toute compagnie d'assurance-vie détenant un certificat d'enregistrement et un permis émis par le Ministre des Finances. »

2. Les mots: « ou Comité paritaire » sont ajoutés après les mots « Comité conjoint » au début du paragraphe intitulé: « Comité conjoint » apparaissant à l'article 58, après la définition de: « Heure de travail ».

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 94

Section "C"

Quebec, January 22, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING corrections to Orders-in-Council 2120 of December 19, 1962 and 30 of January 9, 1963 relating to Social Security Benefits and amending the decree relating to the building industry and trades in the region of Montreal.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

A) THAT the Order-in-Council number 2120 of December 19, 1962 amending the decree number 613 of April 6, 1962 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, be corrected as follows:

1. The following paragraph is added after the paragraphe entitled "*Trustee*", contained in article 58:

"*Life Insurance Company:* These words mean any life insurance society or company holding a registration certificate and a permit issued by the Minister of Finance."

2. The words "or Parity Committee" are added after the words "Joint Committee" constituting the lieading of the paragraph following the definition of "Hours of Work" in article 58.

3. Les mots: « ou administré par toute compagnie d'assurance-vie conformément au contrat de pension signé par le Comité paritaire et la compagnie d'assurance-vie » sont ajoutés à la fin du paragraphe intitulé « Plan de pension de retraite » apparaissant à l'article 58.

4. Les mots « ou à la compagnie d'assurance-vie » sont ajoutés après le mot « Fiduciaire » apparaissant au sous-paragraphe 1 du paragraphe « *j* » de l'article 96.

5. Les mots « ou la compagnie d'assurance-vie » sont ajoutés après le mot « fiduciaire » apparaissant au sous-paragraphe 2 du paragraphe « *j* » de l'article 96.

6. Les mots « versés par ou pour l'employé » mentionnés aux paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article 100 doivent se lire « versées par l'employé ».

B) Que l'arrêté-en-conseil numéro 30, du 9 janvier 1963, relatif aux fonds de sécurité sociale (plombiers) et modifiant le décret No 613 du 6 avril 1962 et amendements, de l'industrie et des métiers de la construction dans la région de Montréal, soit corrigé comme suit:

1. Les mots: « ou Comité paritaire » sont ajoutés après les mots « Comité conjoint » au début du paragraphe intitulé: « Comité conjoint » apparaissant à l'article 1.

2. Les mots: « ou administré par toute compagnie d'assurance-vie conformément au contrat de pension signé par le Comité paritaire et la compagnie d'assurance-vie » sont ajoutés à la fin du paragraphe intitulé « Plan de pension de retraite » apparaissant à l'article I.

Jacques Prémont,
1879-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 94

Section « D »

Québec, 22 janvier 1963.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Concernant des modifications au décret relatif aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de St-Hyacinthe.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de St-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 1010 du 26 septembre 1956 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 octobre 1962;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 1010, soit modifié comme suit:

Les articles 101 et 102 sont remplacés par les suivants:

« 101° La juridiction territoriale du décret comprend:

3. The words "or administered by any Life Insurance Company in pursuance of a retirement contract signed by the Parity Committee and a Life Insurance Company" are added at the end of the paragraph headed "Retirement Pension Plan" contained in article 58.

4. The words "or the Life Insurance Company" are added after the word "Trustee" mentioned in sub-paragraph 1. of paragraph "*j*" of article 96.

5. The words "or the Life Insurance Company" are added after the word "trustees" mentioned in sub-paragraph 2. paragraph "*j*" of article 96.

6. The words "of employee assessments" mentioned in paragraphs "*a*" and "*b*" of article 100 shall ead as follows: "of assessments paid by the employee".

B) That Order in Council number 30 of January 9, 1963, relating to the social security funds (plumbers) and amending decree number 613 of April 6, 1962, as amended, concerning the construction industry and trades in the region of Montreal be corrected as follows:

1. The words "or Parity Committee" are added after the words "Joint Committee" which constitute the heading of the paragraph following the one headed "Hours of work" contained in article 1.

2. The words "or administered by any life insurance company in pursuance of the retirement pension signed by the Parity Committee and the Life Insurance Company" are added at the end of the paragraph headed "Retirement Pension Plan" contained in article 1.

Jacques Prémont,
1879-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 94

Section "D"

Quebec, January 22, 1963.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning amendments to the decree relating to the barbering and hairdressing trades in the region of St-Hyacinthe.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the region of St-Hyacinthe, rendered obligatory by the decree number 1010 of September 26, 1956 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

Whereas the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 20, 1962;

Whereas no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

It is ordered, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

That, the said decree, number 1010, be amended as follows:

Articles 101 and 102 are replaced by the following:

"101. The territorial jurisdiction of the decree comprises:

a) Les districts électoraux de Saint-Hyacinthe, Bagot, Rouville et Verchères;

b) Les villes de Chambly, Fort-Chambly et St-Bruno de Montarville, la municipalité de St-Basile le Grand et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

102° Aux fins d'application, cette juridiction est divisée en trois (3) zones comme suit:

Zone I: La cité de St-Hyacinthe, les villes d'Acton Vale et Beloeil, les municipalités de McMasterville et St-Hilaire et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone II: Le district électoral de Verchères, à l'exception du territoire compris dans la zone I; les villes de Chambly, Fort-Chambly, Marieville et St-Bruno de Montarville, les municipalités de St-Pie, Richelieu, St-Césaire, St-Mathias, St-Ange-Gardien, St-Paul d'Abbotsford, Ste-Angèle de Monnoir, Rougemont, St-Damase et St-Basile le Grand et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

Zone III: Toute la juridiction territoriale à l'exception des territoires compris dans les zones I et II. »

JACQUES PRÉMONT,
1879-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

a) The electoral districts of Saint-Hyacinthe, Bagot, Rouville and Verchères;

b) The towns of Chambly, Fort-Chambly and Saint-Bruno de Montarville, the municipality of Saint-Basile le Grand and the territory comprised in a radius of two (2) miles from their limits.

102. For the purposes of enforcement, this jurisdiction is divided into three (3) zones as follows:

Zone I: The city of Saint-Hyacinthe, the towns of Acton Vale and Beloeil, the municipalities of McMasterville and Saint-Hilaire and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits.

Zone II: The electoral district of Verchères, with the exception of the territory comprised in zone I; the towns of Chambly, Fort-Chambly, Marieville and Saint-Bruno de Montarville, the municipalities of Saint-Pie, Richelieu, Saint-Césaire, Saint-Mathias, Saint-Ange-Gardien, Saint-Paul d'Abbotsford, Sainte-Angèle de Monnoir, Rougemont, Saint-Damase and Saint-Basile-le-Grand and the territory comprised in a radius of two (2) miles from their limits.

Zone III: The entire territorial jurisdiction with the exception of the territories comprised in zones I and II."

JACQUES PRÉMONT,
1879-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 94

Section « E »

Québec, 22 janvier 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la construction dans la région de Sorel, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications au décret numéro 602 du 9 juin 1954 et amendements;

ATTENDU QUE ladite requête à été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 novembre 1962;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 602, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe « *r* » de l'article I est remplacé par le suivant:

« *r*) Le terme « soudeur en construction » désigne tout salarié dont la compétence lui permet de se qualifier selon le Code W-47-1949 de la Canadian Standards Association. Il doit être capable d'ajuster sa machine et être familier avec tous les outils et appareils de son métier. ».

2° Le paragraphe « *w* » suivant est ajouté à l'article I:

« *w*) Le mot « gréeur » désigne toute personne dont le travail consiste à:

i. Monter et gréer des grues, des grues mobiles, des derricks munis de haubans ou non, des po-

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 94

Section "E"

Quebec, January 22, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry in the region of Sorel.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the region of Sorel, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 602 of June 9, 1954 and amendments;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 17, 1962;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 602, be amended as follows:

1. Paragraph "*r*" of article I is replaced by the following:

"*r*) The term (construction welder) means any employee who can qualify under the Code W-47-1949 of the Canadian Standards Association. He must be able to adjust his welding machine and have a thorough working knowledge of all welding tools and equipment.

2. The following paragraph "*w*" is added to article I:

"*w*) The word "rigger" means any person whose work comprises the following operations:

i. Assemble and reeve erecting cranes, travellers, guy and stiffleg derricks, poles and similar

teaux et des appareils semblables, déplacer en hauteur des derricks à haubans et déplacer des grues mobiles, le tout sous la direction d'un contremaître.

ii. Accrocher la charge, grimper, faire les raccords appropriés et signaler le mécanicien préposé au fonctionnement de l'appareil.

iii. Monter des échafaudages, assembler et boulonner des joints pour fins de rivetage et riveter.

iv. Exécuter les diverses besognes qui se rencontrent sur les chantiers de construction comme par exemple, faire des noeuds. »

3° L'item « Gréeur....$2.20....$2.25 » apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article III est remplacé par le suivant:

	Salaires horaires 1er mai 1963	
« Gréeur	$2.55	$2.60»

4° L'item suivant est ajouté au paragraphe « *a* » de l'article III, après l'item « Mécanicien (millwright) »:

	Salaires horaires 1er mai 1963	
« Mécanicien de machinerie lourde, en construction (réparation et entretien)	$2.40	$2.40»

5° L'item « Soudeur » apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article III est remplacé par le suivant:

	Salaires horaires 1er mai 1963	
« Soudeur: Qualifié selon le Code W-47-1949 de la Canadian Standards Association:		
Classe F	$2.20	$2.25
Classe V	2.55	2.60
Classe O	2.80	2.80»

6° L'item suivant est ajouté après l'item « Préposé aux grues à vapeur et à gasoline » apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article III:

	Salaires horaires 1er mai 1963	
« Préposé à tout appareil de levage vertical d'une capacité de 2,000 livres ou plus	$2.20	$2.25»

7° L'item « Vérificateur de matériaux » apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article I est remplacé par le suivant:

	Salaires horaires 1er mai 1963	
« Magasinier:		
Magasinier en charge	$2.15	$2.35
Aide magasinier	1.90	2.10
	Par semaine	
Concierge (44 heures par semaine)	$70.00	$75.00»

8° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe « *a*)1 » de l'article IV:

« Cependant, la semaine de travail est portée à 55 heures avec maximum quotidien de 10 heures de travail dans les travaux de construction de ponts, fabrication de routes et excavation, à l'exception toutefois de toute excavation se reliant à la construction d'édifices. »

JACQUES PRÉMONT,
1879-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

equipment, jump guy derricks and move travellers, all under the general direction of a foreman.

ii. Hook on, climb, connect and signal the hoisting engineer.

iii. Erect scaffolds, fit and bolt joints in proper fashion preparatory to rivetting, and perform rivetting operations.

iv. Carry out all the miscellaneous tasks which arise on erection jobs, such as tying knots.

3. The item "Rigger....$2.20....$2.25" mentioned in paragraph "*a*" of article III will be replaced by the following:

	Hourly rates May 1, 1963	
"Rigger	$2.55	$2.60"

4. The following item is added in paragraph "*a*" of article III, after the item "Millwright":

	Hourly rates May 1, 1963	
"Operator — Heavy construction machinery (repair and maintenance)	$2.40	$2.40"

5. The item "Welder" appearing in paragraph "*a*" of article III is replaced by the following:

	Hourly rates May 1, 1963	
"Welder: qualified under Code W-47-1949 of the Canadian Standards Association:		
Class F	$2.20	$2.25
Class V	2.55	2.60
Class O	2.80	2.80"

6. The following item will be added after the item "Steam and gasoline crane operator" mentioned in paragraphe "*a*" of article III:

	Hourly rates May 1, 1963	
"Hoisting machine operator (capacity of 2,000 lbs or more)	$2.20	$2.25"

7. The item "Material checker" appearing in in paragraph "*a*" of article I is replaced by the following:

	Hourly rates May 1 1963	
"Storeman:		
Chief storeman	$2.15	$2.35
Storeman's helper	1.90	2.10
	per week	
Janitor (44 hours per eeek)	$70.00	$75.00"

8. The following sub-paragraph is added to paragraph "*a*)1" of article IV:

"However, the work week is increased to 55 hours with daily maximum of 10 hours of work in bridge and road construction and excavation operations with the exception, however, of any excavation work in connection with building construction."

JACQUES PRÉMONT,
1879-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 107

Québec, le 22 janvier 1963.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la circulation lourde sur deux viaducs du Boulevard Taschereau.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des transports et communications:

QUE, sous l'autorité de l'article 40 du Code de la route (Statuts refondus, 1941, chapitre 142), le règlement suivant soit établi:

« Sur chacun des deux viaducs du Boulevard Taschereau, dans la cité de Jacques-Cartier, le poids maximum, y compris la charge de tout véhicule de commerce ou véhicule de livraison à deux ou trois essieux, est fixé à 40,000 livres sans aucune exception.

Le présent règlement s'applique aux bétonnières ou malaxeurs à ciment ainsi qu'aux véhicules extra lourds à trois essieux pour lesquels un permis spécial ou général est accordé. »

JACQUES PRÉMONT,
1903-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 107

Quebec, January 22, 1963.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING heavy traffic on two viaducts of the Taschereau Boulevard.

IT IS ORDAINED, upon the proposition of the Minister of Transportation and communications:

THAT, under the authority of section 40 of the highway Code (Revised Statutes, 1941, chapter 142), the following by-law be established:

"That on each of the two viaducts of the Taschereau Boulevard in the city of Jacques-Cartier, the maximum load, including therein the weight of any commercial vehicle or delivery vehicle with two or three axles, is fixed at 40,000 pounds with no exceptions whatsoever.

The present by-law applies to cement mixers as well as to extra heavy three-axle vehicles for which a special or general permit is granted."

JACQUES PRÉMONT,
1903 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 127

Québec, le 25 janvier 1963.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la circulation lourde sur le pont de Ste-Anne de la Pérade.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des transports et communications:

QUE, sous l'autorité de l'article 40 du Code de la route (Statuts refondus, 1941, chapitre 142), le règlement suivant soit établi:

« Sur le pont de Ste-Anne de la Pérade, route No 2, le poids maximum, y compris la charge de tout véhicule, est fixé à 6,000 livres sans aucune exception.

Le présent règlement s'applique également aux bétonnières ou malaxeurs à ciment ainsi qu'aux véhicules extra lourds pour lesquels un permis spécial ou général est accordé. »

JACQUES PRÉMONT,
1903-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 127

Quebec, January 25, 1963.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING heavy traffic on the Ste-Anne de la Pérade bridge.

IT IS ORDAINED, upon the proposition of the Minister of Transportation and communications:

THAT, under the authority of section 40 of the Highway Code (Revised Statutes, 1941, chapter 142), the following by-law be established:

"On the Ste-Anne de la Pérade bridge, highway No. 2, the maximum load, including the weight of any vehicle, is fixed at 6,000 pounds, without any exception whatsoever.

The present by-law also applies to cement mixers as well as to extra heavy vehicles for which a special or general permit is granted."

JACQUES PRÉMONT,
1903 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

Price Brothers & Company, Limited

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que « Price Brothers & Company, Limited », dont le siège social est situé à 65 rue Sre-Anne, Québec, Qué., se propose de demander l'autorisation pour la construction d'une centrale hydroélectrique, nommée La Centrale Hydro-Électrique Jim Gray, sur la rivière Shipshaw; les lots suivants seront affectés par la construction de cette nouvelle centrale:

a) Le bloc A de la rivière Shipshaw;

b) Le bloc B du cadastre officiel du canton Aulneau, comté de Chicoutimi;

c) Les blocs E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W et X du cadastre officiel du canton Falardeau, comté de Chicoutimi;

Miscellaneous notices

Price Brothers & Company, Limited

Public notice is hereby given, in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that "Price Brothers & Company, Limited", having its head office at 65 St. Anne St., Quebec, Que., intends to apply for authorization to construct a Hydro-Electric Power Development, named Jim Gray Hydro-Electric Power Development, on the Shipshaw River; the following lots will be affected as a result of the construction of this development:

a) Block A, River Shipshaw;

b) Block B of the official cadastre for township of Aulneau, county of Chicoutimi;

c) Blocks E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W and X of the official cadastre for township Falardeau, county of Chicoutimi;

d) Les Iles 18, 19, 20 et 21 du Lac Brochet, du cadastre officiel du canton Falardeau, comté de Chicoutimi;

e) Les lots 1A, 2A, 3A-1 et 4A-1, Rang VIII, du cadastre officiel du canton Bégin, comté de Chicoutimi;

f) Les lots 1A-1 1B, 1C, 2A, 3A, et 4A, rang IX, du cadastre officiel du canton Bégin, comté de Chicoutimi.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisie pour la construction de cet ouvrage et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministère des Richesses Naturelles, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Chicoutimi, à Chicoutimi, P.Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Québec, P.Q., le 7 janvier 1963.

Price Brothers & Company, Limited,
Par le Secrétaire adjoint,
MARCEL DUFOUR.
requérante.

1641-2-4-o

d) Islands 18, 19, 20 and 21 of Lake Brochet, of the official cadastre for township Falardeau;

e) Lots 1A, 2A, 3A-1 and 4A-1 of range VIII, of the official cadastre for township Bégin, county of Chicoutimi;

f) Lots 1A-1, 1B, 1C, 2A, 3A, and 4A of range IX of the official cadastre for township Bégin, county of Chicoutimi.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Natural Resources and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of Chicoutimi, at Chicoutimi, P.Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, P.Q., January 7, 1963.

Price Brothers & Company, Limited,
Per: MARCEL DUFOUR,
Assistant Secretary.
petitioner.

1641-2-4-o

Paroisse de Ste-Philomène

Avis est, par les présentes, donné que la municipalité de la « Paroisse de Ste-Philomène », comté de Châteauguay, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'obtention de lettres patentes dans le but d'ériger ce territoire en municipalité de ville:

a) Le nom de la municipalité de ville projetée sera celui de Ville de Ste-Philomène;

b) Les limites de la municipalité de ville seront les mêmes que les limites de la municipalité de paroisse; borné au nord, par la Rivière de Châteauguay, au sud, par la limite séparative de la municipalité de la paroisse de St-Isidore, à l'est, par la limite séparative de la paroisse de St-Urbain et de la paroisse de Ste-Martine, et à l'ouest, par la limite séparative de la ville de Châteauguay-Centre;

c) Le chiffre de la population, tel que constaté par le dernier recensement ordonné par le conseil, est de 2686 âmes;

d) La municipalité de la paroisse de Ste-Philomène sera érigée en ville sous l'empire de la Loi des Cités et Villes, S.R. 1925, chapitre 102.

Municipalité de la paroisse de Ste-Philomène, 24 janvier 1963.

Les Procureurs de la requérante,
POUPART et POUPART.

1938-5-2-o

Parish of Ste-Philomène

Notice is, by these presents, given that the municipality of the "Parish of Ste-Philomène", county of Châteauguay, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for the obtention of letters patent for the purpose of erecting this territory into a town municipality:

a) The name of the prospective town municipality shall be that of Town of Ste-Philomène;

b) The limits of the town municipality shall be the same as the limits of the parish municipality: bounded on the north, by the Châteauguay River, on the south, by the dividing limit of the parish of the municipality of St-Isidore, on the east, by the dividing limit of the parish of St-Urbain and of the parish of Ste-Martine, and on the west, by the dividing limit of the town of Châteauguay-Center;

c) The population as shown by the last census ordered by the Council, is 2686 souls;

d) The municipality of the parish of Ste-Philomène shall be erected into a town under the Cities and Towns Act R.S. 1925, chapter 102.

Municipality of the parish of Ste-Philomène, January 24, 1963.

POUPART and POUPART,
Attorneys for the petitioner.

1938-5-2

Chartes — Abandon de

The Abbey Co.

Avis est donné que la compagnie « The Abbey Co. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 23e jour de janvier 1963.

Le Secrétaire,
MAUREEN MCCORMACK.

1874

Charters — Surrender of

The Abbey Co.

Notice is hereby given that "The Abbey Co." a corporation constituted under Part I of the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 23rd day of January, 1963.

MAUREEN MCCORMACK,
Secretary.

1874-o

F. Dussault Inc.

Prenez avis que la compagnie « F. Dussault Inc. », demandera au Secrétaire de la Province, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 22 janvier 1963.

1875-o J. P. HARDY, *notaire.*

Slimathome Limited

Avis est par les présentes donné que "Slimathome Limited » se propose de présenter une requête au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, P.Q., le 24 janvier 1963.

Le Secrétaire,

1880-o MERVYN KENNEDY.

Harwil Realty Corp.

Avis est donné que la compagnie « Harwil Realty Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 28 janvier 1963.

Les Procureurs de la compagnie,
GREENBLATT, GINSBERG,

1927 GARDNER & GLAZER.

Pinegrove Construction Corp.

Avis est donné par les présentes que « Pinegrove Construction Corp. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 29 octobre 1959, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 29 janvier, 1963.

Pinegrove Construction Corp.,
Les Procureurs,

1928-o ADESSKY & KINGSTONE.

Clanbrock Realties Co.

Avis est donné que la compagnie « Clanbrock Realties Co. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 29e jour de mars 1962.

(Sceau) Clanbrock Realties Co.,
Par le Président,

1946 JOHN S. NEWMAN.

F. Dussault Inc.

Take note that the company "F. Dussault Inc.", will apply to the Secretary of the Province for leave to surrender its charter.

Montreal, the 22nd of January 1963.

1875-o J. P. HARDY, *notary.*

Slimathome Limited

Notice is hereby given that "Slimathome Limited" proposes to apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, P.Q., January 24, 1963.

MERVYN KENNEDY,

1880-o *Secretary.*

Harwil Realty Corp.

Notice is hereby given that "Harwil Realty Corp.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, January 28, 1963.

GREENBLATT, GINSBERG,
GARDNER & GLAZER,

1927-o *Attorneys for the Company.*

Pinegrove Construction Corp.

Notice is hereby given that "Pinegrove Construction Corp.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec dated October 29, 1959, will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, January 29, 1963.

Pinegrove Construction Corp.,
ADESSKY & KINGSTONE,

1928-o *Attorneys.*

Clanbrock Realties Co.

Notice is hereby given that "Clanbrock Realties Co.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 29th day of March, 1962.

(Seal) Clanbrock Realties Co.,
Per: JOHN S. NEWMAN,

1946-o *President.*

Divers
Compagnies

Club des Quilleurs du Québec (1962) Inc.

Règlement No 12

concernant la modification du nombre des directeurs

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Club des Quilleurs du Québec (1962) Inc. »

Miscellaneous
Companies

Club des Quilleurs du Québec (1962) Inc.

By-law No. 12

concerning the altering of the number of directors

"The number of directors of "Club des Quilleurs du Québec (1962) Inc." has been changed

est changé de trois qu'il était auparavant à celui de quatre et le règlement No 12 de la compagnie est modifié en conséquence. »

Copie certifiée du règlement No 12 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 11e jour de janvier 1963 à 6 heures p.m., et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 11e jour de janvier 1963 à 7 heures p.m., par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
ROBERT BOITEAU.

1876-o 14304-62

from three as it formerly was to four, and by-law No. 12 of the company has been altered accordingly."

Certified copy of by-law No. 12, duly adopted at a meeting of the directors held on the 11th day of January, 1963, at 6:00 o'clock p.m., and approved at a special general meeting of the company held on the 11th day of January, 1963 at 7:00 o'clock p.m., by the shareholders holding among themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

ROBERT BOITEAU,
Secretary.

1876 14304-62

St. Jude Automobiles Inc.

Règlement No 11

réduisant le nombre des directeurs de cinq à trois

« Un conseil d'administration de trois directeurs sera élu annuellement, et chaque directeur sera le détenteur d'au moins une action du capital-actions de la compagnie. »

Je, soussigné, secrétaire de « St. Jude Automobiles Inc. », certifie par les présentes que le règlement susdit a été décrété par les directeurs à une assemblée régulière tenue le 22e jour de novembre 1962, à 10 heures a.m., et a été confirmé et sanctionné par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue le 29 novembre 1962, à 8 heures p.m. et que tous les directeurs étaient présents à l'assemblée des directeurs et tous les actionnaires étaient présents à l'assemblée générale spéciale.

Montréal, Québec, 3 janvier 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
KARL HEINZ HALSIG.

1877 10640-60

St. Jude Automobiles Inc.

By-law No. 11

decreasing the number of directors from five to three

"A board of three (3) directors shall be elected annually, and each director shall be the owner of at least one share of the capital stock of the company."

I, the undersigned, secretary of "St. Jude Automobiles Inc.", hereby certify that the above by-law was enacted by the directors at a regular meeting held on November 22nd 1962 at 10:00 a.m., and was confirmed and sanctioned by the shareholders at a special general meeting held on November 29, 1962 at 8:00 p.m., and that all the directors were present at the directors' meeting and all the shareholders were present at the special general meeting.

Montreal, Que., January 3, 1963.

(Seal) KARL HEINZ HALSIG,
Secretary.

1877-o 10640-60

Association des Hommes d'Affaires de Roxboro Inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 18 janvier 1963, approuvé les règlements généraux de l'« Association des Hommes d'Affaires de Roxboro Inc. », et ce conformément aux dispositions de l'article 225A, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1881-o 13694-59

Association des Hommes d'Affaires de Roxboro Inc.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on January 18, 1963, approved the general by-laws of "Association des Hommes d'Affaires de Roxboro Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225A, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on January 24, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1881 13694-59

Association des Hommes d'Affaires de Roxboro Inc.

Extrait de l'article 17 des règlements généraux de la compagnie ci-haut mentionnée, tel qu'adopté par les membres le 8 janvier 1963, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à neuf:

« *Le Bureau de direction.*— 17. *Nombre.*— Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de direction composé de 9 membres. »

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
RÉGINALD ADAM.

1881-o 13694-59

Association des Hommes d'Affaires de Roxboro Inc.

Extract of section 17 of the general by-laws of the above-mentioned company, as adopted by the members on January 8, 1963, concerning the increasing of the number of directors from three to nine:

"*Board of directors* — 17. *Number.*— The affairs of the corporation will be managed by a board of directors composed of 9 members."

Certified true copy.

RÉGINALD ADAM,
Secretary.

1881 13694-59

Collège Saint-Denis Incorporé

Avis est donné que l'honorable secretaire de la province a, le 5 décembre 1962, approuvé les

Collège Saint-Denis Incorporé

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on December 5, 1962,

règlements généraux du « Collège Saint-Denis Incorporé », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1882-o 3584-50

approved the general by-laws of "Collège Saint-Denis Incorporé", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 7th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1882 3584-50

Lafortune & Gagné Limitée

Règlement No 1

tel qu'adopté par les actionnaires le 18 décembre 1962, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq.

« Il est proposé, secondé et unanimement résolu que l'article numéro 3 du règlement numéro 1 soit remplacé par le suivant:

Règlement No 1, article #3, bureau de direction

Le Bureau de Direction se composera de 5 directeurs élus chaque année dont 3 formeront quorum. Les autres directeurs pourront continuer d'agir nonobstant toute vacance dans le bureau de direction. »

Je, soussigné, Marcel Cinq-Mars, secrétaire de « Lafortune & Gagné Limitée », certifie que la résolution ci-haut est une vraie copie de la résolution originale apparaissant au livre des Minutes de la Compagnie, en date du 18 décembre 1962.

Le Secrétaire,
MARCEL CINQ-MARS.

1883-o 3617-48

Lafortune & Gagné Limitée

By-law No. 1

as adopted by the shareholders on December 18, 1962, concerning increase in the number of the directors from three to five.

"It is proposed, seconded and unanimously resolved that section number 3 of by-law number 1 be replaced by the following:

By-law No. 1, section #3, board of directors

The board of directors will be composed of 5 directors elected each year three of whom will form quorum. The other directors may continue to act notwithstanding any vacancy on the board of directors."

I, the undersigned, Marcel Cinq-Mars, secretary of "Lafortune & Gagné Limitée", certify that the above resolution is a true copy of the original resolution appearing in the minute book of the company, dated December 18, 1962.

MARCEL CINQ-MARS,
Secretary.

1883 3617-48

Montcalm Salmon Club

Avis est donné que les règlements généraux de « Montcalm Salmon Club », ont été approuvés par le secrétaire de la province le 20 janvier 1963, conformément aux dispositions de l'article 225*a*, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1884 10736-62

Montcalm Salmon Club

Notice is hereby given that the general by-laws of "Montcalm Salmon Club", were approved by the Provincial Secretary on January 20, 1963, pursuant to the provisions of section 225*a*, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

1884-o 10736-62

La Filature de l'Abitibi Inc.

Extrait du règlement No 11

« Le nombre des directeurs de la compagnie « La Filature de l'Abitibi Inc. », est changé de cinq (5) directeurs qu'il était auparavant à celui de sept (7). »

Je soussigné certifie que le règlement précité a été adopté par les directeurs de « La Filature de l'Abitibi Inc. », lors d'une assemblée tenue le 8 mars 1962, et dûment approuvé à l'unanimité par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée et tenue le 14 mars 1962.

Le Secrétaire,
J.-ALCIDE BOLDUC.

1897-o 1787-46

La Filature de l'Abitibi Inc.

Extract of by-law No. 11

"The number of directors of "La Filature de l'Abitibi Inc.", is changed from five (5) directors, existing previously, to that of seven (7)."

I, the undersigned, certify that the aforesaid by-law was adopted by the directors of "La Filature de l'Abitibi Inc.", during a meeting held on March 8, 1962, and duly approved unanimously by the shareholders present at a special general meeting called and held on March 14, 1962.

J.-ALCIDE BOLDUC,
Secretary.

1897 1787-46

Forage et Sondage National Inc.
National Boring and Sounding Inc.

Règlement No 52

« Il est décrété, à titre de règlement de « Forage et Sondage National Inc. — National Boring and Sounding Inc. », ce qui suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de quatre (4) à cinq (5);

Forage et Sondage National Inc.
National Boring and Sounding Inc.

By-law No. 52

"Be it and it is hereby enacted as by-law of "Forage et Sondage National Inc. — National Boring and Sounding Inc.", as follows:

1. The number of directors of the company is increased from four (4) to five (5);

2° Lorsque le présent règlement sera devenu valide, les directeurs en fonction à cette époque pourront nommer parmi les actionnaires qualifiés un autre directeur pour demeurer en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires ou jusqu'à l'élection de son successeur. »

Copie fidèle du règlement No 52 dûment adopté par les directeurs à une assemblée tenue le 27 décembre 1962 et approuvé par au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue le même jour.

Le Président,
(*Signé*) JEAN-PAUL LALONDE.

1898-o 827-37

2. When this present by-law is valid, the directors then in office may elect amongst the qualified shareholders another director to stay in office until the next annual general meeting of the shareholders or until the election of his successor."

Certified true copy of the by-law No. 52 duly adopted by the directors at a meeting held on December 27, 1962, and approved by at least two thirds in value of the shares represented at a special general meeting held for that purpose on the same day.

(*Signed*) JEAN-PAUL LALONDE,
President.

1898-o 827-37

Piuze Transport Inc.

Règlement No 21

pour augmenter le nombre des directeurs:

« Il est par les présentes ordonné et statué comme suit:

Le nombre des directeurs de la compagnie « Piuze Transport Inc. », est augmenté de cinq (5) à sept (7) et le quorum des assemblées du bureau de direction sera de quatre (4) membres. »

Copie certifiée du règlement No 21 dûment adopté à une assemblée des directeurs dûment tenue le 22 octobre 1962 et approuvé à l'unanimité par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale dûment tenue le 22 octobre 1962.

Le Secrétaire,
P. RHÉAUME.

1899-o 11559-55

Piuze Transport Inc.

By-law No. 21

to increase the number of directors:

"It is hereby ordained and stipulated as follows:

The number of directors of "Piuze Transport Inc.", is increased from five (5) to seven (7) and the quorum for the meetings of the board of directors will be four (4) members."

Certified copy of by-law No. 21 duly adopted at a meeting of directors duly called on October 22, 1962, and approved unanimously by the shareholders of the company at a general meeting duly called on October 22, 1962.

P. RHÉAUME,
Secretary.

1899 11559-55

L. G. Beaubien & Cie Limitée
L. G. Beaubien & Co. Limited

Règlment No 15

augmentant le nombre des administrateurs et fixant le quorum

« 1° Le nombre des administrateurs de la compagnie est par les présentes augmenté de douze à treize. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement pourvu par résolution des administrateurs, six administrateurs constituent quorum.

2° Le règlement No 1 de la compagnie est par les présentes modifié en remplaçant le paragraphe 1 de l'article III dudit règlement par le paragraphe suivant:

« 1. Le conseil d'administration de la compagnie se compose de treize administrateurs. Les administrateurs peuvent fixer, de temps en temps, par résolution, le quorum pour les assemblées du conseil d'administration, mais, jusqu'à ce qu'il en soit autrement pourvu, six administrateurs constituent quorum. »

Je, soussignée, secrétaire de « L. G. Beaubien & Cie Limitée — L. G. Beaubien & Co. Limited », ci-après dénommée « la compagnie », certifie par les présentes, sous le sceau de la compagnie, que le texte ci-dessus est une copie conforme du règlement No 15 de la compagnie, tel qu'adopté à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie, dûment convoquée et tenue en la cité de Montréal, province de Québec, le 17 janvier 1963, et, par la suite, approuvé à l'unanimité par les votes des actionnaires présents en personne ou par procuration à une assemblée générale spéciale des actionnaires ordinaires de la compagnie, convoquée à cette fin et tenue, à Montréal, le même jour, tous les actionnaires ordinaires de la compagnie ayant renoncé à un avis de convocation de l'assemblée.

L. G. Beaubien & Cie Limitée
L. G. Beaubien & Co. Limited

By-law No. 15

increasing number of directors and fixing quorum

"1. The number of the directors of the company is hereby increased from twelve to thirteen. Until otherwise fixed by resolution of the directors, six directors shall constitute a quorum.

2. By-law No. 1 of the company is hereby amended by replacing paragraph 1 of Article III of said by-law by the following paragraph:

"1. The board of directors of the company shall consist of thirteen directors. The directors may, from time to time, fix by resolution the quorum for meetings of the board of directors but until otherwise fixed six directors shall constitute a quorum."

I, the undersigned, secretary of "L. G. Beaubien & Cie Limitée — L. G. Beaubien & Co. Limited", hereinafter called "the company", do hereby certify, under the seal of the company, that the above text is a true copy of by-law No. 15 of the company, as adopted at a meeting of the board of directors of the company, duly convoked and held in the city of Montreal, province of Quebec, on January 17, 1963, and then was approved unanimously by the votes of the shareholders present in person or by proxy at a special general meeting of the common shareholders of the company, convoked for this purpose and held in Montreal on the same day, by the common shareholders of the company, having renounced a notice of convocation to the meeting.

Signé, à Montréal, Québec, ce 18e jour de janvier 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
RITA T. BROADHURST.

1908-o 5446-46

Signed at Montreal, Que., this 18th day of January, 1963.

(Seal) RITA T. BROADHURST,
Secretary.

1908 5446-46

L. G. Beaubien Cie
L. G. Beaubien Co.

Règlement No 15

augmentant le nombre des administrateurs et fixant le quorum

« 1° Le nombre des administrateurs de la compagnie est par les présentes augmenté de neuf à onze. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement pourvu par résolution des administrateurs, trois administrateurs constituent quorum.

2° Le règlement No 1 de la compagnie est par les présentes modifié en remplaçant le paragraphe 1 de l'article III dudit règlement par le paragraphe suivant:

« 1. Le conseil d'administration de la compagnie se compose de onze administrateurs. Les administrateurs peuvent fixer, de temps en temps, par résolution, le quorum pour les assemblées du conseil d'administration, mais, jusqu'à ce qu'il en soit autrement pourvu, trois administrateurs constituent quorum. »

Je, soussignée, secrétaire de « L. G. Beaubien & Cie — L. G. Beaubien & Co. », ci-après dénommée « la compagnie », certifie par les présentes, sous le sceau de la compagnie, que le texte ci-dessus est une copie conforme du règlement No 15 de la compagnie, tel qu'adopté à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie, dûment convoquée et tenue en la cité de Montréal, province de Québec, le 17 janvier 1963, et, par la suite, approuvé à l'unanimité par les votes des actionnaires présents en personne ou par procuration à une assemblée générale spéciale des actionnaires ordinaires de la compagnie, convoquée à cette fin et tenue, à Montréal, le même jour, tous les actionnaires ordinaires de la compagnie ayant renoncé à un avis de convocation de l'assemblée.

Signé, à Montréal, Québec, ce 18e jour de janvier 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
RITA T. BROADHURST.

1909-o 12606-57

L. G. Beaubien Cie
L. G. Beaubien Co.

By-law No. 15

increasing number of directors and fixing quorum

"1. The number of the directors of the company is hereby increased from nine to eleven. Until otherwise fixes by resolution of the directors, three directors shall constitute a quorum.

2. By-law No. 1 of the company is hereby amended by replacing paragraph 1 of Article III of said by-law by the following paragraph:

"1. The board of directors of the company shall consist of eleven directors. The directors may, from time to time, fix by resolution the quorum for meetings of the board of directors but until otherwise fixed trhee directors shall constitute a quorum."

I, the undersigned, secretary of "L. G. Beaubien & Cie — L. G. Beaubien & Co.", hereinafter called "the company", do hereby certify, under the seal of the company, that the above text is a true copy of by-law No. 15 of the company, as adopted at a meeting of the board of directors of the company, duly convoked and held in the city of Montreal, province of Quebec, on January 17, 1963, and then was unanimous approved by the votes of the common shareholders present in person or by proxy at a special general meeting of the common shareholders of the company, convoked for this purpose and held in Montreal on the same day, by the common shareholders of the company, having waived a notice of convocation to the meeting.

Signed at Montreal, Que., this 18th day of January, 1963.

(Seal) RITA T. BROADHURST,
Secretary.

1909 12606-57

Lorraine Construction Co. Ltd.

Règlement No 57

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme le règlement No 57 de la compagnie:

1. Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois (3) à quatre (4) de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de quatre (4) directeurs.

2. Le quorum aux assemblées des directeurs est par les présentes fixé à quatre (4) directeurs.

3. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui, sont par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Je, soussigné, secrétaire de « Lorraine Construction Co. Ltd. », certifie par les présentes que ce qui précède est le règlement No 57 décrété à une assemblée des directeurs de la compagnie tenue le 13 décembre 1962, et subséquemment ratifié à l'unanimité par les actionnaires de la

Lorraine Construction Co. Ltd.

By-law No. 57

"Be it enacted and it is hereby enacted as by-law No. 57 of the company:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to four (4), so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors.

2. The quorum for directors meetings is hereby fixed at four (4) directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

I, the undersigned, secretary of "Lorraine Construction Co. Ltd.", hereby certify the foregoing to be by-law No. 57 enacted at a meeting of directors of the company held on December 13, 1962, and subsequently unanimously ratified by the shareholders of the company at a special

compagnie à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue le 13 décembre 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
GEORGE SANDERS.

1929 11213-62

general meeting called for such purpose, and held on December 13, 1962.

(Seal) GEORGE SANDERS,
Secretary.

1929-o 11213-62

Sièges sociaux

Estimations de l'Est Inc.

Avis est donné que la compagnie « Estimations de l'Est Inc. », constituée en corporation par lettres patentes selon la loi des compagnies de Québec, en date du 20 novembre 1962, et ayant son bureau principal dans la ville de Victoriaville, district d'Arthabaska, a établi son bureau au numéro 117 Est, rue Notre-Dame, à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Victoriaville, ce dixième jour de décembre 1962.

Estimations de l'Est Inc.,
Le Président,
ARMAND SAINT-PIERRE.

1878-o

Hydro Dynamics Ltd.
Hydro Dynamique Ltée

Règlement No 27

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Hydro Dynamics Ltd.— Hydro Dynamique Ltée » que la situation du siège social de la compagnie soit changé de 51, Thurlow Road, Hampstead, province de Québec, à 885, Montée de Liesse, Ville St-Laurent, province de Québec. »

Certifié copie conforme d'un règlement décrété par les directeurs de « Hydro Dynamics Ltd.— Hydro Dynamique Ltée », le 19e jour ce novembre 1962, et approuvé par plus des deux-tiers en valeur des actions représentées à une assemblée générale spéciale des actionnaires de « Hydro Dynamics Ltd.— Hydro Dynamique Ltée », convoquée pour étudier ledit règlement et tenue le même jour.

Le Président,
F. D. WOLEVER.

1885 10648-60

The Pontiac Water Company

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « The Pontiac Water Company », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 12e jour de janvier 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province de Québec, a établi son bureau à l'adresse suivante: Chambre 930, Édifice de la Banque Royale du Canada, Place Ville Marie, Montréal, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 13e jour de janvier 1963.

Le Secrétaire,
JOE FELLER.

1886

Head Offices

Estimations de l'Est Inc.

Notice is given that the company "Estimations de l'Est Inc.", incorporated by letter patent according to the Quebec Companies Act, dated November 20, 1962, and having its head office in the town of Victoriaville, district of Arthabaska, has established its office at number 117 Notre-Dame East, at Victoriaville, in the district of Arthabaska.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Victoriaville, this tenth day of December, 1962.

Estimations de l'Est Inc.,
ARMAND SAINT-PIERRE,
President.

1878

Hydro Dynamics Ltd.
Hydro Dynamique Ltée

By-law No. 27

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Hydro Dynamics Ltd.— Hydro Dynamique Ltée", that the location of the head office of the company be changed from 51 Thurlow Road, Hampstead, Province of Quebec to 885 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Province of Quebec. »

Certified a true copy of a by-law enacted by the directors of "Hydro Dynamics Ltd.— Hydro Dynamique Ltée", on the 19th day of November, 1962, and approved by over two-thirds in value of the shares represented at a special general meeting of the shareholders of "Hydro Dynamics Ltd.— Hydro Dynamique Ltée", called for considering the said by-law and held on the same date.

F. D. WOLEVER,
President.

1885-o 10648-60

The Pontiac Water Company

Notice is hereby given that "The Pontiac Water Company", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 12th day of January, 1962, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province of Quebec, has established its office at the following address; suite 930, The Royal Bank of Canada Building, Place Ville Marie, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 13th day of January, 1963.

JOE FELLER,
Secretary.

1886-o

Smelter Power Corporation

Règlement No 6

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Smelter Power Corporation » que la situation du siège social de la compagnie soit changé de la cité de Chicoutimi à 244 ouest, rue St-Jacques, en la cité de Montréal. »

Certifié copie conforme eu règlement décrété par les directeurs de « Smelter Power Corporation », le 21e jour de novembre 1962, et approuvé par au moins les deux tiers en valeur des actions représentées à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie convoquée pour étudier ledit règlement te tenue le 22e jour de novembre 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
G.-L. GILKER.

1887 13054-55

Smelter Power Corporation

By-law No. 6

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Smelter Power Corporation", that the location of the head office of the Company be changed from the city of Chicoutimi to 244 St. James Street West in the city of Montreal."

Certified a true copy of a by-law enacted by the directors of "Smelter Power Corporation", on the 21st day of November 1962 and approved by at least two-thirds in value of the shares represented at a special general meeting of the shareholders of the company called for considering the said by-law and held on the 22nd day of November, 1962.

(Seal) G.-L. GILKER,
Secretary.

1887-o 13054-55

Boulangerie Montréal Inc.

Avis est donné que la compagnie « Boulangerie Montréal Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 août 1961 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 2609, rue Orléans, l'a transporté au numéro 2022, de la rue Chambly.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 27 décembre 1962.

Boulangerie Montréal Inc.,
Le Président,
1900-o GÉRARD RAYNAULT.

Boulangerie Montréal Inc.

Notice is hereby given that "Boulangerie Montréal Inc.", incorporated by letters patent dated August 25, 1961, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated until today at number 2609, Orleans St., has moved it to number 2022, Chambly St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Given at Montréal, on December 27, 1962.

Boulangerie Montréal Inc.,
GÉRARD RAYNAULT.
1900 *President.*

Richard Beaulieu Ltée

Avis est donné que la compagnie « Richard Beaulieu Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du trentième jour de novembre mil neuf cent soixante-deux et ayant son siège social en la cité d'Arvida, a établi son bureau principal à 271, rue Rivière Deschêne, à Arvida.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Donné à Chicoutimi, ce onzième jour de janvier 1963.

Le Notaire,
1901-o ROBERT WELLS.

Richard Beaulieu Ltée

Notice is hereby given that "Richard Beaulieu Ltée", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of November nineteenth hundred and sixty-two, and having its head office in the city of Arvida, has established its head office at 271, Rivière Deschênes St., in Arvida.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Chicoutimi, this eleventh day of January 1963.

ROBERT WELLS,
1901 *Notary.*

Club de Yacht de Chicoutimi
Chicoutimi Yacht Club

Avis est donné que la corporation « Club de Yacht de Chicoutimi — Chicoutimi Yacht Club », constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-neuf juin 1962 et ayant son siège social en la cité de Chicoutimi, a établi son bureau principal à Chicoutimi, boulevard Lamarche.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré comme étant le bureau principal de la corporation.

Donné à Chicoutimi, ce quinzième jour de janvier 1963.

Le Notaire,
1902-o ROBERT WELLS.

Club de Yacht de Chicoutimi
Chicoutimi Yacht Club

Notice is hereby given that "Club de Yacht de Chicoutimi — Chicoutimi Yacht Club", incorporated by letters patent dated June nineteenth, 1962, and having its head office in the city of Chicoutimi, has established its head office at Chicoutimi, Lamarche Boulevard.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Chicoutimi, this fifteenth day of January 1963.

ROBERT WELLS,
1902 *Notary.*

Lévesque Drive Yourself Inc

Avis est donné que la compagnie « Lévesque Drive Yourself Inc », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 décembre

Lévesque Drive Yourself Inc

Notice is hereby given that "Lévesque Drive Yourself Inc", incorporated by letters patent dated December 27, 1962, and having its head

1962, et ayant son bureau principal dans la ville de Québec, a établi son bureau au numéro 1026 de la rue St-Jean.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 28e jour de décembre 1962.

Le Président,
1906-o LUCIEN LÉVESQUE.

office in the city of Quebec, has established its office at number 1026 St. John St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 28th day of December 1962.

LUCIEN LÉVESQUE,
1906 *President.*

Package Assembly Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Package Assembly Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 21 janvier 1963, a établi son siège social à 3715, rue St-Antoine, Montréal, Québec.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 25e jour de janvier 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
1907 JOSEPH DAVID TRUDEAU.

Package Assembly Ltd.

Notice is hereby given that "Package Assembly Ltd.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, on January 21, 1963, has established its head office at 3715 St. Antoine Street, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 25th day of January, 1963.

JOSEPH DAVID TRUDEAU,
1907-o *Secretary-Treasurer.*

Boudrias Frères (1962) Ltée

Avis est donné que la compagnie « Boudrias Frères (1962) Ltée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes octroyées le 28 décembre 1962, et ayant son bureau principal dans la cité de Lachine, district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 2275, 52e avenue, cité de Lachine, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 2e jour de janvier 1963.

Le Président,
1930-o PIERRE LEGRAND.

Boudrias Frères (1962) Ltée

Notice is hereby given that "Boudrias Frères (1962) Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued on the December 28, 1962, and having its head office in the city of Lachine, district of Montreal, province of Quebec, has established its office at 2275, 52nd Avenue, city of Lachine, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 2nd day of January 1963.

PIERRE LEGRAND,
1930 *President.*

J. D. Lessard & Fils Inc.

Avis est donné que la compagnie « J. D. Lessard & Fils Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 27e jour de décembre 1962, et ayant son bureau principal dans la cité de Jonquière, a établi son bureau au numéro 550 rue St. Hubert, Jonquière.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Jonquière, ce 3e jour de janvier 1963.

Le Président,
1931-o J.-DONAT LESSARD.

J. D. Lessard & Fils Inc.

Notice is hereby given that "J. D. Lessard & Fils Inc.", incorporated in the province of Quebec by letters patent dated the 27th day of December 1962, and having its head office in the city of Jonquière, has established its office at number 550 St. Hubert St., Jonquière.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Jonquière, this 3rd day of January 1963.

J.-DONAT LESSARD,
1931 *President.*

Ministère des Affaires municipales

Ville de Bourlamaque

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 118 du 22 janvire 1963 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 94 du conseil municipal de la ville de Bourlamaque et de décréter

Department of Municipal Affairs

Town of Bourlamaque

Notice is by these presents given that, by order in council No. 118 of January 22, 1963, and in accordance with the provisions of section 43, of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 94 of the municipal council of the town of Bourlamaque

que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire non organisé mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est annexé à la municipalité de la ville de Bourlamaque.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire situé dans le canton de Bourlamaque, comté d'Abitibi, comprenant en référence au cadastre officiel dudit canton, une partie du bloc 35, laquelle partie peut être plus explicitement décrite comme suit:

Partant du point d'intersection de la ligne sud-ouest du bloc 35 avec le côté sud-ouest de la route nationale No 59; de là, successivement, les lignes et démarcation suivantes: ledit côté sud-ouest de la route nationale en allant vers le sud-est sur une distance de cent soixante-dix-sept pieds et quarante-cinq centièmes (177.45′); une ligne droite traversant le bloc 35, sur une distance de quarante-neuf pieds et neuf dixièmes (49.9′) jusqu'à un point situé sur la ligne sud-ouest dudit bloc 35 à une distance de cent soixante-six pieds et cinquante-six centièmes (166.56′) du point de départ et mesurée le long de ladite ligne; ladite ligne nord-ouest dudit bloc 35 sur ladite distance, jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
1905-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Cité de Beauport

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), le conseil municipal de la ville de Beauport, dans le comté de Québec, Nous a présenté, conformément à une résolution adoptée à sa session du 12 décembre 1961, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité de la ville de Beauport, tel que décrit dans la description officielle du ministère des terres et forêts, en date du 8 novembre 1962, soit érigé en une municipalité de cité, sous le nom de « La Cité de Beauport »; que le territoire de cette municipalité de cité soit divisé en trois quartiers, chaque quartier étant représenté par deux échevins;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes, le lieutenant-gouverneur peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité de ville en municipalité de cité, s'il contient une population d'au moins six mille âmes;

ATTENDU QUE la population de la municipalité de la ville de Beauport excède six mille âmes;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal de la ville de Beauport;

À CES CAUSES, Sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2107, en date du 12 décembre 1962, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

and to enact that from and after the date of the publication of the present notice, the nonorganized territory mentioned in the said by-law and below described is annexed to the municipality of the town of Bourlamaque.

This territory is the following:

A territory situated in the township of Bourlamaque, county of Abitibi, including with reference to the official cadaster of the township, a part of block, 35 which part may be more explicitly described as follows:

Starting from the point of intersection from the southwest line of block 35 with the southwest side of the national highway No. 59; thence, successively the following lines and demarcations: the said southwest side of the national highway, going towards the southeast for a distance of one hundred and seventy-seven feet and forty-five one-hundreths (177.45′); a straight line crossing block 35, along a distance of forty-nine feet and nine/tenths (49.9′) up to a point situated on the southwest line of the said block 35 for a distance of one hundred and sixty-six feet and fifty-six one-hundredths (166.56′) from the starting point and measured along the said line; the said northwest line of the said block 35 on the said distance, to the starting point.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
1905 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

City of Beauport

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS, under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), the municipal council of the town of Beauport, in the county of Quebec, has presented to us, pursuant to a resolution adopted at its meeting on December 12, 1961, a request asking that the territory of the said town municipality of Beauport, as described in the official description in the Department of Lands and Forests, dated November 8, 1962, be erected into a city municipality, under the name of "City of Beauport"; that the territory of this city municipality be divided into three wards, each ward being represented by two aldermen;

WHEREAS under the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor may erect, by letters patent, the territory of a town municipality into a city municipality if it has a population of at least six thousand;

WHEREAS the population of the municipality of the town of Beauport exceeds six thousand;

WHEREAS it is deemed expedient to accede to this request made by the municipal council of the town of Beauport;

THEREFORE, Know Ye that, with the consent and upon the advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2107, dated December 12, 1962, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordained and do hereby decree and ordain:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité de la ville de Beauport, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Beauport, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, fleuve, cours d'eau ou parties d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du point d'intersection de la ligne sud du lot 58 (ligne de basse marée) avec le prolongement de la ligne est du lot 329; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: ledit prolongement et ladite ligne est du lot 329 jusqu'à sa rencontre avec le sommet de la falaise; ledit sommet de la falaise en allant vers l'est jusqu'à la ligne est du lot 354; ladite ligne est du lot 354 jusqu'au côté sud de l'Avenue Marcoux; ledit côté sud de l'Avenue Marcoux en allant vers l'ouest sur une distance de (16.5') seize pieds et cinq dixièmes; une ligne droite traversant l'Avenue Marcoux, le lot 354, l'avenue du Collège et se prolongeant dans la ligne est du lot 1534 jusqu'au côté sud du Boulevard des Chutes; ledit côté sud du boulevard des Chutes en allant vers le sud-ouest jusqu'à sa rencontre avec le prolongement à travers ledit Boulevard de la ligne séparative des lots 354 et 357; ledit prolongement et ladite ligne séparative; la ligne séparant le lot 354 des lots 356 et 358-A; une ligne brisée séparant les lots 358-A et 355; la ligne séparative des lots 355 et 358 jusqu'à un point situé à 1035' pieds du côté nord de l'Avenue Royale; une ligne droite allant vers le sud-oust et traversant le lot 358 jusqu'à un point sur la ligne séparative des lots 358 et 359 situé à 960' pieds dudit côté nord de l'Avenue Royale et mesurée le long de ladite ligne séparative; la ligne séparative des lots 358 et 359 jusqu'au côté sud du droit de voie d'un chemin de fer (numéro cadastral 1509); ledit côté sud dudit droit de voie jusqu'à la ligne séparative des lots 359 et 362; ladite ligne séparative des lots 359 et 362 en allant vers le sud jusqu'à un point situé à une distance de 1685' pieds du côté nord de l'Avenue Royale et mesurée le long de ladite ligne séparative; une ligne traversant les lots 362, 364, 367, 374, 379, 382, 383, 384, 385, 387, 391, 394, 443, 448, 468, 473, 475, 483, 491, 495, 500, 503, 523, 538, 540 dans une direction perpendiculaire aux lignes latérales desdits lots (la présente ligne se confondant avec la ligne nord du lot 1542 pour les lots 443, 448 et 468 déjà mentionnés); la ligne séparative des lots 540 et 554 en allant vers le sud et son prolongement jusqu'au côté sud-ouest de l'Avenue Seigneuriale; ledit côté sud-ouest de l'Avenue Seigneuriale en allant vers le nord-ouest jusqu'au prolongement d'une ligne parallèle à la ligne sud du lot 748 située à 80' pieds au sud de cette dernière; ledit prolongement et ladite ligne parallèle en allant vers l'ouest jusqu'à un point situé à 572' pieds à l'ouest de la ligne est du lot 592; une ligne parallèle à la ligne est du lot 592 en allant vers le sud jusqu'à un point à une distance perpendiculaire de 672' pieds au nord de l'Avenue des Cascades; une ligne brisée se maintenant parallèlement au côté Nord de l'Avenue des Cascades sur la distance de 672' pieds et traversant les lots 592 (½ ouest), 593, 594, 595, 601, 604, 605, 606 pour se prolonger à travers les lots 608 et 609 jusqu'au côté est de la Rivière Beauport; ledit côté est de la Rivière Beauport en descendant son cours jusqu'à la ligne sud (ligne de basse marée) du lot 58, et enfin, ladite ligne sud du lot 58 en allant vers le nord-est jusqu'au point de départ; lequel territoire soit érigé en une municipalité de cité sous le nom de « La Cité de Beauport »;

THAT the following territory, to wit:

The present territory of the municipality of the town of Beauport, including, with reference to the official cadaster of the parish of Beauport, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railroad rights-of-way, the river, water courses or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit:

Starting at the point of intersection of the south line of lot 58 (low tide line) with the extension of the east line of lot 329; thence, successively, the following lines and demarcations: the said extension and the said east line of lot 329 as far as its juncture with the summit of the cliff; the said summit of the cliff going towards the east as far as the east line of lot 354; the said east line of lot 354 as far as the south side of Marcoux Ave; the said south side of Marcoux Ave, going towards the west to a distance of (16.5') sixteen and five-tenths feet; a straight line crossing Marcoux Ave, lot 354, du Collège Ave, and its extension on the east line of lot 1534 as far as the south side of des Chutes Blvd.; the said south side of des Chutes Blvd. boing towards the southwest as far as its juncture with the extension across said Blvd., of the line separating lots 354 and 357; the said extension and the said separating line; the line separating lot 354 from lots 356 and 358-A; a broken line separating lots 358-A and 355; the line separating lots 355 and 358 as far as a point situated at a distance of 1035' feet from the north side of Royale Ave.; a straight line going towards the southwest and crossing lot 358 as far as a point on the line separating lots 358 and 359 situated at a distance of 960' feet from the said north side of Royale Ave. and measured along the said separating line; the line separating lots 358 and 359 as far as the south side of a railway right-of-way (cadastral number 1509); the said south side of the said right-of-way as far as the line separating lots 359 and 362; the said line separating lots 359 and 362 going towards the south as far as a point situated at a distance of 1685' feet from the north side of Royale Ave. and measured along the said separating line; a line crossing lots 362, 364, 367, 374, 379, 382, 383, 384, 385, 387, 391, 394, 443, 448, 468, 473, 475, 483, 491, 495, 500, 503, 523, 538, 540 in a direction perpendicular to the lateral lines of said lots (the present line merging into the north line of lot 1542 for lots 443, 448, and 468 already mentioned); the line separating lots 540 and 554 going towards the south and its extension as far as the southwest side of Seigneuriale Ave; the said southwest side of Seigneuriale Ave. going towards the northwest as far as the extension of a line parallel to the south line of lot 748 situated at a distance of 80' feet to the south of the latter; the said extension and the said parallel line going towards the west as far as a point situated at a distance of 572' feet to the west of the east line of lot 592; a line parallel to the east line of lot 592 going towards the south as far as a pount at a perpendicular distance of 672' feet to the north of des Cascades Ave.; a broken line remaining parallel to the north side of des Cascades Ave. at a distance of 672' feet and crossing lots 592 (west ½), 593, 594, 595, 601, 604, 605 and 606 to be extended across lots 608 and 609 as far as the east side of the Beauport River; the said east side of the Beauport River flowing down its course as far as the south line (low tide line) of lot 58, and, finally, the said south line of lot 58 going towards the northeast as bar as the starting point; which territory will be erected into a city municipality under the name of "City of Beauport";

QUE cette municipalité de cité soit divisée en trois quartiers, chaque quartier étant représenté par deux échevins et que, par conséquent, le conseil de ladite municipalité soit composé d'un maire et de six échevins;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de la cité de Beauport soit le lieu connu comme étant l'Hôtel de Ville à Beauport.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'émission des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233.)

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
1905-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

THAT this city municipality be divided into three wards, each ward being represented by two aldermen and that, consequently, the council of said municipality be composed of a mayor and six aldermen;

THAT the place where the first general session of the council of the city of Beauport will be held be the place known as being the Town Hall in Beauport.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fourth day of January, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-three and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice of the issuing of the above letters patent is given pursuant to the provisions of section 15, of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, chapter 233).

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
1905 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ville de Laval-Ouest

Erratum

Dans l'avis de lettres patentes concernant la municipalité ci-haut mentionnée, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 3 mars 1962, à la page 1330, veuillez apporter les corrections suivantes: « l'article 2 du chapitre 105 de la Loi II George VI et l'article 5 du chapitre 105 de la Loi II George VI doivent se lire: l'article 2 du chapitre 105 de la Loi 11 George VI et l'article 5 du chapitre 105 de la Loi 11 George VI ».

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
1905 JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Town of Laval-West

Erratum

In the notice of letters patent concerning the above-mentioned municipality, published in the *Quebec Official Gazette* on March 3, 1962, on page 1330, please note the following corrections: « section 2 of chapter 105 of Act II George VI and section 5 of chapter 105 of Act II George VI should read: section 2 of chapter 105 of Act 11 George VI and section 5 of chapter 105 of Act 11 George VI".

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
1905 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère des Finances
Assurances

Compagnie Canadienne d'assurance sur la vie l'Impériale
The Imperial Life Assurance Company of Canada

Avis est par les présentes donné que « The Imperial Life Assurance Company of Canada », et en français, « Compagnie Canadienne d'assurance sur la vie l'Impériale », constituée en corporation par une loi du Parlement du Canada, 59 Victoria, chapitre 50, et enregistrée dans la province sous le numéro 2, a changé son nom français en celui de « L'Impériale, Compagnie d'Assurance-Vie », tel qu'il est prévu à l'article 1 du Bill S-16 du Parlement du Canada, sanctionnée le 20e jour de décembre 1962.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 21e jour de janvier 1963.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
1894-o GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

Department of Finance
Insurance

The Imperial Life Assurance Company of Canada
Compagnie Canadienne d'assurance sur la vie l'Impériale

Notice is hereby given that "The Imperial Life Assurance Company of Canada", and in French, "Compagnie Canadienne d'assurance sur la vie l'Impériale" incorporated by the Act of the Parliament of Canada, 59 Victoria, chapter 50, and registered in the province under number 2, has changed its French name to "L'Impériale, Compagnie d'Assurance-Vie", pursuant to the provisions of section 1 of Bill S-16 of the Parliament of Canada, assented to on the 20th day of December, 1962.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 21st day of January, 1963.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
1894-o *Superintendent of Insurance.*

**La Nord Américaine,
Compagnie d'Assurances Générales
The North American
General Insurance Company**

Avis est par les présentes donné que « The North American General Insurance Company », constituée en corporation par la Loi 7-8 Georges V, chapter 65 — et ses amendements — des Statuts du Canada et enregistrée dans la Province sous le numéro 136, peut faire affaires soit sous le nom de « The North American General Insurance Company » ou sous le nom de « La Nord Américaine, Compagnie d'Assruances Générales », tel qu'il est prévu à l'article I de la Loi 11 Elizabeth II, chapitre 5, sanctionnée le 29e jours de novembre 1962.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 18e jour de janvier 1963.

*Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,*
1895-o GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

**The North American
General Insurance Company
La Nord Américaine,
Compagnie d'Assurances Générales**

Notice is hereby given that "The North American General Insurance Company", incorporated by Act 7-8 George V, chapter 65 — and its amendments — of the Statutes of Canada, and registered in the province under number 136, may use in the transaction of its business either the name of "The North American General Insurance Company" or the name of "La Nord Américaine, Compagnie d'Assurances Générales" pursuant to the provisions of section I of the Act 11 Elizabeth II, chapter 5, assented to on the 29th day of November 1962.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 18th day of January, 1963.

*For the Minister of Finance
of the Province,*
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
1895-o *Superintendent of Insurance.*

**American Union Insurance
Company of New York**

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que « American Union Insurance Company of New York », dont le siège social est situé à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec respectivement auprès de « The Scotish Union and National Insurance Company » (succursale canadienne) de Edimbourg, Écosse, et de « Washington General Insurance Corporation » de New York, États-Unis d'Amérique, en vertu de deux traités de réassurance intervenus entre ces trois compagnies et qui ont pris effet à compter du 31 décembre 1962;

Attendu que « The Scottish Union and National Insurance Company » et « Washington General Insurance Corporation » sont dûment autorisées à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « American Union Insurance Company of New York » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « American Union Insurance Company of New York » sont annulés à compter du 21e jour de janvier 1963.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 21e jour de janvier 1963.

*Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,*
1896-5-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

**American Union Insurance
Company of New York**

Notice of Cancellation of License and registration

Whereas "American Union Insurance Company of New Yord" whose head office is situate in New York, State of New York, United States of America, has reinsured all its business in the Province of Quebec respectively with "The Scottish Union and National Insurance Company" (Canadian Branch) of Edinburgh, Scotland, and "Washington General Insurance Corporation" of New York, United States of America, according to two treaties of reinsurance entered into by these three companies nad having taken effect as of the 31st of December 1962;

Whereas "The Scottish Union and National Insurance Company" and "Washington General Insurance Corporation" are duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "American Union Insurance Company of New York" has complied with the provisions of section 103, of the Quebec Insurance Act;

Conxequently, notice is hereby given that the license and certificate of registry of "American Union Insurance Company of New York" are cancelled as from the 21st day of January 1963.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 21st day of January 1963.

*For the Minister of Finance
of the Province,*
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
1896-5-2-o *Superintendent of Insurance.*

Département de l'Instruction publique

Canton de Courcelles

Demande est faite d'annexer le territoire du canton Courcelles, comté de Berthier, territoire non organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de St-Zénon, dans le comté de Berthier.

Department of Education

Township of Courcelles

Application is made to annex the territory of the township of Courcelles, county of Berthier, a territory not organized as school is concerned, to the school municipality of St-Zénon, in the county of Berthier.

Québec, le 22 janvier 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

1854-4-2-o 268-62

Ély-Sud (Prot.)

Avis est par la présente donné, que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B de la loi de l'Instruction publique, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuel de la municipalité scolaire d'Ély-Sud, dans le comté de Shefford, à la municipalité scolaire protestante de la ville de Richmond, dans le comté de Richmond.

Québec, le 22 janvier 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

1855-4-2-o 1259-62

Canton de Tracy

Demande est faite d'annexer le territoire du canton de Tracy, comté de Joliette, territoire non organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de Ste-Émélie-de-l'Énergie, dans le comté de Joliette.

Québec, le 22 janvier 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

1856-4-2-o 268-62

Ville de Chambly

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de la ville de Chambly, dans le comté de Chambly, soit changé en celui de « Chambly », dans le même comté.

Québec, le 25 janvier 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

1936-5-2-o 1105-53

Notre-Dame-des-Anges-de-Stanbridge

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Anges-de-Stanbridge, dans le comté de Missisquoi, en celui de « Notre-Dame-de-Stanbridge », dans le même comté.

Québec, le 25 janvier 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

1937-5-2-o 37-63

Quebec, January 22, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

1854-4-2 268-62

Ély-South (Prot.)

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, according to the provisions of section 71-B of the Education Act, the annexation, for the protestant taxpayers only, of the present territory of the school municipality of Ely-South, in the county of Shefford, to the protestant school municipality of the town of Richmond, in the coutnty of Richmond.

Quebec, January 22, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

1855-4-2 1259-62

Township of Tracy

Application is made to annex the territory of the township of Tracy, county of Joliette, a territory not organized as school is concerned, to the school municipality of Ste-Émilie-de-l'Énergie, in the county of Joliette.

Quebec, January 22, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

1856-4-2 268-62

Town of Chambly

Application is made to change the name of the school municipality of the town of Chambly, in the county of Chambly, to "Chambly", in the same county.

Quebec, January 25, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

1936-5-2 1105-53

Notre-Dame-des-Anges-de-Stanbridge

Application is made to change the name of the school municipality of Notre-Dame-des-Anges-de-Stanbridge, in the county of Missisquoi, to "Notre-Dame-de-Stanbridge", in the same county.

Quebec, January 25, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

1937-5-2 37-63

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Joly

Cadastre officiel du canton de Joly, municipalité du canton de Joly, division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que les lots 28-4 à 28-20 rang « C » sont annulés et les lots 28-26 à 28-42 rang « C » sont ajoutés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 16 janvier 1963.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

1873-o

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Joly

Official cadastre of the township of Joly, municipality of the township of Joly, registration division of Labelle.

Notice is hereby given that lots 28-4 to 28-20 range "C" are cancelled and lots 28-26 to 28-42 range "C" are added in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, January 16, 1963.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

1873-o

Paroisse de Laprairie de la Magdeleine

Cadastre officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine, municipalité de la ville de Brossard, division d'enregistrement de Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 141-58 à 141-60, 142-51 à 142-57, 142-69 à 142-73, 143-1, 143-8, 143-10, 143-11, 143-21, 143-36 à 143-41 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 21 janvier 1963.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

1873-o

Parish of Laprairie de la Magdeleine

Official cadastre of the parish of Laprairie de la Magdeleine, municipality of the town of Brossard, registration division of Laprairie.

Notice is hereby given that lots 141-58 to 141-60, 142-51 to 142-57, 142-69 to 142-73, 143-1, 143-8, 143-10, 143-11, 143-21, 143-36 to 143-41 are cancelled in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, January 21, 1963.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

1873-o

Quartier Saint-Laurent

Cadastre officiel du quartier Saint-Laurent, municipalité de la cité de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 69-1 (ruelle) et une partie des lots 68 et 69 sont annulés et les lots 838 et 839 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 7 janvier 1963.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

1873-o

Saint-Laurent Ward

Official cadastre of Saint-Laurent ward, municipality of the city of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 69-1 (lane) and a part of lots 68 and 69 are cancelled and lots 838 and 839 are added in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, January 7, 1963.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

1873-o

Paroisse de Saint-Lin

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Lin, municipalité de la ville des Laurentides, division d'enregistrement de L'Assomption

Avis est par la présente donné que les lots 2041, 2042 et 2043 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 14 janvier 1963.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

1873-o

Parish of Saint-Lin

Official cadastre of the parish of Saint-Lin, municipality of the town des Laurentides, registration division of L'Assomption

Notice is hereby given that lots 2041, 2042 and 2043 are added in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, January 14, 1963.

J. ÉDOUARD GUAY.
Deputy Minister.

1873-o

Paroisse de St-Michel de Vaudreuil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, municipalité de la ville de Dorion, division d'enregistrement de Vaudreuil

Avis est par la présente donné que les lots 1598-6 à 1598-9, 1598-22 à 1598-47 et une partie du lot 1598-10 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 16 janvier 1963.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

1873-o

Parish of St-Michel de Vaudreuil

Official cadastre of the parish of St-Michel de Vaudreuil, municipality of the town of Dorion, registration division of Vaudreuil

Notice is hereby given that lots 1598-6 to 1598-9, 1598-22 to 1598-47 and a part of lot 1598-10 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 16, 1963.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

1873-o

Ministère du Travail

Avis de modification

Navigation côtière et intérieure — Port de Montréal

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux manutenteurs de fret, navigation intérieure et côtière, du Hâvre de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 686 du 18 mars 1943 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivant audit décret:

Department of Labour

Notice of amendment

- Inland and Coastal Navigation — Port of Montreal

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the freight handlers — inland and coastal navigation — in the Harbour of Montreal, rendered obligatory by the decree number 686 of March 18, 1943 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree:

Les paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article IV seront remplacés par les suivants:

« *a*) Tout travail exécuté entre 7 a.m. et 7 p.m. doit être rémunéré au taux horaire de $1.95.

b) Tout travail exécuté entre 7 p.m. et 7 a.m. doit être rémunéré au taux horaire de $2.25 ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, le 2 février 1963. 1879-o

Paragraphs "*a*" and "*b*" of article IV will be replaced by the following:

"*a*) All time worked between 7:00 a.m. and 7:00 p.m. shall be remunerated at the hourly rate of $1.95.

b) All time worked between 7:00 p.m. and 7:00 a.m. shall be remunerated at the hourly rate of $2.25."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notices in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 2, 1963. 1879-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 184, du 8 février 1950 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 95 du 22 janvier 1963, section « D », le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 18 février 1963 au 18 février 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 184 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 184 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $67.50 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 184 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel du Comité paritaire le ou

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and District, formed under decree number 184 of February 8, 1950 and amendments, has been authorized by by-law approved by Order in Council number 95 of January 22, 1963, Section "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the following method and rate:

1. *Levy*

The period of levy extends from February 18, 1963 to February 18, 1964 and, applies as hereinafter mentioned:

a) Professional employers governed by the said decree, number 184 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of their pay-roll for their employees governed by the decree.

b) Artisans governed by the said decree, number 184 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of the lowest wage rate set in the decree for journeymen, i.e. $67.50 per week.

c) Employees governed by the said decree, number 184 and amendments, shall pay to the Parity Committe a sum equivalent to 1/5 of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all the particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or

avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Montréal et du district pour la période comprise entre le 18 février 1963 et le 18 février 1964.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 18 février 1963 et le 18 février 1964.

Recettes:	
Cotisations (1/5 de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 76,039.29
Artisans	5,273.04
Salariés	76,039.29
Honoraires d'examens	2,632.00
Dommages-intérêts liquidés	3,973.60
Intérêts sur obligations	3,533.03
Loyer perçu: sous-location de bureau	3,600.00
Pénalités et divers	1,690.25
	$172,780.50
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$ 8,500.00
Employés de bureau	28,493.00
Inspecteurs	47,858.00
Femme de ménage	1,982.20
Frais de déplacements:	
Inspecteurs	5,045.21
Loyer de bureau	12,600.00
Frais légaux	5,000.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	7,200.26
Électricité	586.89
Ameublement et accessoires de bureau	937.15
Vérification des livres	700.00
Assurances et frais de cautionnement	383.24
Jetons de présence et frais de déplacement du président et des membres	12,500.00
Taxes d'affaires et autres	500.26
Statistiques	1,595.11
Propagande et publicité éducative	9,728.72
Bureau d'examinateurs et Tests psychologiques	7,870.08

before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five (5) days' notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and district for the period between February 18, 1963, and February 18, 1964.

THE JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF MONTREAL AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 18, 1963 and February 18, 1964.

Receipts:	
Assessments (1/5 of 1%):	
Professional employers	$ 76,039.29
Artisans	5,273.04
Employees	76,039.29
Examination fees	2,632.00
Liquidated damages	3,973.60
Interests on bonds	3,533.03
Rent collected: sub-letting of office space	3,600.00
Penalties and sundries	1,690.25
	$172,780.50
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$ 8,500.00
Office Employees	28,493.00
Inspectors	47,858.00
Charwoman	1,982.20
Travelling expenses:	
Inspectors	5,045.21
Office rent	12,600.00
Legal fees	5,000.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	7,200.26
Electricity	586.89
Office furniture and equipment	937.15
Auditing	700.00
Insurance and fidelity bond	383.24
Meeting and travelling expenses of members	12,500.00
Business and other taxes	500.26
Statistics	1,595.11
Educational and other publicity	9,728.72
Board of Examiners and psychologist tests	7,870.08

Subvention à la Commission d'Apprentissage	$ 11,500.00
Plan de sécurité sociale et Fonds de pension	5,040.55
Dépenses diverses et imprévues	3,692.52
	$171,713.19
Surplus prévu	1,067.31
	$172,780.50

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 février 1963. 1879-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 142, du 22 janvier, 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 95 du 22 janvier 1963, section « B », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 15 février 1963 au 15 février 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 142 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par le décret numéro 142 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité paritaire à tous les mois.

Le rapport de chaque employeur professionnel et de chaque artisan doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

Le Comité paritaire, sur réception de ce rapport, devra en faire la vérification et devra débiter ou créditer selon le cas, le compte de la partie intéressée.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport

Subvention to the Apprenticeship Commission	$ 11,500.00
Social Security and Pension Fund	5,040.55
Various and unforeseen expenses	3,692.52
	$171,713.19
Estimated surplus	1,067.31
	$172,780.50

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 2, 1963. 1879-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec, established under decree number 142, of January 22, 1947, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 95 of January 22, 1963, section "B" pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from February 15, 1963, to February 15, 1964, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree number 142, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent (½ of 1%) of the fixed wages and of the percentages paid to their employees.

b) The employees governed by the decree number 142, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent (½ of 1%) of their regular wages and their percentages.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employers shall have these forms filled in and returned to the Parity Committee every month.

The report of every professional employer and of every artisan shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee may have the said report sworn to every time it deems it advisable.

The report, together with the levies, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following that for which the report is requirable.

The Parity Committee, upon receipt of this report, shall have it checked and shall debit or credit, as the case may be, the account of the interested party.

3. *Financial report*

In pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee

trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint de la Chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 15 février 1963 et le 15 février 1964.

LE COMITÉ CONJOINT DE LA CHAPELLERIE POUR DAMES ET ENFANTS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 15 février 1963 et le 15 février 1964.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$11,500.00
Salariés	11,500.00
	$23,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$ 875.00
Bureau	5,500.00
Inspecteur et inspecteur adjoint	5,200.00
Dépenses générales, frais de déplacement et autres de l'inspecteur	1,000.00
Frais d'automobile — inspecteur	1,000.00
Rémunération pour l'administration	5,000.00
Vérification des livres	300.00
Frais légaux	250.00
Loyer, téléphone et électricité	1,900.00
Dépenses de bureau, timbres, papeterie, impressions, frais généraux, etc.	1,065.00
Taxes d'affaires et d'eau	110.00
Ameublement	600.00
Dépenses diverses	200.00
	$23,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, 2 février 1963. 1879-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du Commerce de Coaticook, établi en exécution du décret numéro 102 du 10 février 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 95 du 22 janvier 1963, section « C », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 20 février 1963 au 20 février 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité

shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec for the period between February 15, 1963, and February 15, 1964.

JOINT COMMITTEE OF THE MILLINERY AND WOMEN'S AND CHILDREN'S HEADWEAR INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of receipts and disbursements for the period comprised between February 15, 1963, and February 15, 1964.

Receipts:	
Levies (½ of 1%):	
Professional employers	$11,500.00
Employees	11,500.00
	$23,000.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$ 875.00
Office	5,500.00
Inspector and deputy-inspector	5,200.00
Inspector's general, travelling and other expenses	1,000.00
Automobile expenses — inspector	1,000.00
Administration remuneration	5,000.00
Auditor's fees	300.00
Legal fees	250.00
Rent, telephone, light services	1,900.00
Office expenses, stamps, stationary, printing, general expenses, etc	1,065.00
Water and business taxes	110.00
Furniture	600.00
Miscellaneous, expenses	200.00
	$23,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 2, 1963. 1879-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Coaticook Trade Parity Committee, formed under decree number 102 of February 10, 1954, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 95 of January 22, 1963, section "C", to levy assessments upon the professionnal employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereafter mentioned.

1. *Assessments*

The period of levy extends from February 20, 1963 to February 20, 1964; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 102, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 102, shall pay to the Parity Committee

paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $31.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cosisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le quinze (15) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes; 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Coaticook, pour la période comprise entre le 20 février 1963 et le 20 février 1964.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE COATICOOK

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 20 février 1963 et le 20 février 1964.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):		
Employeurs professionnels et artisans	$1,590.00	
Salariés	1,400.00	
		$2,990.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire-inspecteur	$ 780.00
Frais de déplacement	216.00
Frais légaux	200.00
Papeterie, impressions, timbres	575.00
Vérification des livres	60.00
Assurances et frais de cautionnement	5.00
Jetons de présence	480.00

an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. $31.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 102, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which is to be given all the information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of the employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, the Committee will give him five (5) days' notice to fulfil his obligations.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Coaticook Trade Parity Committee for the period between February 20, 1963 and February 20, 1964.

COATICOOK TRADE PARITY COMMITTEE

Estimate of receipts and disbrusements for the period between February 20, 1963 and February 20, 1964.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):		
Prof. employers and artisans	$1,590.00	
Employees	1,400.00	
		$2,990.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary-inspector	$ 780.00
Travelling expenses	216.00
Legal fees	200.00
Stationery, printing, stamps	575.00
Audition	60.00
Insurance and fidelity bond	5.00
Committee members' meeting expenses	480.00

Publicité	$ 150.00	Publicity	$ 150.00
Loyer, téléphone et télégrammes	350.00	Rent, telephone and telegrams	350.00
Dépenses diverses et imprévues	100.00	Sundries and unforeseen expenses	100.00
	$2,916.00		$2,916.00
Surplus prévu	74.00	Surplus	74.00
	$2,990.00		$2,990.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.
Québec, le 2 février 1963. 1879-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, February 2, 1963. 1879-o

Nomination

Président d'élection

Il a plû à son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

Appointment

Returning-Officer

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Montréal N. D. de-Grâce	McConomy, John J. (1)	Employé civique — Civic Employee	Montréal.

(1) En remplacement de monsieur A. W. R. Moxon.— In place of Mr. A. W. R. Moxon.

Québec, le 25 janvier 1963.
Le Président général des élections,
1904-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, January 25, 1963.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
1904-o *Chief Returning-Officer.*

Soumissions

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de L'Abord-à-Plouffe
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné L. Lapointe, secrétaire-trésorier, 3733, 2ième Rue, École St-Édouard, Chomedey, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 18 février 1963, pour l'achat de $1,758,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de L'Abord-à-Plouffe, comté de Laval, datées du 1er mars 1963 et remboursables par séries du 1er mars 1964 au 1er mars 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 15 juin 1962 — telle que modifiée — $172,000 — construction d'une salle et d'un cafétéria à l'École Ste-Famille; résolution en date du 15 octobre 1962 — telle que modifiée — $1,586,000 — construction d'une école secondaire pour les élèves de langue anglaise.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1963.

Tenders

The school commissioners for the municipality of L'Abord-à-Plouffe
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L. Lapointe, secretary-treasurer, 3733, 2nd St., St-Édouard School, Chomedey, county of Laval, until 8:00 o'clock p.m. on Monday, February 18, 1963, for the purchase of an issue of $1,758,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of L'Abord-à-Plouffe, county of Laval, dated March 1, 1963, and redeemable serially from March 1, 1964 to March 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on September 1 and March 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated June 15, 1962, as modified — $172,000 — construction of a hall and a cafeteria in Ste-Famille School; resolution dated October 15, 1962, as modified — $1,586,000 — construction of a secondary school for English-speaking pupils.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $1,758,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er mars 1964	x	$115,000
1er mars 1965	x	122,500
1er mars 1966	x	130,000
1er mars 1967	x	137,500
1er mars 1968	x	117,500
1er mars 1969	x	125,000
1er mars 1970	x	133,000
1er mars 1971	x	140,000
1er mars 1972		43,500
1er mars 1973		46,500
1er mars 1974		48,500
1er mars 1975		52,000
1er mars 1976		55,000
1er mars 1977		58,500
1er mars 1978		61,500
1er mars 1979		66,000
1er mars 1980		70,500
1er mars 1981		73,500
1er mars 1982		79,000
1er mars 1983		83,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $950,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en huit versements dont quatre de $132,500 et quatre de $105,000 de 1964 à 1971 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à L'Abord-à-Plouffe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 18 février 1963 à 8 heures du soir, 3,733, 2ième Rue, École St-Édouard, Chomedey, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

L'Abord-à-Plouffe, (Comté de Laval), ce 28 janvier 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
L. LAPOINTE.

3,733, 2ième Rue,
École St-Édouard,
Chomedey, (Laval), P.Q.
Téléphone: MU-1-5393
MU-1-4392.

1918-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Damien-de-Brandon

Comté de Berthier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumis-

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $1,758,000 — 20 years

Year		*Capital*
March 1, 1964	x	$115,000
March 1, 1965	x	122,500
March 1, 1966	x	130,000
March 1, 1967	x	137,500
March 1, 1968	x	117,500
March 1, 1969	x	125,000
March 1, 1970	x	133,000
March 1, 1971	x	140,000
March 1, 1972		43,500
March 1, 1973		46,500
March 1, 1974		48,500
March 1, 1975		52,000
March 1, 1976		55,000
March 1, 1977		58,500
March 1, 1978		61,500
March 1, 1979		66,000
March 1, 1980		70,500
March 1, 1981		73,500
March 1, 1982		79,000
March 1, 1983		83,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $950,000 granted by the Provincial Government and payable in eight instalments: four of $132,500 and four of $105,000 from 1964 to 1971 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at L'Abord-à-Plouffe.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Monday, February 18, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at 3,733, 2nd St., St-Édouard School, Chomedey, county of Laval.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

L'Abord-à-Plouffe, (County of Laval), January 28, 1963.

L. LAPOINTE,
Secretary-Treasurer.

3,733, 2nd St.,
St-Édouard School,
Chomedey, (Laval), P.Q.
Telephone: MU-1-5393
MU-1-4392.

1918

The school commissioners for the municipality of St-Damien-de-Brandon

County of Berthier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be

sions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérald Bruneau, secrétaire-trésorier, St-Damien-de-Brandon, comté de Berthier, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 18 février 1963, pour l'achat de $216,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Damien-de-Brandon, comté de Berthier, datées du 1er mars 1963 et remboursables par séries du 1er mars 1964 au 1er mars 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 25 septembre 1962 — telle que modifiée — construction d'une école centrale de 8 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $216,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er mars 1964	x	$22,000
1er mars 1965	x	23,000
1er mars 1966	x	24,500
1er mars 1967	x	26,000
1er mars 1968		4,500
1er mars 1969		5,000
1er mars 1970		5,500
1er mars 1971		5,500
1er mars 1972		6,000
1er mars 1973		6,500
1er mars 1974		6,500
1er mars 1975		7,000
1er mars 1976		7,500
1er mars 1977		8,000
1er mars 1978		8,500
1er mars 1979		9,000
1er mars 1980		9,500
1er mars 1981		10,000
1er mars 1982		10,500
1er mars 1983		11,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $92,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de $23,000 chacun, de 1964 à 1967 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Damien-de-Brandon, comté de Berthier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 18 février 1963 à 8 heures du soir, chez Mme Antonio Bruneau, St-Damien-de-Brandon, comté de Berthier.

received by the undersigned Gérald Bruneau, secretary-treasurer, St-Damien-de-Brandon, county of Berthier, until 8:00 o'clock p.m., Monday, February 18, 1963, for the purchase of an issue of $216,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of St-Damien-de-Brandon, county of Berthier, dated March 1, 1963, and redeemable serially from March 1, 1964 to March 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on September 1 and March 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated September 25, 1962, as modified — construction of an 8-class central school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1963.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $216,000 — 20 years

Year		*Capital*
March 1, 1964	x	$22,000
March 1, 1965	x	23,000
March 1, 1966	x	24,500
March 1, 1967	x	26,000
March 1, 1968		4,500
March 1, 1969		5,000
March 1, 1970		5,500
March 1, 1971		5,500
March 1, 1972		6,000
March 1, 1973		6,500
March 1, 1974		6,500
March 1, 1975		7,000
March 1, 1976		7,500
March 1, 1977		8,000
March 1, 1978		8,500
March 1, 1979		9,000
March 1, 1980		9,500
March 1, 1981		10,000
March 1, 1982		10,500
March 1, 1983		11,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $92,000 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of $23,000 each, from 1964 to 1967 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Damien-de-Brandon, county of Berthier.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Monday, February 18, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the home of Mrs. Antonio Bruneau, St-Damien-de-Brandon, county of Berthier.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Damien-de-Brandon, (Comté de Berthier), ce 28 janvier 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRALD BRUNEAU.

St-Damien-de-Brandon,
(Berthier), P.Q.
Téléphone: 835-4486. 1919-o

Village de Weedon-Centre
Comté de Wolfe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Louis Paradis, secrétaire trésorier, Weedon-Centre, comté de Wolfe, jusqu'à 8 heures p.m. lundi, le 18 février 1963, pour l'achat de $50,000, d'obligations du village de Weedon-Centre, comté de Wolfe, datées du 1er mars 1963 et remboursables par séries du 1er mars 1964 au 1er mars 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 154 — $50,000 — fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $50,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1964	$1,500
1er mars 1965	1,500
1er mars 1966	1,500
1er mars 1967	1,500
1er mars 1968	1,500
1er mars 1969	2,000
1er mars 1970	2,000
1er mars 1971	2,000
1er mars 1972	2,000
1er mars 1973	2,500
1er mars 1974	2,500
1er mars 1975	2,500
1er mars 1976	2,500
1er mars 1977	3,000
1er mars 1978	3,000
1er mars 1979	3,500
1er mars 1980	3,500
1er mars 1981	3,500
1er mars 1982	4,000
1er mars 1983	4,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Weedon.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté étal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligatoins au moment de leur livraison.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Damien-de-Brandon, (County of Berthier), January 28, 1963.

GÉRALD BRUNEAU,
Secretary-Treasurer.

St-Damien-de-Brandon,
(Berthier), P.Q.
Telephone: 835-4486. 1919

Village of Weedon-Centre
County of Wolfe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Louis Paradis, secretary-treasurer, Weedon-Centre, county of Wolfe, until 8:00 o'clock p.m., Monday February 18, 1963, for the purchase of an issue of $50,000 of bonds for the village of Weedon-Centre, county of Wolfe, dated March 1, 1963, and redeemable serially from March 1, 1964 to March 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on September 1 and March 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 154 — $50,000 — industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1963.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $50,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1964	$1,500
March 1, 1965	1,500
March 1, 1966	1,500
March 1, 1967	1,500
March 1, 1968	1,500
March 1, 1969	2,000
March 1, 1970	2,000
March 1, 1971	2,000
March 1, 1972	2,000
March 1, 1973	2,500
March 1, 1974	2,500
March 1, 1975	2,500
March 1, 1976	2,500
March 1, 1977	3,000
March 1, 1978	3,000
March 1, 1979	3,500
March 1, 1980	3,500
March 1, 1981	3,500
March 1, 1982	4,000
March 1, 1983	4,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Weedon.

Capital and interest are payable at all branches, in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 18 février 1963 à 8 heures du soir, en la salle municipale, Weedon-Centre, comté de Wolfe.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Weedon-Centre (Comté de Wolfe), ce 28 janvier 1963.

Le Sécrétaire-trésorier,
LOUIS PARADIS.

C.P. 10,
Weedon-Centre, (Wolfe), P.Q.
Téléphone: 5. 1920-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Chûte-aux-Outardes
Comté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Louis Landry, secrétaire-trésorier, Chûte-aux-Outardes, comté de Saguenay, jusqu'à 8 heures p.m., dimanche, le 17 février 1963, pour l'achat de $131,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Chûte-aux-Outardes, comté de Saguenay, datées du 1er mars 1963 et remboursables par séries du 1er mars 1964 au 1er mars 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 29 octobre 1962 — telle que modifiée — agrandissement de l'École Richard.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $131,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1964	x$25,000
1er mars 1965	$ 26,500
1er mars 1966	x 28,000
1er mars 1967	2,000
1er mars 1968	2,000
1er mars 1969	2,000
1er mars 1970	2,000
1er mars 1971	2,500
1er mars 1972	2,500
1er mars 1973	2,500
1er mars 1974	2,500
1er mars 1975	3,000
1er mars 1976	3,000
1er mars 1977	3,500
1er mars 1978	3,500
1er mars 1979	3,500
1er mars 1980	4,000
1er mars 1981	4,000
1er mars 1982	4,500
1er mars 1983	4,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $84,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements de $28,000 chacun, de 1964 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, February 18, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the municipal hall, Weedon-Centre, county of Wolfe.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Weedon-Centre (County of Wolfe) January 28, 1963.

LOUIS PARADIS,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 10,
Weedon-Centre, (Wolfe), P.Q.
Telephone: 5. 1920

The school commissioners for the municipality of the village of Chûte-aux-Outardes
County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Louis Landry, secretary-treasurer, Chûte-aux-Outardes, county of Saguenay, until 8.00 o'clock p.m., Sunday, February 17, 1963, for the purchase of an issue of $131,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the village of Chûte-aux-Outardes, county of Saguenay, dated March 1, 1963, an redeemable serially from March 1, 1964 to March 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on September 1 and March 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated October 29, 1962 — as modified — enlarging of the Richard school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1963.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $131,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1964	x$25,000
March 1, 1965	x 26,500
March 1, 1966	x 28,000
March 1, 1967	2,000
March 1, 1968	2,000
March 1, 1969	2,000
March 1, 1970	2,000
March 1, 1971	2,500
March 1, 1972	2,500
March 1, 1973	2,500
March 1, 1974	2,500
March 1, 1975	3,000
March 1, 1976	3,000
March 1, 1977	3,500
March 1, 1978	3,500
March 1, 1979	3,500
March 1, 1980	4,000
March 1, 1981	4,000
March 1, 1982	4,500
March 1, 1983	4,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $84,000, granted by the Provincial Government and payable in three instalments $28,000 each, from 1964 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Baie Comeau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue dimanche, le 17 février 1963 à 8 heures du soir, en l'école Richard, Chûte-aux-Outardes, comté de Saguenay.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chûte-aux-Outardes, (Comté de Saguenay), ce 29 janvier 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-LOUIS LANDRY.

Chûte-aux-Outardes, (Saguenay), P.Q.
Téléphone: à Hauterive: 589-5384. 1932-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Desbiens
Comté de Lac St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné René Boivin, secrétaire trésorier, Desbiens, comté de Lac St-Jean, jusqu'à 1 heure p.m., dimanche, le 17 février 1963, pour l'achat de $186,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Desbiens, comté de Lac St-Jean, datées du 1er mars 1963 et remboursables par séries du 1er mars 1964 au 1er mars 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 16 novembre 1962 — telle que modifiée — reconstruction de l'école des garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $186,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1964 x	$26,000
1er mars 1965 x	27,500
1er mars 1966 x	29,000
1er mars 1967 x	31,000
1er mars 1968	3,000
1er mars 1969	3,000
1er mars 1970	3,000
1er mars 1971	3,500
1er mars 1972	3,500
1er mars 1973	4,000
1er mars 1974	4,000
1er mars 1975	4,000
1er mars 1976	4,500
1er mars 1977	5,000
1er mars 1978	5,000
1er mars 1979	5,500
1er mars 1980	5,500
1er mars 1981	6,000
1er mars 1982	6,500
1er mars 1983	6,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Baie Comeau.

Capital and interest are payable at all branches, in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Sunday, February 17, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the Richard school, Chûte-aux-Outardes, county of Saguenay.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Chûte-aux-Outardes, (County of Saguenay), January 29, 1963.

JEAN-LOUIS LANDRY,
Secretary-Treasurer.

Chûte-aux-Outardes, (Saguenay), P.Q.
Telephone: at Hauterive: 589-5384. 1932

The school commissioners for the municipality of Desbiens
County of Lake St-John

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned René Boivin, secretary-treasurer, Desbiens, county of Lake St-John, until 1:00 o'clock p.m., Sunday, February 17, 1963, for the purchase of an issue of $186,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Desbiens, county of Lake St-John, dated March 1, 1963, and redeemable serially from March 1, 1964, to March 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on September 1 and March 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated November 16, 1962 — as modified — reconstruction of the boys' school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1963.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $186,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1964 x	$26,000
March 1, 1965 x	27,500
March 1, 1966 x	29,000
March 1, 1967 x	31,000
March 1, 1968	3,000
March 1, 1969	3,000
March 1, 1970	3,000
March 1, 1971	3,500
March 1, 1972	3,500
March 1, 1973	4,000
March 1, 1974	4,000
March 1, 1975	4,000
March 1, 1976	4,500
March 1, 1977	5,000
March 1, 1978	5,000
March 1, 1979	5,500
March 1, 1980	5,500
March 1, 1981	6,000
March 1, 1982	6,500
March 1, 1983	6,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $120,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de $30,000 chacun, de 1964 à 1967 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Métabetchouan.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue dimanche, le 17 février 1963 à 1 heures de l'après midi, au Collège St-Gérard, Desbiens, comté de Lac St-Jean.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Desbiens, (Comté de Lac St-Jean), ce 29 janvier 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ BOIVIN.

C.P. 9, Desbiens, (Lac St-Jean), P.Q.
Téléphone: 346-5520. 1933-o

Municipalité de St-François-de-Sales
Comté de Lac St-Jean-Ouest

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Narcisse Riel, secrétaire-trésorier, Dequen, St-François-de-Sales, comté de Lac St-Jean-Ouest, jusqu'à 7 heures p.m., mardi, le 19 février 1963, pour l'achat de $170,500 d'obligations de la municipalité de St-François-de-Sales, comté de Lac St-Jean-Ouest, datées du 1er mars 1963 et remboursables par séries du 1er mars 1964 au 1er mars 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 99 — 1ère tranche de $170,500 — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $170,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1964	$ 1,500
1er mars 1965	2,000
1er mars 1966	2,000
1er mars 1967	2,500
1er mars 1968	2,500
1er mars 1969	2,500
1er mars 1970	3,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $120,000, granted by the Provincial Government and payable in four instalments of $30,000 each, from 1964 to 1967 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Métabetchouan.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Sunday, February 17, 1963, at 1:00 o'clock p.m., at St-Gérard College, Desbiens, county of Lake St-John.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Desbiens, (County of Lake St-John), January 29, 1963.

RENÉ BOIVIN,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 9, Desbiens, (Lake St-John), P.Q.
Telephone: 346-5520. 1933

Municipality of St-François-de-Sales
County of Lake St. John West

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Narcisse Riel, secretary-treasurer, Dequen, St-François-de-Sales, county of Lake St. John West, until 7:00 o'clock p.m., Tuesday, February 19, 1963, for the purchase of an issue of $170,500 of bonds for the municipality of St-François-de-Sales, county of Lake St. John West, dated March 1, 1963, and redeemable serially from March 1, 1964 to March 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on September 1 and March 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 99 — 1st instalment of $170,500 — aqueduct and sewer works.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1963.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $170,500 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1964	$ 1,500
March 1, 1965	2,000
March 1, 1966	2,000
March 1, 1967	2,500
March 1, 1968	2,500
March 1, 1969	2,500
March 1, 1970	3,000

1er mars 1971	$ 3,000
1er mars 1972	3,500
1er mars 1973	3,500
1er mars 1974	4,000
1er mars 1975	4,000
1er mars 1976	4,000
1er mars 1977	4,500
1er mars 1978	4,500
1er mars 1979	5,000
1er mars 1980	5,500
1er mars 1981	6,000
1er mars 1982	6,500
1er mars 1983	100,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à coute échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Roberval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 février 1963 à 7 heres du soir, en la salle municipale, St-François-de-Sales, comté de Lac St-Jean-Ouest.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-François-de-Sales, (Comté de Lac St-Jean-Ouest), ce 29 janvier 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
NARCISSE RIEL.

Dequen, C. P. 9, St-François-de-Sales,
(Lac St-Jean-Ouest), P. Q.
Téléphone: 348 6681. 1934-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de St-Hyacinthe
Comté de St-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jacques Lafontaine, secrétaire-trésorier, 1555, rue Girouard, St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 21 février 1963, pour l'achat de $310,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er mars 1963 et remboursables par séries du 1er mars 1964 au 1er mars 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 13 novembre 1962 — telle que modifiée — Agrandissement de l'École Secondaire Casavant et construction de l'École Larocque.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1963.

March 1, 1971	$ 3,000
March 1, 1972	3,500
March 1, 1973	3,500
March 1, 1974	4,000
March 1, 1975	4,000
March 1, 1976	4,000
March 1, 1977	4,500
March 1, 1978	4,500
March 1, 1979	5,000
March 1, 1980	5,500
March 1, 1981	6,000
March 1, 1982	6,500
March 1, 1983	100,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Roberval.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, February 19, 1963, at 7:00 o'clock p.m., at the municipal hall, St-François-de-Sales, county of Lake St. John West.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-François-de-Sales, (County of Lake St. John West), January 29, 1963.

NARCISSE RIEL,
Secretary-Treasurer.

Dequen, P.O. Box 9, St-François-de-Sales,
(Lake St. John West), P.Q.
Telephone: 348-6681. 1934

The school commissioners for the municipality of the city of St-Hyacinthe
County of St-Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jacques Lafontaine, secretary-treasurer, 1555, Girouard St., St-Hyacinthe, county of St-Hyacinthe, until 8:00 o'clock p.m., Thursday, February 21, 1963, for the purchase of an issue of $310,000 of bonds for the school commissioners for the city of St-Hyacinthe, county of St-Hyacinthe, dated March 1, 1963, and redeemable serially from March 1, 1964 to March 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on September 1 and March 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated November 13, 1962 — as modified — enlarging of the Secondary school Casavant and construction of the Larocque school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $310,000 — 20 ans	
Année	*Capital*
1er mars 1964	x$45,500
1er mars 1965	x 48,000
1er mars 1966	x 28,000
1er mars 1967	x 30,000
1er mars 1968	x 31,500
1er mars 1969	5,500
1er mars 1970	6,000
1er mars 1971	6,000
1er mars 1972	6,500
1er mars 1973	7,000
1er mars 1974	7,500
1er mars 1975	7,500
1er mars 1976	8,000
1er mars 1977	8,500
1er mars 1978	9,000
1er mars 1979	10,000
1er mars 1980	10,500
1er mars 1981	11,000
1er mars 1982	11,500
1er mars 1983	12,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $186,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements dont deux de $51,000, et trois de $28,000 de 1964 à 1968 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 21 février 1963 à 8 heures du soir, en l'école du Sacré-Coeur, rue du Sacré-Coeur, St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hyacinthe, (Comté de St-Hyacinthe), ce 29 janvier 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
JACQUES LAFONTAINE.

1,555, rue Girouard,
St-Hyacinthe, (St-Hyacinthe), P.Q.
Téléphone: PRovince-4-4687. 1935-o

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $310,000 — 20 years	
Year	*Capital*
March 1, 1964	x$45,500
March 1, 1965	x 48,000
March 1, 1966	x 28,000
March 1, 1967	x 30,000
March 1, 1968	x 31,500
March 1, 1969	5,500
March 1, 1970	6,000
March 1, 1971	6,000
March 1, 1972	6,500
March 1, 1973	7,000
March 1, 1974	7,500
March 1, 1975	7,500
March 1, 1976	8,000
March 1, 1977	8,500
March 1, 1978	9,000
March 1, 1979	10,000
March 1, 1980	10,500
March 1, 1981	11,000
March 1, 1982	11,500
March 1, 1983	12,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $186,000, granted by the Provincial Government and payable in five instalments of which two of $51,000, and three of $28,000, from 1964 to 1968 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table of redemption only, and that offers for short term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Thursday, February 21, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the Sacred Heart School, Sacré-Coeur Street, St-Hyacinthe, county of St-Hyacinthe.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Hyacinthe, (County of St-Hyacinthe), January 29, 1963.

JACQUES LAFONTAINE,
Secretary-Treasurer.

1,555 Girouard St.,
St-Hyacinthe, (St-Hyacinthe), P.Q.
Telephone: PRovince-4-4687. 1935

Ville de Châteauguay-Centre
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Hurtubise, C.A., secrétaire-trésorier, jusqu'à 8 heures p.m., 25, Boul. D'An-

Town of Châteauguay-Centre
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Claude Hurtubise, C.A., secretary-treasurer, until 8:00 o'clock p.m., 25 D'Anjou Blvd., Châteauguay-Centre, or

jou, Châteauguay-Centre, ou jusqu'à 8.30 heures p.m., 1, Croissant Richard, Châteauguay-Centre, mardi, le 19 février 1963, pour l'achat de $776,500 d'obligations de la ville de Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, datées du 1er mars 1963 et remboursables par séries du 1er mars 1964 au 1er mars 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 260 — 2ième et dernière tranche de $12,646.26 — pavage; 261 — $79,400 — pavage; 272 — $13,900 — pavage et voirie; 274 — $13,600 — aqueduc et égouts; 277 — $203,000 — aqueduc, égouts et pavage; 289 — $7,400 — pavage et voirie; 294 — $71,500 — pavage; 302 — $14,000 — pavage; 304 — $18,000 — aqueduc et égouts; 305 — $36,500 — aqueduc; 306 — $41,000 — voirie; 308 — $17,000 — pavage; 309 — $69,000 — pavage et voirie; 310 — $32,000 — achat de machinerie; 311 — $126,000 — consolidation de déficit; 320 — $18,000 — travaux d'égouts; 322 — $3,700 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $776,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1964	$33,000
1er mars 1965	34,500
1er mars 1966	36,000
1er mars 1967	38,000
1er mars 1968	42,000
1er mars 1969	36,000
1er mars 1970	37,500
1er mars 1971	39,000
1er mars 1972	40,500
1er mars 1973	42,500
1er mars 1974	30,000
1er mars 1975	31,000
1er mars 1976	35,000
1er mars 1977	35,500
1er mars 1978	37,500
1er mars 1979	41,000
1er mars 1980	42,000
1er mars 1981	45,500
1er mars 1982	48,000
1er mars 1983	52,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay-Centre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne sront pas rahetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le

until 8:30 o'clock p.m., 1 Croissant Richard, Châteaugvay-Centre, Tuesday, February 19, 1963, for the purchase of an issue of $776,500 of bonds for the town of Châteauguay-Centre, county of Châteauguay, dated March 1, 1963, and redeemab'e serially from March 1, 1964 to March 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semiannually on September 1 and March 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 260 — 2nd and last instalment of $12,646.26 — paving; 261 — $79,400 — paving; 272 — $13,900 — paving and roads; 274 — $13,600 — aqueduct and sewers; 277 — $203,000 — aqueduct, sewers and paving; 289 — $7,400 — paving and roads; 294 — $71,500 — paving; 302 — $14,000 — paving; 304 — $18,000 — aqueduct and sewers; 305 — $36,500 — aqueduct; 306 — $41,000 — roads; 308 — $17,000 — paving; 309 — $69,000 — paving and roads; 310 — $32,000 — purchase of machinery; 311 — $126,000 — consolidation of deficit; 320 — $18,000 — sewer works; 322 — $3,700 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1963.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $776,500 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1964	$33,000
March 1, 1965	34,500
March 1, 1966	36,000
March 1, 1967	38,000
March 1, 1968	42,000
March 1, 1969	36,000
March 1, 1970	37,500
March 1, 1971	39,000
March 1, 1972	40,500
March 1, 1973	42,500
March 1, 1974	30,000
March 1, 1975	31,000
March 1, 1976	35,000
March 1, 1977	35,500
March 1, 1978	37,500
March 1, 1979	41,000
March 1, 1980	42,000
March 1, 1981	45,500
March 1, 1982	48,000
March 1, 1983	52,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay-Centre.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday,

19 février 1963, à 8.30 heures du soir, 1, Croissant Richard, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay-Centre, (Comté de Châteauguay) 30 janvier 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
CLAUDE HURTUBISE, C.A.,
25, Boulevard d'Anjou,
Châteauguay-Centre, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-9351. 1947-o

February 19, 1963, at 8:30 o'clock p.m., at 1 Croissant Richard, Châteauguay-Centre, county of Châteauguay.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay-Centre, (County of Châteauguay), January 30, 1963.

CLAUDE HURTUBISE, C.A.,
Secretary-Treasurer.
25 d'Anjou Boulevard,
Châteauguay-Centre, (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 692-9351. 1947

Syndicats coopératifs

La Caisse Mutuelle des Employés du Burreau de l'Auditeur de la Province

(*Loi des syndicats coopératifs de Québec*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 11 janvier 1963, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « La Caisse Mutuelle des Employés du Bureau de l'Auditeur de la Province », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 23 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
1888-o RAYMOND DOUVILLE.

Credit-Union of Burroughs Employees

(*Loi des syndicats coopératifs de Québec*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 3 janvier 1963, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Credit Union of Burroughs Employees », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à 585, rue Université, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 18 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
1889-o RAYMOND DOUVILLE.

Placement Arvic

(*Loi des syndicats coopératifs de Québec*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 3 juillet 1962, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Placement Arvic », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Québec, le 21 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
1890-o RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat d'Habitation Bellevue

(*Loi des syndicats coopératifs de Québec*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en

Cooperative Syndicates

La Caisse Mutuelle des Employés du Burreau de l'Auditeur de la Province

(*Quebec Cooperative Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated January 11, 1963, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "La Caisse Mutuelle des Employés du Bureau de l'Auditeur de la Province", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Quebec, judicial district of Quebec.

Quebec, January 23, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
1888 *Assistant Secretary of the Province.*

Credit Union of Burroughs Employees

(*Quebec Cooperative Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated January 3, 1963, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Credit Union of Burroughs Employees", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at 585 University Street, judicial district of Montreal.

Quebec, January 18, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
1889 *Assistant Secretary of the Province.*

Placement Arvic

(*Quebec Cooperative Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated July 3, 1962, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Placement Arvic", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Quebec, January 21, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
1890 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicat d'Habitation Bellevue

(*Quebec Cooperative Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third

date du 14 janvier 1963, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Syndicat d'Habitation Bellevue », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Québec, le 24 janvier 1963.

Le Sous secrétaire de la province,

1891-o RAYMOND DOUVILLE.

copy, dated January 14, 1963, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Syndicat d'Habitation Bellevue", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Quebec, January 24, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

1891 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicats professionnels

Association des Professeurs Catholiques des Mille-Isles

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Professeurs Catholiques des Mille-Isles », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 22 janvier 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Ste-Rose-de-Laval, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 23 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

1892-o RAYMOND DOUVILLE.

Association des Enseignants Catholiques de Saint-Sauveur

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 18 juillet 1962, autorisé le changement de nom du « Syndicat des Instituteurs et Institutrices de la Région de Saint-Sauveur », dont la constitution a été autorisée le 16 décembre 1954, et dont le siège social est situé à Saint-Sauveur-des-Monts, en celui de « Association des Enseignants Catholiques de Saint-Sauveur », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 19 juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

1893-o LUCIEN DARVEAU.

Professional Syndicates

Association des Professeurs Catholiques des Mille-Isles

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Professeurs Catholiques des Mille-Isles", has been authorized by the Provincial Secretary on January 22, 1963.

The head office of the said professional syndicate is situated at Ste-Rose-de-Laval, county of Laval, judicial district of Montreal.

Quebec, January 23, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

1892 *Assistant Secretary of the Province.*

Association des Enseignants Catholiques de Saint-Sauveur

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on July 18, 1962, authorized the change of name of "Syndicat des Instituteurs et Institutrices de la Région de Saint-Sauveur", the incorporation of which was authorized on December 16, 1954, and the head office of which is situated in Saint-Sauveur-des-Monts, to "Association des Enseignants Catholiques de Saint-Sauveur", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162.

Quebec, July 19, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

1893 *Associate Assistant Secretary of the Province.*

Vente d'effets non-réclamé

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mars 1962, et non réclamés aux bureaux de la « Canadian Pacific Railway Company », seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 901 rue St-Jacques, ouest, Montréal, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le SIX MARS 1963, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 9 janvier 1963.

Canadian Pacific Railway Company,

Le Gérant du service des postes et bagages,

1747-3-6-o W. G. WRIGHT.

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March, 1962, and still remaining unclaimed in the offices of "Canadian Pacific Railway Company", will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, MARCH SIX, 1963, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be cancelled before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 9, 1963.

Canadian Pacific Railway Company,

W. G. WRIGHT,

1747-3-6-o *Manager, Mail and Baggage Traffic.*

Ventes par licitation

Boivin *vs* Boivin *et al*

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, no 575 408, Léopold Boivin, demandeur, *vs* Marie-Jeanne Boivin *et al*, défendeurs.

Avis de licitation

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'honorable juge F. R. Hannen de la Cour supérieure, le 10 octobre 1962, dans une cause dans laquelle Léopold Boivin, marchand, résidant et domicilié au no 336 rue Berri, à Pont-Viau, dans le district de Montréal, est demandeur, et Marie-Jeanne Boivin, fille majeure, résidante et domiciliée dans la cité de Chomedey, dans le district de Montréal; Rita Boivin, des cité et district de Montréal; Edouard Boivin, résidant et domicilié à Ste-Dorothée, dans le district de Montréal; Georges Boivin, résidant et domicilié dans la cité de Chomedey, dans le district de Montréal; Joseph Boivin, résidant et domicilié à Laval-des-Rapides, dans le district de Montréal; Jean-Louis Boivin, résidant et domicilié à Pont-Viau, dans le district de Montréal; Henri Boivin, des cité et district de Montréal; Lucien Boivin, résidant et domicilié à St-Rémi, dans le district d'Iberville; Jacques Boivin, résidant et domicilié dans la cité de Chomedey, dans le district de Montréal; André Boudrias, résidant et domicilié dans la cité de Chomedey, dans le district de Montréal; Louise Boudrias, épouse séparée de biens de René Lavoie, tous deux résidant et domiciliés dans la cité de Chomedey, dans le district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Jean Boudrias, résidant et domicilié dans la cité de Chomedey, dans le district de Montréal; Aimé Boudrias, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs: Jean-Guy, Gérard, Thérèse, Marguerite, Lucie, Paul-Émile, François et Louis-Marc Boudrias, résidant et domicilié dans la cité de Chomedey, dans le district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

« Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot originaire 59 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Martin, de forme irrégulière, borné en front vers le sud-est par le boulevard Lévesque, d'un côté vers le sud-ouest et en arrière vers le nord-ouest par des parties du lot 59 et de l'autre côté vers le nord-est par une partie du lot 65, mesurant cent cinquante-huit pieds (158′) de largeur normale, cent soixante et un pieds (161′) en front dans sa ligne sud-est, cent soixante pieds et trois dixièmes (160.3′) en arrière dans sa ligne nord-ouest et cent quatre-vingt-douze pieds (192′) dans ses lignes sud-ouest et nord-est. Toutes les dimensions sont à la mesure anglaise, plus ou moins; »

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-NEUF FÉVRIER 1963, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience No 31, au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour

Sales by Licitation

Boivin *vs* Boivin *et al*

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 575 408, Léopold Boivin, Plaintiff, *vs* Marie-Jeanne Boivin *et al*, Defendants.

Notice of licitation

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the District of Montreal, and rendered by the Honourable Justice F. R. Hannen of the Superior Court, on the 10th day of October 1962, in a case in which Léopold Boivin, merchant, residing and domiciled at No. 336 Berri Street, at Pont-Viau, in the district of Montreal, is plaintiff, and Marie-Jeanne Boivin, spinster, residing and domiciled in the city of Chomedey, in the district of Montreal; Rita Boivin, of the city and district of Montreal; Edouard Boivin, residing and domiciled at Ste. Dorothée, in the district of Montreal; Georges Boivin, residing and domiciled in the city of Chomedey, in the district of Montreal; Joseph Boivin, residing and domiciled at Laval des Rapides, in the district of Montreal; Jean-Louis Boivin, residing and domiciled at Pont-Viau, in the district of Montreal; Henri Boivin, of the city and district of Montreal; Lucien Boivin, residing and domiciled at St. Rémi, in the district of Iberville; Jacques Boivin, residing and domiciled in the city of Chomedey, in the district of Montreal; André Boudrias, residing and domiciled in the city of Chomedey, in the district of Montreal; Louise Boudrias, wife separate as to property of René Lavoie, both residing and domiciled in the city of Chomedey, in the district of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents; Jean Boudrias, residing and domiciled in the city of Chomedey, in the district of Montreal; Aimé Boudrias, personally as well as in his quality of tutor to his minor children: Jean-Guy, Gérard, Thérèse, Marguerite, Lucie, Paul-Emile, François and Louis-Marc Boudrias, residing and domiciled in the city of Chomedey, in the district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of the immoveable described as follows:

"An emplacement known and designated as being part of the original lot 59 on the official plan and book of reference of the parish of St. Martin, of irregular figure, bounded in front to the south-east by Lévesque Boulevard, on one side to the south-west and in rear to the north-west by parts of the lot 59 and on the other side to the north-east by part of the lot 65, measuring one hundred and fifty-eight feet (158′), normal width, one hundred and sixty-one feet (161′) in its south-east line, one hundred and sixty feet and three tenths (160.3′) in rear in its north-west line and one hundred and ninety-two feet (192′) in its south-west and north-east lines. All measurements are English measure, more or less;"

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the NINETEENTH day of FEBRUARY 1963, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the

supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de deux mille dollars ($2,000) sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 7 janvier 1963.

Les Procureurs du demandeur,

1656-2-2-o BOISSONNEAULT & BOISSONNEAULT.

Ford vs Ford

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, no 579 874, Douglas Ford, demandeur, *vs* Dame Mamie Ford, défenderesse.

Avis de licitation

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendue par l'honorable juge Paul-E. Côté, le 9 octobre 1962, dans une cause dans laquelle Douglas Ford, commis de bureau, de la ville de Côte St-Luc, district de Montréal, est demandeur, et Dame Mamie Ford, employée de bureau, veuve non remariée de Arthur F. Ford, de la ville de Montréal-Ouest, district de Montréal, est défenderesse, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

« Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Prudhomme dans le quartier Notre-Dame de Grâce de ladite cité de Montréal, formant partie du lot numéro cent quatre-vingt des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et plus particulièrement connue au plan de subdivision, dûment fait et produit dudit lot officiel, comme les subdivisions numéros deux cent cinquante-huit et deux cent cinquante-neuf (180-258 et 259), avec les bâtisses dessus érigées. »

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le CINQ MARS 1963, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience no 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de deux mille dollars sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, 25 janvier 1963.

Les Procureurs du demandeur,

1921-5-2-o GREENBLATT, GODINSKY & RESIN.

Office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days (12) before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days (6) following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of two thousand dollars ($2,000) shall be exacted before the sale, from each and every bidder.

Montreal, January 7, 1963.

BOISSONNEAULT & BOISSONNEAULT,

1656-2-2-o *Attorneys for plaintiff.*

Ford vs Ford

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 579 874, Douglas Ford, plaintiff, *vs* Dame Mamie Ford, defendant.

Notice of licitation

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Justice Paul-E. Côté, on the 9th day of October, 1962, in a case in which Douglas Ford, Office Clerk, of the Town of Côte St. Luc, district of Montreal, is plaintiff, and Dame Mamie Ford, Office employee, un-remarried widow of Arthur F. Ford, of the Town of Montreal West, district of Montreal, is defendant, ordering the licitation of the immoveable described as follows:

"That certain emplacement fronting on Prudhomme Avenue in the Notre-Dame de Grâce Ward of the said city of Montreal, forming part of lot number one hundred and eighty of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and more particularly known on the subdivision plan, duly made and filed of the said official lot as subdivisions numbers two hundred and fifty-eight and two hundred and fifty-nine (180-258 and 259), with the buildings thereon erected."

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the FIFTH day of MARCH 1963, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the Office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure chartes or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of two thousand dollars ($2,000.00) shall be exacted before the sale, from each and every bidder.

Montreal, January 25, 1963.

GREENBLATT, GODINSKY & RESIN,

1921-5-2-o *Attorneys for plaintiff.*

Vente par Liquidation

Charton Construction Inc.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour supérieure, No 130 (1962), en vertu de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, dans l'affaire de: Charton Construction Inc., un corps politique et corporatif, dûment constitué en corporation, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, compagnie en liquidation et David Grobstein et Peter Lawrence, en leur qualité de liquidateurs conjoints à la compagnie en liquidation, requérants.

Avis

Un immeuble connu comme étant: « Ce certain emplacement situé en la cité de Montréal, province de Québec, ayant front sur une rue anonyme, connue comme étant le lot 99-G-10, ledit emplacement est connu et désigné comme étant la subdivision neuf de la subdivision G du lot quatre-vingt-dix-neuf (99-G-9) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte-des-Neiges, mesurant soixante-dix-huit pieds et trente-cinq-centièmes d'un pied suivant une courbe, soixante-huit pieds et huit-dixièmes d'un pied sur sa ligne sud-est, seize pieds et quatre-dixièmes d'un pied sur sa ligne sud-ouest, quatre-vingt-dix pieds sur sa ligne sud, cent quarante pieds sur sa ligne ouest et cent quarante pieds et trente-huit centièmes d'un pied sur sa ligne nord, contenant en superficie seize mille huit pieds carrés et huit-dixièmes d'un pied carré. Mesure anglaise et plus ou moins. Avec la bâtisse dessus érigée ».

Pour être vendu aux bureaux de David Grobstein & Peter Lawrence, liquidateurs, 507, Place d'Armes, chambre 807, Montréal, Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour de FÉVRIER 1963 à ONZE heures de l'avant-midi.

Les Procureurs de
CHAIT, ARONOVITCH,
SALOMON & GELBER.
Liquidateurs conjoints,
DAVID GROBSTEIN
& PETER LAWRENCE.

Bureaux des liquidateurs:
507, Place d'Armes, chambre 807,
Montréal, P.Q. 1922-5-2

Winding Sale

Charton Construction Inc.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 130 (1962), under the Winding-Up Act, in the matter of: Charton Construction Inc., a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, company in liquidation and David Grobstein and Peter Lawrence, in their quality of joint liquidators to the company in liquidation, petitioners.

Notice

An immoveable known as: "That certain emplacement situate in the city of Montreal, Province of Quebec, fronting on an unnamed street known as lot 99-G-10, the said emplacement known and designated as subdivision nine of subdivision G of lot ninety-nine (99-G-9) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, measuring seventy-eight feet and thirty-five hundredths of a foot along a curve, sixty-eight feet and eightenths of a foot in its south-easterly line, sixteen feet and four-tenths of a foot in a south-westerly line, ninety feet in its southerly line, one hundred and forty feet in its westerly line and one hundred and forty feet and thirty-eight hundredths of a foot in its northerly line, containing a superficial area of sixteen thousand and eight square feet and eight-tenths of a square foot, English measure and more or less. With the building thereon erected".

To be sold at the offices of David Grobstein & Peter Lawrence, liquidators, 507 Place d'Armes, Room 807, Montreal, Quebec, on the TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY, 1963, at ELEVEN o'clock in the morning.

Attorneys for.
CHAIT, ARONOVITCH,
SALOMON & GELBER,
Joint Liquidators.
DAVID GROBSTEIN
& PETER LAWRENCE,

Office of Liquidators:
507 Place d'Armes, Room 807,
Montreal, P.Q. 1922-5-2-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 11,477. DÉSOURDY FRÈRES LTÉE demanderesse *vs* GASTON GAUDREAU, défendeur et GÉRARD LAROCQUE & J. NOËL BELLEAU, mis-en-cause.

« Un lot de terre connu et désigné comme étant partie du lot numéro douze cent quatre-vingt-dix-neuf (P. No. 1299) du cadastre officiel

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 11,477. DÉSOURDY FRÈRES LTÉE, plaintiff *vs* GASTON GAUDREAU, defendant, and GÉRARD LAROCQUE & J. NOËL BELLEAU, mis-en-cause.

"A lot of land known and designated as being part of lot number twelve hundred and ninety-nine (P. No. 1299) in the official cadaster of the

du canton de Stanbridge, dans la ville de Bedford, mesurant quatre-vingt-cinq pieds et huit-dixièmes de pied (85.8') dans sa ligne nord-ouest, soixante-quinze pieds (75') dans sa ligne sud-est et cent trente-cinq pieds (135') dans sa ligne sud-ouest le tout mesure anglaise, et formant une superficie de dix mille huit cent cinquante-quatre pieds carrés (10854 p.c.) et bornée, cette dite partie, vers le nord-ouest par partie dudit lot No 1299 vers le nord-est par la rivière aux Brochets vers le sud-est par une autre partie dudit lot No 1299 et vers le sud-ouest par la rue principale, avec bâtisse y érigée. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église St-Damien de Bedford, district de Bedford, le SIXIÈME jour de MARS 1963 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PAUL ST. MARTIN.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, P.Q.,
ce 25 janvier 1963.

1923-5-2-o

township of Stanbridge, in the town of Bedford, measuring eighty-five and eight-tenths feet (85.8') on its northwest line, seventy-five feet (75') on its southeast line and one hundred and thirty-five feet (135') on its southwest line, the whole English measure, and having an area of ten thousand eight hundred and fifty-four square feet (10854 sq. ft.), and bounded, said part, on the northwest by part of said lot No. 1299, on the northeast by Rivière aux Brochets, on the southeast by another part of said lot No. 1299, and on the southwest by the main street, with the building thereon erected."

To be sold "en bloc" at the church door of St-Damien de Bedford, district of Bedford, on the SIXTH day of MARCH, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PAUL ST. MARTIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, P.Q.,
January 25, 1963.

1923-5-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District de Gaspé

Cour Supérieure, No 26,449. MODERN MEN'S CLOTHING LIMITED, corporation ayant son siège social dans la cité et le district de Montréal, demanderesse, *vs* ÉDOUARD SERGERIE, de l'endroit appelé Cap-Chat, distridt de Gaspé, défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

« La subdivision trente-quatre du lot numéro soixante-cinq (65-34) rang un (1), canton Cap-Chat, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Cap-Chat, district de Gaspé, LUNDI le DIX-HUITIÈME jour de FÉVRIER 1963 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
ce 7 janvier 1963.

1628-2-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District of Gaspé

Superior Court, No. 26,449. MODERN MEN'S CLOTHING LIMITED, a corporation having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ÉDOUARD SERGERIE, of the place named Cap-Chat, district of Gaspé, defendant.

The property to be sold is the following:

"The subdivision thirty-four of lot number sixty-five (65-34) range one (1), township of Cap-Chat, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Cap-Chat, district of Gaspé, MONDAY, the EIGHTEENTH day of FEBRUARY, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
January 7, 1963.

1628-2-2

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 527479. CHAM MARCHAND, charpentier, de la cité de Rawdon, district de Joliette, demandeur, *vs* GEORGES KASATCHENKO, bourgeois des cité et district de Montréal, défendeur.

Première propriété:

« Une partie de terrain située dans le village de Rawdon, de forme irrégulière, connue et désignée comme faisant partie du lot de terrain, numéro dix-sept B (ptie 17B) du sixième rang du canton de Rawdon, conformément au cadastre dudit canton, sans bâtisse, ladite partie de terrain est bornée comme suit: en front au nord-est par la rue Queen, et en arrière au sud-ouest par la propriété de l'acheteur, de l'autre côté, au sud-est par la 11e Avenue, et au côté nord-ouest, encore par la propriété de l'acheteur.

« Tel que le tout existe présentement avec tous ses membres et appartenances et sans exception ou réserve d'aucune sorte que ce soit, en faveur du vendeur. »

JOLIETTE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 527479. CHAM MARCHAND, carpenter of the city of Rawdon, district of Joliette, plaintiff, *vs* GEORGES KASATCHENKO, gentleman of city and district of Montreal; defendant.

First property:

"A piece of land situated in the village of Rawdon being of irregular form, known and designated as being a part of the lot of land number seventeen B (Pt. 17B) of the sixth range of the township of Rawdon, according to the cadastre of the said township without building, which piece of land is bounded as follows: in front to the northeast by Queen Street, and in rear to the southwest by the purchaser's property, on one side to the southeast by 11th Avenue, and on the northwest side also by the purchaser's property.

"As the whole now subsists with all its members and appurtenances and without exception or reserve of any kind whatsoever on behalf of the vendor."

Deuxième propriété:

« Un emplacement formant partie du lot de terrain connue et désignée sous le numéro dix-sept « B » (17B) du sixième rang du canton de Rawdon, aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Rawdon tel qu'il apparaît sur ledit plan déposé au bureau d'enregistrement du comté de Montcalm, daté du 26e jour de novembre 1894. Cette propriété est presque de forme triangulaire, étant bornée comme suit: au bas, vers le sud par le chemin qui conduit à la chute Magnan, au sommet par une partie dudit emplacement vendue à Albert D. H. MacMillan, d'un côté par la rue Jobin et de l'autre côté par la propriété appartenant à Dame Hermine Jobin et mesurant quatre-vingts pieds (80') au bas, trente et un pieds (31') sur le petit côté et la distance entière entre le bas et le petit côté, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, avec une maison dessus érigée.

« Telle que la propriété existe présentement, avec toutes les servitudes actives et passives y attachées.

« La vente comprend aussi tous les meubles qui se trouvent dans la propriété ci-dessus décrite. »

Troisième propriété:

Une partie de terrain faisant partie du lot numéro dix-sept « B » (ptie 17 « B ») du sixième rang du canton de Rawdon, aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton, de forme presque triangulaire, mesurant cent quatre-vingt-dix-huit pieds de largeur au sommet et deux cent soixante-quatorze pieds de longueur sur le petit côté (présentement 10e avenue) et la distance qui existe de la base au sommet du gros côté (présentement 11e Avenue) la base et les lignes du sommet étant parallèles, bornée au nord-est par M. Booth, Mlle Rose Booth et Edgar Rochette, au sud-ouest par la rue Albert, au nord-ouest par l'avenue Jobin et au sud-est par le chemin qui conduit à la chute Magnan.

« À distraire cependant, cette partie dudit lot vendu par ledit Dollard Vézina à Dame A. Benoît née Mamie Wilson et dûment enregistré au bureau d'enregistrement de la division du comté de Montcalm sous le No 33413.

« Tel que le tout est suffisamment désigné dans un plan annexé aux présentes.

« Tel que le tout existe présentement. »

Quatrième propriété:

« Une partie de terrain faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro dix-sept « B » (ptie 17B) du sixième rang du canton de Rawdon conformément aux plan cadastral et livre de renvoi officiels d'une partie dudit canton et comprenant cinquante pieds de largeur et cent vingt pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins et bornée au nord-est par la rue Queen, en arrière au sud-ouest par le présent acheteur, d'un côté par John Bracken et de l'autre côté par le lot ci-après décrit.

« 2° Une partie de terrain faisant partie du lot connu sous le numéro dix-sept « B » (ptie 17B) du sixième rang du canton de Rawdon, conformément aux plan cadastral et livre de renvoi officiels d'une partie dudit canton, comprenant cinquante pieds de largeur et cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et bornée en front au nord-est par la rue Queen, en arrière au sud-ouest par le présent acheteur, d'un côté au nord-ouest par l'avenue Jobin et de l'autre côté au sud-est par la pro-

Second property:

"An emplacement forming part of a lot of land known and designated under number senventeen "B" (17B) of the sixth range of the township of Rawdon on the official plan and book of reference of the said township of Rawdon as appears from the said plan deposited at the registry office for the county of Montcalm on the 26th day of November 1894. This property is almost triangular in shape being bordered as follows: on the bottom towards the south by the road which leads to Magnan Falls, at the top by a part of the said emplacement sold to Albert D. H. MacMillan on one side by Jobin Street and on the other side by property belonging to Dame Hermine Jobin measuring eighty feet (80') at the bottom, thirty-one feet (31') on the small side and the entire distance between the bottom and the small side, the whole English measure, more or less, with a house erected thereon.

"As the property now subsists with all active and passive servitudes attached thereto.

"The sale also contains all the furniture which is to be found in the property hereinabove described."

Third property:

"A piece of land being part of lot number seventeen "B" (Pt. 17 "B") of the sixth range of township of Rawdon, on the official plan and book of reference of part of said township, of an almost triangular form, measuring one hundred and ninety-eight feet in width at its basis, eighty-eight feet in width at its top and two hundred and seventy-four feet in length on the small side (now 10th Avenue) and the distance existing from the basis to the top in the big side (now 11th Avenue), the basis and top lines being parallel, bounded to the northeast by Mr. Booth, Miss Rose Booth and Edgar Rochette, to the southwest by Albert Street, to the northwest by Jobin Avenue and to the southeast by the road leading to Magnan Falls.

"Less however that part of said lot sold by the said Dollard Vézina to Dame A. Benoit born Mamie Wilson and duly registered at the registry office for the registration division of the county of Montcalm under No. 33413.

"As the whole is sufficiently designated on a plan annexed to these presents.

"As the whole now subsists."

Fourth property:

"A piece of land being part of the lot known as number seventeen "B" (Pt. 17B) on the sixth range of the township of Rawdon according to the official cadastral plan and book of reference of a part of the said township containing fifty feet in width and one hundred and twenty feet in depth, English measure and more or less and bounded on the northeast by Queen Street in rear on the southwest by the present purchaser, on one side by John Bracken and on the other side by the lot hereinafter described.

"2. A piece of land being part of the lot known as number seventeen "B" (Pt. 17B) on the sixth range of the township of Rawdon according to the official cadastral plan and book of reference of a part of the said township containing fifty feet in width and one hundred and twenty feet in depth English measure and more or less and bounded in front to the northeast by Queen Street, in rear to the southwest by the present purchaser, on one side to the northwest by Jobin Avenue and on the other side to the

priété ci-dessus décrite. Avec toutes les bâtisses dessus érigées. Dans la présente vente tout l'ameublement de tenue de maison et les effets mobiliers qui sont dans lesdites bâtisses sont inclus sans aucune réserve ou exception d'aucune sorte de la part du vendeur. »

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la ville de Rawdon, comté de Montcalm, district de Joliette, le SEPTIÈME jour du mois de MARS 1963, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CHARLES ÉLÉMENT.
Joliette, 28 janvier 1963. 1924-5-2

southeast by the property herein above described. With all the buildings thereon erected. In the present sale are included all the household furnitures and moveable effects being in the said buildings without any reserve or exception from the vendor."

To be sold at the parochial church door of the parish of the town of Rawdon, county of Montcalm, district of Joliette, on the SEVENTH day of the month of MARCH, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Joliette, January 28, 1963. 1924-5-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 686 451. LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES (protestantes) de la Municipalité scolaire de St-Hubert, demandeurs, *vs* WD. D. MARRS, défendeur, et EUGÈNE BISAILLON, créancier-subrogé.

Comme appartenant audit défendeur.

« Un emplacement situé à Croydon, en la ville de St-Hubert, composé des lots numéros mille quatre-vingt-douze, mille quatre-vingt-treize, mille quatre-vingt-quatorze, et mille quatre-vingt-quinze, de la subdivision officielle du lot numéro originaire cent cinquante-huit, (158-1092, 1093, 1094 et 1095) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Hubert, dans le comté de Chambly, mesurant en totalité cent vingt pieds de largeur par quatre-vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; avec une maison y érigée portant le No 15 du boulevard King George, maintenant 459 rue Forester, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Hubert, le QUINZIÈME jour du mois de FÉVRIER 1963, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE, C.R.
Montréal, le 8 janvier 1963. 1673-2-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 686 451. THE SCHOOL COMMISSIONERS for the (Protestant) School Municipality of St-Hubert, plaintiffs, *vs* WD. D. MARRS, defendant, and EUGÈNE BISAILLON, subrogate creditor.

As belonging to the said defendant:

"An emplacement located at Croydon, in the town of St-Hubert, composed of lots numbers one thousand and ninety-two, one thousand and ninety-three, one thousand and ninety-four, and one thousand and ninety-five, of the official subdivision of the original lot one hundred and fifty-eight (158-1092, 1093, 1094 and 1095) in the official plan and book of reference of the parish of St-Hubert, in the county of Chambly, measuring in totality one hundred and twenty feet in width by eighty-two feet in depth, English measure and more or less; with a house thereon erected bearing No. 15 of King George Boulevard, now 459 Forester Street, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Hubert, the FIFTEENTH day of the month of FEBRUARY, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 8, 1963. 1673-2-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 579 658. LOUIS SPIZZIRRO, demandeur, *vs* DAME GIOVANNA LUCCISANO et LUCIEN CIANCI, défendeurs.

"Un emplacement ayant front sur le boulevard St-Michel, en la ville de St-Michel, composé:

1. Du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro sept-cent-soixante-dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-cent-quarante-six (446-779-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault au Récollet, mesurant quarante-deux pieds de largeur en front, sur le boulevard St-Michel, et à l'arrière sur une profondeur de trente-deux pieds et sept dixièmes d'un pied, mesure anglaise et plus ou moins.

2. Du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro quatre-cent-vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-cent-quarante-six (446-423-2) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant quarante-deux pieds de largeur sur vingt-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 579 658. LOUIS SPIZZIRRO, plaintiff, *vs* DAME GIOVANNA LUCCISANO and LUCIEN CIANCI, defendants.

"An emplacement fronting on Boulevard St-Michel, in the town of St-Michel, composed:

1. Of the lot number two of the resubdivision of lot number seven hundred and seventy-nine of the official subdivision of original lot number four hundred and forty-six (446-779-2) of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet, measuring forty-two feet in width in front, on Boulevard St-Michel, and in the back, by a depth of thirty-two feet and seven-tenths of a foot, English measure and more or less;

2. Of the lot number two of the resubdivision of lot number four hundred and twenty-three of the official subdivision of original lot number four hundred and forty-six (446-423-2) on said official plan and book of reference, measuring forty-two feet in width by twenty-eight feet in depth, English measure and more or less;

3. De la partie sud-est du lot numéro quatre-cent-vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-cent-quarante-six (446-pt. S.E. 422) auxdits plan et livre de renvoi officiels, ladite partie mesurant vingt-huit pieds de largeur (cette largeur étant toute la largeur dudit lot) sur une profondeur de quarante-deux pieds, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: d'un côté au nord-ouest, par le résidu ou la partie nord-ouest dudit lot 446-422, d'un côté au nord-est, parle lot No 446-421, d'un autre côté au sud-est, par le lot No 446-403 et en dernier au sud-ouest, par le lot No 446-423-2 ci-dessus décrit.

Avec la maison à deux étages dessus érigée étant une maison d'entreposage et une résidence au-dessus qui porte le numéro civique 7389, boulevard St-Michel, érigée sur les emplacements décrits aux paragraphes 1 et 2. »

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour de FÉVRIER 1963, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE, C.R.
Montréal, 8 janvier 1963. 1674-2-2

3. Of the southeast part of lot number four hundred and twenty-two of the official subdivision of original lot number four hundred and forty-six (446-Pt. S.E. 422) on said official plan and book of reference, measuring, said part twenty-eight feet in width (this width being all the width of said lot) by a depth of forty-two feet, English measure and more or less, and bounded as follows: on one side, to the northwest, by the residue or northwest part of said lot 446-422, on one side to the northeast, by lot No. 446-421, on one other side, to the southeast, by lot No. 446-403, and lastly to the southwest by lot No. 446-423-2 hereinabove described.

With the two storey house thereon erected being a warehouse and a dwelling above bearing the civic No. 7389 Boulevard St-Michel, erected on the emplacements described at paragraphs 1 and 2."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY 1963, at TEN o'clock in the morning.

L.-P. CAISSE, Q.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 8, 1963. 1674-2-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 117-101. SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, corps politique incorporé ayant son siège social à Ottawa, province d'Ontario, et une succursale à Québec, dans les cité et district de Québec, *contre* DAME LOUISE LANCOURT LAVARENNE, épouse séparée de biens de M. André Lavarenne, résidant et domicilié au numéro 294 de la rue Labarre, à Ste-Foy, district de Québec.

« Le lot numéro cent quatre-vingt-treize des subdivisions du lot originaire numéro quatre cent (400-193) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Foy, maintenant ville de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec; borné au nord-est par le lot numéro 400-208, au sud-est par le lot numéro 400-93 (rue), au sud-ouest par le lot numéro 400-192, et au nord-ouest par les lots numéros 400-211 et 400-210; mesurant quatre-vingt-seize pieds et quatre dixièmes (96.4') au nord-est, soixante-cinq pieds (65') au sud-est et au nord-ouest et quatre-vingt-treize pieds et huit dixièmes (93.8') au sud-ouest; le tout plus ou moins et mesure anglaise. Avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Foy, comté de Québec, le QUINZIÈME jour de FÉVRIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.

Québec, le 8 janvier 1963. 1672-2-2-o
[Première insertion: 12 janvier 1963.]
[Deuxième insertion: 2 février 1963.]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 117-101. CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, body politic and corporate having its head office at Ottawa, Province of Ontario, and a branch at Quebec, in the city and district of Quebec, *vs* DAME LOUISE LANCOURT LAVARENNE, wife separate as to property of Mr. André Lavarenne, residing and domiciled at number 294, Labarre Street, at Ste-Foy, district of Quebec.

"Lot number one hundred and ninety-three of subdivions of original lot number four hundred (400-193) of the official cadaster for the parish of Ste-Foy, now town of Ste-Foy, registration division of Quebec; bounded on the north-east by lot number 400-208, on the south-east by lot number 400-93 (street), on the south-west by lot number 400-192, and on the north-west by lots numbers 400-211 and 400-210; measuring ninety-six feet and four tenths (96.4') on the north-east, sixty-five feet (65') on the south-east and on the north-west and ninety-three feet and eight tenths (93.8') on the south-west; the whole more or less and English measure. With building thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Ste-Foy, county of Quebec, the FIFTEENTH day of FEBRUARY next at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,

Sheriff's office, *Sheriff.*

Quebec, January 8, 1963. 1672-2-2
[First insertion: January 12, 1963.]
[Second insertion: February 2, 1963.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour de Magistrat, No 24-842. RAYMOND BROUILLARD, garagiste, domicilié et résidant à St-

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Magistrate's Court, No. 24-842. RAYMOND BROUILLARD, garage-keeper, domiciled and residing

Marcel, comté d'Yamaska, district de Richelieu, et faisant affaire sous les noms et raison sociale de Garage Raymond Brouillard, demandeur, *vs* PAUL-ÉMILE GAGNÉ, domicilié et résidant à St-Marcel, comté d'Yamaska, district de Richelieu.

District de St-Hyacinthe

Cour de Magistrat, No 24-885. { ST. HYACINTHE AUTO PARTS LTD., corps politique légalement constitué, ayant sa principale place d'affaire dans les cité et district de St-Hyacinthe, demanderesse, *vs* PAUL-ÉMILE GAGNÉ, domicilié et résidant à St-Marcel, comté d'Yamaska, district de Richelieu, défendeur.

« Une terre située en la paroisse de St-Marcel, sur la première concession, connue et désignée au cadastre officiel de ladite paroisse de St-Marcel, comme étant les lots numéros 33-34-35-36; à distraire du lot numéro 33, une largeur de 26 pieds à partir du cordon des terres de la première concession, d'autre bout au chemin de la première concession, d'un côté vers le nord-est au terrain portant le numéro 32 dudit cadastre et de l'autre côté au reste du terrain dudit lot numéro 33 pour servir à une route publique. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Marcel, comté d'Yamaska, district de Richelieu, le QUATRIÈME jour de MARS 1963, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 29 janvier 1963 1944-5-2-o

at St-Marcel, county of Yamaska, district of Richelieu, and doing business under the name and style of Garage Raymond Brouillard, plaintiff, *vs* PAUL-ÉMILE GAGNÉ, domiciled and residing at St-Marcel, county of Yamaska, district of Richelieu, defendant.

District of St-Hyacinthe

Magistrate's Court, No. 24-885. { ST. HYACINTHE AUTO PARTS LTD., body politic legally incorporated, having its head office in the city and district of St-Hyacinthe, plaintiff, *vs* PAUL-ÉMILE GAGNÉ, domiciled and residing at St-Marcel, county of Yamaska, district of Richelieu, defendant.

"A piece of land situated in the parish of St-Marcel, on the first concession, known and designated on the official cadaster of the said parish of St-Marcel as being lots numbers 33-34-35-36; to withdraw from lot number 33, a width of 26 feet going from the edge of the lands of the first concession, another and to the road of the first concession, on one side towards the north-east to the terrain bearing number 32 of the said cadaster and on the other side to the residue of the terrain of the said lot number 33 to serve as a public road."

To be sold at the parochial church door of St-Marcel, county of Yamaska, district of Richelieu, the FOURTH day of MARCH, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, January 29, 1963. 1944-5-2

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 14 311. { CRÉDIT INTER CITÉ INC., corps politique et cincorporé légalement constitué, ayant son siège social et une place d'affaires en les cité et district de St-Hyacinthe, *vs* LÉO BERTRAND, d'Acton-Vale, district de St-Hyacinthe, défendeur.

« Un emplacement situé en la ville d'Acton-Vale, rue de la Mine, connu et désigné comme étant partie des lots numéros cinq cent quinze et cinq cent seize du cadastre de la ville d'Acton-Vale (lots nos 515 et 516, ptie), de la contenance de 72 pieds de largeur en front sur la rue de la Mine, par 57 pieds de profondeur, et borné comme suit: en front, par ladite rue de la Mine, en profondeur vers l'est, par la continuation du même lot appartenant à Gérald Dubé, du côté nord par partie du lot no 515 du même cadastre appartenant à Donia Brunelle et de l'autre côté au sud, par la rue Georges; avec bâtisses y érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale d'Acton-Vale, comté de Bagot, district de St-Hyacinthe, le DOUZIÈME jour de FÉVRIER 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
GÉRARD BEAUDET.

Bureau du Shérif,
St-Hyacinthe, 4 janvier 1963. 1657-2-2-o

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province of Quebec
District of St-Hyacinthe

Superior Court, No. 14 311. { CRÉDIT INTER CITÉ INC., body legally incorporated, having his social business place in the city of Acton-Vale, district of St-Hyacinthe, plaintiff, *vs* LÉO BERTRAND, of Acton-Vale, district of St-Hyacinthe.

"A place situated in the city of Acton-Vale, on Mine street, known and designated as being part of lots five hundred and fifteen, five hundred and sixteen of the cadaster of the city of Acton-Vale (lots nos. 515 and 516, pt.), measuring 72 feet in width in front, on Mine street; by 57 feet in depth, bounded as follow: by the front by Mine street, in depth toward east, by the continuation of the same lot owned by Gérald Dubé, on north side by part of lot no. 515 of the same cadaster owning to Deonia Brunelle, on the other side, on east, by Georges street; with buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of Acton-Vale, Bagot county, district of St-Hyacinthe, the TWELFTH day of FEBRUARY, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Hyacinthe, January 4, 1963. 1657-2-2-o

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 12-595. { CORRON & CORRON LTD., corporation légalement constituée et ayant sa principale d'affaires au No 20 rue Jacques-Cartier, en la cité de St-Jean, district d'Iberville,

Canada — Province of Quebec
District of St-Hyacinthe

Superior Court, No. 12-595. { CORRON & CORRON LTD., corporation legally incorporated and having its main business place at 20 Jacques-Cartier Street, in the city of St-Jean, district of Iberville,

demandeur, *vs* LÉO ROBIDOUX, gentilhomme, domicilié à St-Dominique, comté de Bagot, district de St-Hyacinthe.

Avis de vente par le shérif

1° Une terre située en la paroisse de St-Dominique, comté de Bagot, sur le rang St-Dominique nord-est étant les lots Nos trois cent vingt-huit, trois cent vingt-neuf, trois cent trente, (328, 329, 330), du cadastre officiel de la paroisse de St-Dominique, d'une superficie de cent trente-trois arpents, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Ladite terre, pour vendre, à la porte de l'église paroissiale de St-Dominique, comté de Bagot, le MERCREDI, SIXIÈME jour de MARS 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

2° Un terrain désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Valérien de Milton, comme étant la moitié ouest du lot numéro cent quarante-trois, (½ O. 143), contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins, avec bâtisses y érigées, et touchant du côté est, à la partie du même lot appartenant à Ernest Lambert ou représentants; en front, au chemin du septième rang; en profondeur, au chemin du sixième rang; et de l'autre côté, au terrain ci-après décrit.

3° Un terrain désigné audit cadastre comme étant le lot numéro cent quarante-quatre (144), avec bâtisses y érigées, de la contenance de six arpents de largeur à sa profondeur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure, et sur la profondeur de la concession du septième rang.

Ce 2e et 3e terrain pour être vendus, à la porte de l'église de St-Valérien de Milton, comté de Shefford, district de St-Hyaci the, à TROIS heures de l'après-midi, le SIXIÈME jour de MARS 1963.

Le Shérif,
GÉRARD BEAUDET.

Bureau du Shérif,
St-Hyacinthe, 21 janvier 1963

1925-5-2-o

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 519 397. DAME ELMIRA BAILARGEON, épouse séparée de Antonio Rovira, demeurant et domiciliée en les cité et district de Montréal, demandeur, *vs* JOSEPH VANDAL, demeurant et domicilié dans le rang Charlotte à St-Simon, comté de Bagot, district de St-Hyacinthe, défendeur.

Avis de vente par le shérif

1° Une terre à St-Simon, sur le rang Ste-Charlotte, étant les trois arpents nord-ouest du lot numéro trois cent quatre-vingt-quinze, (Ptie N.-O. 395) du cadastre de la paroisse de St-Simon, de trois arpents de largeur par vingt et un arpents de profondeur, plus ou moins, bornée en front par le chemin public, en profondeur par le cordon dudit rang, du côté nord-ouest par le lot numéro trois cent quatre-vingt-quatorze, et du côté sud-est par l'autre côté dudit lot numéro trois cent quatre-vingt-quinze, appartenant à Joseph Collette sans bâtisse.

2° Une autre terre à St-Simon sur le rang St-Henri, étant un arpent de largeur côté sud-est du lot numéro quatre cent vingt et un, (Ptie S.-E. 421), et le lot numéro quatre cent vingt-deux (422), du cadastre de la paroisse de St-Simon, de la contenance de deux arpents de largeur par vingt et un arpents de profondeur, plus ou moins, borné en front par un chemin public, en profon-

plaintiff, *vs* LÉO ROBIDOUX, gentlemen, domiciled in St-Dominique in the county of Bagot, district of St-Hyacinthe.

Notice of sale by the sheriff

1. A farm situated in the parish of St-Dominique, county of Bagot, on the range St-Dominique northeast, being lots Nos. three hundred and twenty-eight, three hundred and twenty-nine, three hundred and thirty, (328, 329, 330), of the official cadaster of the parish of St-Dominique, consisting of one hundred and thirty-three acres, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said farm to be sold at the church door of St-Dominique, county of Bagot, the WEDNESDAY, SIXTH day of MARCH, 1963, at TEN o'clock a.m.

2. A lot designated on the official cadaster of the parish of St-Valérien de Milton, as being the half west of lot number one hundred and forty-three (½ W. 143), consisting of fifty acres in superficy, more or less, with buildings thereon erected, next to east side, to the part of the same lot owned by Ernest Lambert or representatives; in front, by the seventh range road; in depth, by the sixth range road; on the other side, to the lot hereby described.

3. A lot described at the said cadaster as being number one hundred and forty-four (144), with buildings erected, containing six acres in width by the front and ending to a fraction of an acres to its depth, the whole more or less, without guarantee as the measure, and by the depth by the concession of the seventh range.

This 2nd and 3rd lot to be sold at the church door of St-Valérien de Milton, county of Shefford, district of St Hyacinthe, at THREE o'clock p.m., the SIXTH day of MARCH, 1963.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Hyacinthe, January 21, 1963.

1925-5-2-o

Canada — Province of Quebec
District of St-Hyacinthe

Superior Court, No. 519 397. DAME ELMIRA BAILARGEON, separated-wife of Antonio Rovira residing and domiciled in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* JOSEPH VANDAL, residing and domiciled in the range of Ste-Charlotte of St-Simon, county of Bagot, district of St-Hyacinthe, defendant.

Notice of sale by the sheriff

1. A farm of St-Simon, on the range Ste-Charlotte, being the three northwest acres of lot number three hundred ninety-five (Ptie N.-O. 395) of the cadaster of St-Simon parish, of three acres in width by twenty-one in depth, more or less, bonded in front by the public road, in depth by the border of the said range, on northwest side by lot number three hundred ninety-four, and on southeast side by the other side of the said lot number three hundred and ninety-five, owned by Joseph Collette without building.

2. Another farm of St-Simon on the range St-Henri, being one acres in width on southeast side of lot number four hundred and twenty-one, (Ptie S.-E. 421), and lot number four hundred and twenty-two, (422) of the cadaster of the parish of St-Simon, containing two acres in width by twenty-one acres in depth, mor or less, bounded in front by the public road, in

deur par le cordon des terres dudit rang, du côté nord-ouest par une autre partie dudit lot numéro quatre cent vingt et un, appartenant à Harris Collette, et du côté sud-est par le lot numéro quatre cent vingt-trois avec toutes les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église de St-Simon, comté de Bagot, le DOUZIÈME jour du mois de MARS 1963, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GÉRARD BEAUDET.
St-Hyacinthe, 28 janvier 1963. 1945-5-2-o

deur by the border of the farm of the said range, on northwest by another part of lot number four hundred and twenty-one, owned by Harris Collette, on southeast side by lot number four hundred and twenty-three with all buildings thereon erected.

To be sold at the church door of St-Simon, county of Bagot, the TWELFTH day of MARCH, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Hyacinthe, January 28, 1963. 1945-5-2-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 558 936. { KAUFMAN, HOFFMAN, RESPITZ & SEDEROFF demandeurs *vs* JOHN C. DIXON, défendeur et bref noté No 560702 ARCHIBALD GREENIDGE *vs* JOHN C. DIXON, défendeur.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés et en la possession du défendeur.

Ce certain morceau de terrain situé au lac Notre-Dame, près du village de Montfort, dans le comté d'Argenteuil, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wentworth, comme étant le lot numéro deux-cent-soixante-seize de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf, lettre « B » du neuvième rang (9B-276-R.9). Avec les bâtisses dessus érigées.

Et comprenant un droit de passage avec les autres ayant le même droit. Sur une bande de terrain devant être utilisée comme chemin, et portant le numéro cadastral deux-cent-cinquante du lot originaire numéro neuf lettre « B » du neuvième rang (9B-250-R.9) et sur l'extension dudit chemin jusqu'à la route principale allant et venant audit village de Montfort.

Comme le tout subsiste présentement, avec toutes les appartenances y attachées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique du village de Montford, comté d'Argenteuil, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de FÉVRIER 1963 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
27 décembre 1962. 1658-2-2

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 558 936. { KAUFMAN, HOFFMAN, RESPITZ & SEDEROFF, plaintiffs *vs* JOHN C. DIXON, defendants, and noted writ No. 560702 ARCHIBALD GREENIDGE *vs* JOHN C. DIXON, defendants.

Notice of sale

The immoveables hereinafter described and in the possession of the defendant.

That certain piece of land situated at lake Notre-Dame, near the village of Montfort, in the county of Argenteuil, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Wentworth, as being the lot number two hundred and seventy-six of the official subdivision of the original lot number nine letter "B" in the ninth range (9B-276-R.9) with buildings thereon erected.

And comprises a right-of-way with others having same right, over a strip of land to be used as a road, bearing cadastral number two hundred and fifty of the original lot number nine letter "B" in the ninth range (9B-250 R.9) and on the extension of the said road until the Main Road leading to and from the said village of Montfort.

As the whole now subsists with all its appurtenances thereto attached.

To be sold at the catholic parochial church door of the village of Montfort, county of Argenteuil, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of FEBRUARY, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
December 27, 1962. 1658-2-2-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 35 461. { THE BANK OF NOVA SCOTIA, banque à charte dûment constituée selon la loi, ayant une succursale à Brownsburg, district de Terrebonne, demanderesse, *vs* ROGER GAGNÉ, gentilhomme de Brownsburg, dit district, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur;

« Un certain emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiel du canton de Chatham, comme formant partie du lot No 821 mesurant 60 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, borné au nord et à l'est par partie du même lot appartenant à Lauréat Ouellette

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 35 461. { THE BANK OF NOVA SCOTIA, chartered bank duly incorporated according to the law, having a branch at Brownsburg, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* ROGER GAGNÉ, gentleman of Brownsburg, said district, defendant.

Notice of sale

The immoveable hereafter designated and in the possession of the defendant;

"A certain emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the township of Chatham, as forming part of lot No. 821 measuring 60 feet in width by a depth of 100 feet, bounded on the north and on the east by part of the same lot belonging to Lauréat

ou ses représentants, au sud par le chemin de concession, à l'ouest par la moitié ouest dudit lot appartenant à Nelson Ouellette ou ses représentants. Avec toutes les bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique St-Louis de France à Brownsburg, MERCREDI, le SIXIÈME jour de MARS 1963 à DEUX heures de l'après-midi (6/3/63 à 2h. p.m.)

Le Shérif.
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
le 28 janvier 1963.
1926-5-2-o

Ouellette or his representatives, on the south by the concession road, on the west by the western half of the said lot belonging to Nelson Ouellette or his representatives. With all the buildings thereon erected."

To be sold at the Catholic parochial church door of St-Louis de France at Brownsburg, WEDNESDAY, the SIXTH day of MARCH, 1963, at TWO o'clock in the afternoon (6/3/63 at 2 o'clock p.m.)

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
January 28, 1963.
1926-5-2

Ventes pour taxes

Municipalité du comté d'Arthabaska

Avis public est par le présent donné, par le soussigné, Jean Moisan, avocat, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté d'Arthabaska, que JEUDI, le QUATORZIÈME jour du mois de MARS, mil neuf cent soixante-trois, à DIX heures de l'avant-midi, heure normale de l'est, à la salle du conseil du comté d'Arthabaska, située au bureau d'enregistrement, ville d'Arthabaska, chef-lieu du comté, seront vendus à l'enchère publique, les immeubles ci-après désignés pour non paiement de taxes municipales, scolaires, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles, à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés, avec les frais encourus avant la vente savoir:

Sales for Taxes

Municipality of the county of Arthabaska

Public notice is hereby given by the undersigned, Jean Moisan, advocate, secretary-treasurer of the municipality of the county of Arthabaska, that on THURSDAY, the FOURTEENTH day of the month of MARCH, one thousand nine hundred and sixty-three, at TEN o'clock in the forenoon, Eastern Standard Time, in the hall of the county council of Arthabaska, situated in the registry office, town of Arthabaska, county seat, that the immoveables hereinafter designated will be sold by public auction for non-payment of municipal and school taxes, costs and charges due on each of these immoveables, unless the said taxes, costs and charges have been paid and receipted, together with the costs incurred, before the sale, to wit:

Municipalité de Chénier — Municipality of Chénier

Propriétaire — Owner	Lot	Rang — Range	Cadastre — Cadaster	Taxes munic. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Picard, Bertrand	P. 604, P. 605	6	Canton de-Township of Tingwick	$ 22.66	$ 37.47	$ 60.13
Croteau, Fernand	158, 159	2	"	2.40		2.40

Municipalité de Tingwick — Municipality of Tingwick

Dion, Henri-Louis	295, 296, P. 297	3	Canton de-Township of Tingwick	$146.98	$208.72	$ 355.70

Municipalité du canton de Chester-Ouest — Municipality of the township of Chester-West

Filteau, Gérard	P. 135, P. 139	6	Canton de-Township of Chester (Paroisse de-Parish of Saint-Paul)	$ 26.73	$ 24.80	$ 51.53
Verville, Richard	88, P. 89	6	"	84.14	80.25	164.39
Grégoire, Mme-Mrs. Paul	P. 363	10	"	4.16	3.59	7.75

Municipatité de Saint-Valère — Municipatity of Saint-Valère

Constant, Calixte	451	9	Canton de-Township of Bulstrode	$ 6.78	$ 23.62	$ 30.40

Municipalité de Chester-Est — Municipatity of Chester-East

Savoie, Jacques	P. 287	4	Sainte-Hélène de Chester		$ 0.53	$ 0.53
Racine, Alphonse	P. 129, P. 130, P. 131, 139	2	"		28.50	28.50

Municipalité de la paroisse de Sainte-Clotilde de Horton
Municipality of the parish of Sainte-Clotilde de Horton

Propriétaire — Owner	Lot	Rang — Range	Cadastre — Cadaster	Taxes munic. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Moulin Gracien	P. 11	10	Canton de-Township of Simpson	$ 12.93	$110.26	$ 123.19
DeCourval, Dame veuve-widow L.P.	P. 253, P. 254, 255, P. 257, P. 259	5	Canton de-Township of Horton		167.23	167.23
DeCourval, Paul P.	P. 258	5	"		26.46	26.46

Municipalité de Saint-Jacques de Horton — Municipality of Saint-Jacques de Horton

Desroches, Lionel	P. 267	6	Canton de-Township of Horton	$ 12.60	$ 74.25	$ 86.8
Pinard, Onil	P. 1107	11	Canton de-Township of Warwick	1.30	11.10	12.40
Roux, Henri	P. 216, P. 217	5	Canton de-Township of Herton	14.10	110.25	124.35

L'énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles a été autorisée par la Commission Municipale de Québec, conformément aux dispositions de l'article 730 du Code Municipal.

Donné sous mon seing, à Arthabaska, ce seizième jour du mois de janvier, mil neuf cent soixante-trois.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN MOISAN.

1818-4-2-o

The abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables was authorized by the Quebec Municipal Commission, pursuant to the provisions of section 730 of the Municipal Code.

Given under my seal at Arthabaska, this sixteenth day of the month of January, one thousand nine hundred and sixty-three.

JEAN MOISAN,
Secretary-Treasurer.

1818-4-2

Municipalité du comté de L'Islet

Le soussigné, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de L'Islet, donne avis que les immeubles ci-après désignés doivent être vendus à l'enchère publique, au lieu où ce conseil tient ses sessions, le QUATORZE MARS prochain, à DIX heures du matin, faute de payement des taxes et des frais encourus, savoir:

Municipality of the county of L'Islet

The undersigned, secretary-treasurer of the municipality of the county of L'Islet, gives notice that the immoveables hereinafter designated will be sold at public auction, at the regular meeting place of the council, on MARCH FOURTEEN next, at TEN o'clock in the forenoon, in default of the payment of the taxes and costs incurred, to wit:

Municipalité de Saint-Cyrille-de-Lessard — Municipality of Saint-Cyrille-de-Lessard

Propriétaires — Owners	Désignation — Designation	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Adrien Caron	P. 109, rang-range I, Lessard	$156.77	$264.32	$ 421.09
Adrien Caron	P. 1, rangs-ranges 2 et-and 3, Bourdages	24.26	42.30	66.56
Adrien Caron	P. 186, rang-range 3, Fournier	12.13	21.15	33.28
Adrien Caron	P. 187, rang-range 3, Fournier	12.13	21.15	33.28
Adrien Caron	P. 3B, rang-range 3, Fournier	12.13	21.15	33.28
Adrien Caron	P. 33 et-and 34, rang-range 1, Lessard	18.20	31.75	49.95

Municipalité de Saint-Damase-de-L'Islet — Municipality of Saint-Damase-de-L'Islet

Jean-Marc Jeffrey	31, bloc A, rang-range 6 Fournier, sauf les droits de la Couronne-save Crown Rights	$ 6.15	$ 11.29	$ 17.44
Augène Milliard		56.72	71.02	127.74
Ptie 11 et Ptie 12 rang 3, Fournier, bornées au sud-est par le fronteau du rang, au sud-ouest par les terrains de Léo et Robert Deschênes, au nord-ouest par le fronteau du rang et les terrains de Moïse Fortin et Auguste Bernier, au nord-est par celui de Z. Bélanger.	P, 11 and P. 12, range 3, Fournier, bounded on the southeast by ledge of range, on the southwest, by lots of land of Léo and Robert Deschênes, on the northwest by the ledge of the ranges and lots of land of Moïse Fortin and Auguste Bernier, on the northeast by that of Z. Bélanger.			
Lionel Richard	234, rang-range 2, Ashford	5.13	9.45	14 58

Municipalité de Tourville — Municipality of Tourville

Claude Gandreau	36, rang-range A, Ashford	$ 7.51	$ 24.80	$ 32.31
Claude Gaudreau	13 rang-range 9, Fournier	13.51	74.75	88.26

Municipalité de Sainte-Louise — Municipality of Sainte-Louise

Propriétaires — Owners	Désignation — Designation	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Robert Robitaille	P. 376	$ 15.43	$ 29.76	$ 45.19
Gérard Jeffrey	P. 269, P. 270	5.20	.....	5.20
J.-Léon Desrosiers	P. 272	4.58	7.80	12.38

Municipalité de Saint-Adalbert — Municipality of Saint-Adalbert

Joachim Chouinard	7, rang-range 3, Leverrier	.....	$112.00	$ 112.00
Clément Corriveau	4, rang-range 8, Leverrier	.....	91.40	91.40
Laurent Anctil	30, rang-range 4, Casgrain	$ 3.40	18.00	21.40
Robert St-Pierre	43, rang-range 3, Casgrain	5.85	28.75	34.60
Rénald Bélanger	22, rang-range 4, Leverrier	.....	59.50	59.50
Joseph Bélanger	26, rang-range 2, Leverrier et-and 17, rang-range 3, Leverrier	7.90	42.75	50.65
Marcel Bélanger	12, rang-range 3, Leverrier	5.56	.....	5.56
Robert Blanchet	33, rang-range 5, Leverrier et-and 18, rang-range 8, Leverrier	4.83	52.00	56.83
Alphonse Boldue	18 et-and 24, rang-range 7, et-and 16 et-and 18, rang-range 8, Leverrier	9.78	113.13	122.91
Albert Boldue	17, rang-range 8, 19 et-and 20, rang-range 7, Leversier	18.70	131.00	149.70
Maurice Bourgault	45, rang-range 5, Casgrain	2.55	.....	2.55
Jean-B. Élie Bourgault	29, rang-range 6, Leverrier	2.55	14.62	17.17
Philippe Bourgault	32, rang-range 7, Leverrier	3.40	.....	3.40
Jean-Louis Boucher	47, rang-range 8, Leverrier	2.55	44.00	46.55
Louis-Albert Chouinard	43, rang-range 5, Casgrain	5.85	28.75	34.60
Charles Deschênes	31, 32, 33, 34, rang-range 5; 31, rang-range 4; 34, rang-range 6, Leverrier	32.55	139.50	172.05
Pierre Duval	42, rang-range 7, Casgrain; 42, rang-range 7, Casgrain	6.63	23.75	30.38
Eugène Dumas	46, rang-range 5, Leverrier	17.51	54.00	71.51
Georges Gamache	35, rang-range 5, Leverrier; 36, 37, sang-range 6, Leverrier; 36, rang-range 4, Leverrier	16.40	110.00	126.40
Joseph Leclerc	41, rang-range 5, Casgrain; 40 et-and 41, rang-range 6, Casgrain	25.73	175.75	201.48
Montealm Lévesque	43, rang-range 4, Casgrain; 54, rang-range 4, Leverrier; 54, rang-range 3, Leverrier	10.45	33.75	44.20
Agénard Pelletier	42, rang-range 5, Casgrain; 39, rang-range 8, Casgrain	7.05	37.13	44.18
Paul Pelletier	42, rang-range 8, Leverrier	3.23	18.00	21.23
Gérard Pelletier	40 rang-range 5, Casgrain	3.83	20.75	24.58
Lucien Royer	14, rang-range 3 Leverrier	2.98	.....	2.98
Ch.-Antoine Thériault	45, rang-range 7, Casgrain	2.80	13.50	16.30

Donné à Saint-Jean-Port-Joli, le 12 janvier 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
E. M. DÉCHÊNE.

1819-4-2-o

Given at Saint-Jean-Port-Joli, on January 12, 1963.

E. M. DÉCHÊNE,
Secretary-Treasurer.

1819-4-2-o

Commission des écoles catholiques de Chicoutimi

Avis public est, par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du dix-huit janvier 1963, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi et à la cité de Chicoutimi, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil municipal, à l'Hôtel-de-Ville de Chicoutimi, le DIX-NEUVIÈME jour de FÉVRIER 1963, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes scolaires imposées avant le 30 juin 1960 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Celle de l'immeuble décrit dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait, conformément aux dispositions de l'article 74

Catholic school commission of Chicoutimi

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order in council dated January eighteen, 1963, has ordered the undersigned, in accordance with the provisions of section VII of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immoveables below designated to satisfy for the payment of tax arrears due to the Catholic School Commission of Chicoutimi and to the city of Chicoutimi, with interest and costs, and that therefore, the said immoveables shall be sold by public auction in the hall of the municipal council, at the Town Hall of Chicoutimi, on the NINETEENTH day of FEBRUARY, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Shall be excluded from the sale, however, immoveables on which school taxes imposed before June 30, 1960, shall have been paid before the time of sale.

The sale of the immoveables described in the first section of the present notice shall be made subject to the right of withdrawal.

That of the immoveable described in the second section shall be definitive and without the right of withdrawal in accordance with the pro-

de la Loi de la Commission municipale de Québec, ledit immeuble étant formé d'un terrain vague d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

Première section
Immeubles sujets au droit de retrait

1. Robert Picard.— Lelot 71-A-6-136, 1errang nord-est du chemin Sydenham, canton Chicoutimi, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, avec les droits concédés par contrat enregistré à Chicoutimi le 3 mars 1950 sous le numéro 98,525.

2. Madame Henri Villeneuve.— Les lots 498-2 et 499-9, au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

3. Albany Bouchard.— Un terrain mesurant 60 pieds de largeur de l'est à l'ouest, par 95 pieds de profondeur du nord au sud comprenant les lots 604-1 et 605-8 et la partie est du lot 605-7, cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, borné: au nord par les lots 604-12, 605-9 et par partie du lot 605-10; au sud par le lot 606 (rue); à l'est par le lot 604-2, et à l'ouest par le résidu du lot 605-7.

4. Léonce Tremblay.— *a*) Un terrain mesurant 40 pieds et 6 pouces de largeur par 80 pieds de profondeur, de l'est à l'ouest, mesure précise à la mesure anglaise, formant partie du lot 503, cadastre de la ville de Chicoutimi, borné: en front vers l'ouest à la rue transversale No. XII; en profondeur vers l'est au terrain de Dame Édouard Lemieux, suivant une ligne parallèle à la rue de front No V (rue Bossé) et distante de 175 pieds, mesure précise, du côté sud de cette rue; vers le sud par le terrain de Alfred Godbout.

b) Un terrain de forme triangulaire à prendre dans l'angle nord-ouest du lot 503-8 cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, borné: vers le nord au lot 503-7; vers l'ouest par le terrain ci-dessus décrit; et vers le sud-est par une ligne étant le prolongement en ligne droite vers le sud-ouest de la ligne sud-est du lot 503-6 ou encore par une rue.

5. Lionel Gilbert.— Les lots 1119-11, 1119-12, 1119-13, 1119-14 et 1119-15 du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

6. Madame Philippe Morin.— Le lot 1-G-66, quinzième rang sud-ouest du Chemin Sydenham du canton Chicoutini, cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

Deuxième section
Immeuble non sujet au droit de retrait

7. Madame Léonce Tremblay.— Le lot 600-1, cadastre officiel de la ville de Chicouimi.

Ces lots et parties de lots seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette aux dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Chicoutimi, ce dix-septième jour du mois de janvier 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
1871-4-2-o JOSEPH BONNEAU.

Municipalité du comté de Gatineau

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes du comté précité, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 26 janvier 1963, veuillez apporter les corrections suivantes: « à la page 490, la description des deux lots apparaissant sous le nom de Clément, Heney, devrait venir après McHugh, Earl (Château Diotte). » Entre les deux dites descriptions et le nom de Clément, Heney, devrait apparaître le titre suivant: « Corporation municipale de Blue Sea — Canton de Bouchette ».

À la page 491, le titre « Commission scolaire de corporation du village de Deschênes » doit être changé pour « Corporation du village de Deschênes ».

1872

visions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immoveable being formed of a vacant lot of land of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars

First section
Immoveables subject to the right of withdrawal

1. Robert Picard.— Lot 71-A-6-136, 1st range north-east of Sydenham Road, township Chicoutimi, on the official cadaster of the parish of Chicoutimi, with the rights conceded by registered contract at Chicoutimi on March 3, 1950, under number 98,525.

2. Mrs. Henri Villeneuve.— Lots 498-2 and 499-9, on the official cadaster of the town of Chicoutimi.

3. Albany Bouchard.— A lot of land measuring 60 feet in width from east to west, by 95 feet in depth from north to south including lots 604-1 and 605-8 and the east part of lot 605-7, official cadaster of the town of Chicoutimi, bounded: on the north, by lots 604-12, 605-9 and by part of lot 605-10; on the south, by lot 606 (street); on the east by lot 604-2, and on the west by the residue of lot 605-7.

4. Léonce Tremblay.— *a*) A lot of and measuring 40 feet and 6 inches in width by 80 feet in depth, from east to west, pre ise measurements by English measure, forming part of lot 503, cadaster of the town of Chicoutimi, bounded: in front on the west, by the transversal street No. XII; in depth, on the east, by the lot of land of Dame Édouard Lemieux, following a line parallel to the front street No. V (Bossé Street) and distant by 175 feet, precise measurement, on the south side of this street; on the south, by the lot of land of Alfred Godbout.

b) A lot of land of triangular form to be taken in the northwest angle of lot 503-8 official cadaster of the town of Chicoutimi, bounded: on the north, by lot 503-7; on the west, by the and above described; and on the southeast, by a line being the extension in a straigdt line on the southwest of the southeast line of lot 503-6 or again by a street.

5. Lionel Gilbert.— Lots 1119-11, 1119-12, 1119-13, 1119-14 and 1119-15 official cadaster of the town of Chicoutimi,

6. Mrs. Philippe Morin.— Lot 1-G-66, fifteenth range southwest of the Sydenham Road, of the township of Chicoutimi, official cadaster for the parish of Chicoutimi.

Second section
Immoveable not subject to right of withdrawal

7. Mrs. Léonce Tremblay.— Lot 600-1, official cadatter for the town of Chicoutimi.

These lots and parts of lots shall be sold with buildings thereon erected circumstances and dependencies, should there be any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes by which they may be affected.

Adjudication price of each one of these immoveables shall be payable immediately.

The sale, moreover, shall be subject to the provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Chicoutimi, this seventeenth day of the month of January, 1963.

JOSEPH BONNEAU,
1871-4-2 *Secretary-Treasurer.*

Municipality of the county of Gatineau

Erratum

In the notice of the sale for taxes in the aforementioned county, published in the *Quebec Official Gazette* on January 26, 1963, kindly make the following corrections: "on page 490, the description of the two lots appearing under the name of Clément, Heney, should be after McHugh, Earl (Château Diotte) ". Between the two said descriptions and the name of Clément, Heney, the following title should appear: "Municipal Corporation of Blue Sea — Township of Bouchette".

On page 491, the title "School Commission of the Corporation of the Village of Deschênes" should be changed for "Corporation of the Village of Deschênes".

1872

Municipalité du comté de Montcalm

Erratum

Avis public est par les présentes donné par le secrétaire-trésorier de la corporation du comté de Montcalm, que dans un avis en date du 7 janvier 1963, paru dans la *Gazette officielle de Québec*, samedi le 19 janvier 1963 et le 26 janvier 1963, la date de la vente des immeubles à être vendus à l'enchère publique à défaut de paiement des taxes pour le comté de Montcalm a été mentionnée par erreur, comme étant le septième jour de Mars 1963, et que la date aurait due et doit être mentionnée comme étant le QUATORZIÈME jour de MARS 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
1942-5-2-o JEAN-YVES PROULX.

Municipality of the county of Montcalm

Erratum

Public notice is hereby given by the secretary-treasurer of the corporation of the county of Montcalm that, in a public notice in the *Quebec Official Gazette* of January 19 and 26, 1963, for the immoveables to be sold in default of payment of taxes for the municipality of the county of Montcalm, should have read MARCH FOURTEENTH, 1963 and not March 7th as mentioned.

(Seal) JEAN-YVES PROULX,
1942-5-2-o *Secretary-Treasurer.*

Municipalité du comté de Papineau

Erratum

Municipalité de la paroisse de Cheneville

Canton Hartwell — Lot No P20 en ajoutant rang (1), Mme René Vezeau.

Commission scolaire de Ripon

Canton de Ripon — Lot No P.25 en ajoutant (A) au numéro du lot. Lucien Mantha.

Municipalité de Lochaber, partie nord

Lot No 7B, rang 8 en ajoutant: (Gore de Lochaber), Hector Brabant.

Lot No. 14A, rang 8 en ajoutant: (Canton Lochaber). Roméo Legault.

Corporation Scolaire de Cheneville

Canton Hartwell — Lot No P12, rang 1, il aurait fallu indiquer: (P12A, rang 2), Robert Latour.

Lots Nos P26, P26B, P27A, il aurait fallu indiquer: (P26, P26B,). John Assad.

Donné à St-André-Avellin, P.Q., ce 28e jour de janvier 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
1943-o C. A. MONTREUIL.

Municipality of the county of Papineau

Erratum

Municipality of the parish of Cheneville

Township of Hartwell — Lot No. P. 20, adding range (1). Mrs. René Vezeau.

School Commission of Ripon

Township of Ripon. — Lot No. P. 25, adding (A) to the number of the lot. Lucien Mantha.

Municipality of Lochaber, north part

Lot No. 7B, range 8, adding (Gore of Lochaber) Hector Brabant.

Lot No. 14A, range 8, adding (Township of Lochaber). Roméo Legault.

School Commission of Cheneville

Township of Hartwell — Lot No. P. 12, range 1, it was necessray to indicate: (P. 12A, range 2) Robert Latour.

Lots Nos Nos. P26, P26B, P27A, it was necessary to indicate (P26, P26B,). John Assad.

Given at St-André-Avellin, P.Q., this 28th day of January, 1963.

C. A. MONTREUIL,
1943 *Secretary-Treasurer.*

Municipalité du comté de Gaspé-Est

Avis public est par le présent donné par le soussigné, J.-E. LeBoutillier, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après désignés, y compris les bâtisses dessus construites, seront vendus à l'enchère publique au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, au palais de justice à Percé, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires à moins que ces taxes et les frais encourues ne soient payés avant la vente, savoir:

Municipality of the county of Gaspé-East

Public notice is hereby given by the undersigned, J.-E. LeBoutillier, secretary-treasurer of the aforesaid municipality, that the immoveables municipality, that the immoveables hereinafter described, including the buildings thereon erected, shall be sold by auction at the place where the county council holds its sittings, in the Court House at Percé, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes, unless these taxes and the costs incurred be paid before the sale, namely:

Municipalité scolaire de Chandler — School municipality of Chandler

Noms — Names	No du lot — Lot No.	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Comeau, Albert	77-B-21					
	77-A-26	1	Pabos		$ 63.34	$ 63.34
Grenier, Herménégilde	74-92	1	"		85.65	85.65
Murphy, Alma	P. 77-B-231	1	"		482.71	482.71
Murphy, Leonard	P. 77-B-231	1	"		92.64	92.64

Municipalité de Pabos Mills — Municipality of Pabos Mills

Noms — Names	No du lot — Lot No.	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Vallée, Arthur	2-B A.	r. N. Anse Canard		$ 22.35	$121.50	$ 143.35
Grenier, Treflé	2-B-5	r. N. Anse Canard		10.25	90.00	100.25
Lantin, Adéodat	35	r. vil. Newp.		5.20	93.00	98.20

Municipalité de Pabos — Municipality of Pabos

Michaud, Albert Cyr	32-i	r. 1	Pabos	$ 14.00	$ 47.00	$ 61.00

Municipalité de Saint-François Pabos — Municipality of Saint-François Pabos

Cyr, Donat	P. 18-A	r. 3	Pabos	$ 4.80	$ 7.70	$ 12.50
Cyr, Donat	P. 15	r. 3	"	8.90	11.00	19.90
Lapointe, Réginald	P. 18-A	r. 3	"			

Municipalité de Grande Rivière — Municipality of Grande Rivière

Leblanc, Antoine	P. 353	r. 2	Gr. Riv.	$ 12.25	$ 55.18	$ 67.43
Méthot, succ.-est, Jos. Bastien	P. 352	r. 2	"	25.92	124.57	150.49

Municipalité de Sainte-Thérèse — Municipality of Sainte-Thérèse

Appleby, Mme-Mrs. Arthur	P. 18	r. 1	Percé	$ 7.14	$ 19.64	$ 26.18
Collin, Marcel (H)	P. 28	r. 1	"	8.25	16.00	24.25
Lelièvre, Eugène	P. 47	r. 1	"	22.85	91.99	114.84
Lelièvre, Léon	P. 48	r. 1	"	2.00	11.00	13.00
Lelièvre, Roland	P. 68	r. 1	"	10.93	39.00	49.93
Roussy, Jean	888-89	r. 2	"	12.63	52.50	65.13
Desbois, Roméo	861 P.	r. 2	"	22.50	87.43	109.93
Desbois, Mme-Mrs. Philippe	861 P.	r. 2	"	35.95	120.00	155.95
Cyr, Ludger	843 P.	r. 2	"	18.32	65.00	83.32
Cyr, Hervé	843 P.	r. 2	"	23.15	93.00	116.15
Lambert, Hervé	984	r. C	"	41.35	128.50	169.85
Bujold, Edgar	978	r. C	"	26.40	150.00	176.40
Couture, Omer	976	r. C.	"	22.50	72.00	94.50

Municipalité de Cap d'Espoir — Municipality of Cap d'Espoir

Beck, Wilfrid	P. 945	r. A	Percé	$127.50	$212.10	$ 339.60
Beck, Philippe	P. 945	r. A	"	140.65	97.75	238.40
Langlois, Georges	P. 952	r. C	"	75.28	287.41	362.69
Langlois, John	951	r. C	"	119.36	252.42	371.78
Cloutier, Pierre	P. 706	r. 2	"		113.00	113.00
Cloutier, Émile	714-15-16	r. 2	"			
Cloutier, Émile	P. 709	r. 2	"		326.55	326.55

Municipalité de Barachois — Municipality of Barachois

Girard, succ.-est, Edom	P. 39	r. 1 N.	Malb.	$ 26.37		$ 26.37
Vardon, succ.-est Cecil	P. 44	r. 1 N.	"	2.48		2.48
Blondin, John E.	27-41	r. 1 N.	"	18.43		18.43
Rehel, Oswald	P. 33	r. 1 N.	"		$100.00	100.00

Municipalité scolaire de Barachois — School municipality of Barachois

Chicoine, Wilfrid	P. 19	r. 1	Malb.	$ 17.61	$116.92	$ 134.53
Comeau, Isidore	P. 2	r. 1	"	1.62	9.07	10.69
Dumas, Fred	P. 3	r. 3	"	0.96	9.47	10.53
Dion, Joseph	P. 12	r. 2	"	1.32	22.46	23.78
Gaumond, succ.-est, Simon	P. A	r. 1	"	30.80	50.95	81.75

Municipalité de Malbaie No 2 — Municipality of Malbaie No. 2

Carbonneau, succ.-est, Jean	P. 23-B	r. 1 B.A.	Malb.	$ 4.35	$ 43.50	$ 47.85
Cormier, succ.-est, George	P. 22-B	r. 1 B.A.	"	2.24	20.00	22.24

Municipalité de Douglas — Municipality of Douglas

Noms — Names	No du lot — Lot No.	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Annett, M.-Mrs Joseph	Lot 7	r. 1 B.B.	Doug.		$ 65.48	$ 65.48
Briand, James	6-B	r. 1 B.B.	"			
Briand, James	14-A	r. 1 B.B.	"			
Briand, James	15-A	r. 1 B.B.	"			
Briand, James	23	r. 5	"	$ 28.28	77.96	106.24
Briand, Emery	14-A	r. 1 B.B.	"	3.55	2.88	6.43
Dupré, Henri	18-E	r. 1 Doug.	"		102.96	102.96
Holland, Bert	12-28	r. 1 T.	"			
Holland, Bert	11	r. 4	"		81.12	81.12
Kennedy, Mme-Mrs Cecile	17	r. 3	"	8.72	111.84	120.56
Kennedy, M.-Mrs Robert	7-8		"			
Kennedy, M.-Mrs Robert	23-24	r. 1	"	9.48	167.03	176.51
Miller, Lawrence	12-D	r. 1 D.	"	7.37	81.47	88.84
Quinn, James	7	r. 1 B.B.	"	33.76	172.47	206.23
Rehel, Louis	15	r. 1 B.B.	"			
Rehel, Louis	9-C	r. 1 B.B.	"			
Rehel, Louis	32	r. 2 B.B.	"	10.97	101.95	112.92
Rooney, Napoléon	9-25	r. 2 To.	"			
Rooney, Napoléon	10-A, 26-A	r. 2 To.	"			
Rooney, Napoléon	18-A	r. 3	"			
Rooney, Napoléon	16	r. 3	"			
Rooney, Napoléon	13	r. 4	"	7.05	123.74	130.79

Commission scolaire du Cap des Rosiers — School Commission of Cap des Rosiers

Ève, Edmond	P. 12	r. 1 E.	Cap. R.	$ 13.75	$127.00	$ 140.75
Smith, Arthur	P. 12	r. 1 E.	"	7.25	109.05	116.30
Ste Croix, Élias	26	r. 1 N.	"	21.05	151.45	172.50
Gaul, Archy	28-D	r. 1 N.	"		141.30	141.30

Municipalité de Rivière au Renard — Municipality of Rivière au Renard

Denis, Vve-diw. France	95-2	r. S. Riv.	Fox	$ 16.45	$ 48.64	$ 65.09
Parent, Louis Ph.	101-3	r. S. Riv.	"			
Parent, Louis Ph.	105-1	r. S. Riv.	"	10.62	55.48	64.10

Municipalité scolaire de Pointe Frégate — School municipality of Pointe Frégate

Guillemette, Léopold	33-A-3	r. 1	Clo.		$ 86.85	$ 86.85
Déry, Charles	35-16	r. 1	"		241.00	241.00
Francoeur, Jean B.	36-F-3	r. 1	"	$ 8.00	15.10	23.10
Déry, Jean B.	36-E	r. 1	"	8.00	30.10	38.10
Philibert, Laurent	36-B-4	r. 1	"		4.30	4.30
Côté, Rodolphe	38-3	r. 1	"		43.00	43.00
Côté, Placide	38-8	r. 1	"		86.80	86.80
Leclerc, Mme-Mrs. Léontine	39-A-4	r. 1	"		30.10	30.10
Dufresne, Hermel	40-C-3	r. 1	"		6.45	6.45
Dufresne, Euclide	40-C-2	r. 1	"		51.60	51.60
Dufresne, Jacques	37-13	r. 1	"	3.60	26.70	30.30
Francoeur, Edgar	37-15	r. 1	"		86.00	86.00
Dufresne, Paul Aimé	39-A-1	r. 1	"	4.70	22.95	27.65
Côté, Théodore	36-B-16	r. 2	"		61.72	61.72
Côté, Hermel	37-7	1	"	27.80	260.57	288.37
Francoeur, Mme-Mrs. J. B.	37-8	r. 1	"	26.70	103.20	129.90

Municipalité de Saint-Maurice Échourie — Municipality of Saint-Maurice Échourie

Cloutier, Jean Guy	396-2	r. 1 O.	Fox		$ 6.60	$ 6.60
Dunn, Baptiste	396-4	r. 1 O.	"		9.80	9.80
Tapp, Joseph A.	397-4	r. 1 O.	"		19.80	19.80
Bonenfant, Benjamen	400-10	r. 1 O.	"		19.80	19.80
Cloutier, Florimond	401-1	r. 1 O.	"		22.00	22.00
Tapp, Élie	406-2	r. 1 O.	"		39.60	39.60
Élément, Éphrem	407-8	r. 1 O.	"		5.00	5.00
Laflamme, Léo	431-12	r. 1 O.	"		21.34	21.34
Côté, Léon	442-5	r. 1 O.	"		19.80	19.80
Mathurin, Raymond	1	r. 1 O.	"		4.40	4.40
Mathurin, Placide	1-33	r. 1 O.	"		20.20	20.20
Tapp, Louis	2-3	r. 1 O.	"		54.00	54.00
Dupuis, Donat	2-35	r. 1 O.	"		12.00	12.00
Dupuis, Roland	2	r. 1 O.	"		4.40	4.40
Dupuis, Georges	2	r. 1 O.	"		37.80	37.80
Tapp, Léon	465-2	r. 2 O.	"		14.50	14.50

Municipalité de Baie de Gaspé-Sud — Municipality of Gaspe Bay South

Roberts, Austin	P. 15	r. 1 Dar.	B.G.S.		$ 3.67	$ 3.67

Donné à Percé, ce septième jour de janvier 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-E. LEBOUTILLIER.

1940-5-2-o

Given at Percé, this seventh day of January, 1963.

J.-E. LEBOUTILLIER,
Secretary-Treasurer.

1940-5-2-o

Ville de Maniwaki

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus par enchère publique, dans l'Hôtel-de-Ville, à la ville de Maniwaki, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de MARS, mil neuf cent soixante-trois, à DEUX heures p.m., pour taxes municipales et scolaires et autres redevances, sur les divers lots de terre plus bas désignés, à moins que lesdites taxes et redevances ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir:

Town of Maniwaki

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the above-mentioned municipality that, the immoveables hereinafter mentioned will be sold by public auction in the Town Hall in the town of Maniwaki, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of MARCH, one thousand nine hundred and sixty-three at TWO o'clock p.m., for municipal and school taxes and other dues, on the various lots of land designated below, unless the said taxes and dues have paid with the costs before the sale, to wit:

Ville de Maniwaki — Town of Maniwaki

Noms — Names	Lots	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Chénier Albert et-and Labonté Georges	P. 33-17	F.R.D.	$ 141.61	$ 33.26	$ 174.87
Le lot 33-17 dans le rang front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki moins partie vendue à Gilbert Nevins par vente enregistrée sous le numéro 32930. Avec bâtisses dessus érigées.		Lot 33-17 on the range having frontage on Désert river in the township of Maniwaki, less the part sold to Gilbert Nevins by a sale registered under number 32930. With buildings thereon erected.			
Cusson, Arthur	Maison seulement sur rive Rivière Gatineau-House only on Gatineau River bank	F.R.G.	110.85	52.18	163.03
Maison seulement sur rive Rivière Gatineau, canton de Maniwaki.		The house only on the bank of the Gatineau river, township of Maniwaki.			
Cyr, Gérard	34-152-3-9	F.R.G.	155.08	92.56	247.64
Le lot de terre portant le numéro 34-152-3-9 dans le rang front à la rivière Gatineau, dans le canton de Maniwaki. Avec bâtisses dessus érigées.		The lot of land bearing number 34-152-3-9 on the range having frontage on Gatineau river, in the township of Maniwaki, with buildings thereon erected.			
Danis, Léonard	P. 1-18	F.R.D.	23.76	53.13	76.89
Une partie du lot de terre portant le numéro un-dix-huit (ptie 1-18) dans le rang front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain mesure trente-trois pieds de largeur par soixante-six pieds de profondeur et est bornée comme suit, savoir: vers le nord par le lot numéro 1-17, vers le sud par le lot numéro 1-19, vers l'est par partie du même lot 1-18 étant la propriété de Florian Forcier et vers l'ouest par partie du même lot 1-18 appartenant à Raymond Robitaille. Avec bâtisses dessus érigées.		A part of the lot of land bearing number one-eighteen (P. 1-18) on the range having frontage on Désert river, in the township of Maniwaki, which part of land measures thirty-three feet in width by sixty-six feet in depth and is bounded as follows, to wit: on the north by lot number 1-17, on the south by lot number 1-19, on the east by part of the same lot 1-18, being the property of Florian Forcier, and on the west by part of the same lot 1-18 belonging to Raymond Robitaille. With buildings thereon erected.			
Gagnon, John T.	5-A-16	F.R.D.	112.57	116.79	229.36
Le lot de terre portant le numéro 5-A-16 dans le rang front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki. Avec bâtisses dessus érigées.		The lot of land bearing number 5-A-16 on the range having frontage on Désert river in the township of Maniwaki. With buildings thereon erected.			
Gauthier, Émile	P. 2-1	A Egan	139.23	43.67	182.90
Un terrain ou emplacement faisant partie du lot deux-un (ptie 2-1) rang « A » aux plans et livre de renvoi officiels du canton Egan, mesurant trente pieds de largeur en front sur le chemin public, ainsi qu'à l'arrière, par une profondeur de cent pieds à partir dudit chemin public et borné comme suit, à savoir: en front à l'ouest par ledit chemin public, d'un côté au sud par partie dudit lot numéro 2-1 appartenant à J.-B. Nault ou représentants, au nord par l'emplacement vendu à Joseph Côté suivant acte enregistré sous le numéro 15736 et à l'est par le résidu dudit lot numéro 2-1 appartenant à J.-B. Nault ou représentants. Avec bâtisses dessus érigées.		A terrain or emplacement forming part of lot two-one (P. 2-1), range "A" in the official plan and book of reference for the township of Egan, measuring thirty feet in width in front on the public road, as well as in the rear, by a depth of one hundred feet, starting at said public road, and is bounded as follows, to wit: in front, on the west, by the said public road, on one side, on the south by part of said lot number 2-1 belonging to J.-B. Nault or representatives, on the north by the emplacement sold to Joseph Côté according to a deed registered under number 15736 and on the east by the remainder of the said lot number 2-1 belonging to J.-B. Nault or representatives. With the buildings thereon erected.			
Gauthier, Gilles	32-37	F.R.G.	52.71	20.95	73.66
Le lot de terre portant le numéro 32-37 dans le rang front à la rivière Gatineau dans le canton de Maniwaki. Avec bâtisses dessus érigées.		The lot of land bearing number 32-37 on the range having frontage on Gatineau river in the township of Maniwaki. With the buildings thereon erected.			
Heaffey, Leonard	P. 2-38, 2-39	F.R.D.	89.00	194.30	283.30
Lot 2-38 rang front à la rivière Désert moins partie vendue à Desert Oil Ltd par acte enregistré le 21		Lot 2-38, on the range having frontage on Désert river less the part sold to Desert Oil Ltd by a deed			

novembre 1959 sous le numéro 50777. Lot 2-39 rang front à la rivière Désert, canton de Maniwaki, au complet. Avec bâtisses dessus érigées.

registered on November 21, 1959 under number 50777. Lot 2-39, range having frontage on Désert river, township of Maniwaki, complete. With buildings thereon erected.

Ville de Maniwaki (*suite*) — Town of Maniwaki (*continued*)

Noms — Names	Lots	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Lacroix, Lucien	P. 3-82	F.R.D.	$ 12.87	$ 12.78	
Une partie du lot de terre portant le numéro 3-82 dans le rang front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain mesure 34 pieds en front sur la rue Notre-Dame, ainsi qu'à l'arrière par une profondeur de 50 pieds, le tout plus ou moins, et est bornée comme suit, savoir: vers l'est par la rue Notre-Dame, vers le sud par la propriété de Honoré Vallière, vers le nord par la propriété de Donald Nault et vers l'ouest par le résidu dudit lot appartenant à Albert Chénier.		A part of the lot of land bearing number 3-82 on the range having frontage on Désert river in the township of Maniwaki, which part of land measures 34 feet in front on Notre-Dame St. as well as in the rear by a depth of 50 feet, the whole more or less and is bounded as follows, to wit: on the east by Notre-Dame St., on the south by the property belonging to Honoré Vallière, on the north by the property of Donald Nault, and on the west by the remainder of said lot belonging to Albert Chénier.			
Lafrenière, Ernest	4-18, 4-19	F.R.D.		70.88	70.88
Les lots de terre portant les numéros 4-18 et 4-19 rang front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, avec bâtisses dessus érigées.		The lots of land bearing numbers 4-18 and 4-19, on the range having frontage on Désert river in the township of Maniwaki, with the buildings thereon erected.			
Langevin, Mme-Mrs. Antoine	32-4	F.R.G.	$ 48.62	33.26	81.88
Le lot de terre portant le numéro 32-4 dans le rang front à la rivière Gatineau dans le canton de Maniwaki, avec bâtisses dessus érigées.		Lot of land bearing number 32-4 on the range having frontage on Gatineau river in the township of Maniwaki, with buildings thereon erected.			
Langevin, Millard	P. 1-91	F.R.D.	109.90	149.60	259.50
Une partie du lot de terre portant le numéro 1-91 dans le rang front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain mesure 50 pieds de front sur la rue Champagne, ainsi qu'à l'arrière, par une profondeur de 66 pieds ou la largeur dudit lot et laquelle partie est bornée comme suit; à savoir: vers l'est par ladite rue Champagne, vers l'ouest par partie du lot numéro 1-90, vers le sud par la rue Tenesco Est et vers le nord par le résidu dudit lot numéro 1-91 appartenant au vendeur. Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble.		A part of the lot of land bearing number 1-91 on the range having frontage on Désert river in the township of Maniwaki, which part of land measures 50 feet in front on Champagne St., as well as in the rear, by a depth of 66 feet or the width of said lot and which part is bounded as follows, to wit: on the east by the said Champagne St., on the west by part of lot number 1-90, on the south by Tenesco St. East, and on the north by the remainder of said lot number 1-91 belonging to the vendor. The whole as it is presently to be found with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to said immoveable.			
Lapratte, Aris	Maison seulement sur lot-house only on lot 1-21	F.R.D.	77.02	16.17	93.19
Maison seulement sur lot numéro 1-21 rang front à la rivière Désert, canton de Maniwaki.		The house only on lot number 1-21 on the range having frontage on Désert river, township of Maniwaki.			
Morin, Florian	P. 1-151	F.R.D.	122.94	35.76	158.70
Une partie du lot de terre portant le numéro un-cent cinquante et un (Ptie 1-151) dans le rang front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain mesure trente-trois pieds de largeur par une profondeur de cent cinq pieds, le tout plus ou moins, et laquelle partie vendue est bornée comme suit, savoir: en front vers le nord par la rue Otjick, à l'arrière vers le sud par la partie dudit lot numéro 1-151 propriété de Cecil Wiggins, d'un côté vers l'est par le résidu dudit lot numéro 1-151 appartenant à Édouard Goulet et de l'autre côté vers l'ouest par le lot numéro 1-150, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.		A part of lot of land bearing number one-one hundred and fifty-one (P. 1-151) on the range having frontage on Désert river in the township of Maniwaki, which part of land measures thirty-three feet in width by a depth of one hundred and five feet, the whole more or less, which sold part is bounded as follows, to wit: in front, on the north, by Otjick St., in the rear, on the south by part of said lot number 1-151, property of Cecil Wiggins, on one side, on the east, by the remainder of said lot number 1-151, belonging to Édouard Goulet, and on the other side, on the west, by lot number 1-150, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.			
Morin, Yvon	P. 3-67	F.R.D.	462.51	546.57	1,009.08
Partie du lot numéro 3-67, rang front de la rivière Désert, canton de Maniwaki, mesurant 50 pieds de front sur la rue Monass (Lévis) ainsi qu'à l'arrière par une profondeur de 80 pieds, bornée au nord par la rue Monass (Lévis), au sud par la propriété de Dame Ida Dupuis, à l'ouest par une autre partie dudit lot 3-67 et à l'est par la rue Notre-Dame. Avec bâtisses y érigées.		Part of lot number 3-67, on the range having frontage on Désert river, township of Maniwaki, measuring 50 feet in front on Monass St. (Lévis) as well as in the rear, by a depth of 80 feet, bounded on the north by Monass St. (Lévis), on the south by the property of Dame Ida Dupuis, on the west by another part of said lot 3-67 and on the east by Notre-Dame St. With the buildings thereon erected.			
Lafontaine, Marcel	P. 5-A	F.R.D.	23.59	55.79	79.38
Un emplacement ou lopin de terre faisant partie du lot numéro cinq A (Ptie 5A) du rang de front rivière Désert aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Maniwaki, dit district, contigu au terrain appartenant à Dame Antoinette Marchand, veuve de feu Basile Philias Otjick. Tel emplacement mesure cinquante pieds (50′) au nord en front sur le chemin public conduisant au lac Bitobig, ainsi qu'au sud à l'arrière par une profondeur de cent vingt-cinq pieds (125′) et est borné comme suit: en front au nord par ledit chemin public, d'un côté vers l'est par le terrain		An emplacement or strip of land forming part of lot number five A (P. 5A) on the range having frontage on Désert river in the official plan and book of reference for the township of Maniwaki, said district, adjacent to the terrain belonging to Dame Antoinette Marchand, widow of the late Basile Philias Otjick. Said emplacement measures fifty feet (50′) on the north in front on the public road leading to lake Bitobig, as well as on the south in the rear, by a depth of one hundred and twenty-five feet (125′) and is bounded as follows: in front, on the north by the said public road,			

de Dame Antoinette Marchand, veuve de feu Basile Otjick, de l'autre côté vers l'ouest par un terrain appartenant à Dame Aimé Marchand et décrit dans un acte enregistré sous le numéro 18989, et en arrière vers le sud par le résidu dudit lot cinq A (5A) appartenant à Prudent Saumure ou représentants. Avec bâtisses dessus érigées.

on one side, on the east by the land belonging to Dame Antoinette Marchand, widow of the late Basile Otjick, on the other side, on the west, by a terrain belonging to Dame Aimé Marchand, and described in a deed registered under number 18989, and in the rear, on the south by the remainder of said lot five A (5A) belonging to Prudent Saumure or representatives. With buildings thereon erected.

Ville de Maniwaki (*suite*) — Town of Maniwaki (*continued*)

Noms — Names	Lots	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Poirier, Alphonse	P. 33-D	F.R.G.	$ 111.12	$ 72.52	$ 183.64
Une partie du lot de terre portant le numéro trente-trois D (P. 33-D) dans le rang front à la rivière Gatineau dans le canton de Maniwaki; laquelle partie mesure cent dix-huit pieds dans la ligne du côté est et soixante pieds dans la ligne du côté nord, cent dix pieds dans la ligne du côté ouest et soixante pieds dans la ligne du côté sud et est borné comme suit, à savoir: à l'est par la propriété de L.-P. Larocque, au nord par le terrain du Ministère des Transports et au sud et à l'ouest par le résidu du même lot restant la propriété de Élude Poirier. Avec bâtisses dessus érigées.		A part of the lot of land bearing number thirty-three D (P. 33-D) on the range having frontage on Gatineau river in the township of Maniwaki; which part measures one hundred and eighteen feet on its east line and sixty feet on its north line, one hundred and ten feet on its west line and sixty feet on its south line, and is bounded as follows, to wit: on the east by the property of L.-P. Larocque, on the north by the terrain belonging to the Department of Transportation, and on the south and on the west by the remainder of the same lot, remaining the property of Élude Poirier. With the buildings thereon erected.			
Robitaille, Raymond	P. 1-18	F.R.D.	76.52	55.89	132.41
½ ouest du lot 1-18 dans le rang front à la rivière Désert canton de Maniwaki, mcins partie vendue à Isidore Allaire par acte enregistré sous le numéro 28629. Avec bâtisses dessus érigées.		The west ½ of lot 1-18 on the range having frontage on Désert river, township of Maniwaki, less the part sold to Isidore Allaire by a deed registered under number 28629. With the buildings thereon erected.			
Roy, Léo Enrg. et-and Vermette-Massé et-and Ouellette Syndics-Trustees	34-152-3-33	F.R.G.	94.20	134.95	229.15
Le lot de terre portant le numéro 34-152-3-33 dans le rang front à la rivière Gatineau dans le canton de Maniwaki. Avec bâtisses dessus érigées.		The lot of land bearing number 34-152-3-33 on the range having frontage on Gatineau river in the township of Maniwaki. With buildings thereon erected.			
St-Amour Albert B.	P. 3-63	F.R.D.	52.01	77.23	129.24
Le lot de terre portant le numéro 3-63 moins partie vendue à Albert Rochon ou représentants. Avec bâtisses dessus érigées.		The lot of land bearing number 3-63 less the part sold to Albert Rochon or representatives. With buildings thereon erected.			
Turpin, Donat	P. 2-27	A Egan.	103.81	40.09	143.90
Partie du lot 2-27 rang A canton Egan telle qu'occupée. Avec bâtisses dessus érigées.		Part of lot 2-27, range A, township of Egan, as occupied. With buildings thereon erected.			
Turpin, Maurice dit-called Lapratte	P. 1-24	F.R.D.	52.66	45.69	98.35
Une partie du lot de terre portant le numéro un-vingt-quatre (Ptie 1-24) dans le rang front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain mesure trente-trois pieds de largeur ou la moitié de la largeur dudit lot par une profondeur de cent soixante-cinq pieds ou la profondeur du lot et borné comme suit; savoir: en front vers le sud, par la rue Koko, vers le nord par partie du lot 1-31, vers l'est par le lot numéro 1-25 et vers l'ouest par le résidu dudit lot 1-24. Avec bâtisses dessus érigées.		A part of the lot of land bearing number one-twenty-four (P. 1-24) on the range having frontage on Désert river in the township of Maniwaki, which part of land measures thirty-three feet in width or half of the width of said lot by a depth of one hundred and sixty-five feet or the depth of the lot and is bounded as follows, to wit: in front, on the south, by Koko St., on the north by part of lot 1-31, on the east by lot number 1-25 and on the west by the remainder of said lot 1-24. With buildings thereon erected.			
Ryan, Harry Succ.-Est. et-and Mayrand, Mme-Mrs. Jos.	P. 3-77, P. 3-78	F.R.D.	1,257.59	3,837.53	5,095.12
Le lot de terre portant le numéro 3-78 dans le rang front à la rivière Désert canton de Maniwaki, et le lot de terre portant le numéro 3-77 dans le rang front à la rivière Désert canton de Maniwaki, moins partie appartenant à Rodolphe Leduc. Avec bâtisses dessus érigées.		The lot of land bearing number 3-78 on the range having frontage on Désert river, township of Maniwaki, and the lot of land bearing number 3-77 on the range having frontage on Désert river, township of Maniwaki, less the part belonging to Rodolphe Leduc. With the buildings thereon erected.			
Ryan, Harry Succ.-Est.	P. 3-71, P. 3-72	F.R.D.	15.76	49.02	64.78
Un terrain faisant partie du lot de terre portant le numéro 3-71 du rang front à la rivière Désert, canton de Maniwaki, lequel terrain mesure 70 pieds de largeur en front sur la rue Monass, par 75 pieds de profondeur le tout plus ou moins et borné comme suit: en front vers le sud par la rue Monass, d'un côté vers l'ouest par le lot de terre 3-72 et à l'est par le résidu dudit lot appartenant à Dame Henriette Schnobb ou successeurs.		A lot of land forming part of the lot of land bearing number 3-71 on the range having frontage on Désert river, township of Maniwaki, which terrain measures 70 feet in width on Monass St., by 75 feet in depth, the whole more or less, and is bounded as follows: in front, on the south, by Monass St., on one side, on the west by the lot of land 3-72 and on the east by the remainder of said lot belonging to Dame Henriette Schnobb or heirs.			
Une partie du lot portant le numéro 3-72 R.F.R.D. dans le canton de Maniwaki, telle partie mesure 65 pieds sur la rue Monass, 61 pieds en arrière par une profondeur de 77 pieds et 6 pouces et bornée comme suit: vers le sud par ladite rue Monass, vers le nord et vers l'est par la propriété de Harry Ryan ou représentants et vers l'ouest par la propriété de Mme Parrie Walts Sayer ou représentants.		A part of the lot bearing number 3-72 R.F.R.D. in the township of Maniwaki, said part measuring 65 feet on Monass St., 61 feet in the rear by a depth of 77 feet and 6 inches, and is bounded as follows: on the south by the said Monass St., on the north and on the east by the property belonging to Harry Ryan or representatives, and on the west by the property of Mrs. Parrie Walts Sayer or representatives.			

Donné à Maniwaki, ce vingt-huitième jour de janvier mil neuf cent soixante-trois.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO-PAUL GRONDIN.

1941-5-2-o

Given at Maniwaki, this twenty-eighth day of January, one thousand nine hundred and sixty-three.

LÉO-PAUL GRONDIN,
Secretary-Treasurer.

1941-5-2

INDEX No 5

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

94-A – Chemise, Province 654
94-A – Shirt, Quebec 654
94-B – Boîtes de Carton, Province 663
94-B – Paper boxes, Province 663
94-C – Construction, Montréal 664
94-D – Barbiers, coiffeurs pour hommes et dames, St-Hyacinthe 665
94-D – Barbers and hairdressers, St-Hyacinthe 665
94-E – Construction, Sorel 666
95-A – Métallurgie, Québec 649
95-A – Metal trades, Quebec 649
95-E – Barbiers, coiffeurs et coiffeuses (Roberval) 653
95-E – Barbers and Hairdressers (Roberval) 653
107 – Circulation lourde sur deux viaducs du boulevard Taschereau 668
107 – Heavy traffic on two viaducts of the Taschereau Boulevard 668
127 – Circulation lourde sur le pont de Ste-Anne de la Pérade 668
127 – Heavy traffic on the Ste-Anne de la Pérade bridge 668

AVIS — ***NOTICES***

Price Brothers & Company, Limited (*Barrage – Dam*) 668
Ste-Philomène, ville – town (*Requête – Petition*) 669

COMPAGNIES — ***COMPANIES***
Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***

Chartes — ***Charters —***
Abandon de — ***Surrender of***

Abbey Co. (The) 669
Clanbrock Realties Co. 670
Dussault (F.) Inc. 670
Harwil Realty Corp. 670
Pinegrove Construction Corp. 670
Slimathome Limited 670

Divers — ***Miscellaneous***

Association des Hommes d'Affaires de Roxboro Inc. (*Dir.*) 671
Association des Hommes d'Affaires de Roxboro Inc. (*Règl.– By-laws*) 671
Beaubien (L.G.) & Cie Limitée (*Dir.*) 673
Beaubien (L.G.) & Co. Limited (*Dir.*) 673
Beaubien (L.G.) Cie (*Dir.*) 674
Beaubien (L.G.) Co. (*Dir.*) 674
Club des Quilleurs du Québec (1962) Inc. (*Dir.*) 670
Collège Saint-Denis Incorporé (*Règl.– By-laws*) 671
Filature de l'Abitibi Inc. (La) – (*Dir.*) 672
Forage et Sondage National Inc. (*Dir.*) 672
Lafortune & Gagné Limitée (*Dir.*) 672
Lorraine Construction Co. Ltd. (*Dir.*) 674
Montcalm Salmon Club (*Règl.– By-laws*) 672
National Boring and Sounding Inc. (*Dir.*) 672
Piuze Transport Inc. (*Dir.*) 673
St. Jude Automobiles Inc. (*Dir.*) 671

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Abitibi Provincial Inc. 574
Acme Litho Inc. 575
Agence d'Expédition de Québec, société par actions à responsabilité limitée 575
Agences A. L. du Québec Inc. 575
Ajustements Union Inc. 576
Amsel & Amsel (1962) Inc. 576
Amsel Holdings Ltd. 577
Arrow Investment Corp. 577
Association de la Construction de Montréal 577
Auberge de la Rivière Sauvage Inc. 578
Aubut Roofing Company Limited 578
B. & F. Metal Works Ltd. 578
Barefoot Litho Composition & Plates Co. 579
Bazinet (Adrien) Inc. 579
Beaudoin (Rolland) Automobiles Ltée. 579
Beaulieu (Richard) Ltée 580
Bellemare Express Inc. 580
Bibliothèque Publique de Port-Cartier Inc. 580
Boivin (E. D.) Inc. 581
Bonhomme, Dubuc & Gauthier Ltée 581
Borsos Transport Limited 582
Bourgault Transport Limitée 582
Brouillard Chevrolet-Oldsmobile Inc. 582
Bryn Teg Limited 583
Café de la Place (Das Platzl) Inc 583
Calco Realty & Investment Corp. Ltd. 583
Canaan Development Corp. 584
Cannat Limited 584
Carillon Islands Development Inc. (The) 592
Centre Commercial Lévis Inc. 584
Centre d'Art de Chomedey 585
Cercle des Voyageurs de Commerce de la Mauricie Inc. 585
Champoux (Guy) Inc. 586
Chauffage Model Inc. 586
Chaussures Christiane Ltée 586
Chomedey Art Centre 585
Choquette & Moreau Ltée 587
Christiane Shoes Ltd. 586
Club de Golf des Pins Inc. 587
Club de Yacht Saguenay-Chicoutimi-Nord Inc. (Le) 587
Club Optimiste de Boucherville Inc. 588
Comfort Heating & Appliances Co. 588
Conseil Central des Loisirs de Roberval Inc. 589
Corporation des Propriétaires de Taxi du Québec (La) 589
Craig Realty Corporation 589

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Crémerie Calderone Inc. 590
Crémerie Stella Inc. 590
Croteau Électrique Inc. 590
D'Anjou Terrace Ltd. 591
Decoration Steel Ltd. 591
Développement des Iles Carillon Inc. (Le) 592
District of Bedford Society for Advancement of Welfare Services (The) 592
Domaine Leman Inc. 592
Doma Tile & Terrazzao Ltd. 593
Donut Den Inc. 593
Economic Structural Steel Inc. 593
Embassy Terrace Ltd. 594
Entreprises J. G. Inc. (Les) 594
Entreprises La Savoie Ltée (Les) 594
Expo Restaurant Inc. 595
Fédération Catholique des Associations de Parents de la Province de Québec. 595
Ferme Jean Labbé Inc. 596
Floranne Inc. 596
Frankel Enterprises Ltd. 596
Furniture Mart Inc. 597
G. M. Clothing Ltd. 597
Gabe Company Ltd. 597
Gaspé South Construction Ltd. 598
General Furniture & Appliances Ltd. 598
Geoffroy & Frères Ltée 598
George General Auto Repairs Inc. 599
Groshire Ltd. 599
Guenette (André) Ltée 599
Hodge Realties Ltd. 600
Holzinger (Canada) Ltd. (Dr. L. J.) 600
Home Specialties (1962) Inc. 600
Immeubles Guy Inc. (Les) 601
Immobilière Richelieu Ltée (L') 601
Imprimerie Vaillancourt Inc. 601
Jafra Inc. 602
Janco Electric Ltée 602
Jardinière Inc. (La) 603
Jarry Used Car Corporation 603
Judy Brand Inc. 603
Julien & Fils Ltée (J.C.) 604
Labbé (Jean) Farm Inc. 596
Labelle & Frères Excavation Inc. 604
Lachine Merchandising Inc. 604
Lado Construction Inc. 605
Ladouceur (Yon) Limitée 605
Lallier (J. E.) & Fils Ltée 605
Larry's Record Shop Inc. 606
La Savoie Enterprises Ltd. 594
Legault Transport Ltée 606
Ligue des Propriétaires du Secteur St-Jean-Baptiste de la Salle de la Cité de Trois-Rivières 606
M. B. C. Investment Corp. Ltd. 607
Magasin des Arts du Vieux Québec Inc. 612
Magasin 5'ième Avenue (Place Laurier) Ltée 607
Maison Sociale de Magog Inc. 608
Major Investment Corp. 608
Manoir Breakeyville Inc. 608
Marché Perreault Inc. 609
Matus Trading Co. Inc. 609
Messageries Italo-Canadiennes Inc. (Les) 610
Milot Real Estate Inc. 610
Model Heating Inc. 586
Montreal Construction Association 577
Nadeau (Yves) & Compagnie Limitée. 610
Negro Citizenship Association Inc. 611
New St. Lawrence Bakery of Montreal Ltd. 611
Nicolet Quebec Industries Ltd. 611
Old Quebec Arts Shop Inc. 612
Pagé & Pagé Ltée 612
Pigeon (Roméo) & Lavoie (Québec) Ltée 612
Pinetree Golf Club Inc. 567
Place Crémazie Barber Shop Inc. 613
Port Cartier Public Library Inc. 580
Poulin (Guy) Auto Supply Inc. 613
Primaco Ltd. 613
Primaco Ltée 613
Primeau Metal Inc. 614
Principal Fund Incorporated 614
Produits en Bois Lepage Inc. (Les) 615
Provincial Drywall Applicators Inc. 615
Quebec Shipping Agency, joint-stock company with limited liability 575
1205 Restaurant Inc. 615
Riberac Development Co. Ltd. 616
Riverside Plaza Inc. 616
Ross Company 616
St. Castin Skidoo Inc. 621
Salaison de Bourget Inc. 617
Salois Auto-Leasing Inc. 617
Salois Louage d'Autos Inc. 617
Salon du Barry Inc. 617
Salon Luce Incorporée 618
Sam (Service d'Achat Mauricien) Inc. 618
Seaway City Motor Hotel (Quebec) Ltd. 618
Service des Loisirs N.D.-de-Lourdes de Verdun 619
Sharko Inc. 619
Sherbrooke Aéroclub Inc. 620
Sherrick Motors Ltd. 620
Simon Cigar Company of Quebec Ltd. 620
Skidoo St-Castin Inc. 621
Société d'Investissement Domiciliaire Inc. 621
Société Immobilière Enic Inc. (La) 621
Société Industrielle d'Appareillage Technique Inc. 622
Spancrete, Limited 622
Steinkrest Inc. 623
Talens Canadian Agencies Co. Ltd. 623
Tas-Tee-Pak Ltd. 623
Taxi Owners Corporation of Quebec (The) 589
Tiber Investments Limited 624
Toastess Corporation 624
Treitel Enterprises Ltd 624
Tremblay (A.) & Frères Ltée 625
Tru-Lite (Montreal) Inc. 625
Turcot & Fils Inc. 625
Union Adjustment Inc. 576
United Furniture Co. Ltd. 626
Universal Plastic Signs Inc. 626
Valcartistes, Inc. (Les) 627
Value Plus Sportswear (1962) Ltd. 627
Verville (J. W.) Ltée 627
Warrendale Shirt Company (1963) Limited 628
Winshaw Mills Ltd. 628
XYZ Construction Ltd. 628
Youth Guild Inc. 629
Zanardelli Construction Inc. 629

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Aero Hydraulics Corporation 629
Beauce Placer Mining Co. Ltd. 630
Bertha Realty Co. Ltd. 630
Boisbrillant Realties Inc. 634
Brothers Investments Inc. 630
Cathan Construction Inc. 630
Claridge Realties, Inc. 631
Coffrages Mont Royal Inc. 635
Cutting (Quebec) Limited 631
Dak Smallwares Inc. 631
Dankoff's Delicatessen & Steak House Inc. 361

Lettres patentes supplémentaires (*suite*) — ***Supplementary Letters Patent*** (*continued*)

Drouin Automobiles Ltée 632
Dupéré (D.) Inc. 632
Durable Construction Corp. 632
Élans de Victoriaville No. 428 Inc. (Les) 632
Entreprises Ménard Ltée 632
Geoffrion Auto Inc. 633
Gerard & Gerard (Quebec) Ltd 633
Gérard & Gérard (Québec) Ltée 633
Holton Development Corp. 633
Hôtel « La Corniche Inc. » 633
Immeubles Boisbrillant Inc. (Les) 634
Immeubles Claridge, Inc. (Les) 631
Industries Couture Limitée 634
Lamarche (J. H.) Limitée 634
Ménard Enterprises Ltd. 632
Michaud Tire Service Ltd. 634
Montreal Land Securities Limited 635
Mount Royal Foundations Inc. 635
Parsons Developments Ltd. 635
Patino Mining Corporation (The) 635
Peelcraft (Quebec) Limited 636
Poudrier & Boulet Limitée 636
Quebec Geophysics Ltd. 636
Rivard (Phil) Inc. 637
Roberge (H.) Inc. 637
Rotom of Canada Limited 637
Service Plastics & Chemicals Corp. 637
Star Pants, Montreal, Limited 637
Star (H.) & Sons Ltd. 638
Taran Furs Incorporated 638
United Auto Parts (Matane) Ltd. 638
Voyageur Laurentien Inc. (Le) 638

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Beaulieu (Richard) Ltée 676
Boudrias Frères (1962) Ltée 676
Boulangerie Montréal Inc. 676
Chicoutimi Yacht Club 676
Club de Yacht de Chicoutimi 676
Compagnie Richard Beaulieu Limitée .. 676
Estimations de l'Est Inc. 675
Hydro Dynamics Ltd. 675
Hydro Dynamique Ltée 675
Lévesque Drive Yourself Inc. 676
Lessard (J.D.) Inc. 677
Package Assembly Ltd. 677
Pontiac Water Company (The) 675
Smelter Power Corporation 676

DEMANDES à la Législature — ***APPLICATIONS to Legislature***

Baie Comeau, ville – town 646
Candiac, ville – town 646
Châteauguay-Centre, ville – town 642
Chevra Thilim Pinsker Kinyan Torah Congregation 649
Deschênes, village 641
Dorval, cité – city 641
Drabinovith, André 647
Easdon, George 639
Équitable Compagnie d'Assurances Générales (L') 643
Equitable General Insurance Company (The) 643
Estate Abraham François Xavier Beaudry 646
Estate J.-Alphonse Drolet 640
Estate Rodier 644
Estate Joseph Gagnon 639
Genois (Joseph Jean Guy) *et vir* 639
Hôpital Jeffery Hale de la Cité de Québec (L') 645
Hudson Water Commission 647
Jeffery Hale's Hospital of the City of Quebec 645
Miville-Dechêne, Marie Lise José 639
Montréal, cité – city 645
Montreal Protestant Homes 647
Office urbano-régional de distribution d'eau (L') 647
Outremont, cité-city 643
Pierrefonds, ville – town 648
St-Léonard, c.s.– s.c. 642
Saint-Michel-de-Vaudreuil, village, par. 640
St. Patrick's Orphan Asylum 643
Senneville, village 644
Société d'Administration et de Fiducie. 640
Succession Abraham François Xavier Beaudry 646
Succession J.-Alphonse Drolet 640
Succession Joseph Gagnon 639
Succession Rodier 644
Thetford Mines, cité – city 640
Verdun, cité – city 648
Weisblum, Solomon, Max, Moses 643

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Beauport, ville – town (L.P.) 678
Bourlamaque, ville – town (*Annex.*) ... 677
Laval-Ouest-West (*Erratum*) 680

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

American Union Insurance Company of New-York 681
Compagnie Canadienne d'assurance sur la vie l'Impériale 680
Imperial Life Assurance Company of Canada (The) 680
La Nord Américaine, Compagnie d'Assurances Générales 681
North American General Insurance Company (The) 681

Instruction publique — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Chambly, ville – town (*Dem.– Appl.*) ... 682
Courcelles, canton – township (*Dem.– Appl.*) 681
Ély-Sud – South (Prot.) (*Dem.– Appl.*). 682
Notre-Dame-des-Anges-de-Stanbridge (*Dem.– Appl.*) 682
Tracy, canton – township (*Dem.– Appl.*) 682

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Joly, canton – township 682
Laprairie de la Magdeleine, par. 683
Saint-Laurent, quartier – ward, Montréal, cité – city 683
Saint-Lin, par. 683
St-Michel de Vaudreuil, par. 683

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Automobile, Montréal (*Prél.– Levy*) 684
Chapellerie pour dames et enfants, Province (*Prél.*) 686
Commerce, Coaticook (*Prél.*) 687
Inland and Coastal Navigation, Port of Montréal (*Amend.*) 683
Millinery and women's and children's Headwear, Province (*Levy*) 686
Navigation côtière et intérieure, Port de Montréal (*Mod.*) 683
Trade, Coaticook (*Levy*) 687

NOMINATION *APPOINTMENT*

Président d'élection 689
Returning-Officer 689

SOUMISSIONS *TENDERS*

L'Abord-à-Plouffe, c.s.– s.c. 689
Châteauguay-Centre, ville – town 697
Chûte-aux-Outardes, c.s.– s.c. 693
Desbiens, c.s.– s.c. 694
St-Damien-de-Brandon, c.s.– s.c. 690
St-François-de-Sales, munic. 695
St-Hyacinthe, c.s.– s.c. 696
Weedon-Centre, village 692

SYNDICATS *SYNDICATES*

Coopératifs *Cooperative*

Caisse Mutuelle des Employés du Bureau de l'Auditeur de la Province (La) (*Fond.– Found.*) 699
Credit Union of Burroughs Employees (*Fond.– Found.*) . . . . . *M* 699
Placements Arvic (*Fond.– Found.*) . . . 699
Syndicat d'Habitation Bellevue (*Fond.– Found.*) 699

Professionnels *Professional*

Association des Enseignants Catholiques de Saint-Sauveur (*Nom – Name ch.*) . . 700
Association des Professeurs Catholiques des Mille-Isles (*Const.– Inc.*) 700

VENTES *SALES*

Effets non-réclamés *Unclaimed Baggage*

Canadian Pacific Railway Company . . . 700

Licitation *Licitation*

Ford *vs* Ford 702
Boivin *vs* Boivin *et al* 701

Liquidation *Winding*

Charton Construction Inc. 703

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Bedford *Bedford*

Desourdy Frères Ltée *vs* Gaudreau *et al.* 703

Gaspé *Gaspé*

Modern Men's Clothing Limited *vs* Sergerie 704

Joliette *Joliette*

Marchand *vs* Kasatchenko 704

Montréal *Montreal*

St-Hubert, c.s.p.– p.s.c. *vs* Marrs *et al* . . 706
Spizzirro *vs* Luccisano *et al* 706

Québec *Quebec*

Central Mortgage and Housing Corporation *vs* Lavarenne 707
Société Centrale d'Hypothèque et de Logement *vs* Lavarenne 707

Richelieu *Richelieu*

Brouillard *vs* Gagné 707
St. Hyacinthe Auto Parts Ltd. *vs* Gagné. 708

Saint-Hyacinthe *Saint Hyacinthe*

Baillargeon *vs* Vandal 709
Corron & Corron Ltd. *vs* Robidoux 708
Crédit Inter Cité Inc. *vs* Bertrand 708

Terrebonne *Terrebonne*

Bank of Nova Scotia (The) *vs* Gagné . . 710
Kaufman *et al vs* Dixon 710

Taxes *Taxes*

Arthabaska, comté – county 711
Chicoutimi, c.s.c.– c.s.c. 713
Gaspé-Est – East, comté – county 715
Gatineau, comté – county (*Correction*). 714
L'Islet, comté – county 712
Maniwaki, ville – town 718
Montcalm, comté – county (*Correction*). 715
Papineau, comté – county (*Correction*). 715

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash